

Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15667 - 7 F

SAMEDI 10 JUIN 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La crise en Bosnie domine le dîner de l'Elysée

M. Chirac reçoit les Européens avant le G7

LE PRÉSIDENT de la République devait recevoir, vendredi 9 juin, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Union européenne pour un dîner à l'Elysée. Pour Jacques Chirac, c'est la première rencontre diplomatique importante depuis son élection.

Il s'agit d'un dîner informel. Il devait néanmoins permettre de dégager les positions communes des Européens sur les grands dossiers du sommet des sept pays les plus industrialisés, qui se tiendra à Halifax (Canada) du 15 au 17 juin : commerce international (y compris l'idée en vogue d'une zone de libre échange transatlantique), questions monétaires (surveillance des marchés les plus volatiles), aide au développement, pour laquelle les Européens redoutent un repli américain, lutte contre le crime international, et enfin l'inévitable question de la sécurité nucléaire.

Le G7 a lieu cette année avant le Conseil européen de clôture du premier semestre, qui se tiendra à Cannes les 25 et 26 juin. Une rencontre à quinze était ainsi nécessaire si l'on voulait que la France, la Grande-Bretagne et l'Italie portent à Halifax un message eu-

ropéen. M. Chirac n'a pas eu le temps matériel de procéder aux rencontres bilatérales avec chacun des partenaires de l'Union, auxquelles se livre traditionnellement le président en exercice de l'Europe. Il était peu vraisemblable que, dans le bref temps d'un dîner, puissent être abordés tous les sujets qui figurent à l'ordre du jour de Cannes.

Certains sont conflictuels, qu'il s'agisse des préparatifs de la conférence intergouvernementale, qui précédera l'année prochaine la réforme de l'Union, ou encore du financement de certaines actions extérieures de l'Union, en particulier l'aide aux pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique).

La Grande-Bretagne et la France s'opposent sur bien des points. Mais l'actualité, dominée par la crise en Bosnie, fait apparaître actuellement leur « fraternité d'armes » et leur rôle dirigeant dans le traitement de cette crise. La totalité du dîner de l'Elysée devait être marquée par cette alliance entre Paris et Londres, plutôt que par leurs divergences sur nombre de dossiers européens.

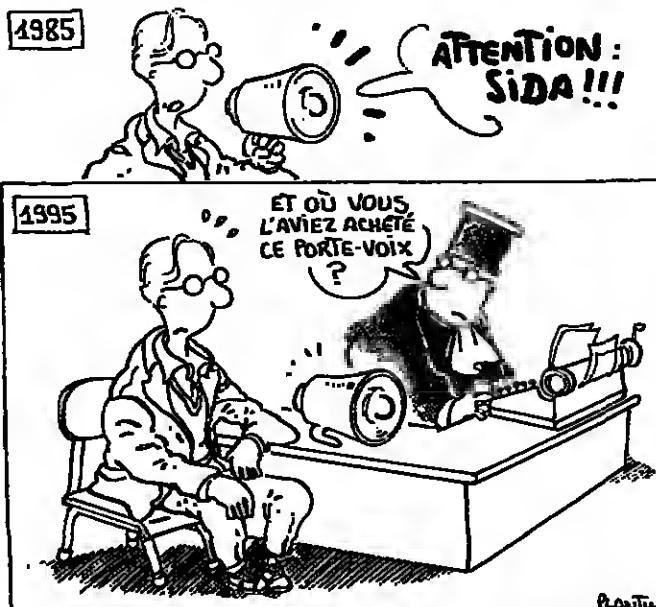
Lire pages 4 et 14

La justice est vivement critiquée dans l'affaire du sang contaminé

La mise en examen du docteur Brunet choque les associations anti-sida

LE DOCTEUR Jean-Baptiste Brunet, directeur du Centre européen de surveillance du sida, a été mis en examen, jeudi 8 juin, par le juge d'instruction parisien Marie-Odile Bertella-Geffroy pour « complicité d'empoisonnement » dans l'affaire du sang contaminé. Epidémiologiste de grand renom et médecin contrôleur affecté au bureau des maladies transmissibles de la direction générale de la santé au moment de cette affaire, il avait été l'un des premiers à alerter les pouvoirs publics sur les risques liés à l'extension de l'épidémie de sida. Après avoir été informé, en décembre 1984, du fort taux de contamination par le virus du sida chez les donneurs de sang de certains centres parisiens, il avait alerté le directeur général de la santé et la commission consultative de la transfusion sanguine.

La mise en examen du docteur Brunet a provoqué de nombreuses protestations. Dans un texte que nous publions, la quasi-totalité des médecins, chercheurs et responsables associatifs qui, dès 1982, avaient été parmi les rares à s'inquiéter du sida, lui apportent leur soutien. Parmi eux, plusieurs des découvreurs du virus du sida, ainsi que les deux fondateurs de l'asso-



ciation Aides, Daniel Defert et Frédéric Edelmann. Dans un entretien accordé au Monde, le professeur Peter Piot, directeur du programme mondial de lutte contre le sida des Nations unies, apporte lui aussi son soutien au docteur Brunet. « Le premier à avoir donné l'alerte », d'autre

part, le professeur Montagnier a décidé de démissionner du conseil d'administration de l'association Ensemble contre le sida, chargée de répartir les fonds collectés par les opérations Sidaclin.

Lire pages 10 et 14

Des bâtiments publics incendiés par des jeunes à Noisy-le-Grand

DE VIOLENTS INCIDENTS ont éclaté, dans la nuit de jeudi 8 à vendredi 9 juin, dans la commune de Noisy-le-Grand, en Seine-Saint-Denis. Un ou plusieurs groupes de jeunes ont incendié un gymnase, qui a été détruit, et trois établissements scolaires, où les dégâts ont été moindres. Quelques voitures et des commerces ont également été endommagés. Les incendies, qui n'ont pas fait de victimes, ont mobilisé dans la nuit cent cinquante sapeurs-pompiers de Paris et deux compagnies de CRS. Ces incidents sont intervenus après la mort, mercredi matin, d'un jeune de vingt-trois ans d'origine marocaine, au terme d'une course poursuite avec la police. Repéré au guidon d'une moto volée, le jeune homme devait dériver et s'écraser contre un feu de signalisation. La famille de la victime et les jeunes de la cité du Champy ne croient pas à un accident et mettent en cause la police. Déjà, dans la nuit de mercredi à jeudi, quelques incidents s'étaient produits dans la ville.

Lire page 11

La protection de la Méditerranée

Les vingt pays riverains de la Méditerranée ont fait le point à Barcelone sur le Plan d'action pour la protection et le développement de la région méditerranéenne (PAM), lancé en 1975. p. 2

Le capitaine O'Grady héros de l'Amérique

Alors que les Américains célèbrent comme un héros le capitaine O'Grady, le pilote du F16 abattu par les Serbes de Bosnie, le renforcement de la Forpro continue. p. 5

Marseille : l'espoir de Jean-Claude Gaudin

Pour la première fois depuis quarante ans, la mairie de Marseille pourrait basculer à droite. Après deux échecs, Jean-Claude Gaudin est bien placé pour succéder à Gaston Defferre et Robert Vigouroux. p. 6

Un informaticien français de vingt ans piratait le FBI

Le FBI vient de porter plainte contre un jeune Français, accusé d'avoir piraté son réseau téléphonique. p. 23

Les éditoriaux du « Monde »

Union à la carte ; Incohérences judiciaires. p. 14

Allemagne, 3 DM ; Arabie-Saoudite, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 14 000 ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 320 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 9 Dir ; Norvège, 14 000 ; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 200 Esc ; République tchèque, 200 Kč ; Suède, 200 F ; Suisse, 100 F SFR ; Thaïlande, 10 Baht ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



La photographie du président



BETTINA RHEIMS

ELLE a surtout photographié des femmes sexy, des stars comme Tina Turner et Sharon Stone. On lui doit des nus de strip-teaseuses, un livre sulfureux de jeunes filles qui se déshabillent dans des chambres d'hôtel, un autre sur l'ambiguïté des corps androgynes, un troisième - le plus réussi - sur des animaux empaillés. Bettina Rheims, quarante-trois ans, ancien mannequin, fille du commissaire-priseur et académicien Maurice Rheims, est une signature réputée du portrait de célébrités, de la mode et de la publicité, l'auteur de pochettes de disques, affiches de cinéma (*Vivement dimanche*, de

Truffaut), vidéo-clips et films de publicité.

Bettina Rheims, la « scandaleuse », a réalisé l'image officielle de Jacques Chirac qui ornait les 36 000 mairies de France. Sa photographie champêtre, avec l'Elysée pour toile de fond, est le premier portrait du genre à affirmer clairement la prise de vue en extérieur. Elle vient s'ajouter aux vingt et une effigies présidentielles, depuis Louis Napoléon. Le général de Gaulle posait avec toutes les décorations liées à sa fonction. Valéry Giscard d'Estaing a rompu avec les conventions en imposant le costume de ville. François Mitterrand s'est présenté comme un homme de lettres, posant avec un livre ouvert. Et Jacques Chirac ? La photographie et Jacques Plihan, conseiller en communication du président, ont voulu mettre en avant un homme « proche des gens, accessible, plus simple », a déclaré Bettina Rheims dans *Paris-Match*, à qui l'Elysée a curieusement donné en exclusivité une image qui appartient à tous les Français.

Lire page 12

Guerre des polices à Moscou

MOSCOU

de notre correspondant

« Tragique malentendu » ou règlement de comptes entre services ? On ne saura sans doute jamais ce qui s'est réellement passé, mercredi 7 juin, encore en plein jour, rue Profsolouznia, au sud-ouest de Moscou. Un policier tué, un autre blessé, ainsi qu'un homme du service fédéral de sécurité (FSB, ex-KGB), tel est le bilan de l'affrontement au pistolet et à l'arme automatique entre policiers ordinaires et hommes de la police secrète russe. Dans un communiqué commun, les deux « factions combattantes » ont invité la presse à s'abstenir de tout commentaire, de crainte de « provoquer une confrontation entre le ministère de l'intérieur et les services fédéraux de sécurité ».

Vers 20 heures, ce jour-là, une voiture de police accoste, gyrophares allumés, une voiture banalisée, dans laquelle se trouvent des officiers du FSB en civil. La fusillade éclate. Selon la version du FSB, ses agents étaient « en mission » pour arrêter un « dangereux criminel », un homme qui s'apparentait à revendire de l'uranium enrichi pour « 650 000 dollars » (environ 3,2 millions de francs). Selon le ministère de l'intérieur, les policiers, alertés par les habitants de la présence dans la rue d'hommes armés en civil, ont voulu procéder à un contrôle. Selon un enquêteur, les agents du FSB ont refusé d'obtempérer et l'un des policiers a tiré en l'air, déclenchant une riposte des hommes du FSB. Une enquête a été ouverte. On peut cependant douter du résultat.

Le 2 décembre 1994, des services de « sécurité »

moscovites s'étaient déjà affrontés, en plein jour et en plein centre-ville. Des hommes de la garde présidentielle, sans insignes et en cagoule, avaient encerclé la banque Most, liée au maire de Moscou. Alors qu'il était impossible de les identifier, ces « barbouzes », fortement armés, avaient menacé d'ouvrir le feu sur la police, arrivée sur les lieux, puis tiré sur les véhicules des agents de l'ex-KGB. Deux employés de la banque avaient été grièvement blessés.

Mais l'enquête du parquet militaire de Moscou a conclu, fin mai, que, faute de témoins (malgré la foule présente sur les lieux), « il n'y avait pas de preuves d'un usage illégal de la force » par les hommes de la garde présidentielle. Les raisons qui ont poussé la présidence à monter une expédition punitive contre la banque Most restent mystérieuses. A Moscou, on évoque les rivalités politiques, notamment pour le contrôle des médias, entre le président Eltsine et le maire de Moscou, Iouri Loukatchev. Mais s'il est peut-être accidentel, l'affrontement entre policiers et hommes du FSB met en lumière la rivalité entre les services, qui « n'ont jamais été aussi loin », a estimé, jeudi 8 juin, un porte-parole de la police. Au-delà des frictions classiques entre polices, la bataille pourrait bien avoir comme toile de fond le contrôle des ressources économiques, officielles ou moins avouables. Quoi qu'il en soit, il ne reste plus grand monde en Russie pour faire respecter la loi, à part bien entendu celle du plus fort.

Jean-Baptiste Naudet

Gabriel GARCÍA MÁRQUEZ

De l'amour et autres démons

roman

« Un chef-d'œuvre signé par un maître à l'apogée de son art. » Jean-François Fogel



Grasset

TÉMOIGNAGE

Le cimetière de Sidi Moussa

par Jules Roy

D E l'Algérie, je reste inconsolable. Ma mère y est née. J'y suis né. Le drame qui a frappé tant d'hommes et de femmes de là-bas m'endolorit encore. Je n'y étais pas retourné depuis une dizaine d'années. C'est pourquoi le vieil homme que je suis à présent a voulu y aller une dernière fois.

A l'aéroport, personne ne m'attendait. On m'avait dit : « Si vous n'êtes pas protégé, vous n'arriverez même pas à l'hôtel. » Je n'étais pas plus protégé que mon compagnon, un solide pied-noir de cinquante-huit ans. Une voiture nous a conduits sans encombre au Saint-Georges, aujourd'hui El Djazair. Le lendemain, on a appris notre présence. On m'offrit de nous prendre en charge. Nous acceptâmes. Je demandai d'abord d'al-

ler au cimetière de Sidi Moussa, où reposent ma mère et la plupart des miens.

Dès que notre convoi eut franchi la colline de Kouba et dévalé vers le sud, il me sembla avoir atteint une autre planète. Là, autrefois, commençait le vignoble, coupé de haies de cyprès qui protégeaient les orangers du vent. Les cyprès existaient encore, mais plus d'orangers, plus de vignes, plus un brin d'herbe.

De chaque côté de la chaussée où nous roulions en zigzaguant à toute vitesse comme des forcenés dans un flot de voitures, la plaine semblait couverte à perte de vue de maisons pour la plupart achevées.

Lire la suite page 13

Jules Roy est écrivain.

LE MONDE DES LITTÉRATURES

200 000 livres :

romans, biographies, essais.

Le Monde Éditions :

dessins de Plantu.

L'Histoire au jour le jour.

L'album du Festival d'Arles.

La sélection du Monde des livres.

36 15 LE MONDE

INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 10 JUIN 1995

ENVIRONNEMENT Les représentants des vingt Etats riverains de la Méditerranée se sont retrouvés les 8 et 9 juin à Barcelone pour faire le point sur le Plan d'action pour la

protection et le développement de la région méditerranéenne (PAM), lancé en janvier 1975 dans la capitale catalane, dans un contexte défavorable marqué par le premier

choc pétrolier. ● CES ANNÉES DE TRAVAUX ont permis à la fois de dresser un réel bilan de santé de la qualité des eaux et des sédiments — « comparable à celle de la haute mer

dans les océans » —, et d'obliger à coopérer des Etats riverains souvent séparés par des considérations politiques. ● LE NOUVEAU DIRECTEUR DU PAM, Lucien Chabason, est un

Français qui a consacré l'essentiel de sa carrière à la protection de l'environnement. A elle seule, la France fournit 33 % du budget annuel consacré à ce programme.

Les pays de la Méditerranée protègent leur mer commune

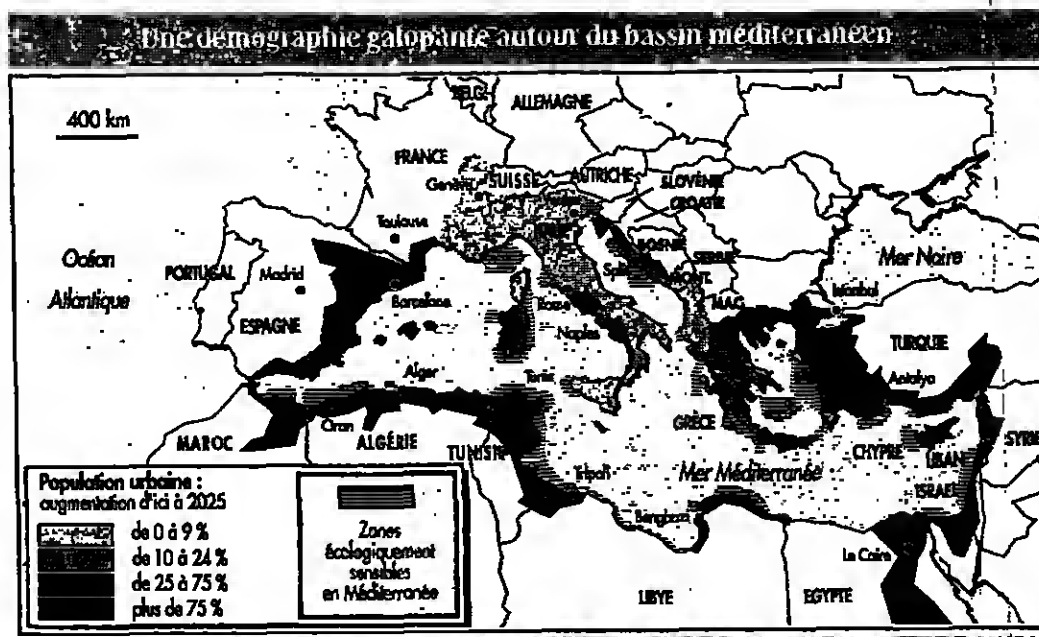
La qualité des eaux et des sédiments est jugée « acceptable ». C'est le premier constat établi avant le sommet qui se tient à Barcelone les 8 et 9 juin, vingt ans après le lancement du Programme d'action pour la protection et le développement de la région méditerranéenne (PAM)

EN JANVIER 1975, la conscience écologique planétaire est encore dans les limbes et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNU) une institution bien fragile. C'est pourtant dans ce contexte peu favorable, où il n'est question que de choc pétrolier et de crise de l'énergie, que le PNU prend l'initiative de réunir à Barcelone une conférence intergouvernementale sur la protection de la Méditerranée. La raison ? « En trente ans, la région méditerranéenne va probablement vivre plus de changements qu'elle n'en a connus depuis trois cents ans », prophétise un document du PNU.

Après une semaine de travaux, les dix-huit pays riverains adoptent alors un « plan d'action pour la protection et le développement de la région méditerranéenne » ou PAM, qui prévoit quatre chapitres : 1) un état des lieux établi à partir des données recueillies par la recherche scientifique ; 2) un programme de développement socio-économique baptisé « plan bleu » ; 3) un axe de recherche juridique pour l'harmonisation du droit et des législations ; 4) une cellule pour l'organisation institutionnelle et financière du programme. En 1976, ce programme débouche sur la convention dite de Barcelone, signée par dix-huit Etats riverains

et la Communauté économique européenne. Ce beau programme, naturellement, a mis du temps à se mettre en place. Dix ans plus tard, à la conférence de Gênes, le ministre français de l'environnement, Huguette Bouchardeau, reconnaissait que Barcelone avait « ouvert les volets de la coopération », mais qu'il restait à « afficher des objectifs qui fassent bouger les choses ». En fait, le seul acquis, eo dix ans, était la mise en place du réseau de surveillance continue de la pollution, appelé MED-POL, auquel ont participé quelque quatre-vingts laboratoires et centres de recherche. Les données ainsi recueillies ont permis la signature en 1980 d'un protocole sur les sources de pollution d'origine tellurique, autrement dit les rejets en mer provenant de la terre, qu'il s'agisse des fleuves, du ruissellement côtier ou des émissaires d'eau usées.

TROIS « AMOCO CADIZ » Grâce à MED-POL, on apprend que 10 milliards de tonnes de déchets industriels et domestiques, charriés par les eaux usées, se retrouvent chaque année en Méditerranée, soit beaucoup plus que les rejets d'hydrocarbures (une moyenne de 800 000 tonnes), qui occupent pourtant beaucoup les esprits, surtout en période de pénurie. Autrement dit, les chasses



d'eau et les usines, même situées loin à l'intérieur des terres, polluent plus la Méditerranée que les cargos qui déchargent leurs soutes ou les pétroliers qui font eau-fou. Aujourd'hui, la pollution par les hydrocarbures a été ramenée à une moyenne de 650 000 tonnes par an, ce qui représente

l'équivalent de trois Amoco-Cadiz, mais aux deux tiers évaporées en mer, et le reste étalé sur 46 000 kilomètres de littoral. L'effort doit donc porter eo priorité sur l'assainissement, d'autant que l'afflux des touristes, au nord, et l'exode rural, au sud, drainent vers le littoral des millions d'habitants supplémentaires chaque année.

En revanche, on découvre que « les eaux et les sédiments au large sont d'une qualité relativement acceptable, que l'on peut comparer à celle de la haute mer dans les océans ». Car, contrairement aux affirmations sombres de certains, la Méditerranée n'est pas un bouillon de culture pathogène qui tue les poissons et rend malades les baigneurs. Si les poissons disparaissent, c'est parce qu'ils sont pêchés à outrance. Quant aux baigneurs, ils reviennent toujours, même lorsque les algues rouges envahissent l'Adriatique ou que les méduses roses prolifèrent près des plages. C'est que la Méditerranée, contrairement à la mer du Nord ou à la Baltique, est d'une grande profondeur, ce qui compense largement son enclavement dans les terres. Même le commandant Cousteau, qui avait déclaré cette mer « foutue » en 1987, a dû reconnaître après une longue investigation que le littoral méditerranéen était davantage menacé sur terre par le béton que dans ses profondeurs par la pollution chimique.

Si le phoque moine (*Monachus monachus*) a pratiquement disparu de Méditerranée, c'est parce que les pêcheurs ne supportent pas sa concurrence — et ses dégâts aux filets. Quant à la tortue caouanne (*Caretta caretta*), sa réfraction tient surtout à la disparition des aires de ponte, due elle-même au développement du tourisme, qui accapare toutes les plages de sable fin. Lorsque

Une convention pour la biodiversité

Le PAM se concentre sur les pollutions et la qualité de l'eau, mais se préoccupe moins de diversité biologique. C'est pourquoi trente-cinq organisations non gouvernementales se sont réunies en janvier à Alghero (Sicile), où elles ont signé une convention pour la biodiversité côtière et marine en Méditerranée. Cette convention recommande notamment la préservation des écosystèmes insulaires, la protection des mammifères marins et la mise en place d'un réseau d'aires de réserves naturelles, tant littorales que maritimes. La convention d'Alghero demande que soit officiellement créé le sanctuaire pour les baleines visagées en 1992 par la France, l'Italie et Monaco, entre la Côte d'Azur, la Riviera et la Corse.

LE RÔLE DE LA FRANCE

Toutes ces données, et bien d'autres encore, ont permis deux choses essentielles : établir un bilan de santé réel de la mer et obliger les riverains à coopérer, ne serait-ce qu'en échangeant leurs informations. C'était véritablement

Conflit sur les plates-formes pétrolières désaffectées

La quatrième conférence des ministres de l'environnement des pays riverains de la mer du Nord, réunie les 8 et 9 juin à Esbjerg, au Danemark, a donné lieu à un affrontement entre la Grande-Bretagne et plusieurs autres pays sur le sort des plates-formes pétrolières désaffectées. Le Danemark a demandé d'interdire qu'elles soient démontées à terre. Il a été soutenu par la Belgique, l'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas et la Commission européenne. Cette conférence intervient au moment où le groupe pétrolier Shell entend faire couler la plate-forme Brent Spar au large de l'Ecosse. Le ministre danois a rappelé que « 400 plates-formes pétrolières et de gaz sont disséminées en mer du Nord ». Sa proposition de communiqué s'est heurtée à la Grande-Bretagne. La France et la Norvège ont émis de sérieuses réserves. — (AFP)

l'homme ne s'en mêle pas, comme pour les dauphins ou les baleines en Méditerranée, les animaux s'y portent très bien. Les plaisanciers qui naviguent dans les parages de la Corse ou de la Sardaigne sont toujours surpris lorsqu'ils croisent des baleines. Car le cheptel de roquais

ment une gageure que de mettre, sinon autour de la même table, du moins dans le même programme, un Egyptien et un Libyen, un Israélien et un Syrien, un Grec et un Turc, etc. Seules les Nations unies pouvaient réussir ce tour de force, qui a été mené contre vents et marées depuis vingt ans. Au début, de 1975 à 1979, c'est le PNU qui a assuré la totalité du financement (4 millions de dollars par an). Depuis, les parties contractantes ont pris le relais, en particulier la France, qui est devenue le plus gros contributeur du budget. A elle seule, elle fournit 33 % du budget actuel (28 millions de francs pour quatre-vingts personnes). L'Italie cotise à hauteur de 26 %, l'Espagne de 20 %, et la Grèce, siège du PAM, de 8 %.

Aujourd'hui, le PAM compte vingt Etats membres, plus l'Union européenne. L'ex-Yougoslavie est en effet représentée par trois Etats indépendants (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine), car la Serbie-Monténégro, se considérant comme seule héritière de la Fédération yougoslave, n'a pas renouvelé sa demande d'adhésion à la convention de Barcelone. Les tâches ont été réparties eo de multiples unités, dans tout le bassin méditerranéen : l'unité de coordination du PAM est fixée à Athènes, où résident le directeur et ses collaborateurs. Le plan bleu a été confié à la France, qui a établi à Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes). La lutte contre les marées noires est centralisée à Rembich (Malte), les actions prioritaires à Split (Croatie), la télédécision à Palerme (Italie), les zones protégées à Tunis (Tunisie) et la qualité de l'eau à l'Egypte.

Roger Cans

Lucien Chabason, l'énarque bleu du PAM

LE NOUVEAU directeur du PAM est, comme il se doit, un Français. Mais la nomination de Lucien Chabason à ce poste n'est pas fortuite. Car cet enarque de cinquante-quatre ans, passé par les cabinets de Jacques Chirac (1974) et de Raymond Barre (1976), a consacré ensuite toute sa carrière à la protection de l'environnement. Il a notamment dirigé le service de la recherche du ministère de l'environnement et servi comme directeur de cabinet de Brice Lalonde, pour lequel il a préparé un plan national couramment appelé « plan vert ».

Passionné de Cévennes et de Luberon, il a toujours été attiré par la Méditerranée, où il se fera finalement élire conseiller régional du Var sous l'étiquette Génération Ecologie.

Du Var à la Grèce, il n'y a qu'un pas. Le voilà donc installé au cœur du dispositif d'Athènes, toujours entre deux avions pour Le Caire, Tunis ou Barcelone. « Un des grands mérites du PAM, c'est d'avoir le premier au monde, en 1979, obtenu un accord international contre l'immersion des déchets en mer », dit-il. Et d'avoir poussé les pays méditerranéens, toujours à la traîne en matière d'environnement, à se doter d'administrations ad-

hoc : ministère en Italie (1986), agences en Tunisie et en Egypte (1992), ministère au Maroc (1993), etc. « La lutte contre les pollutions telluriques reste un objectif majeur, notamment sur les cours du Rhône et de l'Ebre », précise-t-il. Toutefois, après la qualité de l'eau de mer et du littoral, le PAM s'occupe de plus en plus vers « la planification intégrée des zones côtières », comme dans l'île de Rhodes (Grèce) ou à Foutamattou (Egypte). Car on s'est aperçu que la qualité du littoral dépend de tout le bassin versant.

DES INSPECTEURS NATIONAUX « Ce qu'il faut maintenant, c'est créer dans chaque pays un corps d'inspecteurs nationaux de la Méditerranée », explique-t-il. Mais il rêve d'un « inspectariat international de la Méditerranée », qui pourrait contrôler n'importe quel site du littoral. « Comme l'AEA pour le nucléaire ou la convention de Lugano pour le rhinocéros ». En tout cas, pas question de créer un conservatoire méditerranéen du littoral, comme l'avait un moment suggéré Michel Barnier, alors ministre de l'environnement. Car « dans la plupart des pays méditerranéens, le littoral appartient déjà à l'Etat ». C'est donc aux Etats de prendre leurs responsabilités, sans s'en remettre à un organisme international qui « rechercherait les servitudes d'urbanisme ».

L'opposition algérienne sollicite le soutien populaire pour un « contrat national »

LES PARTIS et les organisations, qui ont signé, en janvier, à Rome, « la plate-forme pour une solution politique et pacifique de la crise algérienne », ont décidé de forcer la main au pouvoir en appelant la population à venir soutenir leur « contrat national » que ce dernier a rejeté « en blanc et en détail ».

Dans un encart publicitaire, publié, mardi 6 juin, par l'hebdomadaire *La Nation* et les quotidiens *El Houria* et *El Ouma* — ce qui leur a valu d'être suspendus de deux semaines à un mois — ils ont invité les Algériens à participer à un rassemblement, ce vendredi, à Alger, à la salle unisport Harcha, pour soutenir leur initiative de paix.

Le document de Rome demande à la présidence d'ouvrir des négociations sans condition avec l'opposition, y compris les islamistes, pour tenter de trouver une issue politique à la crise qui secoue le pays depuis plus de trois ans. Elaboré sous les auspices de la communauté catholique Sant'Egidio, il a été signé par les principaux partis de l'opposition légale, dont le FLN et le

Front des forces socialistes (FFS) et par l'ex-Front islamique du salut (FIS) avec la caution écrite de ses chefs en prison, Abassi Madani et Ali Benhadj.

Outre la fin de non-recevoir très sèche que leur a opposé le président de l'Etat Liamine Zéroual, ces formations, qui refusent l'organisation de l'élection présidentielle prévue avant la fin de l'année, ont été victimes d'une campagne de dénigrement sans précédent de la part des médias gouvernementaux et de la presse indépendante « érodatrice », qui privilégient la répression à l'encontre des islamistes. Des manifestations « spontanées » ont eu lieu dans plusieurs régions pour soutenir la condamnation par les autorités d'une initiative qualifiée de « tentative d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Algérie ».

PRESSANTES DEMARCHES Malgré de multiples et pressantes démarches, l'opposition n'a pu prendre langue avec le pouvoir en tant que « bloc » réunissant les auteurs du document de Rome. La présidence, figée dans son refus, n'a accepté que

des rencontres bilatérales. Mais le « groupe de Rome », bien qu'hétérogène, a apparemment résisté à ce souci évident de division. Prenant le pouls de leur base militante, à l'occasion de nombreuses réunions, ces mouvements ont décidé de porter le débat sur la place publique et de solliciter un soutien populaire.

Le rassemblement d'Alger doit être compris dans ce sens. Son éventuel succès pourrait renforcer la crédibilité des cosignataires de la plate-forme de Rome et donner peut-être « à réfléchir » aux partisans d'un « tout sécuritaire » qui a montré ses limites. « C'est une première ; nous ne devons pas laisser l'initiative politique au pouvoir », souligne un partisan de cette initiative, qui se dit ni démocrate, ni islamiste, mais « un Algérien tout simplement, qui souhaite que toute cette terreur que nous subissons, s'arrête ». A son avis, « l'Algérie et ses enfants valent mieux que tout cela. Il faut soutenir la moindre initiative de paix, même proposée par le diable... ».

Ali Habib

Des « possibilités inhabituelles » de paix au Proche-Orient

LE SECRÉTAIRE D'ETAT américain a exprimé, jeudi 8 juin, un optimisme exceptionnel, à son arrivée en Israël, première étape de sa troisième tournée au Proche-Orient. Il existe aujourd'hui des « possibilités inhabituelles pour une paix réelle » entre Israël et ses voisins, a déclaré Warren Christopher, au terme d'un entretien avec le premier ministre, Itzhak Rabin, lequel s'est félicité du « meilleur état d'esprit » dont fait preuve la Syrie, même s'il ne faut pas, selon lui, « sous-estimer les obstacles » qui demeurent.

Selon un haut responsable américain, le niveau des contacts militaires entre Israël et la Syrie, pour discuter des modalités pratiques d'un retrait du Golan, et la date exacte de leur reprise à Washington, seront fixés après la rencontre, prévue samedi, entre M. Christopher et le président syrien Hafez El Assad. Américains et Israéliens souhaitent la présence des chefs d'état-major, mais la Syrie est réservée. La seule rencontre entre les chefs d'état-major des deux pays remonte au 22 décembre 1994, à Washington, et s'était soldée par un échec.

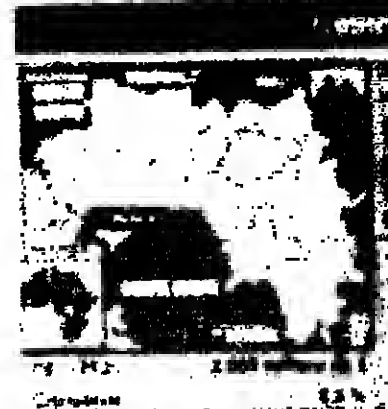
Dans un entretien accordé à la

chaîne de télévision américaine CNN, M. Rabin a répété qu'il était prêt à rencontrer le président El Assad « où il le voudra » et « sous n'importe quelle forme », pour parler de la paix. Lors d'un triplex organisé avec le roi Hussein et Yasser Arafat, il a invité ce dernier à se rendre en Israël « quand il le voudra ». « J'aimerais bien », a répondu le chef de l'Autorité palestinienne, pour qui il n'existe « aucun obstacle à rencontrer [le premier ministre israélien] n'importe où ». Une telle visite dans l'Etat juif serait une première.

Des entretiens devaient réunir M. Christopher, le président égyptien, Hosni Mubarak, et M. Rabin, vendredi, au Caire. Ils ont pour but d'essayer d'aplanir les difficultés surgies récemment dans les relations entre l'Egypte, Israël et, par extension, les Etats-Unis, qui ont soutenu l'Etat juif dans les querelles sur la prorogation du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et les confiscations de terres arabes à Jérusalem-Est. Le secrétaire d'Etat américain s'entretenait, dimanche, à Jéricho, avec M. Arafat et, à Amman, avec le roi Hussein. — (AFP)

Une quarantaine de...
après le « nettoyage »

Les Guinéens aux urnes, entre...



Les Japonais se querellent...

Une quarantaine de morts à Bujumbura après le « nettoyage » des quartiers hutus

L'opération de l'armée burundaise fait craindre des représailles

L'armée burundaise, majoritairement tutsie, a massacré, mercredi 7 juin, selon les premières estimations, une quarantaine de personnes

dans les derniers quartiers hutus de la capitale. Lancés dans une opération de « nettoyage » destinée à chasser les miliciens hutus, les mil-

itaires ont tué des civils - principalement des femmes, des enfants et des vieillards - qui n'avaient pas pu fuir avant leur arrivée.

NAIROBI

de notre correspondant
Vieilles maisons, familles carbonisées, habitations pillées ou incendiées : tel était le spectacle qu'offrait, jeudi 8 juin, les quartiers de Kamenge, de Kinama et de Gasenyi, investis, la veille, par les forces régulières chargées d'y conduire une opération de désarmement. Bilan provisoire : une quarantaine de morts, trente-six maisons et dix véhicules détruits par le feu.

Les habitants, redescendus des collines dès la fin de l'intervention de l'armée, ont constaté les dégâts, accusant les militaires et les miliciens tutsis d'avoir tué leurs « vieilles mères » ou autres parents trop vieux pour marcher. « On entendait les cris et les pleurs de ceux qui rentraient chez eux et

découvraient les leurs gisant dans une fosse de sang », raconte l'épouse d'un soldat de l'AFR. En revenant du travail, Astère a retrouvé sa femme et son bébé de deux mois, sous un arbre, tués à l'arme blanche, et les corps de trois amis, carbonisés, dans sa maison. Plusieurs boutiques ont été pillées. Selon les habitants de Kamenge, la plupart des logements incendiés appartiennent à des intellectuels ou à des commerçants.

Malgré ces scènes macabres, le quartier s'anime de nouveau, jeudi, dans ce voisinage de mort, mais la population restait sur le qui-vive, surveillant les moindres mouvements des militaires, postés à la périphérie. Les habitants sont revenus comme ils étaient partis, par des sentiers détournés, sans

être contrôlés par des militaires. « On vous a dit qu'on allait le faire », s'est exclamé un commerçant. « Les cadavres, nous sommes habitués : c'est malheureux à dire », a expliqué pour sa part un membre du gouvernement, interrogé par téléphone depuis Nairobi. « Ce qui s'est passé à Kamenge et Kinama s'est répété des dizaines de fois dans les collines depuis deux ans. En réalité, à chaque fois que les soldats montent une opération de désarmement, ils tuent des civils ».

RUMEURS DE REVANCHE

La riposte ne s'est pas fait attendre. Le 7 juin, après l'intervention militaire à Kamenge, dans le quartier « bakanisé » de Musanga d'où les Hutus ont été chassés l'an dernier, neuf tutsis ont été tués et mutilés, selon les autorités locales,

qui accusent les « bandes armées hutus » d'avoir frappé. La capitale brûle maintenant de rumeurs d'une revanche tutsie, en réaction aux représailles hutus de Musaga, lesquelles vengent Kamenge et Kinama.

Les appels du chef de l'Etat au désarmement des quartiers ne seront pas entendus de sitôt, surtout dans les zones tutsies, où l'armée, issue à 80 % de la minorité tutsie, montre peu d'enthousiasme à intervenir. « Toutes les nuits, depuis le début des hostilités à Kamenge, explique un haut fonctionnaire burundais, les tirs retentissent dans les quartiers tutsis, probablement pour faire une démonstration de force et décourager toute attaque de miliciens hutus ».

Jean Héline

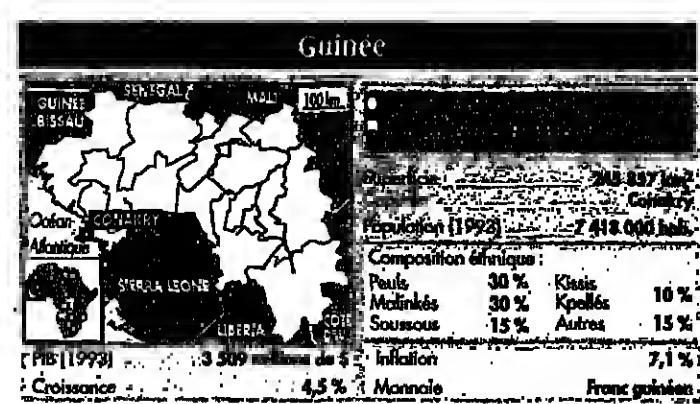
Les Guinéens aux urnes, entre sérénité et désenchantement

CONAKRY

de notre envoyé spécial
Cette année, la saison des pluies tarde un peu. Alors, sur les trottoirs détrempés de Conakry, on se rassemble autour des postes de télévision et, à partir de 22 heures, chaque soir de la semaine, y compris le samedi, on regarde le résumé quotidien du procès qui, depuis trois mois, a lieu devant la cour d'assises de la capitale guinéenne. Les réparties du président Doura Chérif, les exploits sanglants des bandits, surnommés « Zizi » ou « Chaud-Choud », qui ont terrorisé la capitale en 1993 et 1994, passionnent davantage les Guinéens que le procès Simpson ne captive les Américains.

Un peu plus tôt dans la soirée, la campagne télévisée pour les élections législatives est diffusée et rapporte le même succès populaire. A Conakry, certains opposants au régime du président Lansana Conté font remarquer que ce désintérêt est encore accru par les coupures d'électricité qui affectent les quartiers politiquement peus sûrs au moment de la campagne. Mais l'accusation est loin d'être prouvée et, de toute manière, les pannes de courant font partie de la vie quotidienne des Guinéens, comme leur désenchantement à l'égard de la politique.

Onze ans après la mort de Sékou Touré, la Guinée n'est pas finie d'avancer vers la démocratie. En 1991, les premières élections municipales avaient été suivies d'affrontements intercommunautaires, en Guinée forestière. En décembre 1993, l'élection présidentielle s'était conclue sur la victoire très contestée du général Lansana Conté, qui détestait le pouvoir depuis le coup d'Etat de mars 1984, qui suivit de quelques jours la mort du dictateur. Cette légitimation du chef de l'Etat n'en était pas tout à fait une, puisqu'il fallut à ce dernier l'annulation du scrutin dans deux circonscriptions massivement favorables à l'opposition pour passer la barre des 50 % dès le premier tour. Cette victoire fut, en outre, assomée par de violents heurts qui firent six morts dans les rues de Conakry le jour même du scrutin.



Cette année, « l'ambiance est détendue, presque indifférente », reconnaît Thierno Diallo, rédacteur en chef du *Lux*, hebdomadaire satirique, aussi redouté par le pouvoir que par l'opposition. « L'attente suscitée par l'élection présidentielle a été déçue ». La vie à Conakry se résume à un encheînement sans fin de difficultés matérielles. Si l'alimentation électrique laisse à désirer, que dire du système d'adduction d'eau et des égouts ? Le moindre espace laissé par la ville coloniale ou les constructions « socialistes » du régime de Sékou Touré est envahi par des cahutes en tôle. Dès le début de la saison des pluies, la ville est transformée en cloaque, et des embouteillages de voitures antérieures au milieu desquels les transports en commun brillent par leur absence - prennent des proportions apocalyptiques.

La campagne électorale hésite, du coup, entre les promesses matérielles et les débats institutionnels. Sur 114 députés, 38 seront désignés au scrutin uninominal à un tour. Ceux-là font assaut d'engagements en matière d'électrification de leur circonscription, de réduction ou de création de routes. Les autres seront élus à la proportionnelle, sur des listes nationales. Ils se préoccupent plus de réforme institutionnelle.

Deux grands partis d'opposition, le Rassemblement du peuple guinéen (RPG) d'Alpha Condé et le Parti du renouveau et du progrès (PRP) de Siradiou Diallo se sont répartis les circonscriptions et -

tout en proposant chacun une liste nationale - se sont engagés à s'abstenir dans le futur Parlement l'un et l'autre demandant la création d'un poste de premier ministre, non prévu par la Constitution. On imagine le peu d'intérêt que suscite ce débat dans la population. Au total, vingt et une formations tentent leur chance, dont deux partis qui se réclament de l'héritage de Sékou Touré.

NATIONALISME

Le ministère de l'Intérieur et de la sécurité a fait apposer dans Conakry des banderoles appelant à voter dans le calme, mais aussi à dépasser les clivages ethniques dans le choix des députés. C'est que la scène politique est dominée par des différences d'ordre régional et communautaire. La division administrative du pays - Haute, Moyenne et Basse-Guinée et Guinée forestière - a une traduction ethnique : les Malinkés de Haute-Guinée et les Peuls de Moyenne-Guinée (le Fouta Djallon) représentent chacun environ 30 % de la population totale. La région côtière est le fief des Sous-sous (15 % des Guinéens), communautaristes dont est issu le président Conté. Enfin, les nombreuses tribus de la forêt (10 %) ont un réflexe d'autodéfense identitaire face à l'intrusion des autres ethnies dans leur région.

Ces données sont vieilles comme la constitution du territoire guinéen, au temps de l'Afrique occidentale française. Mais, occultées par le discours jacobin de Sékou

Touré, elles n'en finissent plus de renaitre. L'appareil du Parti de l'unité et du progrès (PUP) - celui du chef de l'Etat - fait la part belle aux Sous-sous. Le RPG est avant tout malinké, le PRP et l'Union pour la nouvelle République de Mamadou Ba, peule. « Finalement, c'est le PUP qui présente la liste la plus équilibrée », est obligé de constater un opposant, ancien membre du RPG. Ce qui ne va pas sans risques pour les partisans du président Conté.

Si les Sous-sous sont bien représentés dans la haute administration ou le corps diplomatique, « ce sont eux qui vivent sous les têtes, dans les quartiers les plus misérables de Conakry », ajoute cet ancien membre du RPG. Les opposants se prennent à rêver d'un divorce entre le PUP et sa « base » communautaire. Mais il en faudra sûrement plus pour dilapider le crédit politique patiemment accumulé par le président Conté.

Ce soldat-paysan, arrivé au fauteuil de l'Etat presque par accident - il était le plus ancien des officiers impliqués dans le coup d'Etat -, a réussi à se maintenir au pouvoir en sachant doser répression et tolérance. Si, par exemple, la Haute-Guinée a payé son « mouvais » vote de la précédente élection présidentielle par des tracasseries policières, si les préfets s'ingénient toujours à entraver les déplacements des candidats de l'opposition en province, les partis politiques ont tous été légalisés et la presse est libre.

La situation économique s'améliore lentement. Malgré la corruption endémique et le délabrement des infrastructures, on note quelques signes de reprise des investissements, et les relations avec le Fonds monétaire international sont bonnes. En revanche, la crise est ouverte entre la Banque mondiale et le gouvernement guinéen. En refusant, après l'avoir promis, de participer au financement du projet hydroélectrique de Garafiri, la banque a suscité une vague de colère qui a permis au régime de renouer avec le discours nationaliste des années 60.

Thomas Sottinel

Les Japonais se querellent sur leur passé militariste

TOKYO

de notre correspondant
Loin d'apaiser les dissensions sur l'évaluation du passé, le projet de résolution, destiné à marquer le cinquantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, élaboré par la coalition gouvernementale (*Le Monde* du 8 juin) soulève un tollé de protestations au Japon comme dans le reste de la région.

Comme tout compromis, le texte auquel sont parvenus les partis de la coalition ne satisfait personne. Afin de tenir compte des divergences d'opinion, ses auteurs ont cherché à « noyer le poisson » en replaçant la guerre d'agression et le colonialisme japonais dans le contexte plus général des impéria-

lismes de l'époque et en restant vague sur les responsabilités propres de Tokyo. Le caractère alambiqué du document, dans lequel ne figurent pas les mots « remords » ou « repentir » mais simplement celui, plus général, de « regret », limite sa portée.

A Séoul, le quotidien *Chosun Ilbo* estime que ce texte ne répond pas aux attentes des peuples d'Asie et, à Singapour, le *Strait Times* écrit que le Japon a laissé passer sa dernière chance de présenter ses excuses. Pékin a réagi sur le même ton : soulignant l'ambition du Japon d'exercer une influence politique dans la région, l'agence Chine nouvelle se demande comment, « sans une vision juste de l'histoire, le Japon peut parler du futur ».

Fruit des efforts des libéraux-démocrates et des socialistes, dont l'objectif prioritaire était de préserver leur alliance, ce projet de résolution et le débat qui l'entoure démontrent à quel point la classe politique nipponne, accaparée par ses luttes internes, ne tient pas compte de l'impression désastreuse donnée dans la région par sa vaine hésitation sur la question de son expansionnisme passé.

Les politiciens japonais s'échappent aujourd'hui sur un texte qui sera adopté dans de telles conditions qu'il aggravera le ressentiment plus qu'il ne l'apaisera. Tant dans les rangs de la principale formation d'opposition, le Nouveau Parti du progrès (NPP), que dans ceux de l'ex-majorité libérale

démocrate se manifestent des oppositions virulentes, non seulement de la part de la « vieille garde », qui estime que « ce texte ternit l'honneur de la race », mais aussi de jeunes députés.

La fin de la guerre froide au Japon a eu pour effet de libérer l'expression d'une revendication de souveraineté politique et culturelle face à l'Occident et de recuser une attitude pénitente vis-à-vis du passé, en opposition avec le courant majeur de l'après-guerre. Le Parti communiste, pour sa part, est opposé à cette résolution, estimant que le gouvernement a « cherché à rationaliser la guerre d'agression menée par le Japon ».

Philippe Pons

Londres et Pékin d'accord sur la future Cour suprême de Hongkong

HONGKONG. La Grande-Bretagne et la Chine sont tombées d'accord, vendredi 9 juin, pour que la future Cour suprême de Hongkong soit mise en place après le retour, en 1997, de la colonie britannique dans le giron chinois. Les militants démocrates, qui redoutent la tutelle de la Chine populaire sur le futur système judiciaire local, préféraient que cette Cour soit mise en place avant la rétrocession afin d'introduire un maximum de garanties. Depuis le début des années 90, le désaccord qui persistait entre Pékin et Londres sur ce dossier judiciaire avait sérieusement contribué à hypothéquer les relations entre les deux capitales. Il reste maintenant à Chris Patten, le gouverneur britannique de la colonie, à faire entériner ce compromis par le conseil législatif, qui a déjà fait échec à un précédent accord sino-britannique sur le même sujet. - (APR)

AFRIQUE

■ AFRIQUE DU SUD : un dirigeant de l'Inkatha a été arrêté jeudi 8 juin dans le cadre de l'enquête sur treize meurtres commis en 1987 dans la province du KwaZulu-Natal. L'arrestation de Zakhela « M. Z. » Khumalo, secrétaire général adjoint du parti zoulou dirigé par Mangosuthu Buthelezi, intervient quelques jours après celles de deux anciens responsables blancs de la sécurité dans le KwaZulu. - (APR/Reuters)

■ Le nombre d'étrangers résidant illégalement en Afrique du Sud atteindrait 8,5 millions, dont plus de 3 millions arrivés au cours de l'année 1994, selon le colonel Van Niekerk, coordinateur de la police des frontières à Pretoria. - (APR)

■ CÔTE D'IVOIRE : la condamnation de deux journalistes a été confirmée en appel mercredi 7 juin. De Be Kwassi et Abou Cissé, journaliste et fondateur de l'hebdomadaire *La Patrie*, proche du Rassemblement des républicains (opposition), avaient été condamnés en première instance à un an de prison ferme pour deux articles mettant en cause le président Henri Konan Bédié. La cour d'appel a confirmé cette condamnation, qu'elle a assortie d'une interdiction de parution de trois ans de *La Patrie*. - (Reuters)

■ DJIBOUTI : deux dirigeants de la rébellion sont entrés au gouvernement dans le cadre d'un remaniement ministériel décidé jeudi 8 juin par le président Hassan Gouled Aptidon. Ali Mohamed Daoud, dit Jean-Marie, et Ougoureh Kifich, président et secrétaire général du Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD), deviennent respectivement ministres de la santé et de l'agriculture. Le ralliement de ces deux dirigeants de la rébellion a été violemment dénoncé par le fondateur du FRUD, Ahmed Dini, qui poursuit la lutte armée. - (APR)

ASIE

■ AFGHANISTAN : la milice du chef ouzbek Rashid Dostom a lancé, mercredi 7 juin, une offensive contre les positions présidentielles, au nord du tunnel du Salang qui traverse la grande montagne centrale de l'Afghanistan. Un porte-parole du camp présidentiel a indiqué que cette offensive avait été repoussée et que l'assailant avait perdu plusieurs chars et des dizaines d'hommes. - (APR)

■ BIRMANIE : l'armée a repris son offensive contre la rébellion karen dans le sud-est du pays en attaquant l'une des dernières régions tenues par les rebelles près de la frontière avec la Thaïlande, a rapporté, jeudi 8 juin, une source militaire thaïlandaise. - (Reuters)

■ PAKISTAN : seize personnes liées au Front de libération du travail forcé (BLTF) ont été arrêtées jeudi 8 juin à Lahore, parmi lesquelles la mère d'Iqbal Masih, cet enfant-esclave assassiné en avril, a annoncé l'association Anti-Slavery International. - (APR)

PROCHE-ORIENT

■ GAZA : l'ancien chef de la délégation palestinienne aux négociations de paix avec Israël, Haidar Abdel Chafi, a lancé, jeudi 8 juin, une nouvelle formation politique, le Mouvement palestinien pour la construction de la démocratie. Le Mouvement soutient l'OLP comme unique représentant du peuple palestinien, mais il est critique envers l'Autorité palestinienne. - (APR)

■ IRAN : les autorités ont menacé de tuer l'épouse et les enfants d'un pilote, le colonel Khalil Farman, qui a fait défection la semaine dernière en posant son hélicoptère dans le Kurdistan irakien, a rapporté jeudi 8 juin l'agence Iran Press Service (IPS), publiée à Paris. Les autorités exigent le retour en Iran du colonel Khalil Farman, ajoute l'IPS.



Le Nouvel Economiste a vingt ans
N° 1000

CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX
A PARTIR DU VENDREDI 9 JUIN

Jacques Chirac reçoit les dirigeants de l'Union européenne à l'Elysée

Le dîner de l'Elysée devrait donner lieu à un échange de vues informel sur les grandes questions internationales, notamment la crise bosniaque, la préparation du prochain G7 et du conseil européen qui aura lieu à Cannes

Le dîner organisé, vendredi 9 juin, à l'Elysée, pour les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne est la première grande rencontre internationale pour Jacques Chirac, depuis qu'il a

accédé à la présidence. Il s'agit d'une rencontre informelle, qui ne doit pas déboucher sur des prises de décision. Elle permettra, en revanche, un échange de vues avant le sommet des sept pays les

plus industrialisés de la planète et le sommet européen, lesquels auront lieu au cours du mois de juin. La crise en Bosnie-Herzégovine devrait, cependant, dominer les débats, après les décisions ré-

cemment prises en vue, notamment, de renforcer la Forproeu en ex-Yougoslavie. Ce dossier, contrairement à d'autres, fait apparaître une très grande proximité entre Paris et Londres, qui ont

pris l'initiative de la création d'une Force de réaction rapide (FRR) en Bosnie. Autour de la table, les convives sont dans des situations politiques plus ou moins assurées dans leurs pays.

C'EST A UN DÎNER informel que le président de la République Jacques Chirac a convié, vendredi 9 juin, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Union européenne. Aucun ordre du jour précis n'a été annoncé, car il s'agit d'abord pour le chef de l'Etat français d'avoir un contact avec chacun de ses partenaires européens avant les deux grandes échéances diplomatiques du mois de juin : le sommet des sept pays les plus industrialisés qui se tiendra à Halifax du 15 au 17 et le Conseil européen des 25 et 26 à Cannes.

Il est de tradition, en effet, que le président en exercice de l'Union européenne rencontre les dirigeants de chaque pays membre avant le sommet qui clôt sa présidence. M. Chirac, qui a pris que récemment ses fonctions, ne pouvait matériellement l'envisager, et ce dîner de l'Elysée doit servir de substitut. On peut imaginer que les convives n'auront guère le temps d'entrer dans le détail des dossiers figurant au programme du G7 et du Conseil européen et que, parmi les échanges qui de-



raient avoir lieu sur les grandes questions internationales, une large part portera sur la Bosnie. Si Jacques Chirac accueille ses invités aurore de sa victoire à l'élection présidentielle et sûr

d'une majorité confortable à l'Assemblée, si l'Allemand Helmut Kohl, le Belge Jean-Luc Dehaene ou le Suédois Ingvar Carlsson sont assurés, eux aussi, de la pérennité de leur pouvoir, certains des parti-

cipants au dîner de l'Elysée ont un avenir beaucoup plus précaire. John Major, par exemple, voit son parti s'écrouler dans les sondages et perdre toutes les élections partielles. Le premier ministre britannique doit aussi affronter des vagues successives de scandales, et mener, avec une marge d'action très étroite, un combat de tous les instants contre les conservateurs « eurosceptiques ». La perspective d'une probable victoire des travaillistes aux prochaines élections - qui devraient avoir lieu en 1997 si John Major parvient à tenir jusqu'à cette date - est considérée d'un œil favorable dans les capitales européennes. Le nouveau chef du Labour, Tony Blair, a, en effet, réusé à faire prendre à son parti un virage plus européen.

Situation fragile aussi pour les dirigeants de trois pays méditerranéens. En Espagne, la défaite du Parti socialiste aux élections régionales et municipales du 28 mai a confirmé la chute de la popularité de Felipe Gonzalez, dont le main-

tien au pouvoir dépend maintenant de la fidélité de son allié catalan, Jordi Pujol. Le flou des engagements européens de José María Aznar, le président du Parti populaire, successeur probable de Felipe Gonzalez - qui a été l'homme de l'entrée de l'Espagne dans la Communauté - peut inquiéter. Comme peut inquiéter l'incertitude politique régnant en Italie, en dépit des exploits que réalise depuis la mi-janvier le gouvernement de techniciens que dirige Lamberto Dini.

En Grèce, l'incertitude vient d'abord de l'état de santé d'Andreas Papandréou qui, enfermé dans sa tour d'ivoire, ne gouverne plus véritablement le pays. Sauf pour lancer quelques diatribes nationalistes qui contribuent à mettre de l'huile sur le feu, présimement en ce qui concerne le sujet qui dominera le dîner de l'Elysée : l'ex-Yougoslavie. Par son intransigence vis-à-vis de la Macédoine, comme par la manifestation de ses sentiments pro-serbes, la Grèce se retrouve, pour le moment, isolée au sein de l'Union européenne.

Les participants

- Allemagne : Helmut Kohl (chrétien-démocrate)
- Autriche : Franz Vranitzky (social-démocrate)
- Belgique : Jean-Luc Dehaene (social-chrétien)
- Danemark : Poul Nyrup Rasmussen (social-démocrate)
- Espagne : Felipe Gonzalez (social-démocrate)
- Finlande : Martti Ahtisaari (social-démocrate)
- France : Jacques Chirac (RPR)
- Grande-Bretagne : John Major (conservateur)
- Irlande : John Bruton (Fine Gael, centre droit)
- Italie : Lamberto Dini (centre)
- Luxembourg : Jean-Claude Juncker (chrétien-social)
- Pays-Bas : Wim Kok (social-démocrate)
- Portugal : António Guterres (social-démocrate, centre droit)
- Suède : Ingvar Carlsson (social-démocrate)
- Commission européenne : Jacques Santer (chrétien-social)

Une nouvelle « fraternité d'armes » franco-britannique

LA GUERRE dans l'ex-Yougoslavie a provoqué une intensification de la coopération militaire entre Paris et Londres, manifeste encore par la création de la Force de réaction rapide (FRR). Les responsables des ministères de la défense sont allés ensemble à New York (avec les Néerlandais) expliquer à l'ONU les objectifs de cette force dont le commandement respectera la règle tacite de l'alternance, le numéro un sera français, le numéro deux britannique, comme au sein de la Forproeu. La proposition est née d'une convergence entre le mémorandum français remis à la fin du mois de mai au « groupe de contact » et les réticences britanniques ; le premier suggérait une force d'action rapide sous uniforme national, les seconds envisageaient le renforcement des « casques bleus » et la mobilisation de la 24^e brigade aéroportée.

Une telle coopération était inimaginable au début de la crise yougoslave ; Londres avait alors torpillé une idée franco-allemande de force d'intervention sous le pavillon de l'UEO, sous prétexte que cette dernière était impuissante. Ce n'était pas entièrement faux, mais c'était surtout pour écarter une organisation qui aurait pu faire concurrence à l'OTAN. Depuis, cette crainte a disparu. « Si on avait eu le temps de penser à un cadre plus institutionnel, c'eût été l'UEO », disent même les Anglais à propos de la FRR.

LES PALINODIES DE WASHINGTON

Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. En 1992, Londres a envoyé un contingent de « casques bleus » en Bosnie, pour ne pas laisser les Français seuls dans cette région sensible. Malgré une conception plutôt restrictive du mandat de la Forproeu, les Anglais n'admettent pas que leurs soldats deviennent les jouets des Serbes bosniaques. « Nos intérêts nationaux sont en jeu », ont-ils dit immédiatement après la récente prise d'otages. Ils sont d'autant plus agacés par les palinodies du gouvernement américain qui parle à son aise de la levée de l'embargo sur les armes ou de frappes aériennes, puisqu'il n'a pas de soldats sur le terrain. Au moment du premier ultimatum sur Sarajevo en février 1994, Washington et Paris ont même dû forcer la main aux dirigeants de Londres. Malgré ces tiraillements, renforcés par les mauvais rapports personnels entre John Major et Bill Clinton, la Grande-Bretagne n'en reste pas moins un tenant fidèle de l'atlantisme. Mais précisément le nihilisme observé par Washington à l'identité européenne de défense lors du sommet de l'OTAN en 1994 a libéré les Anglais de leurs réticences vis-à-vis de l'UEO.

La concertation entre la France et la Grande-Bretagne s'est ainsi renforcée, au niveau des ministères, des administrations, des militaires. Fin 1992 a été créée une « commission mixte sur les questions de politique et de doctrine militaires », suivie en novembre 1994 d'un état-major aérien combiné. Même si le dialogue n'est pas aussi institutionnalisé avec Londres qu'avec

Bonn, l'urgence donne des résultats ; la FRR a été mise sur pied pour des missions qui pourraient être celles de l'Eurocorps... s'il était opérationnel. Le statut de puissance onéculaire et de membre permanent du Conseil de sécurité, la tradition d'interventions armées hors du territoire national facilitent la compréhension.

LIMITES

Est-ce à dire que cette « fraternité d'armes » a des conséquences globales sur la politique européenne des deux pays ? Ce serait aller vite en besogne, même si la diplomatie anglaise est prompt à exploiter toutes les failles du couple franco-allemand. Sans doute la volonté de maintenir les questions de défense (et de politique extérieure) dans un cadre strictement intergouvernemental, par opposition à une gestio communautaire, est-elle partagée par Paris et Londres, mais au-delà le ralliement britannique à la défense européenne est encore trop récent pour être pris pour argent comptant.

Le mémorandum présenté en mars par John Major sur le sujet manifeste à la fois des dispositions favorables et le souci de fixer les limites de l'exercice ; Londres refuse, par exemple, la fusion à terme de l'UEO dans l'Union européenne, pour traiter les problèmes de défense en dehors du cadre tracé par le traité de Maastricht. Sans parler des autres thèmes de désaccord, comme la monnaie unique, la réforme institutionnelle ou les conséquences de l'élargissement. A la première réunion du groupe de réflexion chargé de préparer la conférence intergouvernementale de 1996, la délégation britannique s'est retrouvée totalement isolée sur ces sujets. Les divergences qui subsistent sur la conception générale de l'Europe n'empêchent pas la coopération concrète chaque fois que l'occasion se présente. De toute évidence, les Britanniques s'en contentent ; leurs partenaires peuvent toujours espérer que la fréquentation assidue des Continents les fera un jour changer d'avis.

Daniel Vernet

Le Livre vert de la commission sur la monnaie unique suscite un intense débat en Allemagne

FRANCFORT de notre envoyé spécial. La plus grande banque allemande, la Deutsche Bank, avait invité dans ses locaux de Francfort, jeudi 8 juin, quatre cents décideurs allemands de la finance et des affaires pour permettre à Yves-Thibault de Silguy, responsable de la commission pour les affaires économiques et monétaires, de présenter les conclusions du Livre vert rendu public la semaine dernière par Bruxelles sur le passage à la monnaie unique.

Le scénario qui a les faveurs des édiles bruxellois, et qui prévoit le remplacement des monnaies nationales par la future devise européenne d'ici à 2001, ou 2002, avait été critiqué ces derniers jours en Allemagne. La Bundesbank, notamment, a laissé percer son irritation, ayant le sentiment que la commission brusquait un peu trop tout le monde, et elle en particulier. Des voix se sont élevées pour juger que les propositions de la commission allaient être extrêmement lourdes, notamment pour les petites banques et les caisses d'épargne, qui ne disposent pas des moyens des grandes institutions financières.

Bref, le Livre vert a soulevé un vrai débat en Allemagne. Il ne s'agit pas, surtout après les désastres monétaires qui ont gâché l'industrie allemande, de remettre en cause fondamentalement le bien-fondé d'un espace monétaire européen. Mais de savoir si l'on peut y arriver. Deux camps s'affrontaient jeudi, ceux qui estiment qu'il est grand temps maintenant de passer aux actes, et ceux pour

lesquels il n'y aura jamais assez de garanties pour être sûr que cette monnaie unique sera fiable. Les grands établissements bancaires allemands, qui depuis longtemps ont une stratégie de développement à l'échelon européen, se préparent au changement. Avis à la concurrence dans les autres pays ! « Les acteurs économiques attendent maintenant de disposer de règles claires qui permettent de planifier sur une base fiable et de se préparer », a déclaré Ulrich Cartellieri, membre du directoire de la Deutsche Bank.

ALTERNATIVE

Pour lui, les désordres monétaires de ces derniers mois ont montré que l'alternative à la monnaie unique serait le chaos monétaire en Europe et le retour à un chacun pour soi nuisible à la croissance et à la stabilité. Bref, qu'il était temps de passer aux actes. Il a reçu sur ce point l'appui à la tribune du représentant de la Fédération de l'industrie allemande. En face il est revenu au directeur de l'Institut de politique économique internationale, Manfred Neumann, d'exprimer avec beaucoup de brio les craintes de nombre de ses concitoyens devant la difficulté de la manœuvre. Il a été applaudi. Ces craintes sont en fait toujours les mêmes. Il ne s'agit pas de remettre en cause le projet lui-même. Mais une grande majorité des Allemands s'interrogent sur la capacité des autres gouvernements, notamment de la France, de respecter les disciplines que suppose le passage à la monnaie unique, de manière à leur garantir

qu'ils ne sont pas en train de faire un marché de dupes.

Ces craintes, M. de Silguy ne pouvait y répondre qu'en rappelant les engagements pris par les signataires du traité de Maastricht. Le commissaire a demandé qu'on ne confonde pas l'exercice politique, qui consistera, fin 1996, à décider quels pays répondent aux critères du passage à la monnaie unique, et l'exercice technique, qui consiste à prévoir comment se fera ce passage. Il a assuré que le Livre vert n'était qu'une base de discussion. Espérant toutefois que le conseil européen de Cannes approuvera le scénario de la commission, il a insisté sur le fait qu'il n'y avait pas de temps à perdre pour être crédible au moment des choix.

Il a reconnu, en revanche, que tout devrait être fait pour tenir compte des craintes et des sensibilités propres des opinions dans chaque pays, afin de pouvoir leur apporter des réponses. L'une des préoccupations propres aux Allemands aujourd'hui est notamment le nom de la future monnaie unique. Là, tous les interlocuteurs se sont rejoints pour affirmer à M. de Silguy que l'écu ne pourrait pas passer en Allemagne, où il évoluerait trop les fluctuations du serpent monétaire européen. Beaucoup dans la salle étaient partisans d'un « eurofranc », qui se déclinerait en « eurocentimes », dénomination qui a le mérite de rappeler à la fois la solidité du franc suisse et d'avoir une racine « franque » aussi allemande que française.

Henri de Bresson

En Espagne, un nouvel attentat témoigne du changement de tactique de l'ETA

MADRID

de notre correspondant. Pour la troisième fois depuis le début de l'année, le sang a coulé dans les rues de San Sebastian, répandu par le terrorisme de l'ETA. Après l'assassinat de Gregorio Ordonez, responsable local du Parti populaire (PP), le 23 janvier, et celui d'un militaire le 10 avril, Enrique Nieto, responsable de l'unité antiterroriste de la province de Guipuzcoa, a été grièvement blessé d'une balle dans la nuque, jeudi 8 juin, alors qu'il sortait de son domicile. Il lutta contre la mort après avoir subi une longue intervention chirurgicale. Les enquêteurs attribuent ce nouvel attentat à l'homme qui a exécuté, selon la même méthode,

Gregorio Ordonez. Il s'agit d'un membre du commando Donosti.

La nouvelle stratégie de l'ETA semble être de s'attaquer à des cibles parfaitement déterminées et non plus à d'anonymes représentants de l'autorité. L'attentat manqué, le 19 avril, contre le chef de l'opposition, le président du Parti populaire, José María Aznar, illustre ce changement de tactique ainsi que la radicalisation du mouvement indépendantiste, confronté à l'hostilité croissante d'une population fatiguée de la violence. Une grande majorité des Basques ne comprennent plus les messages de Henri Batasuna (HB), le bras politique de l'ETA, qui, jeudi, a justifié l'attentat « par la grave responsabili-

té politique de ceux qui continuent de prolonger la situation de confrontation violente au Pays basque... Les mains de la gauche basque sont tendues pour l'obtention de la paix », souligne le communiqué demandant l'ouverture de négociations.

Cette nouvelle action de l'ETA survient un mois, jour pour jour, après l'enlèvement, le 8 mai, d'un entrepreneur de transports de la région de San Sebastian, José María Aldaya, toujours séquestré dans l'attente du versement d'une rançon. Ce rapt suscite l'indignation au sein de la population basque, qui arbore un nœud bleu en signe de protestation.

Michel Bole-Richard

La privatisation par coupons est annulée en Slovaquie

PRAGUE

de notre correspondant. Le premier ministre slovaque, Vladimir Meciar, a annoncé, mardi 6 juin, l'annulation de la privatisation par coupons, forme de distribution quasi gratuite d'actions, lancée par le précédent gouvernement. M. Meciar a précisé que les citoyens qui avaient acquis, l'été dernier, des carnets de coupons pour la modique somme de 1050 couronnes (200 francs) recevront, à la place de titres d'entreprises privatisées, une obligation du Fonds de la propriété nationale (FNM) d'une valeur de 10 000 couronnes (2 000 francs). Cette obligation pourra être utilisée pour l'achat d'un appartement ou être trans-

formée, à terme, en monnaie sonnante et trébuchante. M. Meciar, depuis toujours opposé à la privatisation par coupons inventée par son collègue tchèque Vaclav Klaus, a finalement tranché après six mois de tergiversations. Les entreprises seront donc progressivement privatisées par vente directe, par vente en leasing aux cadres, par participation des employés, ou encore par cession au capital étranger, si ce dernier commence enfin à s'intéresser à la Slovaquie. Cette décision risque de ralentir le rythme des privatisations, déjà freiné par M. Meciar dès son retour au gouvernement, en décembre 1994.

L'opposition a violemment cri-

tiqué cette dénaturation de la méthode des coupons, qui permet, en principe, de donner aux entreprises des propriétaires identifiables tout en associant la population au capitalisme naissant et en lui assurant des gains substantiels. L'opposition soupçonne également le gouvernement Meciar de vouloir vendre les entreprises, aujourd'hui entre les mains du FNM, en premier lieu à « ses amis » pour consolider son pouvoir économique. M. Meciar avait précédemment été chassé du pouvoir en mars 1994, après plusieurs affaires de privatisations douteuses, favorables à des groupes proches de son parti.

Martin Plichta

Le renforcement de la... malgré les concessions...

Le capitaine O'Grady, héros...

Les Etats-Unis déploieront de nouveaux...

La province can... vire

MONTREAL

Le maire de Montréal, Jean Duceppe, a annoncé, mardi 6 juin, l'annulation de la privatisation par coupons, forme de distribution quasi gratuite d'actions, lancée par le précédent gouvernement. M. Duceppe a précisé que les citoyens qui avaient acquis, l'été dernier, des carnets de coupons pour la modique somme de 1050 couronnes (200 francs) recevront, à la place de titres d'entreprises privatisées, une obligation du Fonds de la propriété nationale (FNM) d'une valeur de 10 000 couronnes (2 000 francs). Cette obligation pourra être utilisée pour l'achat d'un appartement ou être trans-

قائمة امنة لاصول

européenne à l'Elysée

des questions internationales, apéen qui aura lieu à Cannes

es en eux, notamment, de l'Europe en ex-Yugoslavie, contrairement à l'apparition d'une grande force internationale, qui ont

Les participants

- Allemagne
- Belgique
- Danemark
- Espagne
- France
- Grèce
- Irlande
- Italie
- Pays-Bas
- Portugal
- Royaume-Uni
- Suède
- Suisse
- Tchéquie
- Danemark
- Espagne
- France
- Grèce
- Irlande
- Italie
- Pays-Bas
- Portugal
- Royaume-Uni
- Suède
- Suisse
- Tchéquie

Le renforcement de la Forpronu est en cours malgré les concessions des Serbes de Bosnie

Les Américains renoncent à l'envoi de 3 500 hommes en Italie

Les Serbes de Bosnie ont accepté, jeudi 8 juin, la réouverture d'une voie d'accès à Sarajevo pour l'aide humanitaire. Les opérations de renforce-

ment de la Forpronu se poursuivent cependant. Les États-Unis ont précisé le type de contribution qu'ils envisagent. Ils ont toutefois renoncé

à envoyer en Italie 3 500 hommes pour protéger une éventuelle opération de retrait des « casques bleus ».

LES SERBES DE BOSNIE ont accepté la réouverture d'un corridor humanitaire vers Sarajevo, après plus de quatre heures d'entretiens avec une délégation de l'ONU, jeudi 8 juin, dans leur chef de file. La route Metkovic-Sarajevo via Kiseljak sera ouverte. « très prochainement », a annoncé Nikola Koljevic, « vice-président » de la « République serbe » (autoproclamée en Bosnie), au terme de ses entretiens avec le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Les Serbes ont fermé depuis la mi-mars les voies terrestres d'accès à Sarajevo, faisant dépendre l'approvisionnement de la capitale du seul aéroport, qu'ils maintiennent fermé depuis deux mois. La partie serbe « garantit » la sécurité des convois humanitaires à destination de Sarajevo, qui seront contrôlés au point de « Sierra One », a indi-

qué M. Koljevic. « Les entretiens sur les autres routes humanitaires se poursuivent », a-t-il ajouté. Cependant, les renforts de la Forpronu se mettent progressivement en place. La France a renforcé jeudi matin son bataillon de « casques bleus » sur le mont Igman, qui domine Sarajevo, en y envoyant une section de mortiers lourds, a déclaré le général Raymond Germanos, sous-chef de l'état-major des armées chargé des opérations. Cette section de six mortiers de 120 mm et d'une soixantaine d'hommes y a été transférée depuis le groupe aéronaval constitué autour du porte-avions *Foch* déployé dans l'Adriatique. Une dizaine d'hélicoptères ont participé à l'opération. « C'est une mission « casques bleus », a souligné le général Germanos, qui a précisé que les hélicoptères

étaient peints en blanc. L'objectif de ce renforcement est de donner au bataillon de « casques bleus » français du mont Igman « la capacité de se défendre et de répondre à toute attaque dans cette zone déminée », en particulier si la route du mont Igman était menacée, a-t-il expliqué. Il a d'autre part déclaré qu'un obus d'origine indéterminée avait été tiré à proximité de la zone où a été déposée la section de mortiers.

Le général André Soubirou a été désigné pour prendre la tête de la brigade multinationale de quatre mille hommes qui composera - avec la 24^e brigade aéromobile britannique - la Force de réaction rapide (FRR) en Bosnie. Saint-cyrien et légionnaire parachutiste d'origine, le général Soubirou, cinquante et un ans, a commandé le secteur « onusien » de Sarajevo

avant son actuel « patron », le général Hervé Gobillard.

A Washington, le président Bill Clinton a condamné, jeudi 8 juin, un amendement à une loi votée le même jour à une très large majorité par la Chambre des représentants, qui appelle à la levée unilatérale par les États-Unis de l'embargo de l'ONU sur les armes à destination des pays de l'ex-Yugoslavie. Une telle mesure, a-t-il dit dans un bref communiqué, « irait à l'encontre de nos efforts pour obtenir un règlement négocié » en Bosnie. M. Clinton confirme implicitement qu'il mettra son veto à l'ensemble du texte de loi - et donc à la disposition sur la levée de l'embargo - si le Sénat le vote dans les mêmes termes.

A Bruxelles, où étaient réunis jeudi les ministres de la défense de l'OTAN, il est apparu dans les positions du secrétaire à la défense, William Perry, que, quelles que soient ses sympathies pour le projet de FRR, l'administration américaine tient compte de l'état d'esprit du Congrès, nous rapporte notre correspondant Jean de La Guévière. « Nous ne sommes pas en mesure de fournir des troupes au sol pour cette force », a dit le secrétaire à la défense. Le sondeur de ne pas déployer au Congrès se retrouve dans le pas en arrière effectué par Washington pour les préparatifs d'un éventuel retrait de la Forpronu sous la protection de l'OTAN. Le commandement américain en Europe avait initialement programmé l'envoi de 3 500 soldats américains en Italie. Finalement, ce sont seulement 200 hommes qui quitteront l'Allemagne pour s'entraîner à préparer une hypothétique évacuation de la Forpronu.

Le libre-échange et l'identité européenne

PARIS. Le premier ministre, Alain Juppé, a reçu, jeudi 9 juin à Matignon, Leon Brittan, responsable à Bruxelles des politiques commerciales de l'Union européenne et chaud partisan de la proposition faite par Washington de relancer les relations entre l'Amérique et l'Europe, par le biais notamment d'un accord de libre-échange. M. Juppé a « insisté », selon le communiqué de Matignon, « sur la nécessité de préserver l'identité européenne et des politiques communes de l'Union, ainsi que sur le multilatéralisme en matière commerciale ». Il a fait valoir que le libre-échange était « lié au renforcement de la stabilité monétaire (...) ». (AFP)

DIPLOMATIE

■ DISSUASION : Jacques Chirac fera connaître sa décision sur les essais nucléaires « après avoir suivi la procédure républicaine », a indiqué jeudi Charles Millon, ministre de la défense, lors d'une interview. « S'il a décidé que l'arrêt est définitif, il nous expliquera comment, ensuite, on mène une politique de défense. S'il a décidé de reprendre les essais nucléaires, il nous expliquera pourquoi. Il nous expliquera si c'est temporaire, si c'est définitif », a-t-il dit.

■ VATICAN : le pape a condamné l'« indifférence » à l'égard des gitans. Recevant, jeudi, des responsables catholiques participant à un congrès sur les gitans, il a évoqué les centaines de milliers de gitans qui ont servi de « matériel biologique » aux nazis. « Oublier ce qui est arrivé peut ouvrir la voie à de nouvelles formes de rétorsion et d'agressivité », a-t-il commenté. (AFP)

EUROPE

■ ITALIE : Giovanni Rinaldo Corinas a été nommé, jeudi, ministre de l'intérieur, en remplacement d'Antonio Brancaccio, parti pour raisons de santé. Il a été chef de la police entre 1979 et 1984. (Reuters)

■ TURQUIE-COUR EUROPÉENNE : la Cour européenne des droits de l'homme a prononcé jeudi 8 juin ses deux premières condamnations contre la Turquie depuis qu'elle a été reconnue par Ankara en 1987. Jugant irrégulière la durée de la détention provisoire et de la procédure menée contre les deux dirigeants de l'ex-Parti communiste unifié turc, elle a condamné l'État turc à leur verser 30 000 francs à chacun. (Reuters)

■ UKRAÏNE : suite à un compromis trouvé avec le Parlement sur le partage des pouvoirs, le président Kouchma a annoncé, jeudi, l'annulation du référendum prévu. Le chef de l'État a par ailleurs confirmé Evgueni Martchouk comme premier ministre. (AFP)

AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS : une proposition de loi réduisant de 3 milliards de dollars en trois ans l'aide américaine à l'étranger a été adoptée le 8 juin par la Chambre des représentants. Si ce texte est voté par le Sénat, le président Clinton pourrait y opposer son veto. (AFP)

■ CUBA/ÉTATS-UNIS : à l'issue de négociations secrètes, le gouvernement cubain serait prêt à extraditer l'homme d'affaires américain Robert Vesco, inculpé en 1973 aux États-Unis pour le détournement de 220 millions de dollars, a indiqué jeudi la chaîne ABC. (Reuters)

ÉCONOMIE

■ ÉTATS-UNIS : le flux d'investissements étrangers a atteint 47,2 milliards de dollars en 1994, contre 26,2 milliards en 1993, loin des 72,7 milliards de 1988. La Grande-Bretagne a fourni 19 milliards, la Suisse 5,7 milliards, l'Allemagne et le Canada 3,6 milliards. Les investissements japonais sont tombés à 2 milliards. (AFP)

■ GRÈCE : les prix de détail ont augmenté de 0,7 % en mai par rapport à avril, poussés par le poste « logement ». Sur un an, la hausse est de 9,8 %. Le gouvernement entend contenir l'inflation à 7 % sur l'année. (AFP)

Le capitaine O'Grady, « héros » de l'Amérique

WASHINGTON de notre correspondant

Le président Bill Clinton s'est déclaré, jeudi 8 juin, « au paroxysme du bonheur », en apprenant le succès de l'opération de commando entreprise pour arracher de la « forêt bosniaque » le capitaine Scott O'Grady, le pilote du F-16 abattu le 2 juin par un missile des Serbes bosniaques. L'Amérique a depuis jeudi un nouveau « héros ».

C'est un immense soulagement pour la Maison Blanche. Bill Clinton avait la hantise d'un scénario « à la somalienne », avec toutes les conséquences politiques et électorales qu'un tel fiasco pouvait représenter pour l'administration démocrate. Mais rien de tout cela n'est arrivé, et c'est la preuve, a dit M. Clinton, que les États-Unis disposent de « la meilleure armée du monde ».

La Maison Blanche, le Pentagone et le département d'État, relayés par toutes les chaînes de télévision américaines, ont rivalisé de détails pour raconter l'odyssée

du capitaine O'Grady. Mercredi, deux hélicoptères, bourrés de commandos, touchent le sol de la Bosnie, au nord-ouest de Bihac. Vingt marines débarquent. Scott O'Grady sort d'un bois, pistolet à la main, les hélicoptères s'élèvent, et le pilote « s'évanouit de fatigue, d'émotion, ou bien un peu des deux », selon le général Terry Murray. A Washington, le président Clinton et son conseiller pour la sécurité nationale, Anthony Lake, exultent.

Il était temps. Au Congrès, sénateurs et représentants ne cessent de fustiger la « confusion » créée par les revirements des décisions de l'administration. Le dernier en date a été annoncé, mercredi, par le secrétaire à la défense William Perry : les États-Unis ne vont pas déployer 3 500 soldats en Italie dans la perspective d'un retrait des « casques bleus » de Bosnie. C'est devenu « moins urgent » et c'est trop cher, a expliqué M. Perry.

L. Z.

Les États-Unis déploieront de nouveaux avions-espions

A LA DEMANDE du commandement des forces américaines en Europe, le Pentagone prépare le déploiement de quatre batteries d'avions-espions du type Predator pour surveiller ce qui se passe en Bosnie. Cela entre dans le cadre de l'aide logistique que les États-Unis fourniront à la Forpronu pour renforcer ses moyens après les prises de « casques bleus » en otage.

C'est la revue *Aviation Week and Space Technology* qui l'annonce dans son dernier numéro, en précisant que les Predator remplaceront de petits avions-espions - moins performants - dont la CIA se sert, depuis 1994, à partir d'installations secrètes en Albanie et, depuis cette année, à partir de bases en Croatie. Les batteries de Predator seront accompagnées de leur soutien, à savoir, principalement, des stations au sol de guidage et de recueil du renseignement, et de leurs personnels d'exploitation.

Avions sans pilote, les Predator ressemblent à des oiseaux de proie et sont spécialisés dans la reconnaissance des régions survolées. Ils peuvent, en permanence, transmettre des images recueillies par des caméras optiques et à infrarouges. Avant la fin de cette année, ils seront équipés pour communiquer des images radar, dont l'intérêt militaire est qu'elles sont « tous temps ». Chaque mission accomplie par un Predator peut durer jusqu'à vingt-quatre heures, à l'issue desquelles l'avion sans pilote revient à sa base de départ, où il est récupéré par ses servants.

Le Pentagone affirme que, durant des exercices où le système a été testé et où il devait détecter des simili-missiles Scud plus ou moins camouflés, le Predator a pu repérer 95 % des cibles fixes et 50 % des objectifs mobiles qu'il lui avait été demandé d'identifier. Cet engin est suffisamment silencieux et « furtif » pour déjouer les radars adverses.

Officiellement, l'ONU n'exerce pas, pour son propre compte, des missions de reconnaissance dans ses opérations de maintien de la paix. Mais elle ferme les yeux sur les capacités en la matière dont

peuvent être amenés à se doter les contingents nationaux de « casques bleus ». C'est ainsi que la France dispose, pour la crise yougoslave, de plusieurs équipes spécialisées dans le renseignement, qui sont détachées par le 13^e régiment de dragons parachutistes, basé à Dieuze (Moselle).

Aviation Week and Space Technology donne, par ailleurs, des précisions sur les autres moyens américains mis à la disposition de la Forpronu pour améliorer ses capacités de renseignement sur place. Les États-Unis laisseront sur place, à Aviano (Italie), les avions de guerre électronique F-111 qu'ils avaient eu l'intention de ramener. De même, ils vont doubler - les faisant passer de deux à quatre - le nombre des avions AC-130 Spectre, déployés à Brindisi. Ces appareils, du modèle Hercules, sont dotés de canons,

de mitrailleuses, de lance-roquettes et de lance-grenades à tir rapide.

Le Pentagone a également décidé de renforcer l'escadron (soit quinze appareils au total) d'avions KC-135 de ravitaillement en vol à Pise (Italie) et à Istres (France). Enfin, les Américains se sont engagés à céder à la Forpronu des blindés de transport de troupes, des hélicoptères et des équipements de vision nocturne.

Dans les états-majors français, on attend que certaines de ces prestations soient payantes, à l'instar de ce qui s'est passé, l'été dernier, pour le Rwanda, où les États-Unis ont présenté la facture de l'utilisation par la France de six avions C-141 de transport de troupes et de fret militaire ou sanitaire.

J. L.

La province canadienne de l'Ontario vire à droite

MONTREAL de notre correspondant

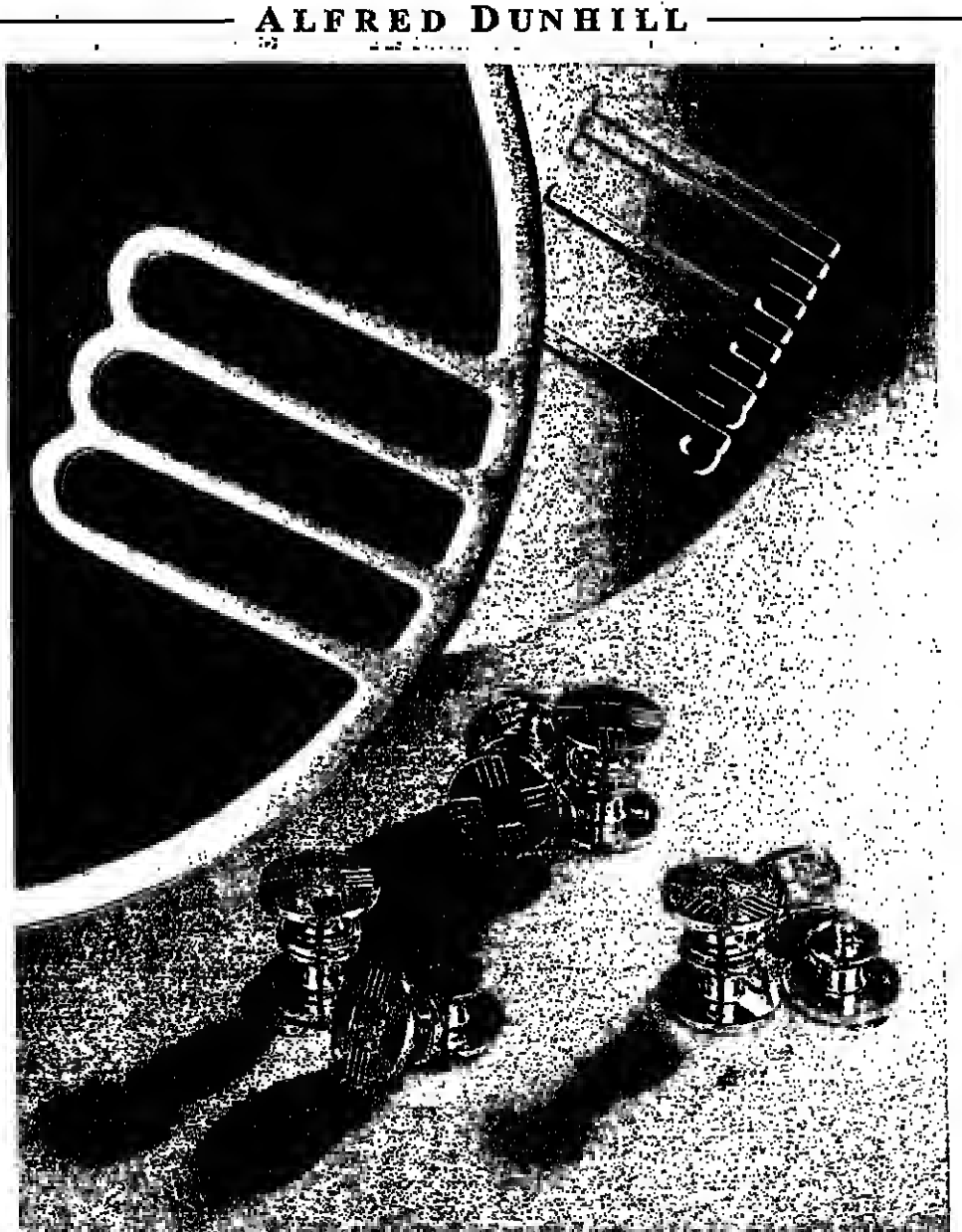
Les conservateurs de Mike Harris ont remporté les élections générales organisées jeudi 8 juin en Ontario, la province canadienne la plus grande et la peuplée. Ils ont obtenu 82 des 130 sièges de l'Assemblée législative et 45 % des suffrages exprimés. Le Nouveau Parti démocratique (NPD) du premier ministre sortant, Bob Rae, au pouvoir depuis cinq ans, n'a fait élire que 17 députés, ce qui le place en troisième position, derrière les libéraux dirigés par Lyn McLeod, qui, avec 30 sièges, seront le premier parti d'opposition au prochain gouvernement.

Après dix années passées dans l'opposition, le Parti conservateur regagne le pouvoir qu'il avait détenu dans la province pendant quarante-deux ans, jusqu'à l'élection du libéral David Peterson, en 1985, puis celle du néodémocrate Bob Rae, en 1990. La social-démocratie canadienne, incarnée par le NPD, est en perte de vitesse à l'échelon fédéral et provincial. Elle

ne gouverne plus que dans deux des dix provinces canadiennes, la Colombie-Britannique et la Saskatchewan. Les conservateurs, qui, à l'échelon national, avaient subi face aux libéraux la plus délicate défaite de l'histoire canadienne lors des élections générales d'octobre 1993, passant de 169 à 2 sièges au Parlement fédéral d'Ottawa, détiennent à présent le pouvoir dans trois provinces, l'Alberta, le Manitoba et l'Ontario.

Le programme des conservateurs ontariens laisse présager un net virage à droite en Ontario. Mike Harris s'est engagé à s'attaquer au déficit de 8 milliards de dollars de la province, à baisser de 30 % l'impôt sur le revenu et à réduire les dépenses publiques. Si la défaite de Bob Rae ne faisait pas l'ombre d'un doute, la victoire des conservateurs n'a été pressentie qu'une dizaine de jours avant le scrutin, alors que jusque-là les sondages avaient placé les libéraux largement en tête.

Sylviane Tramier



BOUTONS DE MANCHETTES «POPPER».

Inspirés de motifs art déco provenant des archives Alfred Dunhill. Façonnés en argent massif et laqués. Des boutons de manchettes au double décor faciles à porter et pratiques grâce à leur système à pression.

Alfred Dunhill 16, rue de la Paix, Paris et distributeurs agréés. Tél. (1) 49.13.93.93.

Très recherché depuis 1893.

MUNICIPALES

Jean-Claude Gaudin (UDF), paraît bien placée pour enlever Marseille à la gauche, ses chances sont plus incertaines à Dunkerque, face au Parti socialiste, et au Havre, face au Parti

**communiste. ● CONQUÊTE RÉ-
CENTE.** Dunkerque, enlevée à la
droite par Michel Delebarre (PS) en
1989, devrait être de nouveau âpre-
ment disputée entre les deux camps.

● **BASTION COMMUNISTE.** Le PCF gère Le Havre depuis trente ans, démentant ainsi les pronostics à chaque élection. Le nouveau maire, Daniel Colliard, qui a succédé à An-

dré Duroméa en cours de mandat, doit résister à l'offensive du chef de file de la droite locale, Antoine Rufenacht (RPR), président du conseil régional de Haute-Normandie.

La deuxième ville de France, conservée par la gauche en 1989, a voté majoritairement pour Jacques Chirac à l'élection présidentielle. Deux autres grands ports, Dunkerque et Le Havre, gérés par le PS et le PCF, sont eux aussi convoités par la majorité

de notre envoyé spécial

Ce n'est pas que Marseille soit camouflée, mais les cornues ont se concate l'alcimie électorale y sont barabes n'y à souhat. Les non assemens n'ont pas tant que ça. Ben, l'air s'écarte de la course à la mairie par sa condamnation pour le match truqué Valenciennes-OM; Bernard Tapie trahissant Radical pour soutenir la liste d'union de la gauche; y le maire sortant, Robert Vigouroux, sénateur (Rass. déam.) des Bouches-du-Rhône, déclarant forfait deux jours avant le dépôt des listes pour cause d'enfermement d'un électoral irrité sous traitement à l'Asclurac de Balaud. Malgré ces dérapages, la campagne électorale entre les cinq listes en présence demeure atone, sans couleur ni savor.

Renaud Muselier, dont il entend faire son premier adjoint et dont il vante la jeunesse (trente-six ans). Ils ont mitonné des listes où l'on retrouve toutes les communautés de la région. *« Je suis sûr que je suis clair avec le Front national, »* déclare M. Gaudin. *« Nous ne sollicitons pas vos voix au conseil municipal, et la gauche devra les recuser de la même manière ! »*

Lucien Weygand (PS), président du conseil général, a choisi une alliance d'un modèle plutôt ancien avec le député communiste Guy Hermier. Il plaide pour une ville apaisée, sans fracture sociale, une ville ouverte à tous les Lyonnais. *« Je dénonce, » la droite la plus dure, qui s'est rassemblée avec pour seul objectif de servir de carrouse de trans-jaction à l'Etat. »* Elle n'est pas si

La cause est entendue: Jean-Claude Gaudin, sénateur (Rép. et Ind.) et président (UDF-PR) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, va remporter le siège de maire, qu'il a manqué, par deux fois, face à Gaston Defferre en 1983 et à Robert Vigouroux en 1989. Les 53,26 % obtenus à Marseille par Jacques Chirac au second tour de la présidentielle le laissent augurer MM. Tapie et Vigouroux hors jeu, la situation semble confortable pour M. Gaudin. Il a finalement joué en démontrant, dès avant l'élection présidentielle, l'union de la droite marseillaise et en publiant son al-

unique que ça, ajoute M. Weingand, *peuque la direction de la liste est bi-céphale. Le vrai maître sera le RPR.*

LE RISQUE D'EXTRÊME DROITE

M. Weingand se félicite que ses listes comportent une moité de femmes chez les mains de quarante ans et près de 40 % de personnalités extérieures aux partis. Il a reçu le soutien d'Edmonde Charles-Roux, la veuve de Gaston Defferre, et même ceux de Marius Masse, député (PS), et Charles-Emile Loo, l'ex-candidate socialiste, l'un et l'autre ayant abandonné leur projet de s'unir avec le challen-

ger de gauche, Michel Pezet. Malgré la faiblesse de la mobilisation à gauche, M. Gaudin pourrait voir sa marche triomphale ralentie. Non pas par la liste « Marseille au cœur », que conduit Jacques Rocca-Serra, sénateur (Rass. dém.) et adjoint au maire : celui-ci a beau revendiquer, pour son Groupe

M. Perdomo se veut « le seul des candidats à ne pas être un enfant de Gaston [Defferre] » et déplore que l'ostracisme qui frappe son parti y ait maintenu la gauche au pouvoir.

de l'extrême droite en faveur du sénateur UDF. Ce souvenir agite la communauté juive : le consistoire penche en faveur de M. Gaudin, mais le CRIF est très divisé.

L'OBJECTIF DE M. PETER

L'OBJECTIF DE M. PEZET

La cinquième équipe se lice pourrait servir l'union PS-PCF, en dépit des apparences. Bien sûr, Michel Pezet, ancien député socialiste de la région, apparaît comme un diviseur, ainsi que son allié de Radical Michel Dary, député européen. Tous deux dénoncent les jeux archaïques de la droite et de la gauche. « *Déjà que cette alliance PCF-PS fait très « amères 70 », je ne trouve pas que le casting de leurs listes soit terrible : on y retrouve toujours les mêmes têtes »,* perliste M. Pezet. Nous nous présentons pour éviter à la gauche d'enfler dans le mur. » Ils ont reçu le rallier de Michel Rocard, « heureux qu'il passe une première acceptée, le PS a décidé de consulter les Marseillais sur le nécessaire renouvellement de la gauche ». Si MM. Pezet et Dary, ainsi que les intellectuels qui les suivent, atteignent 8 % des suffrages, tout semble prêt pour que la fusio soit réalisée avec les listes Weyland.

Et puis il y a Bernard Tapie. Le 8 juin, l'ancien président de POM est allé soutenir René Obineta, vice-président du conseil général, sur le marché du boulevard Michelet. Oubliant Radical, son parti, il ap-

puir l'union de la gauche la où elle est le plus menacée. Y a-t-il une contrepartie à ce coup de main donné à la gauche ? *Cet homme célèbre pour ses foucades a été d'une loyauté parfaite*, répond M. Weingand. *Même s'il refusait de le recevoir en personne*, Lionel Jospin, la surs refusé son soutien et, moi, je devrais le faire ? Nan, je n'ai pas recruté Tapie pour le conseil général comme on l'a dit (Le Monde du 1^{er} juin), mais le jour où il sera débarrassé de ses problèmes pénaux, bien des multinationales comme Beiton se le disputeron, car il vaut quelques points d'audience. A ce moment-là, je doute qu'il soit dans mes mix 12.

Le question resté de savoir si la droite en sera pas empêtrée dans une majorité relative. La loi « Paris-Lyon-Marseille » et les découpages en secteurs font qu'une majorité de voix ne donne pas automatiquement une majorité de sièges parmi les cent un conseillers municipaux. Le mode de scrutin rend les pronostics encore plus aléatoires. « Difficile, aujourd'hui, de dire comment les choses vont se passer », conclut M. Hermier. Il y a deux tours ; la conscience de l'enjeu peut grandir à gauche ; Marseille a toujours été rebelle au pouvoir établi, surtout lorsqu'il est hégémonique ; mais Marseille nous a appris à être prudents... »

Alain Faujas

L'ancien ministre doit convaincre en tant qu'élu local

de notre envoyée spéciale

Telle la grenouille qui voulait se faire plus grosse que le bœuf, mais à l'envers, intense est l'effort de l'ancien ministre d'Etat qui tente de se fondre dans la peau d'un élu local. Depuis qu'il n'est plus au gouvernement, Michel Delebarre (PS) a vite appris à serrer les mains, à jouer des épaules dans les bandes chahuteuses du carnaval. Beaux joueurs, les Dunkerquois le lui reconnaissent, mais son prédécesseur, Claude Prouvoyeur (CNI) les avait appelés par leur prénom pendant plus de vingt ans.

« *Dunkerque est une nationalité* », nt Régis Fauchois (Rad), le député qui a précisément battu M. Delebarre en 1993. Ce dernier le sait et ne refuse pas la partie de campagne électorale passablement étiquée qui se joue ici. Le maire met en avant ses hamonymes reposant dans les cimetières du coin, l'histoire de faire pièce à son adversaire, le député Emmanuel Dewees (RPR), qui mise, lui, sur son aut d'enfant du pays. Michel Delebarre, qui a contribué à dénouer la crise des dockers et qui nourrit d'ambitieux projets pour l'agglomération portuaire, se plaît surtout à saugligner que ses administrés l'appellent enfin « *Michel* ».

Car si les « *carrures* » politiques se divisent entre les étalles montantes de leur parti et les barons en leur fief, M. Delebarre n'a d'autre choix que de changer de catégorie, sur ce littoral du Nord socialiste, mais dans un port ancré à droite. L'ancien ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, ex-député, ancien candidat à la présidence de la région – il n'en a conquis que la vice-présidence – n'a plus le droit à l'erreur, dans cette cité industrielle de 70 300 habitants, à la fois ouvrière et bourgeoise, le long de la plage de Malo. Il lui faut s'enraciner dans cette terre où il fut envoyé en mission, à moins que ce ne fut en exil, en 1989, loin de Lille. « *C'est maintenant une vieille histoire* », esquisse-t-il, après s'être rangé derrière Henri Emmanuelli avant la présidentielle, contre l'avis de sa fédération locale et de Pierre Mauroy. A son arrivée à Dunkerque, l'ancien ministre ne s'y était pas vraiment bien pris avec

FAUT ENCORE QUE JE REDESCENDE?

Pressin

ses voisins socialistes, qui tiennent dix-sept des dix-huit villes de la communauté urbaine.

OPÉRATION NEPTUNE

Afin de jeter des ponts vers l'avenir, M. Delebarre en a déjà réalisé trois au-dessus du vieux port. Là, le centre-ville devrait s'étendre sur 180 hectares de friches. Des unités de la nouvelle Université du littoral, d'ant Dunquerque a obtenu le sursis, y ont pris place, mais sans pour autant loger les habitants, ni des activités et de loisirs. Nour : opération Neptune, dure : une trentaine d'années. De quoi effrayer les Dunquerquois. Déjà, leur maire-ministre a rénové de fond en comble le centre-ville, tout en assurant que la plus grosse part du budget partait dans la réfection des autres quartiers. « Je ne puis pas ce qui peut faire peur aux habitants d'un grand port, à moins de les traiter de « petits », et je laisse cela à mes adversaires », rétorque M. Delebarre.

M. Dewees se borne, il est vrai, à attaquer les projets du maire, dénoncer l'endettement de la commune, promettre une ville meilleure. Philippe Emery, tête de liste du FN, qui a obtenu 18 % le 23 avril, s'en tient au slogan : « Les Français d'abord ». Le 11 juin, il veut « tendre une main fraternelle à

M. Dewees afin d'en finir avec six ans de socialisme ». Le député RPR répond pour le moment d'une façon ambiguë. Aussi dans la course, Michel Gilmet (centre droit) est soupçonné de « rater pour Delebarre ». Il reconnaît avoir apprécié le travail réalisé avec la municipalité actuelle, lorsqu'il était lui-même élu de la chambre de commerce. Il faut encore créer une équipe de gauche, menée par un ancien adjoint de M. Delebarre, ainsi qu'une liste Lutte ouvrière.

Le port constitue le seul objet de consensus, assure M. Dewees : « On ne joue pas avec ça ! » Après le tratement de la fermeture des chantiers navals, la ville a maintenu et affirmé sa vocation industrielle. Les milieux économiques en savent gré à M. Delebarre. Mais que « le tissu local soit sain et renouvelé », comme l'indique le directeur du port, Bruno Vergobbi, n'a pas empêché le chômage de grimper à 18 %, à grands coups de « dégraisages ». Alors le maire peut bien avancer les résultats de sa mission locale, les Dunkerquois peuvent être tentés de se replier flegmeusement autour de M. Dewees. Le manque de grands desseins prend par moments un tour rassurant.

Martina Vale

de France reste sereine

de notre envoyé spécial

Depuis 1971, la question revient à chaque élection municipale : la plus grande ville « communiste » de France (197 000 habitants) va-t-elle basculer à droite ? Chaque fois, les Havrais reconduisent invariablement une équipe d'union de la gauche dominée par le Parti communiste. Son influence a beau fléchir depuis plus de dix ans, et la lassitude gagner une partie de l'électorat de gauche, Daniel Colliard, qui a succédé à André Durouma, démissionnaire, part favori à la tête d'une liste où cohabitent communistes, socialistes, écologistes et, même, un trotskiste.

L'arithmétique, sinon le cœur, plaide pour lui dans ce port où Lionel Jospin a recueilli 54,6 % des voix le 7 mai. L'élection d'Antoine Rufenacht, président (RPR) du conseil régional de Haute-Normandie, ancien ministre et candidat à la quatrième fois, sera plus qu'une surprise, c'est véritablement camouflet pour le PCF. « La Havre est une ville de gauche, on devrait même la détenir depuis 1947 », tranche M. Duronée. Ici, pas de ville-centre bourgeoise entourée de banliees ouvrières, mais une ville-agglomération (260 000 habitants), dans laquelle M. Collard voit « une société en réduction ». La ville est « une zone de transition d'interventionnisme qui remonte au protestantisme social de la fin du XIX^e siècle ».

UN SECOND SOUFFLE
Contrairement à d'autres cités gérées par le PCF, Le Havre n'a connu ni renouveaux ni refondations. Le communisme est orthodoxe. Mais il est moins recitigelle que la ville reconstruite sur les plans d'Auguste Perret ! Une gestion raisonnable, l'écoute de la population à travers les « commissions consultatives de quartiers », ses réalisations sociales, son soutien aux associations et l'aide aux salariés en grève ont dessiné les contours d'un « communisme municipal » probablement unique en France.

L'influence du PCF, cependant, reflue. Les électeurs modérés aspirent au changement, une partie de l'électorat protestataire s'agit

tourné vers le Front national et les
 liens tissés avec la CGT n'ont pu
 empêcher la saignée des secteurs
 dominants d'une économie locale
 (automobile, chimie, pétrochimie,
 construction navale, port) qui
 tente de créer un tissu de PME.
 « Trente ans de gestion communiste,
 ça suffit », résume M. Rufenacht.
 L'argument fait sourire M. Du-
 romea : « Il commence à s'user, il
 aussi : cela fait trente ans qu'il court
 après la mairie. »

Le Havre cherche un second souffle, qu'il ne trouvera probablement pas dans le renouvellement important (60 %) de l'équipe municipale. « Ce sont de bons gestionnaires », disent les socialistes de

Le Dmci socialista erano

Le Parti socialiste ayant décidé de longue date que Le Havre resterait la chasse gardée du PCF, il a interdit toute alternative à gauche. Patrick Fonilland, adjoint à l'urbanisme, avait tenté - en vain - de briser ce carcan lors des municipales de 1989. Il fut désavoué par les instances nationales. En jetant l'éponge le 29 mai et en décidant de ne pas figurer sur la liste de Daniel Collard, M. Fonilland n'a pas manqué de dénoncer l'« implosion » du PS local, regrettant que son parti ne soit plus, au Havre, une « force de rassemblement et de proposition ».

leurs « amis de trente ans ». Mais de pierres visonnaires », ajoutent les plus critiques. La ville n'est qu'à la 75^e place pour l'investissement. M. Collard a beau vanter les grandes réalisations de ces dernières années (centre de commerce international, maison de la culture, aménagement de la plage), la ville semble en panne de grands projets.

Pour M. Rufenacht, cette faiblesse de l'investissement est due à un « clientélisme social de plus en plus mal ressenti par la population ». Or l'agglomération a, selon lui, besoin d'un centre de congrès, d'un palais des sports, d'une salle de concerts. Il affirme aussi que reconduire la majorité

de dissuader les investisseurs et de maintenir un taux de chômage très élevé (17 %). « Le Havre a une image négative. On voit trop souvent M. Collard porter des pancartes à la sortie des usines, accuse-t-il. Moi, je serai le commis voyageur de la ville sur le plan économique. »

A l'évidence, le patronat saute le changement. Même s'il travaille avec la malrie dans le cadre de l'association Le Havre promotion. Même si la personnalité du leader de la droite n'a pas toujours fait l'unanimité. « Pour la première fois, il est derrière moi », se félicite M. Rufenacht, lui promettant natamotte de réduire d'un point par an le taux de la taxe professionnelle (19 %) durant son mandat.

« UN BILAN ACCABLANT »
M. Colliard réplique qu'il n'a « aucune leçon de gestion à recevoir de M. Rufénacht ». Et Joseph Menga, adjoint (PS) aux affaires sociales, de renchérir: « La Haute-Normandie est la seule région dans le budget à être placée sous la tutelle du préfet. La chambre régionale des comptes a dressé un bilan accablant de sa gestion ».

Le FN a été la seule force à monter en puissance ces dernières années (19,2 % des voix à l'élection présidentielle), sans pour autant réussir à sortir de son isolement. Antoine Rufenacht est au moins crédité d'un bon point par la gauche : comme au conseil régional – et au risque de perdre la bataille municipale –, il a refusé tout compromis avec l'extrême droite. Philippe Fouché-Sallenfest, tête de liste du FN, se maintiendrait donc au second tour si, comme c'est probable, il obtient au moins 10 % des suffrages. « Je suis pas noir », s'enorgueillit le candidat de la droite, tout en plaçant la sécurité au cœur de son programme. Le thème est porteur : après les récents affrontements qui ont suivi le meurtre d'un jeune beur par un skinhead, le problème est devenu plus perceptible dans une ville où le tissu serré des associations et les aides municipales avaient jusqu'à présent permis d'apaiser les tensions.

Jean-Michel Bezat

[illegible][illegible][illegible][illegible]

... 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628,

هذه امة الاصل



La Communauté urbaine, véritable enjeu de l'élection à Bordeaux

Alain Juppé n'est pas assuré d'en obtenir le contrôle

Alain Juppé a de très bonnes chances d'emporter la mairie de Bordeaux face à Gilles Savary (union de la gauche) et François-Xavier Bordeaux (ex-PS, qui mène une liste divers gauche). Mais la victoire du premier ministre serait très limitée sans la présidence de la Communauté urbaine.

BORDEAUX

de notre correspondant

Si la porte de la mairie de Bordeaux paraît grande ouverte pour Alain Juppé, qui peut espérer une victoire au premier tour, ses chances de contrôler la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB) sont beaucoup plus aléatoires. Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle ont été plutôt défavorables à la gauche sur l'ensemble des vingt-sept communes de la CUB. Mais le second tour a apporté un rectificatif important, au point qu'il est aujourd'hui impossible de dire qui, au lendemain du second tour de l'élection municipale, prendra le contrôle de cette instance. C'est pourtant là que se trouve le vrai pouvoir. M. Juppé ne peut se contenter de briser l'usufruit des lambris dorés du palais Rohan occupé par Jacques Chaban-Delmas pendant quarante-huit ans et de gérer une ville, dont le nom est mondialement connu, mais dont les compétences sont noyées dans une collectivité territoriale qui la dépasse. Il lui faut donc aussi s'assurer les concours de la CUB.

Sur le plan politique, le premier ministre, très pris par ses tâches nationales, doit se comporter en véritable chef face à des barons aquitains plus difficiles à convaincre que les électeurs bordelais, et qui ont eu des velléités d'indépendance depuis que M. Chaban-Delmas a pris ses distances avec la politique active. L'entrée de M. Juppé à Matignon a, il est vrai, largement délégué le terrain. Le

ralliement du président de la région, Jacques Valade (RPR), un instant tenté par la compétition avec M. Juppé pour la mairie, avait déjà rassuré les Bordelais.

Seuls les Bordelais auront à se prononcer sur le nom de M. Juppé et sur sa liste, mais leur ville (210 000 habitants) représente moins du tiers des vingt-six autres municipalités de la CUB. Une victoire dans la seule ville de Bordeaux n'en serait pas vraiment une pour M. Juppé, qui ne retrouverait qu'une partie des pouvoirs actuels de Jacques Chaban-Delmas - également président de la CUB -, tant dire presque rien : le maire n'a compétence qu'en matière de police, d'état-civil et de culture, toutes les autres compétences étant confiées à l'organisme intercommunal. Bordeaux, la ville centre, a besoin soit d'un pouvoir bien assis, soit d'une étroite collaboration avec les autres villes de la CUB pour continuer d'assumer dignement son statut de capitale. Cela devient encore plus évident en période de difficultés financières.

UN ÉQUILIBRE FRAGILE

Les chances de conserver une majorité à la CUB sont minces pour le probable successeur de M. Chaban-Delmas. Le rejet du projet de métro VAL, en juillet 1994, a déjà montré que l'équilibre était fragile : 59 conseillers sur 120, avec l'appui d'un FN et d'un ex-vert pour Chaban ; 47 socialistes, 10 communistes, et deux Régions : le maire écologiste, Noël Mamère, élection libre, et son ennemi irré-

ductible Martine Layère (PS), élue sur la liste communiste.

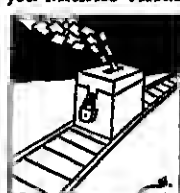
Les résultats du dernier recensement et la composition du prochain conseil de la CUB qui en découle fragilisent la droite. Bordeaux et Talence perdent chacune un siège au profit de deux villes de gauche, Floirac et Mérignac. Il reste aussi à attendre les résultats d'élections sans doute très serrées dans des villes importantes, à Mérignac, justement, ou à Saint-Médard-en-Jalles. D'autres villes de moindre importance, comme Blanquefort ou Eysles, combattront aussi des scores serrés. A Villenave-d'Ornon, la gauche n'est pas assurée de l'emporter. Enfin, à Bègles, M. Mamère peut résister aux tirs croisés des instances officielles du PS et des communistes, avec le soutien des socialistes locaux et d'une partie de la droite. Mais bien malin qui pourra dire sur quelle partie de l'échiquier communalitaire il se placera.

L'enjeu de la bataille de la CUB, pour M. Juppé, n'est ni plus ni moins que l'essentiel de l'héritage laissé par Jacques Chaban-Delmas. Le premier ministre en campagne semble l'avoir bien compris et fait porter maintenant le plus gros de son effort hors de Bordeaux : l'heure n'est plus aux réunions de quartier, aux associations ou aux « Tuppers » parties, mais aux banquiers, là où il est nécessaire de progresser, là où se gagnera la vraie bataille de Bordeaux.

Pierre Cherruau

L'épreuve de philosophie

TROIS SEMAINES pour plancher, un ou deux tours pour noter. « La fin justifie-t-elle les moyens ? » A chaque élection revient le même sujet. Michèle Vissac est candidate à



RÉCIT

d'exercice reliée à un système de mise à feu. Les enquêteurs ont conclu que le système était surtout destiné à « faire peur ». Ouf ! La politique municipale emprunte d'ordinaire des voies plus républicaines.

A Grenoble, Cannes, Paris 13^e ou Levallois-Perret, les plaintes tombent comme à Gravelotte. Le garde des sceaux, Jacques Toubon, est assigné devant le président du tribunal de Paris par son rival socialiste, Jean-Marie Le Guen, qui lui reproche l'envoi de lettres de propagande, hors des délais autorisés. Patrick Balkany (RPR) a obtenu du tribunal de grande instance de Nanterre la condamnation de son concurrent RPR chiraquien, qui revendiquait indûment le soutien de la majorité. La justice a tranché : le maire sortant de Levallois-Perret, bien que balladurien, est le candidat officiel. Son voisin et compagnon d'infortune balladurien, Patrick Devedjian (RPR), maire sortant d'Antony, a lui aussi eu gain de cause contre un chiraquien indélicat. Tout aussi fidèle de l'ancien premier ministre, mais moins chanceux, Georges Tron, député de l'Essonne et candidat à Draveil, a été condamné, à l'initiative de son rival socialiste, pour affichage « sauvage ».

A mesure que l'échéance approche, le style se relâche. A Cannes, Michel Mouillot (UDF), maire sortant, porte plainte contre Pierre Leblouche (RPR), suspecté d'être à l'origine de tracts dénigrants : « Mouillot-ville » et « Mouillot-Cesqui, potentiel de bas étage ». A Metz, Jean-Marie Rausch, rebaptisé « Bokassa blanc » par son adversaire Denis Jacquet (UDF), est régulièrement épinglé sur la simonie de son parcours politique. « Ce n'est pas une girouette, c'est un ventilateur », ajoute le même auteur. Sur les quais du port de Sète, la métaphore, forcément marine, réduit le maire sortant, Yves Marchand, à un

« byron d'eau ». La fin justifie-t-elle les moyens ? René Dumont, ancien candidat écologiste à l'élection présidentielle de 1974, n'a pas apprécié de se faire extorquer un parrainage par une liste de Génération Écologie à Villenave-Saint-Georges, qui a utilisé son nom sur ses affiches électorales. Trois des neuf candidats inscrits malgré eux sur une liste Front national à Bar-le-Duc, ont décidé de porter plainte pour escroquerie, jugeant la parenté Front national franchement indésirable.

« A-t-on le droit de se servir du nom d'un défunt pour des causes inavouables et controverties à ses idées ? », s'interroge de son côté Roger Hernu, dans une lettre publique. Le frère de l'ancien maire socialiste de Villeurbanne, président de l'Association nationale du souvenir de Charles Hernu, n'a pas du tout apprécié le soutien apporté par sa belle-sœur, Martine, à la liste de droite concurrente de celle du sortant PS, Gilbert Chabroux.

Dans la ville de feu Gaston Defferre, deux socialistes se disputent, cette fois encore, son héritage. Michel Rocard a eu un peu de mal à comprendre la situation. Désireux de bien faire, il envoie un petit mot de soutien à l'un des deux, son « ami » Michel Pezet, avant de se rendre compte qu'il vient de commettre un grave impaire : le candidat officiel du PS est Lucien Weygand. L'ancien premier ministre se foud donc d'une deuxième lettre publique, laborieuse et maladroite, dans laquelle il précise que son soutien va « à tous les socialistes des Bouches-du-Rhône et de Marseille », contrairement à ce qu'il avait écrit « sur la foi d'informations imprécises », s'excuse-t-il.

A Grenoble aussi, on reçoit des lettres. D'amour même. La dernière est signée d'Alain Carignon. « Je dois à Grenoble parmi les plus belles années de ma vie. Quoi qu'il me soit arrivé de terrible depuis dix mois, personne n'a jamais pu remettre en cause la profondeur et la qualité de ce que nous avons vécu ensemble », écrit à ses administrés le maire déchu, contraint à renoncer à sa candidature en raison de ses problèmes judiciaires.

Il est en France quatre communes qui ignorent tout des affaires, des noms d'oiseaux, des procès, des lettres et même des élections municipales. Quatre communes de la Meuse, raconte l'Agence France-

Presse, Beaumont-en-Verdunois, Luyemont-Côte-du-Poivre, Bezonvaux et Haumont-près-Samogneux, qui ont été entièrement détruites pendant la première guerre mondiale. Symboliquement, l'Etat a racheté leur territoire et subvient aux frais d'entretien de ces communes sans habitant, ni électeur. Depuis 1919, leur fin justifie bien ces moyens.

Récit de nos correspondants

Lionel Jospin accentue ses critiques contre Jacques Chirac

LORSQU'IL avait engagé, le 29 mai à Roubaix, son mini-tour de France électoral pour la campagne municipale, Lionel Jospin semblait enclin à respecter le traditionnel état de grâce octroyé au nouveau chef de l'Etat. « Il ne s'agit plus de décider des grandes orientations du pays. Ces questions ont été tranchées, au moins pour le moment », déclarait-il. Ce moment paraît déjà, à ses yeux, révolu. A Sarcelles (Val-d'Oise), il avait exprimé ses premiers doutes sur le plan emploi d'Alain Juppé. A Grenoble, il était interrogé sur l'impartialité de l'Etat. A Saint-Etienne, le 6 juin, il avait mis « solennellement en garde » Jacques Chirac contre une reprise des essais nucléaires.

Judi 8 juin, à Toulouse, devant un millier de personnes, M. Jospin a accentué ses critiques en envisageant les conséquences dommageables que pourrait avoir « l'opération de séduction électorale (à laquelle) s'est livré Jacques Chirac à l'occasion de la présidentielle ». « Sur toute une série de promesses faites, a-t-il expliqué, on a le sentiment que, dans quelques semaines, quelques mois, il ne restera plus rien. [...] On ne porte plus d'augmentation des salaires et on nous prépare des coupes sombres dans les dépenses publiques, des tours de vis fiscaux ».

Sans faire directement référence aux affaires de pots-de-vin agitant la capitale, M. Jospin a mis en avant les risques que pourrait encourir la France si elle était gouvernée comme Paris. Ancien député du dix-huitième arrondissement, M. Jospin a relayé à sa façon les accusations de son ami Bertrand Delanoë, chef de file des socialistes parisiens, contre « le verrouillage » du « système » parisien (Le Monde

du 9 juin), qui recule, ajoutait-il même, vendredi 9 juin sur Europe 1, « des aspects mafieux ». « Lorsque je vois les méthodes utilisées par la Mairie de Paris, et qui commencent à se répéter progressivement devant l'opinion à travers un certain nombre d'enquêtes journalistiques ou de procédures judiciaires, je suis inquiet que ce gouver-

nement ait été fait par le maire de Paris et ses principaux adjoints », a déclaré M. Jospin. « Je suis inquiet et préoccupé par ce qui va advenir de l'impartialité de l'Etat, lorsque je vois - et c'est sans précédent dans l'histoire de la République - que dix ministres de ce gouvernement appartiennent à la Ville de Paris. »

On peut mesurer, a-t-il conclu, les

conséquences que pourrait avoir, transposées au niveau de l'Etat, des conceptions politiques de l'intérêt général qui s'inspireraient d'un certain nombre de méthodes utilisées au cours des dernières années par ceux qui géraient la Mairie de Paris. »

D. C.

OSGUPA 1995

Avec Air Inter

L'Europe n'est plus qu'à 1 250 F A.R. de Paris.

Renseignez-vous sur les conditions d'application de ce tarif auprès de votre agent de voyages ou d'Air Inter (à Paris : 45 46 90 00).

OSGUPA 1995

OSGUPA 1995

OSGUPA 1995

OSGUPA 1995

Digne : le « défi » de Jean-Louis Bianco
Une victoire de l'ancien ministre pourrait stopper le declin de la gauche dans les Alpes-de-Haute-Provence

Le contrat initiative-emploi serait modulé selon la durée du chômage des bénéficiaires

M. Juppé et M. Barrot obligés d'adapter les promesses de M. Chirac aux réalités budgétaires

Le contrat initiative-emploi avait été une des promesses fortes de M. Chirac pendant sa campagne électorale. Sa création devait permettre,

selon lui, de réduire le chômage de longue durée. Confronté aux réalités budgétaires, le gouvernement envisage d'en réduire la portée en

en faisant surtout bénéficier ceux qui sont sans emploi depuis plus de deux ans. La réduction des charges ne concernerait pas toutes les PME.

IL Y A LES ENGAGEMENTS des candidats, forcément imprécis, et les projets du gouvernement, forcément calibrés. Les seconds ressemblent rarement aux premiers. Le contrat initiative-emploi, présenté par Jacques Chirac comme « une formule simple et forte » pour réduire le chômage de longue durée, n'échappera pas à la règle : ce nouvel instrument dans la panoplie des aides publiques à l'emploi sera probablement assez différent de l'esquisse tracée par les experts chiraquiens au cours de la campagne.

Le principe de ce nouveau contrat ne devrait pas changer : les entreprises du secteur marchand et les associations bénéficieraient d'une exonération de charges sociales et d'une prime mensuelle pour l'embauche de chômeurs de longue durée. Mais, pour l'heure, les certitudes s'effritent. A Matignon et au ministère du travail, on se prépare un plan emploi en trois volets (chômeurs de longue durée, emploi des jeunes, baisse des charges), la

tendance est à une modification sensible du schéma initial. A l'origine, ce mécanisme devait bénéficier aux personnes au chômage depuis plus d'un an (1,2 million) et la prime s'élever à 2 000 francs par mois. Pour ne pas créer un effet de substitution, qui pousse toujours des chefs d'entreprise à licencier certains salariés pour les remplacer par des employés à coûts réduits — une critique faite par ses adversaires balladuriers —, M. Chirac avait insisté sur le fait que ce contrat serait réservé aux chômeurs embauchés sur des « activités nouvelles ». A raison de 50 000 francs par contrat (prime en charge des cotisations patronales et prime), et dans l'hypothèse où il aurait bénéficié à tous les chômeurs de longue durée, ce dispositif aurait coûté 60 milliards de francs par an.

Aujourd'hui, Alain Juppé s'interroge : faut-il réserver le contrat initiative-emploi aux activités nouvelles ? Si l'on en croit Marc Vibrenot, président de la CGC, le gouvernement aurait renoncé à cette

idée. « Sauf à mettre un contrôleur derrière chaque entreprise, cela n'aurait aucun sens », a-t-il déclaré à l'issue d'un entretien avec le ministre du travail, Jacques Barrot. Les ministres compétents réfléchissent aussi à un dispositif à géométrie variable, où le niveau des exonérations de charges et le montant de la prime seraient modulés en fonction de la durée du chômage. Cela permettrait de faire plus pour les chômeurs inscrits à l'ANPE depuis au moins deux ans (550 000 personnes) que pour ceux qui ne le sont que depuis un an.

CONTRÔLE L'exercice est difficile. Le gouvernement n'entend pas, selon un conseiller de Matignon, « compliquer la tâche des entreprises ». En outre, il doit tenir compte des mesures déjà mises en œuvre : le contrat de retour à l'emploi, qui bénéficie notamment aux chômeurs de longue durée de plus de cinquante ans, le contrat pour les RMistes au chômage depuis au moins deux ans. Les mêmes difficultés apparaissent pour les baisses

de charges promises par M. Juppé. Le premier ministre avait d'abord annoncé qu'elles seraient ciblées sur les PME. Il y a, semble-t-il, renoncé. Il est vrai que cela introduirait des distorsions de concurrence qui auraient pu être condamnées par Bruxelles. La décision n'est pas prise, mais le gouvernement envisage désormais de les accorder à des secteurs d'activité à forte main-d'œuvre et à bas salaires, où une telle réduction des cotisations aurait un effet bénéfique sur l'emploi.

Quel en sera le niveau ? Et quelles contreparties les pouvoirs publics réclameront-ils aux chefs d'entreprise en terme de créations d'emplois ? Les entreprises attendent la réponse avec autant d'impatience qu'elles espèrent ainsi, au moins, compenser l'augmentation de 3,9 % du SMIC qui doit intervenir le 1^{er} juillet. Cette hausse, qui ne concerne directement que 1,5 million de salariés, aura, en fait, des répercussions sur 20 % des emplois dans le secteur marchand.

J.-M. B.

Municipales : les priorités des évêques de France

LA PLUPART DES EVÊQUES se sont exprimés, à la veille des élections municipales, en insistant notamment sur la participation des chrétiens aux débats locaux. Sans donner de consigne de vote, ils ont dit leurs craintes vis-à-vis des thèses du Front national. Ils ont attiré l'attention sur la nécessité de « retisser le tissu social », et, comme le dit Mgr François Favreau, évêque de Nanterre, d'« apprendre à vivre avec nos diversités culturelles, religieuses, ethniques et raciales ».

Mgr Gaston Poulain, évêque de Périgueux, a rappelé de son côté que « le pouvoir est un service à exercer par priorité au profit des catégories les plus fragilisées de la population ».

DÉPÊCHES ■ CONdamnATION : Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, a écrit aux responsables des partis politiques et aux présidents des groupes parlementaires pour leur demander de s'opposer à « tout compromis avec les idées du Front national » lors des élections municipales. La CFDT est décidée « à dépasser la simple condamnation morale », ajoute M^{me} Notat, dans sa lettre datée du mardi 6 juin, en se promettant de démontrer prochainement « les conséquences désastreuses du programme du FN sur la vie économique et sociale ».

■ TEST : Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, a estimé, jeudi 8 juin à Saint-Brieuc, qu'« un mois après la présidentielle, on ne peut pas faire des élections municipales un test politique ». « Il est trop tôt pour dire que les municipales sont une confirmation de la présidentielle et trop tôt aussi pour dire que c'est la revanche de ceux qui n'ont pas gagné », a-t-il expliqué.

Les prestations familiales oubliées

Pendant sa campagne électorale, M. Chirac n'avait jamais promis de revaloriser les allocations familiales au 1^{er} juillet, comme il l'avait fait pour les pensions. Le fait que M. Juppé n'en ait pas non plus parlé dans sa déclaration de politique générale a pourtant été une surprise pour la CFTC. La centrale chrétienne juge qu'une absence de revalorisation serait « inexplicable », et dénonce « les beaux discours » et « la baisse constante du pouvoir d'achat des familles (25 % depuis 1977) ». De son côté, la Fédération familles de France s'est déclarée « extrêmement déçue » et a invité le gouvernement à revoir sa position. Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale a dénoncé une décision qui « pénaliserait les familles les plus modestes ». Une hausse supplémentaire, après les 1,2 % octroyés le 1^{er} janvier, aurait encore creusé le déficit de la Sécurité sociale, qui, en cumulé (1994-1995), sera d'environ 120 milliards de francs fin décembre.

Le miroir éclaté d'une longue présidence

L'historien René Rémond rend compte de l'ouvrage que viennent de publier Jean-Marie Colombani, directeur du Monde, et Hugues Portelli, professeur de sciences politiques à Paris-II.

DANS L'ABONDANCE profuse d'ouvrages publiés à l'occasion du départ de François Mitterrand, au terme d'un mandat exceptionnellement long, celui-ci, qui coadjuge le regard de l'observateur quotidien de la vie politique et l'analyse de science politique, est assuré d'occuper une position à part. Ce n'est ni un portrait du président sortant ni un récit de plus du double septennat. S'il ne retrace pas l'histoire de ces quatorze années, il l'aborde de biais par l'évocation des initiatives qui ont marqué ce chapitre : fractionnée par secteurs d'activité, l'histoire se recompose selon d'autres principes.

Le livre aligne une bonne soixantaine de notices. Le champ qu'elles couvrent englobe aussi bien les institutions (bicamérisme, Conseil constitutionnel ou décentralisation) que les formations qui composent le système des forces politiques (chivage droite-gauche, Parti communiste et Parti socialiste, UDF, RPR, Front national), mais aussi les individus répartis en fonction de l'âge et de la date de leur entrée en politique entre nouveaux venus et survivants. L'essentiel des articles est consacré aux politiques publiques dans les principaux secteurs de la décision, disposant les éléments de l'inventaire annoncé, économique, monétaire, culturel, de défense... L'ordre alphabétique qui préside au rangement de ces notices veut que la série s'ouvre sur « Affaires », qui n'est certes pas l'aspect le plus positif de l'inventaire, ni le plus glorieux de cette longue présidence.

Si les auteurs se sont gardés de retracer le fil de ces années, l'histoire n'en est pas absente. Elle s'écrit seulement d'une autre fa-

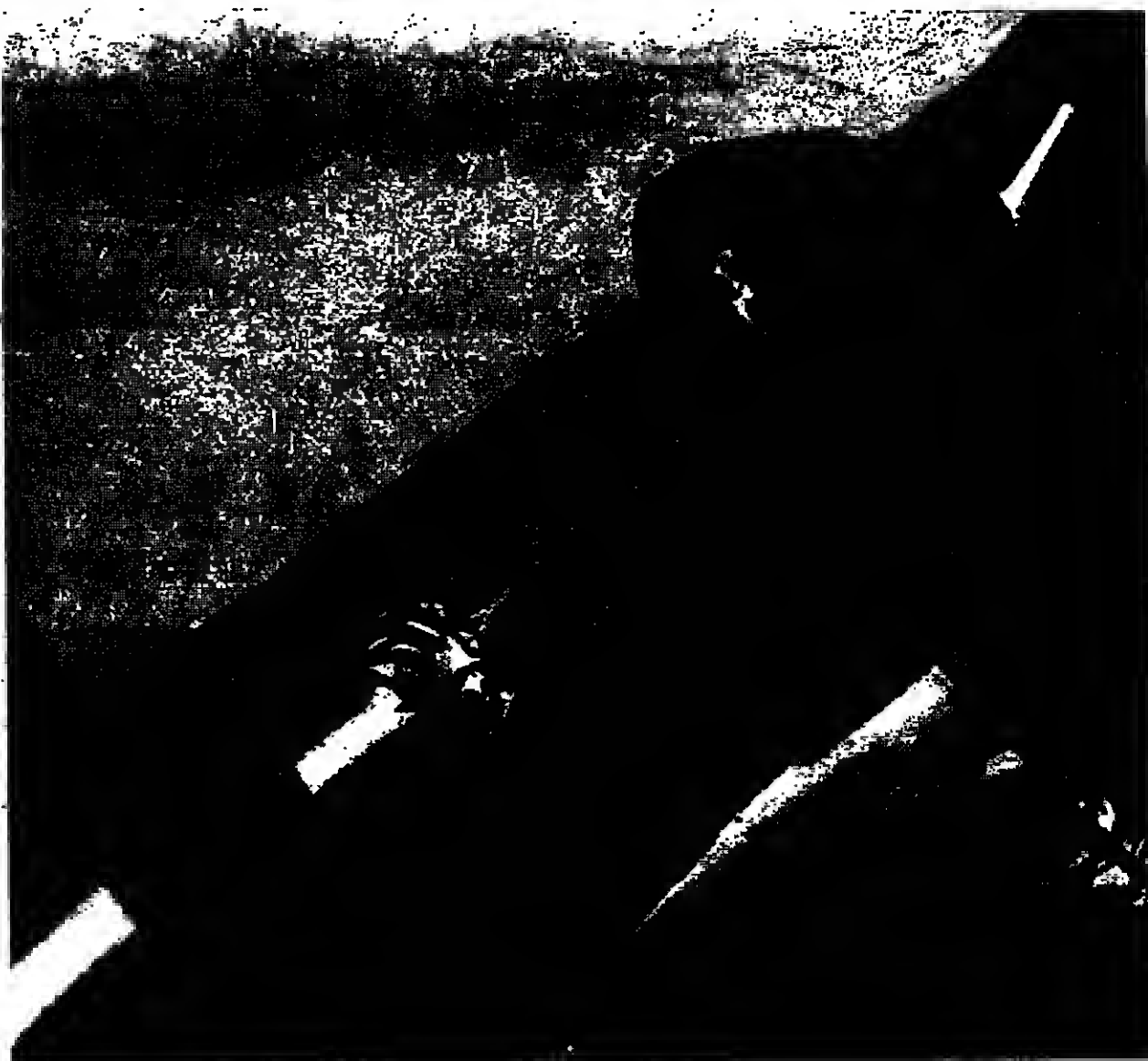
çon. Ainsi n'est-ce pas un hasard si la plus longue de toutes les notices est celle consacrée au « Premier ministre » : sept personnalités se sont succédé dans la fonction au cours de ces quatorze années contre le même chiffre pour les vingt-trois précédentes, du fait des renversements de majorité qui ont abrégé le séjour de plusieurs à Matignon. La notice souligne aussi les variations survenues dans les rapports entre président et premier ministre.

ACTIF ET PASSIF Si une évidence se dégage de ce miroir éclaté, c'est celle de l'énormité du thème, qui a cependant joué un rôle dans la récente campagne électorale et peut-être dans les motivations de certains électeurs, sur les quatorze années de socialisme dont la France ne serait sortie qu'avec l'élection de Jacques Chirac : pas seulement parce que, pendant quatre de ces quatorze années, c'est la droite qui a gouverné et que la présence du président socialiste ne l'a pas empêchée d'appliquer son programme, mais parce que, depuis longtemps, il n'y avait plus guère d'initiative dont on pût dire, avec quelque vraisemblance, qu'elle était inspirée par le socialisme.

François Mitterrand aura-t-il imprimé sa marque sur son temps ? Les deux observateurs suggèrent quelques éléments de réponse, qui amorcent un début de jugement : à l'actif, principalement l'Europe et la décentralisation ; au passif, outre la dégradation du climat moral, l'échec du grand projet de la gauche dans l'ordre économique et social. Peut-être aussi la décomposition du système politique qui avait fait la force des présidences précédentes, mais est-ce le fait du président ? C'est en tout cas le mérite de ce livre de mettre entre les mains du lecteur les moyens de se faire une opinion motivée.

René Rémond

★ Le Double Septennat de François Mitterrand, dernier inventaire, de Jean-Marie Colombani et Hugues Portelli ; Grasset, 403 p., 142 F.



Combien de vos électeurs ont-ils voté pour elle ?

En avril, la route a tué 653 personnes. Pour le septième mois consécutif, on assiste à un accroissement du nombre de morts par accidents. Cette situation, malgré les efforts considérables de sensibilisation, montre bien que les conducteurs ne sont pas seuls responsables. Un récent sondage IFOP révèle que pour 82 % des français, l'état des routes et plus spécifiquement de la signalisation joue un rôle prépondérant dans l'accroissement de l'insécurité routière. En corollaire, ils sont

93 % à penser que cette situation relève directement de la responsabilité des élus locaux. Messieurs les élus, à vous de prendre vos responsabilités ! Mieux informer, mieux entretenir, mieux orienter, mieux protéger... c'est possible. A condition de le vouloir et de consacrer à la route tous les moyens dont elle a besoin. Voilà une mission civique noble dont vous saurez, nous en sommes sûrs, vous acquitter. Avec passion. Avec responsabilité. Avec détermination.



Syndicat des Equipements de la Route

INFLUENCES

ecanuet ou la succession incertaine

Le livre de Jean-Marie Colombani et Hugues Portelli, « Le miroir éclaté d'une longue présidence », est une œuvre majeure de l'histoire politique de la France contemporaine. Il offre une vue d'ensemble exhaustive et nuancée de la présidence de François Mitterrand, de ses institutions, de ses politiques et de son impact sur la société française. L'ouvrage est structuré en notices thématiques, permettant au lecteur de saisir les enjeux et les débats de chaque domaine. Une lecture essentielle pour comprendre l'histoire récente de notre pays.

reclames Old England

homme : 2030 F - 3 250 F

1.1000 coton : 230 F

OLD ENGLAND

SANG CONTAMINÉ Le docteur Jean-Baptiste Brunet, médecin épidémiologiste, directeur du Centre européen de surveillance du sida, a été mis en examen, jeudi

8 juin, pour « complicité d'empoisonnement » dans l'affaire du sang contaminé. ● LA MISE EN EXAMEN d'un des premiers chercheurs à avoir donné l'alerte sur l'évolution de

l'épidémie de sida au début des années 80 a suscité l'indignation de différents responsables d'associations, de médecins et de chercheurs. Dans une déclaration au Monde, le direc-

teur du Programme mondial de lutte contre le sida des Nations unies, Peter Piot, estime que le docteur Brunet a été « l'un des premiers à attirer l'attention sur les problèmes de san-

té publique relatifs au sida ». ● LE PROFESSEUR Luc Montagnier a par ailleurs annoncé au Monde sa démission du conseil d'administration de l'association Ensemble contre le sida.

La mise en examen du docteur Brunet suscite une vague d'indignation

Mis en cause dans l'affaire du sang contaminé, cet épidémiologiste de renom international est soutenu par la quasi-totalité des chercheurs, médecins et responsables associatifs qui, dès 1982-1983, tentèrent d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la gravité du sida

EN FRANCE, quelques très rares médecins ont, dès 1982-1983, jugé utile d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur les risques liés à la probable extension de l'épidémie de sida. Parmi ceux-ci, un épidémiologiste du bureau des maladies transmissibles de la direction générale de la santé (DGS), le docteur Jean-Baptiste Brunet. A la différence des autres membres de ce petit groupe — parmi lesquels on retrouve des « figures » de la lutte contre l'épidémie comme les docteurs Willy Rozenbaum, Jacques Leibowitch, David Klatzmann ou Jean-Claude Gluckman —, Jean-Baptiste Brunet appartenait donc tout à la fois au monde médical et administratif. Sans exercer de véritables responsabilités au sein de la direction générale de la santé — il était médecin-contrôleur —, il était vite imposé au sein de cette structure comme l'un des seuls véritables experts du sida. A ce titre, il était souvent consulté, tant par le directeur général de la santé, le professeur Jacques Roux, que par le cabinet d'Edmond Hervé, alors secrétaire d'Etat à la santé.

S'agissant de ce médecin dont chacun, aujourd'hui, s'accorde à reconnaître la clairvoyance, le malheur, si l'on peut dire, est qu'il ait laissé derrière lui de nombreuses notes écrites. En d'autres termes, c'est d'abord et avant tout parce qu'il a essayé à plusieurs reprises de donner l'alarme et de faire bouger les choses que Jean-Baptiste Brunet a été mis en examen jeudi 8 juin pour « complicité d'empoisonnement » par le juge Bertella-Geffroy. Il aurait, comme tant d'autres, choisi de se taire et d'ignorer l'épidémie que pareille mésaventure ne lui serait sans doute pas arrivée.

DÈS 1984

Sa première prise de position importante remonte au 22 novembre 1984, lors d'une réunion de la commission consultative de la transfusion sanguine. Il y fait un exposé sur la « prévention des risques de transmission du sida par transfusion sanguine ». Indiquant que la situation « évolue rapidement », il relève tout d'abord que les dispositions de la circulaire du 20 juin 1983 relative à la prévention de la transmission du sida par la transfusion sanguine et à la sélection des donneurs de sang ont été « peu appliquées par les centres de transfusion sanguine ». Recommandant la mise en œuvre d'études sur le dépistage du VIH dans les dons de sang et sur le chauffage des dérivés sanguins, il indique que le Centre de contrôle des maladies (CCDC) américain a conclu que « l'usage des dérivés non traités par la chaleur devrait être limité ».

Six semaines plus tard, le 9 janvier 1985, le docteur François Pinon (CTS de Cochin, Paris) adresse à la direction générale de la santé une lettre dans laquelle il fait état d'une étude montrant que 6 % des donneurs de sang du centre de transfusion de l'hôpital Cochin sont séropositifs. « Dans les jours qui ont suivi », a déclaré le docteur Pinon, le 9 décembre 1992 devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale, j'ai été convoqué à une réunion d'un groupe de travail de la commission de la transfusion sanguine au ministère de la santé pour discuter des me-

30 mai 1985 est importante. « J'appelle votre attention, précisait M^{me} Geneviève Laroque au nom du directeur général de la santé, sur le fait que, dans l'éventualité où un cas de sida pourra être lié à la pratique d'une transfusion sanguine, des investigations ne manquant pas d'être effectuées concernant la provenance du sang, les conditions de prélèvements et de surveillance des donneurs. La responsabilité des établissements de transfusion sanguine qui n'appliqueraient pas les mesures de prévention recommandées pourrait être mise en cause. »

La note de M^{me} Pierre, le 10 mai 1985

Sous-directeur de l'organisation des soins et des programmes médicaux à la direction générale de la santé, M^{me} Marie-Thérèse Pierre a été mise en examen mercredi 7 juin pour complicité d'empoisonnement par le juge Bertella-Geffroy. Elle est, en particulier, l'auteur d'une note adressée le 10 mai 1985 à Claude Weisselberg, alors conseiller d'Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé (Le Monde daté 15-16 septembre 1991).

Dans cette note, rédigée le lendemain de la réunion interministérielle de Matignon où il fut décidé de « retenir quelque temps » au Laboratoire national de la santé le dossier d'enregistrement du test de dépistage de la firme américaine Abbott, elle indiquait que le groupe de travail mis en place par la commission consultative de la transfusion sanguine était favorable à une mise en place « immédiate » du dépistage systématique dans les dons de sang. Elle ajoutait : « Parallèlement, et peut-être de façon plus urgente, il devient nécessaire que les centres de transfusion sanguine proposent aux hémophiles des produits où le virus a été inactivé. »

Après avoir, le 7 mars 1985, fait état, devant la commission consultative de la transfusion sanguine, des résultats encore « confidentiels », mais « inquiétants », de l'étude du CTS de Cochin, le docteur Brunet adresse le 12 mars au professeur Roux une note dans laquelle il lui indique que, si la proportion de donneurs séropositifs retrouvés dans l'enquête de Cochin est représentative de la situation parisienne, « il est probable que tous les produits sanguins pré-

sentés à prendre, notamment en vue de la préparation de la circulaire qui allait paraître en janvier 1985, ont été contaminés ». C'est d'ailleurs la réaction à cette note que le juge Bertella-Geffroy a retenue pour le mettre en examen. « L'absence de mise en œuvre de la circulaire du 20 juin 1983 relative à la prévention de la transmission du sida par la transfusion sanguine et à la sélection des donneurs de sang ont été « peu appliquées par les centres de transfusion sanguine ». Recommandant la mise en œuvre d'études sur le dépistage du VIH dans les dons de sang et sur le chauffage des dérivés sanguins, il indique que le Centre de contrôle des maladies (CCDC) américain a conclu que « l'usage des dérivés non traités par la chaleur devrait être limité ».

Peter Piot, directeur du Programme de lutte contre le sida des Nations unies « L'essentiel serait de parvenir à dépassionner, enfin, ce débat »

« Quelles réactions suscite chez vous la mise en examen du docteur Jean-Baptiste Brunet ?

— Mes fonctions actuelles m'imposent de garder une certaine réserve. Je tiens toutefois à dire mon très grand étonnement. Je me souviens parfaitement qu'au début des années 80, Jean-Baptiste Brunet a été l'un des premiers à attirer l'attention sur les problèmes de santé publique relatifs au sida. On m'a dit qu'il existait des notes administratives en France témoignant de l'action que ce médecin a menée très tôt auprès des responsables politiques. Pour ma part, je me souviens de l'avoir entendu très tôt s'exprimer en public, notamment au sein de l'Organisation mondiale de la santé, sur ces problèmes. Comment comprendre, dès lors, que la justice française s'en prenne aujourd'hui à celui qui, le premier, a donné l'alerte ?

— Pouvez-vous précisément répondre à

une telle question ?

— Pour moi, cette mise en examen soulève un problème essentiel, celui de la responsabilité légale, juridique, du technicien, dès lors que les politiques ne suivent pas les conseils qu'il leur donne. J'estime que l'on ne peut en aucune façon reprocher à Jean-Baptiste Brunet de ne pas avoir fait son travail. Bien au contraire. Peut-on aller jusqu'à lui reprocher de ne pas avoir su convaincre les décideurs ? J'ajoute qu'à cette époque, ceux qui avaient pris conscience des problèmes sanitaires étaient très peu nombreux, et que les données médicales et scientifiques étaient loin d'être aussi claires qu'elles le sont aujourd'hui.

— Ne craignez-vous pas d'apparaître comme le défenseur du corps médical et scientifique auquel vous appartenez ?

— Les chercheurs, les médecins, sont des citoyens. Ils ont à l'évidence des responsabilités techniques et morales. Il s'est peut-être passé,

en France ou ailleurs, au moment du début de l'épidémie, des choses inacceptables. Dans ce cas, bien évidemment, justice doit être faite. Je ne peux toutefois que constater, le Japon mis à part, que la situation française est unique. Cette situation est d'autant plus paradoxale que d'autres pays ont été beaucoup plus tardifs dans la prise en compte de l'épidémie, des risques sanitaires, et tout particulièrement dans la mise en œuvre des tests de dépistage.

— Je me demande aujourd'hui comment nous allons pouvoir avancer. Certains ont proposé la mise en place d'un jury d'honneur international. A mes yeux, l'essentiel serait de parvenir à dépassionner, enfin, ce débat. Compte tenu de la tournure prise par les événements, ce sera, me semble-t-il, extrêmement long, difficile, et complexe. »

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

Le professeur Montagnier démissionne d'Ensemble contre le sida

APRÈS UNE SOIRÉE télévisuelle « historique », le Sidaaction 1994 avait permis de récolter près de 300 millions de francs. Faute d'avoir pu, une seconde fois, bénéficier d'un accord entre les chaînes, l'opération n'a, cette année, permis de réunir que le dixième de cette somme. « Au-delà des difficultés liées à la télévision, je pense qu'il existe aujourd'hui une lassitude du public, qui ne saisit plus très bien les enjeux. Il importe plus que jamais de situer ces enjeux à l'échelle mondiale », nous a déclaré, vendredi 9 juin, le professeur Luc Montagnier, annonçant sa décision de démissionner du conseil d'administration d'Ensemble contre le sida (ECS). Cette structure, qui réunit des responsables scientifiques et associatifs (Artistes contre le sida, Arcat-Sida, Aides, Act-Up), est chargée de procéder à la répartition des sommes récol-

tées par le Sidaaction. Le professeur Luc Montagnier avait été, avec Line Renaud, l'un des principaux responsables de cette opération de mobilisation collective. Il avait également, grâce à une partie des fonds, commencé à installer à l'hôpital Saint-Joseph (Paris) une unité associant une prise en charge clinique des personnes séropositives et la recherche fondamentale.

Comment expliquer une telle décision ? « Je pense que les sommes distribuées par le conseil scientifique d'Ensemble contre le sida, qui correspondent à la moitié des fonds récoltés, ont jusqu'ici été bien utilisées, notamment en termes de contrats à durée déterminée de techniciens et de bourses de chercheurs, un secteur où le conseil, compte tenu des récentes et malheureuses décisions ministérielles, nous rencontrons de plus en plus de difficultés. En revanche, il y a eu une

mauvaise compréhension des associations, qui ont cru que ce type de ressources allait durer, qu'elles pouvaient engager du personnel... Et, bien évidemment, le réveil aujourd'hui est brutal », ajoute le professeur Montagnier.

Pour le chercheur, « l'épidémie de sida a globalement tendance à se stabiliser et parfois même à régresser dans les pays d'Europe du Nord ». « Sur notre continent, explique-t-il, les problèmes les plus aigus concernent les toxicomanes en Espagne et en Italie. Mais cela est sans commune mesure avec ce qui se passe dans de nombreux pays du tiers-monde, et particulièrement en Afrique noire. Dans ce contexte, j'estime qu'Ensemble contre le sida devrait faire un geste vers l'Afrique. Nous aurions dû verser une somme, fût-elle symbolique, à un fonds chargé de financer la recherche sur ce continent. Je n'ai malheureusement

pas été suivi. J'ai donc décidé de démissionner. »

« On m'a expliqué qu'il n'y avait pas assez d'argent et donc qu'on ne pouvait pas en donner pour l'Afrique, au moment que le public n'avait pas donné pour cela, ce qui est très contestable, ajoute le professeur Montagnier. Plus généralement, Ensemble contre le sida, qui a dû gérer de vifs conflits inter-associatifs, m'apparaît une structure devenue trop lourde, trop difficile à manœuvrer. Elle doit se transformer dans ses objectifs avant de se transformer dans ses structures. On ne peut plus rester dans une dimension à ce point hexagonale. Ma démission est un cri d'alarme pour dire que la France doit, tant au niveau privé que public, prendre des initiatives face à un problème qui est mondial. »

J.-Y.N.



sans succès dans les premiers mois qui suivirent l'annonce, le 19 juin 1985, par Laurent Fabius d'un dépistage systématique dans les dons de sang — pour que les deux tests — celui de Diagnostics Pasteur et celui d'Abbott — soient autorisés et inscrits à la nomenclature. De la même manière, il eut le plus grand mal à faire comprendre à quel point il était important d'obtenir une prise en charge des tests de confirmation Western Blot.

En somme, en 1983-1985, comme dans les années qui suivirent, le docteur Brunet — qui est aujourd'hui, directeur du Centre européen pour la surveillance du sida — s'attacha à jouer son rôle d'expert placé au côté du directeur de la santé. Rôle qu'il remplit, de l'avis des différents directeurs de la santé comme de l'avis des ministres de la santé qui se sont succédé avenue de Ségur, de manière « remarquable ». Dans quelle me-

sure fut-il entendu par ses autorités de tutelle ? C'est l'une des questions auxquelles le juge Bertella-Geffroy devra s'efforcer de répondre.

Dans un communiqué publié jeudi 8 juin, le docteur Brunet « exprime le souhait qu'en tout état de cause cette décision donne l'occasion de faire toute la lumière sur l'ensemble de cette affaire, qu'il s'agisse de la contamination des hémophiles, de la mise en place des tests de dépistage et des collectes de sang dangereuses, notamment dans les prisons ».

Franck Nouchi

Un texte de solidarité et de soutien

PLUSIEURS médecins membres du petit groupe qui, dès 1982, a attiré l'attention des pouvoirs publics sur la gravité du sida, les deux co-découvreurs du virus du sida, le docteur François Barré-Sinoussi et le professeur Luc Montagnier, ainsi que les deux fondateurs de l'association Aides, Daniel Defert et Frédéric Edelmann, ont cosigné le texte suivant :

« Nous avons travaillé ensemble avec Jean-Baptiste Brunet, et nous saurons lui témoigner notre solidarité et notre soutien face à une mise en examen pour complicité d'empoisonnement qui nous apparaît totalement paradoxale compte tenu de ses engagements dans la lutte contre le sida. Jean-Baptiste Brunet a, dès 1982, joué un rôle majeur dans le développement de la surveillance épidémiologique sur le sida, en France et en Europe. Il a été très vite reconnu internationalement pour sa contribution à la compréhension de l'épidémie et à la définition des meilleures politiques de lutte contre le sida. Les multiples alertes qu'il a lancées dans les premières années de l'épidémie font que la seule faute que l'on puisse lui reprocher est de ne pas avoir été suffisamment entendu. »

Nous pouvons témoigner que c'est en proximité des personnes touchées, en contact régulier avec les cliniciens et les fondamentalistes, qu'il a mené son travail dans un engagement et une disponibilité exemplaires. »

★ Les signataires de ce texte sont : docteur Rosemary Ancelle-Park, Elisabeth Bouvet, professeur François Brun-Vézinet, Daniel Defert, Frédéric Edelmann, professeur Jean-Claude Gluckman, docteur Didier Jayle, Serge Kernbaum, professeur David Klatzmann, Arnaud Marty-Lavaudelle, professeur Charles Mayaud, docteur Patricia Meyer, professeur Luc Montagnier, docteur Odile Picard, professeur Jean Revuz, Christine Rouzioux, Willy Rozenbaum, Gérard Salmot, docteur Françoise Barré-Sinoussi, professeur Edouard Vilmer.

Après la mort d'un de leur...
provoquant de violents in...

Je ne peux pas croire que ce sont les jeunes du quartier qui ont mené une action aussi organisée.

Une vingtaine d'individus masqués...

Les certitudes d'un adjudant n'éclatent pas...
Les versions contradictoires des témoins de reconstituer la chronologie...

REUSSIR
AVANT LE BAC
TERMINALE ES
Orientée HEC ou Sciences-PO
RÉVISION BAC
Toutes matières, toutes séries
SÉRIE - VISA
APRÈS LE BAC
HEC - SCIENCES-PO
Stages intensifs et Classes préparatoires
MATH SUP et SPÉ
Stages intensifs et Math Sup P
MÉDECINE-PHARMA
Pré-rentree et soutien annuel
DROIT - Sciences ECO
Pré-rentree et soutien annuel
LICENCE-MATRISSE
HEC - ESCP / ESSER
SCIENCES-PO / CTFM
MEILLEURS RESULTATS
NATIONAUX
ipesup prepasup
43.25.63.30 3615 IPESUP

مكة اميرك

Après la mort d'un de leurs camarades, des jeunes provoquent de violents incidents à Noisy-le-Grand

Des établissements scolaires et un gymnase ont été incendiés dans la nuit de jeudi à vendredi

La police tentait, vendredi matin 9 juin, de reconstituer le détail de la nuit d'émeutes qui venait de se dérouler dans la commune de Noisy-

le-Grand, en Seine-Saint-Denis. Un ou plusieurs groupes de jeunes ont incendié un gymnase, qui a été détruit, et trois établissements scolaires.

Ces incidents sont intervenus après la mort, mercredi, d'un jeune homme qui, au guidon d'une moto volée, était poursuivi par la police.

DU GYMNASSE Jean-Guimier, il ne reste qu'une plaque indiquant son nom. Cette salle de sports ultramoderne, fierté du quartier de la Butte-Verte à Noisy-le-Grand, est partie en fumée dans la nuit de jeudi à vendredi 9 juin, pendant la seconde nuit d'émeute qu'a connue cette commune de Seine-Saint-Denis. Les vitres du centre sportif ont éclaté, les cloisons et plafonds se sont effondrés, les montants métalliques ont plié sous la chaleur. Quant aux trampolines, agrès, matelas et gradins, ce ne sont plus qu'un amas de cendres. Les cent cinquante pompiers venus sur les lieux pendant la nuit n'ont rien pu faire, dispersés qu'ils étaient dans les différents lieux de la ville où d'autres incendies, d'une moindre gravité, avaient également été allumés. « C'était l'enfer, ça prenait de partout », soupire l'un d'eux.

A partir de 0 h 20 en effet, tout est allé très vite. Au quartier des Richardets d'abord, des feux de poubelle démarrent, suivis de l'incendie d'un camion. Quelques minutes plus tard, le feu prend à l'école Jules-Ferry, à plusieurs centaines de mètres de là. Des habitants descendus voir si leur voiture n'avait pas été touchée parvenaient à stopper le sinistre. Mais déjà un autre feu reprend, un peu plus loin, à l'école Van Gogh. Deux classes sont brûlées avant que les pompiers ne puissent intervenir. L'école des Abeilles, derrière le

gymnase Guimier, est elle aussi touchée. Quatre voitures et le centre de loisirs primaire sont incendiés. Enfin, le gymnase s'embrase. Et pendant que les pompiers et la police s'affaiblissent sur les installations sportives, de nouvelles dégradations se déroulent encore au Richardets, où la vitrine de la Société Générale est enfoncée — on parle d'un bulldozer — tandis que les glaces du supermarché Champion volent en éclats. « C'est incroyable. Une véritable action de commando », s'étonne Hocine Belkacem, conseiller municipal d'opposition. Je ne peux pas croire que ce soient les gamins d'ici. Ni que ce soit directement lié à la mort du jeune Belkacem. »

« Je ne peux pas croire que ce sont les jeunes du quartier qui ont mené une action aussi organisée »

C'est pourtant la mort de Belkacem, Français d'origine marocaine, mercredi dernier vers 6 h 30, qui semble avoir déclenché l'événement. Ce matin-là, des CRS aperçoivent le jeune homme de vingt-

trois ans, sans casque, au volant d'une grosse moto. Une poursuite s'engage. Belkacem prend une bretelle d'autoroute à contre-sens, et finit la course dans un feu rouge. Il est tué sur le coup. Les policiers découvriront que la moto a été volée la veille. « Un accident regrettable », explique-t-on au commissariat, comme à la mairie de Noisy-le-Grand. Mais pour la famille Delahbib, il s'agit d'un meurtre. Dans la nuit de mercredi à jeudi, les premiers incidents éclatent.

Les dégâts sont suffisamment importants pour que les différents conseillers municipaux de la ville s'inquiètent. Hocine Belkacem rencontre la famille, qui lui assure qu'elle détient des témoignages selon lesquels le car de police aurait touché le motard. « Mais ils ne me les ont pas apportés, regrette le conseiller. J'ai essayé de les calmer, leur dire que l'on ferait tout notre possible pour avoir des détails. »

Un discours qu'il reproduira jeudi en fin d'après-midi relayé cette fois par le maire Antoine Pontone (UDF-PR). Sur la dalle de la station RER Noisy-Champs, il parlera toute la soirée avec deux cents jeunes du quartier. « Ils étaient en colère, ne comprenant pas la mort de leur capitaine, mais quand ils sont rentrés chez eux ils semblaient apaisés. Il était 23 heures. Ils avaient compris, je crois, que la mairie n'y était pour rien. Franchement, je ne peux pas croire que ce soient eux qui

aient mené une action aussi organisée. » « Aussi professionnelle, renchérit-on au cabinet du maire. Tous étaient masqués, ils circulaient dans des voitures apparemment volées et semblaient avoir parfaitement préparé l'opération. » A la préfecture de Seine-Saint-Denis on confirme que les deux compagnies de CRS dépêchées sur les lieux n'ont rien pu faire devant une opération aussi minutieusement organisée. Dans la nuit, les policiers de Noisy-le-Grand ont interpellé six personnes, toutes habitant le quartier. Mais après une nuit de garde à vue elles ont été relâchées. Indiquait-on vendredi matin à la préfecture de Seine-Saint-Denis.

Devant le gymnase Guimier, des parents sont presque en larmes. « C'était le plus bel équipement de la ville. Deux fois par semaine, ma fille venait s'entraîner. Elle fera quoi maintenant ? ». « Et pourquoi faire ? », se demande une institutrice de l'école des Abeilles. « Le gamin qui est mort, c'est terrible. Il avait été élève chez nous, alors forcément, ça nous touche. Mais est-ce que tous ces dégâts lui rendront la vie ? Est-ce que cela va même apaiser la peine de sa famille ? Franchement, je ne comprends pas. » A la mairie de Noisy-le-Grand, vendredi matin, on espérait surtout que les incidents ne seraient pas « récupérés et exploités » à deux jours des élections municipales.

Nathaniel Herzberg

Une vingtaine d'individus masqués et organisés, selon la préfecture

POURSUITE policière d'un jeune voleur de moto, décès du fuyard puis soupçon de « provocation policière » débouchant sur des violences urbaines. Le scénario qui s'est joué depuis mercredi 7 juin dans la banlieue de Paris est malheureusement l'un des grands classiques du genre. Le premier acte s'est joué mercredi aux aurores, sur une bretelle d'autoroute à Noisiel (Seine-et-Marne). Des CRS prennent en chasse un motard roulant sans casque qui accélère en les voyant. Selon les policiers, la Suzuki aurait pris une route à contre-sens, serait partie en glissade et aurait heurté un feu tricolore. Sous le choc, le conducteur, Belkacem Delahbib, vingt-trois ans, est tué. La moto aurait été déclarée volée quelques heures auparavant.

Mais les amis du jeune homme ne croient pas au récit policier de l'accident, qui précise que le véhicule de police se trouvait loin derrière la moto au moment du drame. La famille Delahbib, marocaine, serait connue du commissariat de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), où elle ré-

siderait depuis 1976, et la thèse de la vengeance policière et de l'accident délibérément provoqué se répand. Mercredi soir, un premier face-à-face tendu s'est joué au lieu entre un groupe de jeunes mobilisés par un frère de la victime et une cinquantaine de policiers aux abords du commissariat de Noisy-le-Grand. Après la dispersion, vers une heure du matin, les jeunes avaient commis diverses dégradations, lançant un engin incendiaire dans la vitrine d'une brasserie, brisant des vitres de la gare RER et mettant le feu à des poubelles et à une voiture. Dans la soirée de jeudi, un nouveau rassemblement avait eu lieu, marqué par un dialogue avec des policiers, et s'était dispersé sans incident.

UN GYMNASSE DÉTRUIT

Le troisième acte, aux allures de « haine » brute, a débuté quelques heures plus tard et apparaît beaucoup moins classique par les méthodes utilisées et l'ampleur des dégâts occasionnés. Selon la préfecture de Seine-Saint-Denis,

une vingtaine d'individus masqués ou cagoulés auraient méthodiquement incendié et causé une impressionnante série d'équipements publics, de véhicules et de commerces dans le quartier des Richardets et dans le secteur de la gare RER de Noisy-Champs. C'est ainsi qu'un gymnase a été détruit par le feu tandis qu'étaient incendiées une mairie de quartier ainsi qu'une douzaine de voitures et de camionnettes, dont cinq véhicules administratifs garés dans les ateliers municipaux. La devanture d'une supérette a été enfoncée par une voiture-bélier.

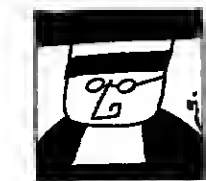
La liste des bâtiments endommagés comprend deux maternités, deux écoles élémentaires, un collège et deux dévotions de commerces. Les six personnes interpellées avaient été relâchées vendredi matin. Le bilan dressé alors précisait que cette nuit bleue a mobilisé cent cinquante pompiers, deux compagnies de CRS et plusieurs dizaines de policiers de la sécurité publique.

Ph. Be.

Les certitudes d'un adjudant n'éclairent pas le procès d'Henri Jacomet

Les versions contradictoires des témoins et des enquêteurs n'ont pas permis de reconstituer la chronologie de la journée du crime

TOULOUSE de notre envoyé spécial
Les procès où l'enquête n'a pas permis d'établir formellement un minimum de faits pour construire l'accusation comportent une série de ressemblances frappantes. Ainsi, moins il y a de preuves, plus le policier ou le gendarme chargé de l'enquête s'exprime de façon catégorique, en affirmant une conviction inébranlable. Le procès d'Henri Jacomet devant la cour d'assises de la Haute-Garonne n'échappe pas à cette règle, et la déposition de l'adjudant de gendarmerie Michel Darolles est une caricature du genre. Il parle lentement, très lentement, en laissant d'immenses points d'orgue après chaque élément à charge, indifférent au geste du président qui regarde sa montre. C'est l'instant du témoignage spontané, et la loi interdit aux magistrats de l'interrompre. Alors, le sous-officier chargé de reprendre l'enquête huit mois après les faits développe son point de vue sur les crimes commis dans cette maison de Huos (Haute-Garonne), le 12 juillet 1988.



Il commence par démolir la thèse des premiers enquêteurs, qui avaient conclu à un double meurtre suivi du suicide de son auteur. Puis, méthodiquement, il tente de démontrer qu'Henri Jacomet a tué son épouse Fabienne, sa belle-sœur Joëlle et l'époux de celle-ci, Fernando Rodrigues. Dans la foule des témoins qui ont vu l'accusé ou les victimes circuler dans le village sans, souvent, pouvoir donner un bonjour précis, l'adjudant a fait son choix. Malgré ce choix, il lui faut interpréter largement les fourchettes horaires admises par les témoins et même parfois aller au-delà en « décalant » les heures qui ne conviennent pas. A ce prix, la démonstration devient lumineuse : Henri Jacomet est indubitablement coupable de ce triple meurtre commis au fusil, au sabre et à la hache.

« La colère de Jacomet contre sa famille s'est transformée en haine. Il faut être haineux pour tuer de cette façon », souligne l'enquêteur sur un ton sentencieux. Timidement, le président Maurice Zavarro lui fait remarquer qu'à l'heure du crime fixée par le gendarme, soit 20 heures, Henri Jacomet était chez lui avec un témoin, Thierry Burella, qui l'atteste. Mais pour M. Darolles, il ne s'agit pas d'un bon témoin. « Il a pu être subjugué par Jacomet », lâche l'adjudant

sans évoquer la déposition d'une jeune fille qui viendra confirmer à la barre qu'elle a vu Jacomet, chez lui, à la fenêtre de sa cuisine, vers 20 heures, et la voiture de Burella garée dans la cour.

Le gendarme est si sûr de lui qu'il reste de marbre lorsque le président lui fait malicieusement remarquer que si l'on adopte sa technique du « décalage des horaires » pour les témoins choisis par l'enquêteur, l'édifice s'écroule.

MÉMOIRE EXTRAORDINAIRE

Quand, enfin, l'adjudant laisse la place aux témoins, une partie du village défile à la barre. Sept ans après, les dépositions sont difficiles. Certains ont une mémoire extraordinaire qui leur en fait dire beaucoup plus que quelques jours après les faits. Comme cet homme qui a vu Jacomet partout et vient dire aujourd'hui qu'il a entendu des cris horribles vers 16 heures et un coup de fusil à 19 h 55. Rien de tout cela dans ses dépositions à l'instruction. Mais quand le président lui demande doucement quels sont ses rapports avec Jacomet, l'homme répond, avec une sincérité indiscutable : « On est fâché à mort depuis belle lurette. »

Il y a aussi ceux qui ne se souviennent pas et ceux dont la mémoire a gardé quelques traces précises. Mais, même en reprenant

leurs déclarations initiales, les fourchettes horaires sont tellement larges qu'il est impossible de déterminer une chronologie significative. Alors, chaque avocat interprète les horaires à son profit pour en tirer la thèse convenant soit à la défense, soit à l'accusation. Mais, au-delà du strict aspect judiciaire, ces témoignages, et surtout certaines remarques parfois lancées en aparté, dessinent en pointillé une limite entre deux tendances : celle qui est favorable à Jacomet et celle qui soutient le père des deux jeunes femmes tuées dans la maison.

Les débats font même apparaître que le phénomène semble avoir atteint les enquêteurs, et ce gendarme aujourd'hui à la retraite l'avait remarqué. Amer, il déclare : « Mai, je mesure, je filme, j'apporte le plus d'éléments possibles à la justice. On n'a pas à prendre parti. » Et il ajoute : « Dans cette enquête, il m'a semblé qu'il y avait un peu de partialité. » Alors, il a envoyé une lettre aux autorités judiciaires pour signaler ce qu'il considérait être des anomalies. La réponse ne fut pas celle qu'il attendait car il explique dans un soupir : « Le premier jour de ma retraite, j'ai été inculpé de dénonciation calomnieuse et après, j'ai eu un non-lieu. »

Maurice Peyrot

Jean-Claude Barreau reste conseiller pour l'immigration au ministère de l'intérieur

JEAN-CLAUDE BARREAU, qui était conseiller pour les questions d'immigration au cabinet de Charles Pasqua au ministère de l'intérieur, vient d'être nommé à ces mêmes fonctions par Jean-Louis Debré, nouveau locataire de la place Beauvau. Le parcours tout-terrain de M. Barreau, âgé aujourd'hui de soixante-deux ans, l'a conduit de la préfecture au ministère de l'intérieur de Charles Pasqua, en passant par l'Elysée sous François Mitterrand.

Conseiller culturel à l'ambassade de France à Alger en 1982, il est appelé comme chargé de mission à l'Elysée en 1985. Adhèrent au Parti socialiste, il en démissionne en 1991, après le scandale provoqué par la publication d'un livre jugé injurieux à l'égard de l'islam, qui amène Jean-Louis Bianco, alors ministre des affaires sociales, à le démettre de ses fonctions de président de l'Office des migrations internationales (OMI). Nommé au cabinet du ministre de l'intérieur en 1993, il se fait fort de « freiner l'immigration » et se fait le zélateur des lois Pasqua. Répondant dans *Le Monde*, en avril, aux critiques à propos de la multiplication des ententes avec des hommes en la matière, il avait qualifié ces textes de « lois de la dernière chance ».

Une association est condamnée pour le licenciement d'un éducateur séropositif

La cour d'appel de Paris a condamné, jeudi 1^{er} juin, l'association parisienne Notre-Dame du Sacré-Cœur à payer 150 000 francs de dommages et intérêts à un éducateur atteint du sida qu'elle avait refusé de réembaucher après un séjour à l'hôpital. La cour d'appel a qualifié l'attitude de l'employeur de « discrimination flagrante pour maladie » et ainsi confirmé le jugement rendu en première instance le 30 juin 1994 par le conseil des prud'hommes de Paris. L'association Act Up-Paris s'est félicitée de cet arrêt de la cour d'appel de Paris mais souligne, dans un communiqué publié mardi 6 juin, qu'en France « de nombreux cas d'exclusion de l'entreprise sont révélés ».

DÉPÊCHES

■ **SIDA** : trois militants et le président de l'association de lutte contre le sida Act-Up Alsace comparaitront le 8 août devant le tribunal correctionnel de Strasbourg. Les trois militants avaient été interpellés vendredi 2 juin après avoir aspergé de faux sang la façade du domicile strasbourgeois de Jean Weber, président du Crédit industriel et commercial d'Alsace et de Lorraine (CICIL) et numéro deux de la liste d'union UDF-RPR à Strasbourg pour les élections municipales. Les militants reprochent à M. Weber, PDG de la société Diagnostics Pasteur au moment de l'affaire du sang contaminé, d'avoir joué un rôle dans le retard pris en France pour l'adoption du dépistage systématique du virus du sida lors des dons du sang. Le président d'Act-Up Alsace a été placé en garde à vue pendant vingt-quatre heures.

■ **TERRORISME** : l'avocat d'un jeune français détenu en Allemagne demande au garde des sceaux d'empêcher son extradition vers le Maroc, où il risque la peine de mort. Dans une lettre adressée le 7 juin à M. Toubon, Mr Arnaud Montebourg évoque le cas de Tarek Falah, vingt et un ans, accusé par la justice marocaine d'être l'un des auteurs de l'attentat du 24 août 1994 contre l'Hôtel Atlas Asni, à Marrakech. La France a obtenu l'extradition de ce sympathisant islamiste, accusé par le juge Brugère d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. « Curieusement, le parquet allemand a suspendu unilatéralement et de façon arbitraire les effets de cette décision, dans l'attente de l'instruction (...) de la demande d'extradition présentée par le Maroc », écrit l'avocat, qui sollicite l'intervention du gouvernement français.

■ **IMMIGRATION** : la circulaire adressée aux préfets, le 5 mai, par Charles Pasqua, alors ministre de l'intérieur, afin de régulariser au cas par cas la situation des parents étrangers d'enfants français dépourvus de papiers, n'a pas été suivie d'effet, a protesté, jeudi 8 juin, la Coordination française pour le droit des immigrés à vivre en famille, qui regroupe plus d'une trentaine d'associations. Selon ce collectif animé par la Cimade (service ecclésial d'entraide) et SOS racisme, la plupart des préfets (sur 10 000 F de dommages et intérêts à la victime, un étudiant du Bénin, Thomas Ajacon, interpellé en septembre 1991, ce dernier avait été géré avant d'être conduit au commissariat du 1^{er} arrondissement).

■ **POLICE** : quatre policiers marseillais, poursuivis pour des coups et blessures volontaires, ont été condamnés, jeudi 8 juin, par le tribunal de police à « une interdiction de détenir pendant deux ans une arme soumise à autorisation ». Ils devront également verser solidairement 5 000 francs de dommages et intérêts à la victime, un étudiant du Bénin, Thomas Ajacon, interpellé en septembre 1991, ce dernier avait été géré avant d'être conduit au commissariat du 1^{er} arrondissement.

ANTOINETTE
FOUQUE

IL Y A DEUX SEXES

ESSAIS DE FÉMINOLOGIE

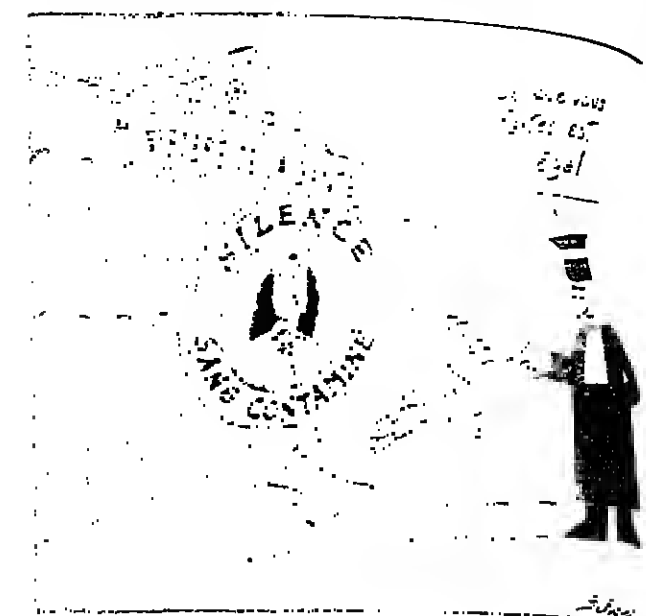
ledébat

GALLIMARD

Programme mondial de lutte contre le sida. Pour que le docteur Roux, des premiers à attirer l'attention sur les problèmes de santé.

ne vague d'indignation

soutenu par la quasi-totalité des chercheurs, pouvoirs publics sur la grande du sida



Un texte...
et des...
fin, ce débat

le contre le sida

La deuxième « guerre d'Algérie » vue de France

par Séverine Labat

FÔT-CE à son corps défendant, la France est devenue – et l'assassinat de ressortissants vient régulièrement le lui rappeler – un acteur central de la crise algérienne. Les relations franco-algériennes relèvent, de longue date, d'une sorte de schizophrénie. Les dirigeants français reconnaissent en privé l'illégitimité et le caractère prébendaire du régime algérien, tout en continuant à l'assurer publiquement d'un soutien qui, suivant une subtile distinction langagière, est présenté comme étant destiné au peuple algérien et non à son gouvernement.

La politique française demeure incertaine car étroitement dépendante de considérations d'ordre intérieur. Ces tergiversations tiennent, pour partie, à la façon dont l'opinion perçoit le conflit. Les intellectuels jouent, à cet égard, un rôle non négligeable. Faute d'avoir, au sein de la société française, exercé avec suffisamment de vigilance leur devoir de critique quand la gauche était au pouvoir, ils n'ont cessé de caricaturer le conflit en le réduisant à un simple combat entre « barbare » et « démocratique », entre francophonie et arabophonie, ou encore entre berbérisme et arabisme. Ils ont, en reproduisant le schéma manichéen que tentait d'imposer

le pouvoir algérien, « nous ou le chaos », occulté les formes d'expression démocratique alternatives, et se sont, sauf dans un cadre catégoriel, la plupart du temps interdit d'aborder le thème de la défense des droits de l'homme.

La mort n'est pas affaire de comptabilité. Elle est moins encore affaire de condition. Or, tandis qu'on dénombre plus de quarante mille victimes du conflit, seuls les assassinats de journalistes (une trentaine) et de femmes (quelque trois cents) suscitent l'émotion. Si horribles que soient ces assassinats, ils ne doivent pas faire oublier les autres victimes de la violence, quels qu'en soient les auteurs : nul n'est épargné par une hécatombe qui frappe en particulier les jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans. La crainte d'un basculement de la population du côté de la lutte armée a servi de justification à une aide économique sans précédent au régime (6 milliards de francs en 1994), liée au seul respect des critères d'ajustement structurel fixés par le FMI. Toute conditionnalité de l'aide semble être écartée au motif que la suspension de celle-ci ne ferait qu'aggraver la crise.

Or le bilan de cette aide est d'ores et déjà des plus décevants. Le gouvernement algérien aurait,

selon le FMI, satisfait aux exigences de l'ajustement financier, bien qu'on puisse légitimement douter des chiffres fournis par les autorités algériennes. La seconde étape, celle de l'ajustement structurel, risque de permettre à la Nomenklatura de consolider son capital en rachetant les entreprises qu'elle s'approprie à privatiser.

Autres effets : l'aide se ramenant à des crédits liés a permis de maintenir le niveau des importations et, partant, celui des dépenses prélevées par les militaires et les hommes d'affaires liés au régime. Elle a donc autorisé le pouvoir à gagner du temps (financement de la répression, maintien des « équilibres financiers » entre les clans du pouvoir) et ne l'a en aucune manière incité à régler la crise politique.

Dans ce contexte, seule l'arme économique pourrait contraindre le régime à explorer les voies d'une sortie de crise. Il ne s'agit pas de suspendre l'aide, mais de la conditionner. D'abord à l'amélioration de la situation des droits de l'homme : la peur de la répression est le principal moteur du recrutement des groupes armés et on imagine mal que leur violence cesse avant que le régime ne cesse lui-même de recourir à l'usage systématique de la torture, des liquidations sommaires et des représailles collectives. Ensuite à la

tenue d'un véritable dialogue : depuis les émeutes d'octobre 1983, les militaires préfèrent être confrontés à une opposition « illégitime » aux yeux de l'opinion publique internationale, et donc réprimable à merci, plutôt qu'à une véritable opposition démocratique qui bénéficierait de la sympathie occidentale.

Pour éviter que militaires et islamistes ne concluent un accord exclusif, et qu'une partie des élites francophones soient, de ce

misme, rejetées massivement le régime, et se prononçant, quand elle en avait l'occasion, en faveur d'une formule politique qui renverrait dos à dos les dictatures militaires et islamistes, et qui, dans le souci de faire obstacle à l'instauration d'un régime islamiste dictatorial, associerait tous les secteurs d'opinion disposés à respecter un minimum de règles du jeu.

Tel est le pari des animateurs des deux rencontres organisées à Rome en novembre 1994 et jan-

vier 1995 : « impliquer » les « politiques » du FIS – contraints, face à l'expansion des GIA, à faire d'importantes concessions quant au caractère démocratique des futures institutions – dans un véritable processus de recomposition politique, et priver ainsi les partisans de la lutte armée du monopole de la contestation.

Préalable indispensable à une recomposition sociale ultérieure, la « transition démocratique » – que se proposent d'aménager les participants des deux réunions de Rome – a pour ambition d'associer les cercles les plus réalistes du pouvoir militaire et les nouvelles élites politiques à une gestion partagée du pouvoir avec le soutien de la communauté internationale. Consistent, en effet, qu'une remise en cause directe des prérogatives de l'armée ait pour conséquence de conduire les clans les plus impliqués dans la corruption et/ou la répression à se lancer dans une funeste politique de la terre brûlée, les démocrates comptent sur l'arme économique pour contraindre le régime à dialoguer, et les islamistes à respecter les libertés fondamentales.

Il ne s'agit pas de couper toute respiration à l'économie algérienne. La conditionnalité de l'aide peut revêtir la forme d'exigences techniques. Il suffirait notamment d'être plus ferme sur le respect des critères fixés par le FMI. Par ailleurs, sur les 6 milliards d'aide accordée par la France à l'Algérie, 1 milliard de crédits consiste en une aide d'Etat à l'Etat : il est possible de jouer sur ce concours dont la valeur symbolique et politique est évidente. Le montant de l'aide pour 1995 est actuellement en discussion : c'est le moment ou jamais de prendre une initiative.

Il faudrait aussi assouplir notre politique d'octroi des visas (de circulation et de long séjour) et respecter nos engagements internationaux en matière de droit d'asile, même si une certaine vigilance est nécessaire.

Pour surmonter le « dialogue déclinant » dont font preuve les dirigeants français, une initiative européenne est aussi vraisemblablement nécessaire. Pas plus que les Etats-Unis, nos partenaires de l'Union européenne n'éprouvent de complexes analogues aux nôtres à l'égard de l'Algérie : ils pourraient incliner fermement le régime à se réformer ; à tout le moins se montrer plus exigeants en matière de contrôle de l'utilisation des aides extérieures.

La communauté internationale ne s'est pas saisie des opportunités offertes par la signature de la plate-forme de Rome. Il ne faudrait pas qu'elle manque d'autres occasions. Celles-ci se feront d'ailleurs plus rares au fur et à mesure que la guerre s'enlèvera. Il faut, à tout le moins, se garder de cautionner l'élection présidentielle à travers laquelle le pouvoir cherche à reconquérir un semblant de légitimité. Un tel scrutin ne peut que couronner un processus de réconciliation et en aucun cas le précéder, à l'origine dans un climat de terreur sans précédent, et en l'absence des principaux partis politiques du pays. Loin de faire cesser le chaos, des élections à huis clos risquent, au mieux, de ne rien changer à la situation ; au pire, d'approfondir la crise et de faire irrémédiablement basculer l'Algérie dans la guerre civile.

Séverine Labat est l'auteur d'une thèse de science politique consacrée à l'islamisme algérien.

Il faut conditionner l'aide à l'amélioration de la situation des droits de l'homme et à la tenue d'un vrai dialogue

fait, contraintes à l'exil ou menacées de « liquidation », l'enjeu, pour les démocrates (FFS, « réformateurs » du FLN et indépendants), consiste donc à prendre en charge, auprès des milieux demeurés hostiles aux deux formes de violence qui s'affrontent, la défense et la promotion de l'idée de démocratie. L'échec de la politique du « tout sécuritaire » à enrayer la vague de violence a en effet administré la preuve que la population, sans adhérer à l'isla-

teinte par la vitesse de sa démographie et la poussée de sa jeunesse à une expansion qu'elle est loin de maîtriser et qui rêve d'amour avec la France.

Pauvre Algérie, qui rêve surtout d'une France qui lui manque et qui ne l'aime plus. Si ce n'était que cela, s'il n'y avait pas en plus de la misère qui ne se montre pas, la drogue, le chômage et la corruption héritée du FLN qui a volé l'Etat et pour l'administration. On dit qu'il y a mille milliardaires dans cet infatigable pays resplendissant. Si encore on pouvait vivre sans le fanatisme des forcenés de l'islam et des ayatollahs qui égareront sous prétexte qu'on ne pense pas comme eux, qu'on n'est pas habilité comme il faut ou qu'on est journaliste, c'est-à-dire qu'on s'intéresse à l'Occident ou qu'on va à l'école. Réponse du peuple : huit cent mille enfants scolarisés. Quant à l'armée, elle traque les maquis et détruit ce qu'elle peut.

Je ne suis pas allé sous les arcades du boulevard Amirouche où les femmes répudiées, telles que les a décrites Salim Ait Mohamed, sont abandonnées de Dieu. Le code de la famille réduit la femme à l'état de servitude, sans garantie aucune. Tout dépend du bon vouloir de l'homme. Il y a pire : les jeunes filles que le FIS enlève parfois des razzias, violé et rejeté et dont personne ne veut plus, même pas leur mère.

Par moments, je ne savais plus où j'étais. A l'étranger, mais où ? Les signes que je voyais, les bruits que j'entendais, étaient-ils ceux d'une guerre civile ou d'une guerre secrète entre sectes ? J'écouais, je regardais la naissance difficile et sanglante d'une démocratie.

Les Algériens, dans leur majorité, ont oublié tout ce qui les a opposés à la France. Leur générosité dépasse les rancœurs. Sans de Gaulle et sans l'OAS, il y aurait eu une guerre civile ou d'une guerre secrète entre sectes ? J'écouais, je regardais la naissance difficile et sanglante d'une démocratie.

La réponse de Camus ne vint pas, ce qui surprend de la part d'un homme si attentif et si ouvert. Pour les pieds-noirs, Camus travaillait à une fédération. Dans la lettre de Kateb Yacine, il est question des « orphelins devant la mère jomoi tout à fait morte ». Il m'a semblé que quelque chose, une graine – apportée par quel vent ? – avait pris racine là-bas, qui fait pousser des arbres bleus sur la tombe des morts.

L'Algérie française est dans les cimetières, avec ma mère. Qui sait ? Si la lettre timide, fraternelle, presque implorante que Kateb Yacine écrivait à Camus en 1957 avait eu le retentissement qu'elle méritait, la coexistence eût peut-être existé : deux écrivains de cette taille pouvaient prendre en main le sort de leur communauté.

La réponse de Camus ne vint pas, ce qui surprend de la part d'un homme si attentif et si ouvert. Pour les pieds-noirs, Camus travaillait à une fédération. Dans la lettre de Kateb Yacine, il est question des « orphelins devant la mère jomoi tout à fait morte ». Il m'a semblé que quelque chose, une graine – apportée par quel vent ? – avait pris racine là-bas, qui fait pousser des arbres bleus sur la tombe des morts.

Aut lieu de faire un cadeau (de plus) à une minorité d'électeurs fortunés,

Jules Roy

LA VOITURE ÉLECTRIQUE ET LA POLLUTION

Le Monde du 12 avril a annoncé le versement d'une prime gouvernementale de 5 000 francs pour l'achat d'un véhicule électrique, à laquelle s'ajoute une aide de 10 000 francs d'EDF au constructeur ou à l'importateur. Le coût de cette mesure est évalué entre 30 et 40 milliards de francs. Je m'interroge sur la portée d'une telle mesure. Qui peut s'offrir aujourd'hui un tel véhicule ? Ses caractéristiques le destinent en effet aux milieux urbains denses. Sa faible autonomie suppose que l'on possède déjà un ou deux véhicules à moteur thermique. Le profil des acheteurs est par conséquent : des urbains, aisés, disposant d'espace où ranger leurs deux ou trois voitures.

Alexandre Malval
Paris

LE PRÉCÉDENT DE GEORGES DAYAN

Dans Le Monde daté 9-10 avril, Raïssa Rivals rapporte l'hostilité du Conseil d'Etat, consulté informellement, à la nomination de M^{me} Paule Dayan, fille de Georges Dayan, ami intime de M. Mitterrand, comme conseiller d'Etat. Il est piquant de rappeler que la même mésaventure était arrivée à Georges Dayan lorsqu'il fut nommé en 1956, par François Mitterrand, maître des requêtes au tour extérieur. Bien plus, l'Association des membres du Conseil d'Etat estimant que Georges Dayan n'avait pas le nombre requis d'années passées dans l'administration pour bénéficier de cette nomination, avait, à l'époque, introduit un recours devant la section du contentieux du Conseil d'Etat.

Georges Dayan, qui n'avait pas la formation requise pour travailler à la section du contentieux où il avait été nommé, s'était alors entouré des concours nécessaires pour pallier cet inconvénient. Le résultat avait été alors probant puisque, quelques années plus tard, l'Association des membres du Conseil d'Etat, sans doute satisfaite du travail accompli par l'intéressé, s'était désistée de son recours contentieux.

Michel Dubisson
Cambrai (Nord)

Le cimetière de Sidi Moussa

Suite de la première page

Pouvait-on les appeler des maisons ? Chaque citadin a désormais pour ambition d'avoir sa résidence secondaire. Il la commence quand il veut, sans toujours attendre le permis de construire, et la finit quand il peut. Chaque fin de semaine, il se rue sur les routes vers sa datcha, souvent une bicoque, parfois un castel roccoco. Avec effort me vint cette idée que l'Algérie socialiste avait transformé la riche, la somptueuse plaine de la Mitidja en une immense zone de machins en béton, serrés les uns contre les autres et dévorant la terre. Je me crus dans l'antichambre du néant.

Sur la route qui mène de Sidi Moussa aux Eucalyptus, la circulation fut bloquée par deux *hol-frocks*, l'un avant le cimetière, l'autre devant le stade. Au milieu, une autotraitilleuse. Des gen-

grilles et carcasses enchaînées entre elles et cadenassées, d'autres tumulus moins sombres, de solides monuments de taille supérieure au nôtre.

Je déposai là une première gerbe de roses, poussai l'autre, au nom de mon ami Jean Pélégri, sur le marbre des siens, en mémoire des colons de la plaine, des Ronda, des Orfila, des Schembri et des Picinbono, des Manint et des Sposito, des Bertaut, des Paris de l'Arba et des Paris de Rovigo où je ne pouvais pas aller, de tous ceux que j'ai connus, décrits et célébrés dans ma saga *Les Chevaux du soleil*. Par miracle, un arbre d'Amérique tropicale poussait là. Je ne sais comment, un jacaranda, penchait ses rameaux d'un bleu violet. D'un geste machinal, j'en cueillis un brin que je glissai sur mon cœur.

Les larmes ne me venaient pas. Pourtant, c'était vers les femmes, vers ma grand-mère née à Montségur dans l'Ariège, de qui l'odeur de benjoin, d'huile d'olive et d'ail me baigne encore, et vers ma mère vêtue de noir du col aux talons, une boucle d'argent à la ceinture, qu'une brûlure et ma plainte

middle de cette terre qui ne soit in-jute », répétait ma grand-mère, pourtant illettrée. Et ma mère, en parlant des Arabes : « Nous leur avons tout appris. Ils devraient nous baisser les mains ». « Peut-être, répondais-je devenu homme, mais qui a débarqué une orme à Sidi Ferruch, qui a conquis le pays dans le sang ? Qui, plus tard, a enlevé les Arabes dans notre armée, qui les a fait massacrer pour nous sans leur accorder ou moins l'estime et les égards auxquels ils avaient droit ? »

Plus tard j'ai su que, dans cette partie de la plaine, il existait, au moment de l'indépendance, un embryon industriel et qu'une série de ministères de la République populaire avaient eu l'inspiration d'établir là un complexe d'éléments préfabriqués. Je ne suis pas sûr d'avoir entendu qu'on voulait même transformer toute la Mitidja en un gigantesque chantier destiné à couvrir anarchiquement les plaines et les vallées de cabanettes, de cabanettes ou de manoirs de béton pour remplacer bidonvilles et gourbis. Par bonheur, cette bête a été limitée au village de Sidi Moussa et à ses environs.

La plaine reste l'enchanteresse de ma jeunesse et, à Blida, où je faisais la cour à mes cousines, le boulevard qui monte à la place d'Armes est toujours bordé d'orangers. Moins pulpeuse et désirable que du temps des colons, la Mitidja est encore belle et cultivée comme la Kabylie, où la maison du leader du parti Culture et démocratie, Saïd Sadi, ressemblait par sa modestie à celle de mon frère à Ménéville. C'était presque le temps d'autrefois. « Mais où sont les Français ? », aurait dit ma mère.

A Tipasa, le mythe camusien est toujours célébré dans les ruines et, sur la plage, j'ai bu des Orangina avec des jeunes gens sous le toit de roseau d'un café. Tout est magique, comme sur la colline de Notre-Dame d'Afrique, où j'ai embrassé le cardinal Duval qui achève sa vie près de la Vierge Noire, solitaire. Le cardinal Duval ou l'espérance. Pauvre Algérie, as-

source montaient plus que vers mon grand-père mort des fièvres et vers mon oncle Jules qui entraînait l'enfant que j'étais dans les vignes et dans ce qu'on appelait le marais.

Plus tard, m'atteindront les émotions profondes dans le silence des nuits où tremblait sur Alger la voix du muezzin tandis que, le long du rivage, ruisselait le fleuve d'or de l'autoroute. Je me disais alors que, plus que les miens inquiets de savoir à qui appartenait une terre si riche, un ciel si grand, j'avais, si peu que ce fût, contribué à leur perte. « Pas une

Kateb Yacine à Albert Camus, en 1957

« Mon cher compatriote, Exilés du même royaume, nous voici comme deux frères ennemis, drapés dans l'orgueil de la possession renonçante, ayant superbement rejeté l'héritage pour n'avoir pas à le partager. Mais voici que ce bel héritage devient le lieu hanté où sont assassinés jusqu'aux ombres de la Famille on de la Tribu, selon les deux tranchants de notre Verbe pourtant unique. On crie dans les ruines de Tipasa et du Nadhor. Irons-nous ensemble apaiser le spectre de la discorde, ou bien est-il trop tard ? Verrons-nous à Tipasa et au Nadhor les fossoyeurs de l'ONU déguisés en juges, puis en Commissaires-priseurs ? Je n'attends pas de réponse précise et ne désire surtout pas que la publicité fasse de notre hypothétique coexistence des échos attendus dans les quotidiens. S'il devait un jour se réunir un Conseil de famille, ce serait certainement sans nous. Mais il est (peut-être) urgent de remettre en mouvement les ondes de la Communication, avec l'air de ne pas y toucher qui caractérise les orphelins devant la mère jamais tout à fait morte.

Fraternellement ».

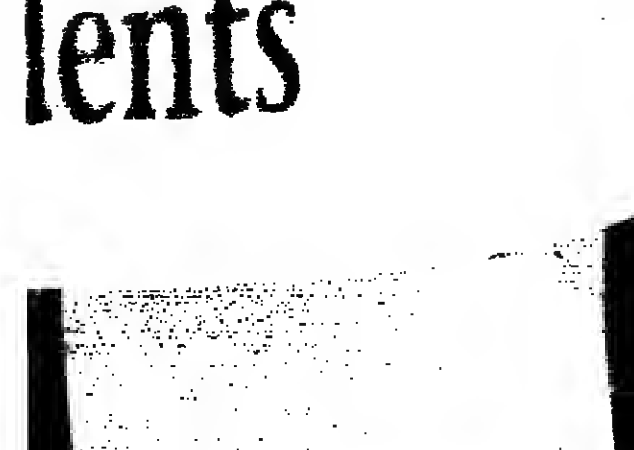
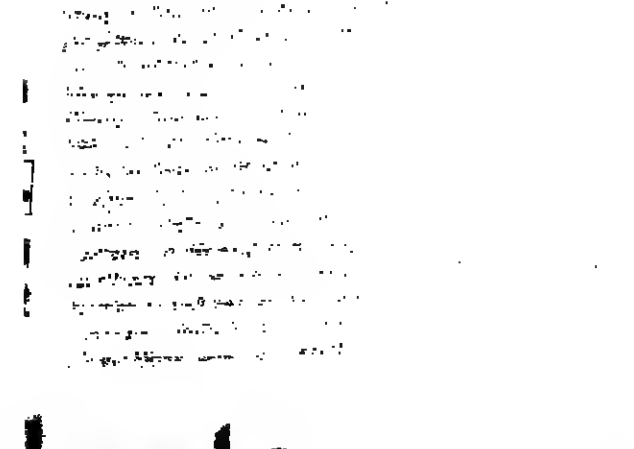
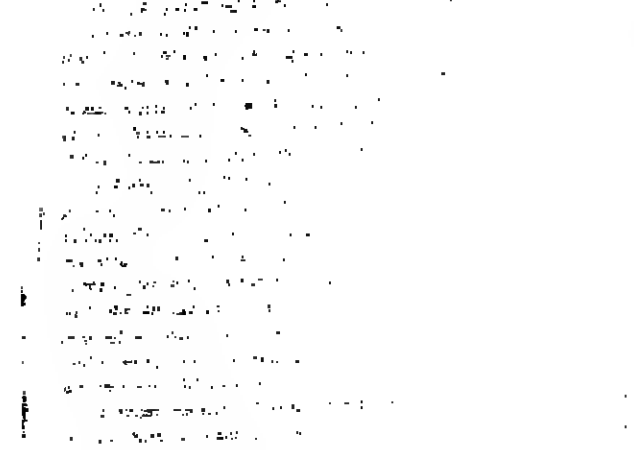
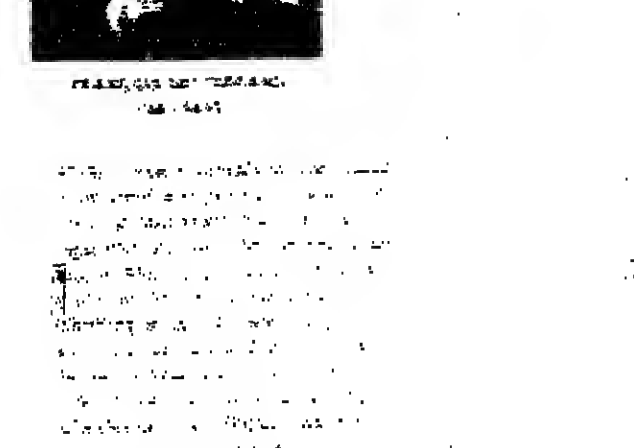
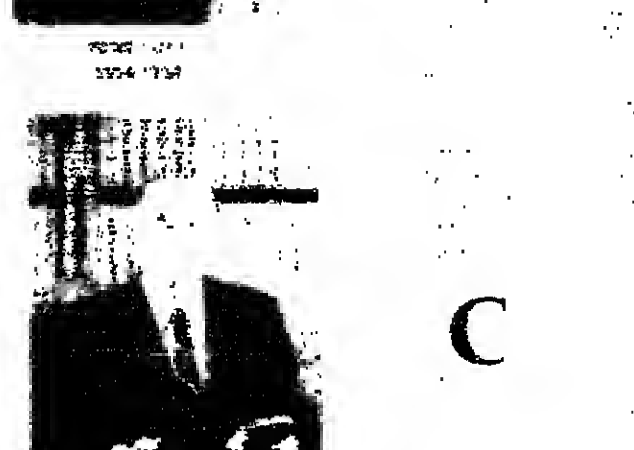
« Cette lettre a été publiée pour la première fois par Olivier Corpet et Albert Dichy dans leur livre *Kateb Yacine, éclats de mémoires* (IMEC Editions, 1994).

Pauvre Algérie, qui rêve surtout d'une France qui lui manque et qui ne l'aime plus

darmes partout, en plus des policiers de notre propre sécurité. Nous étions, paraît-il, dans une zone active du FIS armé, celle des villages de l'Arba et de Boughara, que je continuais à appeler Rovigo. De rares femmes, voilées ou vêtues à l'européenne, passaient, portant dans un couffin ce qu'elles avaient ramené. D'où ? Ce jour-là, il était 11 heures, il faisait déjà chaud. Pas un homme. Personne sur la place. Le village semblait mort. Une petite HLM lilas s'élevait près de là.

Bloqués devant le cimetière et le stade aux murs rehaussés de barbelés, nous attendîmes que le cimetière et ses abords fussent inspectés. Alors, nous nous glissâmes sous les tribunes du stade, tout du long, puis nous traversâmes une surface vide de sable blanc. Là, j'enjambai une barrière et entrai dans le cimetière. Une haie végétale épaisse, lourde et tranchante, une brousse de ronciers et ce qui me parut une amorce de forêt touffue, aux rameaux bas, des arbres en feuillaison, sur les traces d'une autre profanation qui datait de l'indépendance.

Pas à pas, je m'enfonçai, butant sur des dalles recouvertes d'humus, de branchages pourris, peut-être de ce que j'imaginai avec horreur : des ossements jallisés des tombes avec le temps et la complaisance des écumeurs funéraires. Mon compagnon photographiait. Enfin apparut une masse de granit gris, « Famille Paris », puis, près de l'ancienne porte où s'amoncelaient



lents

Union à la carte

Il y a, bleu évidemment, un risque d'émiettement de la personnalité européenne dans ce mouvement. Faute de communauté de vision suffisamment forte, l'Union à quinze membres - et, à plus forte raison, à vingt - risque de rester cette Europe à la composition changeante, selon qu'il s'agit de monnaie, de défense, de social ou d'aide à l'Afrique.

Incohérences judiciaires

Comment M^{re} Bertella-Gefroy et, avec elle, l'Institution judiciaire vont-elles parvenir, si l'on en reste à de telles qualifications, à juger cette affaire ? La seule issue possible est peut-être celle qu'envisageait le premier président de la Cour de cassation, Pierre Dral, le 11 mai, à l'occasion de la présentation du rapport d'activité annuelle de la Cour des comptes. M. Dral avait alors répondu indirectement au président de la chambre criminelle, Christian Le Guechec, qui avait laissé la porte ouverte à la qualification d'empoisonnement en expliquant, s'agissant du docteur Garretta, que l'autorité de la chose jugée permet de mettre en cause une nouvelle fois quelqu'un pour des infractions différentes. Le premier président de la haute juridiction avait donc indiqué qu'il n'hésiterait pas à saisir l'assemblée plénière de la Cour de cassation comme la seule fois où se pose un problème de « *particulièrement sensible* ». Dépassant le simple cas de l'ancien directeur du CNTS, l'heure n'est-elle pas venue, pour le plus haut magistrat de France, de s'attaquer à ce problème « *particulièrement sensible* » ?

Le Monde en edited par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.
Directeur : Jean-Marie Colomb, président du directoire, directeur de la publication ;
Directeur Adjoint : directeur général : Noël Jean Beaupré, directeur de la rédaction ;
Eric Pinlaux, directeur de la publication ; Anne-Chantal Boursbourg, directeur délégué
Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Pissel
Rédacteurs en chef :
 Thomas Fournet, Robert Solé, adjoints à la direction de la rédaction (1969-1984)
 Jean-Paul Bérès, David Crotti, Jean-François Lelièvre, Jean-François Lelièvre
 Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Marnaud Lochet, Luc Rosenzweig
Alain Bilot, conseiller de la direction ;
Daniel Vermet, directeur des relations internationales ; Alain Fourmann, secrétaire général de la rédaction
Médiateur : André Lauzents
Conseil de surveillance : Alain Milne, président ; Olivier Biffant, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beury-Méry (1944-1966), Jacques Faumont (1966-1984)
 André Lauzents (1982-1985), André Fustatier (1985-1991), Jacques Lesourd (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde. Dureté de la société : cent à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 236 000 F. Principaux actionnaires : Société civile à responsabilité limitée du *Monde* ;
 Association Hubert Beury-Méry (1944-1966) ; Association Jacques Faumont (1966-1984) ;
 Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colomb, président du directoire
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE MATHURIN 75001 PARIS CEDEX 15
TEL. : (1) 46-25-25-25 télécopieur : (1) 46-25-25-99 FAX TEL. : 236.806
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEURY-MÉRY 94851 PARIS-94 SEINE CEDEX

Human Bomb *par Maja*



Des municipales sans politique

De ce point de vue, la sévérité des « lettres de cadrage » budgétaire envoyées aux ministres, laissant présager une politique de rigueur, est surprenante. Il était véritablement une fois aux affaires le chef du gouvernement, comme la plus part de ses prédécesseurs, y compris socialistes, se sentaient sous la menace de sanction — via les marchés — que font planer les opérateurs financiers internationaux dès qu'ils ont le sentiment qu'un pays s'écarte un tant soit peu des tables de loi. Mais le virage est sec, encore que M. Juppé se soit gardé d'indiquer un objectif de réduction du déficit budgétaire.

Le premier ministre pouvait attendre quelques jours, être moins dardé dans son ordonnance de rigueur. Or les Français ont fait suffisamment de progrès en économie, depuis 1982-83, pour savoir que le choix de la rigueur n'est pas nécessairement le fait de la droite, mais qu'il l'est, en tout cas, pas le choix de l'empêloi. Même si M. Juppé affirme depuis son entrée en fonctions que l'on peut marier rigueur budgétaire et relance de la croissance, il court le risque de donner une très vive l'impression que le gouvernement s'apprête à se détourner des engagements réitérés à maintes reprises par le nouvel occupant de

Jean-Louis Andrieux

RECTIFICATIE

RWANDA

Le secrétaire général de l'ONU voudrait faire passer les effectifs de la Mission des Nations unies au Rwanda (Minuar) de 5 500 à 2 330 (et non 23 330, comme nous l'avons écrit par erreur dans *le Monde* du 8 juin).

Europe, où es-tu ?

« Le voyage à travers l'Europe peut commencer. « Pour les Anciens du Moyen-Orient, l'Europe serait l'Ereb, la terre de l'Obscurité, par rapport à l'Asu (d'où viendrait Asia), la terre de la lumière qui naît (Soleil levant). » Nous avons en quelque sorte pris notre revanche avec les Lumières, « phénomène européen » — dit ce dictionnaire —, qui met en cause « les institutions héritées de la tradition », critique la « toute-puissance de la religion catholique » et assigne une nouvelle place aux intellectuels. La philosophie européenne a donné naissance à une cohorte de doctrines singulières par leur suffixe -isme, soigneusement répertoriées, du libéralisme au communisme, y compris le « scandinavisme », mouvement politique et culturel de la première moitié du XIX^e siècle.

**Le dictionnaire est la forme
la plus appropriée
pour souligner l'éclatement
des identités européennes**

Cette tentation réapparait de manière récurrente jusqu'à sa forme la plus « ministérielle » avec Hitler aux abois a prétendu mobiliser les « Européens contre le bolchevisme ». Les auteurs du dictionnaire rappellent justement que la résurrection de l'idée d'identité européenne, aussi libre pour conduire à une union consentie dans la liberté de choix – et non par la contrainte imposée – (après 1945), renoue méritoirement avec les propositions romantiques du milieu du XIX^e siècle.

Mais cette idée laisse entière la question de frontières politiques et institutionnelles de l'Europe qui est en filigrane dans toutes les discussions actuelles sur l'élargissement de l'UE, voire de l'OTAN. Les histoires divergentes entre les pays du centre qui s'appelaient avant 1989-1990 l'Europe de l'Ouest et ceux de l'Est sont aussi riches que les points communs. Ils sont nombreux ; seuls quelques points comptent s'il y a une « Europe à objectif » pour fixer les frontières de l'Europe. Un grand écart à travers *La Civilisation européenne* impose le sentiment d'une dispersion, peut-être renforcé par le recours au dictionnaire. Mais c'était-ce pas la forme la plus appropriée pour rendre compte d'une identité incertaine ?

Daniel Vernet

* **La Civilisation européenne. Dictionnaire de culture, historique, géographique**, de Jean Mathieux, Daniel Moreaux et Pierre Mougenot. Bordes, 320 pages, 145 F. Dans la même collection sont parus *Histoire du XX^e siècle et la France contemporaine*. Sur l'Allemagne, on lira avec intérêt le livre de Laurent Labbedy, *La Civilisation allemande*, éd. Ronald Hirlé, 192 pages, 145 F. Sur les problèmes d'identité, on se reportera aussi au n° 21 de la revue *Culture et sociétés à l'est*, intitulé « Identités de l'Europe centrale », Institut d'études slaves, 222 pages, 140 F.

DISCUSSION

Le gouvernement Juppé

Le rythme des autorisations

1. Les transports des marchandises, à l'exception de ceux qui sont destinés à l'exportation, sont soumis à l'impôt de 10 % sur la valeur de la marchandise transportée.

[illegible]

Deutsche Telekom se concentre sur sa privatisation

Les membres d'extrême gauche ont pris toutes les précautions nécessaires. Ils ont, pour ne pas être perçus, travaillé à l'ombre, dans des locaux modestes, et ont utilisé des pseudonymes. Ils ont même, pour ne pas être reconnus, travaillé à l'étranger, notamment en France et en Belgique, où ils ont pu bénéficier de la protection des services de renseignement.

DISCUSSION SHEET

Le groupe Lohé sur une « offre d'investissement » de son résultat de 1994. Existence de l'offre pour le pari américain. Après avoir enregistré des pertes de 1,3 milliards de marks (10,1 milliards de francs) en 1993, l'entreprise est sur le rouge en 1994, affichant un bénéfice net de 1 milliard de marks (8,5 milliards de francs) grâce au produit de la vente de son activité d'assurance-maladie à la Hôpital Michoud. Le résultat opérationnel n'a pas dégringolé d'un cran, mais est à l'équilibre, a déclaré l'expert Amroth. Le groupe a décidé d'acheter des parts dans une autre activité de services clients, en outre, a un contrat de mariage. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 1,3 milliards de marks en 1994, contre 1,1 milliard en 1993.

Attaches au fort des grands progrès technologiques, l'Atlas avait obtenu l'adhésion de l'Union, une reconnaissance d'Atlas à l'américanisme. Mais le développement s'est poursuivi sans relâche, à travers les dix ans qui ont suivi avec l'industrialisation d'un pays à l'autre et jusqu'à nos jours, jusqu'à la situation actuelle avec une technologie de pointe (Space Shuttle, Navette) et un commissaire européen, Klaus F. von Meier, à la tête du pays d'origine.

En 1980, l'Atlas a été nommé directeur de la Division des affaires européennes, une position qui le place à la tête de 200 employés à hauteur de 20 milliards de dollars et de 200 millions de dollars de dépenses.

—

AU FIL DES PAGES / International

Europe, où es-tu ?

Dans un monde où les frontières sont de plus en plus poreuses, les entreprises européennes se retrouvent confrontées à une réalité complexe. Le rythme des autorisations pour la construction de grandes surfaces a augmenté de manière spectaculaire l'an dernier, en dépit des décisions de M. Balladur, sans répondre aux besoins de la distribution moderne.

Le rythme des autorisations pour la construction de grandes surfaces a augmenté de manière spectaculaire l'an dernier, en dépit des décisions de M. Balladur, sans répondre aux besoins de la distribution moderne.

DISTRIBUTION L'an dernier, le rythme des autorisations pour la construction de grandes surfaces a augmenté de manière spectaculaire l'an dernier, en dépit des décisions de M. Balladur, sans répondre aux besoins de la distribution moderne.

en 1993 par Edouard Balladur. Le rythme des autorisations pour la construction de grandes surfaces a augmenté de manière spectaculaire l'an dernier, en dépit des décisions de M. Balladur, sans répondre aux besoins de la distribution moderne.

Le rythme des autorisations pour la construction de grandes surfaces a augmenté de manière spectaculaire l'an dernier, en dépit des décisions de M. Balladur, sans répondre aux besoins de la distribution moderne.

Le rythme des autorisations pour la construction de grandes surfaces a augmenté de manière spectaculaire l'an dernier, en dépit des décisions de M. Balladur, sans répondre aux besoins de la distribution moderne.

Le rythme des autorisations pour la construction de grandes surfaces a augmenté de manière spectaculaire l'an dernier, en dépit des décisions de M. Balladur, sans répondre aux besoins de la distribution moderne.

Le gouvernement Juppé est confronté au piège du gel des grandes surfaces

Le rythme des autorisations a spectaculairement augmenté l'an dernier en dépit des décisions de M. Balladur, sans répondre aux besoins de la distribution moderne

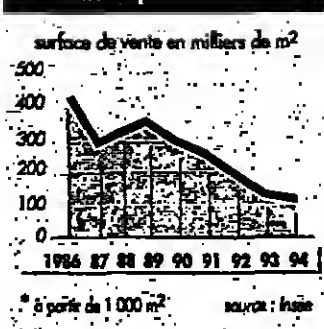
PRÈS D'UN MILLION de mètres carrés commerciaux ont été autorisés en 1994. Le chiffre a embarrasé le gouvernement d'Edouard Balladur. Il complique la vie du gouvernement Juppé commençant. Le nouvel hôte de Matignon et son ministre des PME, du commerce et de l'artisanat, Jean-Pierre Raffarin, ne savent trop comment sortir du piège politique allumé par le fameux « gel » des ouvertures de grandes surfaces décrété, « jusqu'à nouvel ordre », par Edouard Balladur, dans son discours d'investiture d'avril 1993.

Le nouveau gouvernement s'est soigneusement gardé, jusqu'ici, de reprendre les accusations lancées par son prédécesseur, quand Edouard Balladur dénonçait « les conditions dans lesquelles les implantations commerciales nouvelles conduisent souvent à la disparition de toute vie locale ».

À la veille des municipales, le dossier est d'autant plus délicat qu'il repose sur une ambiguïté et que sa portée, réelle, est difficile à interpréter. Juridiquement, le gel des autorisations n'a jamais existé. Dans les faits, le rythme des autorisations des grandes surfaces s'est, lui, notablement ralenti. De 2 millions de mètres carrés en moyenne par an, jusqu'à fin 1992, le rythme des autorisations est tombé à 200 000 en 1993 pour remonter à près d'un million l'an dernier. Un chiffre tenu secret jusqu'ici, tant il est susceptible de heurter les partisans d'un gel pur et dur. Tant aussi il justifie paradoxalement les récriminations des géants de la distribution moderne.

Le rythme des autorisations pour la construction de grandes surfaces a augmenté de manière spectaculaire l'an dernier, en dépit des décisions de M. Balladur, sans répondre aux besoins de la distribution moderne.

Ouvertures d'hypermarchés et de supermarchés



Lorsqu'Edouard Balladur décrète le « gel », en effet, il joue sur les mots. Sur les textes, plutôt, retardant, avec le lancement d'une vaste « consultation nationale », l'installation des nouvelles commissions départementales d'équipement commercial (CDEC) et de la Commission nationale, leur Instance d'appel, mises en place par la loi Sapin pour autoriser les nouvelles implantations. La consultation débouche sur un...

décret d'Alain Madelin, alors ministre des entreprises et aujourd'hui de l'économie et des finances, rendant obligatoire, dans les dossiers de candidature, « l'étude d'impact » (réalisée par le demandeur). Elle permet surtout de gagner de précieux mois, les commissions se mettant au travail en novembre 1993.

« 1994 a donc été la première année, complète, de mise en place du nouveau dispositif », souligne un professionnel. Et faute d'un dispositif juridique contraignant dont les pouvoirs publics n'ont jamais vraiment voulu se doter, elle a été aussi celle d'un relatif dégel. « En réalité, un additif des mètres carrés très différents, poursuit ce spécialiste, ceux de grandes surfaces de bricolage, de jardinerie ou de concessionnaires automobiles dont l'essor ne fragilise pas le petit commerce de proximité ».

En 1993, les hypermarchés n'ont représenté que 8,9 % des mètres carrés autorisés, les supermarchés 6,6 %. L'an dernier, leur part cumulée a été inférieure à 20 % : trente hypermarchés ont été autorisés à s'étendre, huit ont reçu un feu vert pour être reconstruits ou transférés. Une seule création à l'enseigne Sedico, filiale du britan-

nique Tesco, a été autorisée dans le centre de Lille pour 3 500 mètres carrés. On est donc loin de ces grands hypers, qui ont fait les beaux jours de Carrefour ou d'Auchan.

Un dégel contrôlé, donc. « Sans unanimité au niveau local, nous avons demandé aux préfets de déposer des recours systématiques au-dessus d'une certaine taille », reconnaît en privé un ancien responsable gouvernemental. Bouclant la boucle, une discrète lettre adressée à la Commission

Pierre-Angel Gay

Promodès se tourne vers l'étranger

Les Industriels français de la grande distribution vont investir à l'étranger. Ainsi, le groupe Promodès a annoncé, mercredi 7 juin, un accord de partenariat commercial entre Champion, l'une de ses enseignes, et le groupe belge Mestdag. Ce rapprochement sera accompagné d'une prise de participation de 25 % de Promodès dans la SA Mestdag. La formule sera étendue progressivement au reste du réseau du groupe belge.

La chaîne belge exploite 54 supermarchés (succursales et affiliés). En 1994, son chiffre d'affaires s'est établi à 2,1 milliards de francs français. Promodès prévoit pour 1995 un chiffre d'affaires consolidé de près de 100 milliards de francs. L'accord entre dans le cadre d'une stratégie européenne de développement définie le mois dernier par son président Paul-Louis Halley, « en attendant de se positionner sur les autres continents pour la prochaine décennie », notamment en Amérique du Sud ou en Asie du Sud-Est.

Deutsche Telekom se concentre sur sa privatisation

BONN

de notre envoyé spécial

Le débat qu'a connu la France sur le service public dans les télécommunications ne franchit pas le Rhin. Deutsche Telekom se prépare à la déréglementation et à sa privatisation sans état d'âme. Jeudi 8 juin, l'opérateur allemand achevait, en présentant ses résultats 1994, une période de cinq ans de première réforme. En 1989, l'opérateur avait été séparé de la poste et de la banque postale pour former une entité autonome. Avec Ron Sommer, l'ancien patron de Sony Europe, porté à la présidence de son directoire en mars, Deutsche Telekom passe maintenant à tout autre chose.

Autre état d'esprit, d'abord. L'opérateur allemand prépare une réforme tarifaire 1995 selon des principes de segmentation de clientèle. Il envisage de faire payer à ses abonnés le coût des raccordements en fonction de la difficulté d'accès et de la distance aux centraux, comme l'a laissé entendre Joachim Kroske, directeur financier lors d'une rencontre avec la presse française. Ce projet n'a toutefois pas été évoqué lors de la conférence de presse donnée quelques heures plus tard par le directoire, son président, Ron Sommer, résumant la réforme tarifaire en question à un réajustement des tarifs locaux et interurbains.

Ensuite, Deutsche Telekom, dont la valeur globale est généralement estimée par les analystes financiers entre 60 et 90 milliards de marks (210 à 315 milliards de francs), doit introduire en Bourse une première tranche de capital de 25 % en 1996. Avant ou après les vacances d'été, en fonction de l'état du marché boursier. Deux autres étapes doivent suivre en 1998 et après 1999, constituant au total la plus importante opération de privatisation jamais engagée en Allemagne.

Dès lors, Deutsche Telekom a les yeux rivés sur ses comptes. Pour consolider sa situation financière, DT devrait bénéficier d'une augmentation de capital de 30 milliards de marks allant de pair avec son introduction sur les Bourses internationales. En attendant, l'opérateur, qui entend « offrir des rendements intéressants aux investisseurs », fait le ménage. Le chiffre d'affaires doit continuer à augmenter, mais DT doit freiner l'augmentation de ses coûts, voire les

diminuer, a indiqué Joachim Kroske.

Les mesures d'économie engagées en 1994 seront poursuivies. Deutsche Telekom, dont les ratios de compétitivité sont aujourd'hui comparables à ceux de France Télécom, selon son président Ron Sommer, va poursuivre ses réductions d'effectifs. L'opérateur, qui comptait à la fin de l'année 1994 230 000 agents, doit en employer 10 000 de moins fin 1995, pour parvenir à une réduction totale de 60 000 postes en l'an 2000, avec un total de 170 000 salariés. De même, DT compte réduire de 10 % le coût de ses achats de matériel aux industriels en 1995, estimant n'être pas encore parvenu au niveau de prix du marché mondial.

DISCRETION SUR ATLAS

Le groupe table sur une « nette amélioration » de son résultat en 1995, exercice de référence pour la privatisation. Après avoir enregistré des pertes de 2,9 milliards de francs (10,1 milliards de francs) en 1993, l'opérateur est sorti du rouge en 1994, affichant un bénéfice net de 1,3 milliards de francs (4,5 milliards de francs) gonflé par le produit de la vente de son activité téléphonique mobile à la filiale Mobilfunk. Le résultat opérationnel n'a pas dégagé d'excédent, mais est à l'équilibre, a indiqué Joachim Kroske. Le groupe a continué à accumuler des pertes dans son activité de réseaux câblés, estimées à un milliard de marks. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 61,2 milliards de francs, en hausse de 7,2 %. DT table sur une progression comparable en 1995.

Attendu sur les deux grands projets stratégiques - Atlas avec France Télécom et Phoenix, une extension d'Atlas à l'américain Sprint -, le directoire s'est montré peu disert. Évoquant les discussions en cours avec Bruxelles, Ron Sommer s'est borné à qualifier de « très positifs » ses derniers entretiens avec son homologue de France Télécom Marcel Roulet et le commissaire européen Karel Van Miert. « Il n'y aura pas d'obstacle majeur au lancement d'Atlas », a-t-il néanmoins assuré, ajoutant que le projet de prise de participation à hauteur de 20 % de France Télécom et de Deutsche Telekom dans Sprint était « en phase terminale ».

Caroline Montnot

Pinault-Printemps-Redoute prend ses actionnaires de court

L'ONDE DE CHOC... La révélation puis la confirmation de l'existence de « pourparlers », fussent-ils exploratoires, entre Gérard Worman, PDG de Suez, et François Pinault, propriétaire de Pinault-Printemps-Redoute (PPR), ont jeté le trouble parmi les petits actionnaires. Jeudi 8 juin, lors de l'assemblée générale du groupe de distribution. Et plus gravement, elles ont remis en lumière la fragilité d'un empire disparate auquel le président du directoire, Pierre Blayau, s'efforce, depuis deux ans, de donner une cohérence.

En l'absence - commentée - de l'actionnaire de contrôle François Pinault, mais en présence de son conseiller Alain Minc, président du conseil de surveillance du PPR, Ambroise Roux a pratiqué l'esquive face aux questions de l'assemblée. Jugant le mot de négociation « beaucoup trop somptueux », il préfère parler de

pourparlers « à l'état d'ébauche ». Et estime contre toute évidence que tout cela ne permet « pas à la presse de se livrer à des déductions sur des choses encore dans les limbes ». Si négociation il y a, PPR n'y est pas impliqué, ajoute-t-il. Ce qui ne veut pas dire que si cette négociation devait aboutir, elle n'aurait pas de conséquences sur notre groupe.

En effet. En l'état, les discussions en cours ne prévoient-elles pas l'entrée, à hauteur de 20 %, de François Pinault dans Suez ? En échange, l'homme d'affaires breton apporterait à la holding de la rue d'Antony les 41 % (52,7 % des droits de vote) qu'il détient dans PPR. Le groupe de distribution deviendrait ainsi une simple pièce d'un conglomérat de services aux contours beaucoup plus vastes et aux synergies incertaines.

Interrogé sur ces synergies, Ambroise Roux se réfugie dans le si-

lence. « Pourrions-nous devenir actionnaire d'un holding ? », interroge, inquiet, un petit actionnaire. « L'hypothèse me paraît peu raisonnable », répond le président du conseil de surveillance, ajoutant prudemment que « c'est un jugement à titre personnel ».

MILLE-FEUILLE

Voilà les petits porteurs d'un groupe pesant 21 milliards de francs de capitalisation boursière réduits à l'état de spectateurs. Et rarement les salariés et cadres d'une affaire de plus de 61 000 employés réalisant 70,79 milliards de chiffre d'affaires n'ont pris, aussi rapidement, la mesure de la fragilité de leur groupe.

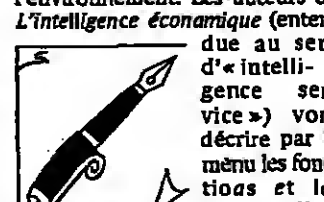
Constitués à coups de rachats, de la société de négoce CFAO en 1990 à la FNAC en 1994 en passant par Conforama (1991) et le Printemps (avec sa filiale La Redoute, en 1992), PPR est un « mille-feuille », selon l'expression d'un cadre.

Avec un résultat net, part du groupe, supérieur à 1,2 milliard de francs, un endettement stabilisé à 12 milliards (malgré le rachat de la FNAC) et un ratio d'endettement sur fonds propres ramené à 0,8 %, PPR a engrangé, l'an dernier, les premiers fruits de cette gestion des actifs conduite « sans état d'âme ni de réflexion », par le président du directoire. Les perspectives 1995 s'annoncent « encourageantes », malgré le recul des achats de vête-

P.-A. G.

L'observatoire de l'entreprise

L'ENTREPRISE a besoin d'une cellule de renseignements, de « veille », constamment adaptée à l'environnement. Les auteurs de L'intelligence économique (entendu au sens de « intelligence service ») vont décrire par le menu les fonctions et les moyens d'action de cet observatoire indispensable. Comment acquérir l'information, la traiter, la diffuser ? Le domaine étant sensible et les dérives possibles, la réflexion porte aussi sur la déontologie. Certes, la législation condamne les pratiques d'espionnage industriel, de violation des brevets, de contrefaçons, de désinformation, de corruption, mais elle est loin d'être exhaustive, notamment dans les cas de déba-



chage de personnel ou de copies de produits un peu améliorés. L'éthique des entreprises doit aller au-delà, et c'est ce qu'a mis sur pied aux États-Unis la SCIP (Society of Competitive Intelligence Professionals) qui a des associations du même type au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, au Japon et en France. Dans l'entreprise, la protection de l'information requiert un arsenal défensif qui dépasse les simples techniques de gardiennage. Le métier de l'intelligence économique s'apprend, s'organise, se développe, grâce au perfectionnement des outils informatiques. Bien sûr, il coûte cher... mais il peut rapporter gros.

Pierre Drouzin

★ L'intelligence économique. Les yeux et les oreilles de l'entreprise, de Bruno Martinet et Yves-Michel Marti. Éditions d'organisation. 244 p. 189 F.

AVIS FINANCIER DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMMOBILIERE

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires réunie le 31 mai 1995 sous la présidence de Monsieur Philippe GESLIN a approuvé les comptes de l'exercice 1994.

Le résultat financier brut de l'exercice s'établit à 143 millions de francs. Après enregistrement notamment d'une plus-value nette d'impôt de 19,4 millions de francs, résultant du solde de la vente du centre commercial Italie 2 (Paris 13ème), et de 18,2 millions de francs de suramortissements de crédit-bail ayant pour effet de porter le montant cumulé de la réserve latente à 437 millions de francs, le bénéfice net comptable au 31 décembre 1994 ressort à 134,2 millions de francs.

L'Assemblée Générale a décidé la mise en paiement le 3 juillet 1995 d'un dividende global de F. 112.121.606, soit F. 62 par action, montant identique à celui servi au titre de l'exercice 1993.

Certains groupes français gèrent mal les capitaux de leurs actionnaires

Selon le cabinet-conseil américain Stern, Stewart & Co qui introduit en France une méthode d'évaluation des sociétés. L'étude se concentre uniquement sur l'intérêt des investisseurs

Aux Etats-Unis, General Electric arrive en tête du classement établi par le cabinet américain Stern, Stewart & Co, alors que IBM apparaît au millième rang. Un groupe comme Coca-Cola, à la deuxième place, a permis à

ses actionnaires de multiplier par 12 leur investissement en dix ans, soit environ trois fois plus que l'indice Dow Jones des valeurs vedettes. En France, L'Oréal et LVMH tiennent le haut du pavé, alors que Peugeot

et Elf sont aux derniers rangs d'un classement de 100 entreprises. Les meilleures sociétés sont celles qui génèrent le plus de richesses en fonction des capitaux investis, les moins bonnes sont celles qui consomment

plus de capitaux qu'elles n'en créent. Selon ce classement, il n'existe pas de secteur structurellement mauvais: les entreprises peuvent remonter des dernières aux premières places, comme Chrysler. La méthode

considère l'intérêt de l'actionnaire à l'exclusion de tout autre critère, social ou de politique industrielle. Elle ne tient pas compte non plus du besoin pour les sociétés d'atteindre une taille critique dans leur secteur.

«MERCI, monsieur Warren Buffett», peuvent répéter les petits porteurs de la société Coca-Cola. Depuis plus de dix ans, sous l'influence du milliardaire américain qui est aussi son premier actionnaire, la firme d'Atlanta n'a qu'une obsession: investir dans des projets à très forte rentabilité pour maximiser les placements de ses actionnaires. Et, comme baro-

Bons et mauvais élèves

Classement des entreprises françaises (fin 1993) selon leurs capacités à créer de la richesse

- Les dix premières :
 - 1: L'Oréal (51 milliards de francs créés)
 - 2: Carrefour (41,2 milliards)
 - 3: LVMH (31,2 milliards)
 - 4: Danone (24,1 milliards)
 - 5: Air Liquide (22,6 milliards)
 - 6: Canal+ (12,3 milliards)
 - 7: Promodès (11,8 milliards)
 - 8: Lafarge Coppée (11,5 milliards)
 - 9: Pernod-Ricard (10,8 milliards)
 - 10: Eurotunnel (10,7 milliards)
- Les dix dernières :
 - 91: Schneider (5,5 milliards de francs détruits)
 - 92: Michelin (5,8 milliards)
 - 93: Lyonnaise des eaux (7,1 milliards)
 - 94: Saint-Gobain (10,6 milliards)
 - 95: Compagnie générale des eaux (12,7 milliards)
 - 96: Rhône-Poulenc (13,0 milliards)
 - 97: Thomson-CSF (19,0 milliards)
 - 98: Alcatel Alsthom (26,2 milliards)
 - 99: Peugeot SA (32,3 milliards)
 - 100: Elf (40,9 milliards)

Source: Stern, Stewart & Co

mètre, à l'instar d'autres sociétés comme AT&T ou Quaker Oats, Coca-Cola utilise la nouvelle méthode d'évaluation des performances du cabinet de conseil américain Stern, Stewart & Co. Le résultat semble convaincant: pour 100 dollars investis en actions Coca-Cola en 1984, un actionnaire possédait 1 237 dollars à la fin de 1994, alors que, durant cette période, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes de Wall Street n'était multiplié que par 4,5.

Pour savoir si une entreprise traite bien ses actionnaires, Stern, Stewart & Co pose deux questions. La valeur boursière de l'entreprise est-elle supérieure à ce que les actionnaires y ont investi? Dans l'affirmative, la société crée de la richesse; dans la négative, elle en détruit. Seconde question: l'entreprise a-t-elle une rentabilité opérationnelle qui permet de rémunérer ses actionnaires à un taux supérieur à celui des obligations d'Etat, qui sont réputées sans risque? Dans l'affirmative, la différence correspond à la rémunération du risque. Dans la négative, le risque n'est pas rémunéré.

En utilisant cette méthode d'évaluation, Stern, Stewart & Co a pu établir le classement des 1 000 premières entreprises américaines, allant des plus créatrices de richesse pour leurs action-

naires aux plus destructrices. Outre Coca-Cola, on voit caracoler en tête du classement des entreprises aussi diverses que le géant industriel General Electric, le groupe de distribution Wal-Mart, le laboratoire pharmaceutique Merck ou le fabricant de cigarettes Philip Morris. Les cancre de l'Amérique, sont IBM, passée en cinq ans de la première place à la millième, suivie du groupe agroalimentaire RJR-Nabisco, des constructeurs automobiles General Motors et Ford, et de Digital Equipment.

Il existe des retournements de situation. Gillette, qui a fait l'objet de plusieurs tentatives d'OPA hostiles entre 1986 et 1988 à cause d'une gestion jugée trop timorée, s'est ressaisie, et la valeur du titre a été multipliée par plus de cinq depuis 1988. Le groupe automobile Chrysler, après s'être restructuré en désinvestissant par exemple en Europe et s'être séparé de son président Lee Iacocca en 1992, est remonté en cinq ans de la 996^e place à la 108^e de ce classement. Les chemins de fer CSX ont modifié l'exploitation de leurs convois et cédé le tiers de leur parc de locomotives: ils sont remontés du 994^e au 590^e rang. Pendant ce temps, General Motors et Ford se redressaient mais restaient dans les cinq derniers.

LE PARI DE LA RENTABILITÉ

Pour la première fois, le cabinet américain a réalisé au 31 décembre 1993 un classement des 100 premières entreprises françaises cotées, hors banques et assurances. Le plus mauvais élève est la société pétrolière Elf qui, à la fin 1993, avait «détruit» 41 milliards de francs sur les 211 milliards confiés par ses actionnaires. Venaient ensuite Peugeot (32 milliards détruits) et Alcatel Alsthom (26 milliards), alors que le titre était à son plus haut historique. Ce paradoxe provient de ce que les fonds immobilisés sont tels qu'ils ne permettent pas de rémunérer suffisamment les capitaux investis dans l'entreprise.

Certains groupes français réussissent toutefois à gagner ce pari de la rentabilité. Ils sont parmi les leaders mondiaux dans leur métier. Il s'agit du numéro un mondial des cosmétiques, L'Oréal (51 milliards de francs de richesse créée), suivi du premier groupe français de distribution, Carrefour, et de LVMH, premier groupe mondial dans le luxe. Viennent ensuite Danone et Air Liquide, numéro un mondial des gaz industriels.

Il n'existe pas de secteur structurellement rentable ou condamné, même si la distribution obtient des scores surprenants. Ce secteur, peu gourmand en capitaux, parvient à placer cinq de ses entreprises dans le classement français (dont Carrefour, Promodès et Casino) parmi les vingt plus grands créateurs de richesse. «La loi Royer, qui limite les implantations de grandes surfaces, leur a offert un privilège énorme», explique Félix Bogliolo, représentant de Stern, Stewart & Co à Paris. Un système d'évaluation fondé exclu-

Cédric photo - VICO

A 8000 mètres au dessus de l'Europe, Alcatel Alsthom parle à tous ceux qui veu

Avec le système TSTS, nous apportons m des technologies. De la

En installant en Europe le système téléphonique TSTS (Terrestrial Flight Telephone System), Alcatel Alsthom permet à tous ceux qui volent au dessus du continent de garder le contact, confortablement installés dans leur fauteuil, avec leur famille, leurs amis ou leur bureau.

Alcatel Alsthom, un leader mondial pour les

systèmes de communication, est un acteur majeur dans le développement de cette technologie.

Présent dans plus de 130 pays, Alcatel Alsthom est aussi un des premiers groupes mondiaux dans les domaines de l'énergie et des transports.

Ces réussites sont le résultat des efforts considérables qu'Alcatel Alsthom consacre chaque année

La Banque de France combat la prudence avant le collectif

Le Comité de la politique monétaire de la Banque de France a voté la semaine dernière, à l'unanimité, une résolution qui vise à éviter la déception, même si le tran-

... de la Banque de France a voté la semaine dernière, à l'unanimité, une résolution qui vise à éviter la déception, même si le tran-

طريقنا إلى المستقبل

Le gouvernement japonais se donne cinq ans pour sauver le système bancaire

L'ensemble de mesures annoncé provoque le scepticisme des marchés

un ensemble de mesures visant à purger les banques de l'archipel de leurs excès spéculatifs de la fin des années 80.

L'institut d'émission français se refuse d'ailleurs à prendre le moindre risque, au moins jusqu'à la présentation fin juin par le gouvernement du collectif budgétaire. Son gouverneur, Jean-Claude Trichet, indique mercredi que le Conseil de la politique monétaire suivra « avec une grande attention l'évolution des anticipations inflationnistes ».

Au yeux des opérateurs, les lettres de cadrage budgétaires pour 1996 adressées jeudi aux membres du gouvernement par le premier ministre n'ont pas donné aux marchés une vision plus précise des desseins du gouvernement.

EL

remboursement des déposants d'une banque de moyenne importance (ses actifs dépassant à peine 0,15 % de l'encours des crédits assurés). Ses cotisations seront donc augmentées.

Attendu depuis plusieurs jours (*Le Monde* du 4-5 juin), ce plan du ministère des finances était en fait un renforcement du rôle du Fonds d'assurance des dépôts (système mutualisé de garanties des dépôts) et d'assurances mutuelles de l'habitat.

Mettant à mal un « tabou » du système financier nippon, qui veut que le système soit mis en œuvre après un état de faillite, le ministère des finances a annoncé qu'à partir de l'an 2000 les organismes financiers qui seront en difficulté ne pourront plus compter sur l'aide assurée de l'Etat pour faciliter leur absorption par d'autres organismes. Jusqu'à présent, les autorités financières avaient toujours évité des faillites de banques afin de ne pas entamer la confiance du public. Les autorités monétaires se sont cependant abstenues de donner des indications sur la mobilisation des fonds publics. Estimant que le système est actuellement trop fragile, le ministère des finances encourage par ailleurs la Banque du Japon à continuer à accorder des prêts à des organismes en difficulté au cours des cinq années à venir.

Plusieurs facteurs expliquent l'annonce aujourd'hui de ce plan de stabilisation du système bancaire. Tout d'abord l'aggravation de la situation des banques : la baisse de la Bourse ne permet plus à celles-ci de compenser leurs pertes par des plus-values sur le marché. Si bien que le ministère des finances a dû reconnaître que le montant des créances douteuses était infiniment supérieur à l'évaluation officielle (8 000 milliards de yens). Les mauvaises dettes des banques représentent 8,6 % du produit national japonais en 1994. La débâcle de deux petits établissements de crédit a en outre démontré les dérives du système financier à éviter à tout prix. L'organisme visant de faire fuir à un

Un échec de la mise en place d'un plan de sauvetage de ces deux organismes tend cependant à remettre en cause la certitude que l'Etat viendrait au secours des établissements en difficulté : l'agence de notation financière Moody's a d'ailleurs annoncé la mise sous surveillance de trois banques nipponnes qui paraissent en dessous des ratios internationaux de solvabilité. Les autorités financières nipponnes ont réagi avec nervosité et ont convoqué les représentants de Moody's pour leur présenter l'initiative de l'agence de notation pour avoir accédé l'annonce du plan du ministère des finances et son souci de réaffirmer qu'à court terme l'Etat continuera à venir en aide aux établissements en difficulté.

Philippe Pons

DÉCLASSÉES PAR MOODY'S

Le renforcement du rôle du Fonds d'assurance des dépôts, créé en 1971 avec la participation conjointe de la Banque du Japon et des institutions de crédit du secteur privé, consiste en fait à un retour vers une activité plus orthodoxe de cet organisme. Destiné à l'origine à dédommager les petits déposants (avec un plafond de 10 millions de yens), le Fonds était en réalité devenu un rouage du processus de reprise de l'établissement en difficulté par un autre organisme auquel il pouvait accorder une aide financière. Ses dernières interventions concernent toutes des faillites de banques coopératives. Faiblement capitalisé (850 milliards de yens), le Fonds ne pourrait pas faire face au

GEC porte à 835 millions de livres son offre sur VSEL

LE GROUPE BRITANNIQUE General Electric (GEC) a pris une bonne option sur le rachat du fabricant de sous-marins VSEL face à son rival British Aerospace (BAe). GEC offre 21,5 livres par action VSEL, ce qui valorise la firme britannique à 835 millions de livres (6,6 milliards de francs), tandis que BAe se limitait pour l'instant à 16 livres. GEC montre ainsi sa détermination à mettre la main sur VSEL et à devenir le principal fournisseur de la Royal Navy.

■ **CRÉDIT NATIONAL** : la banque de la rue Saint Dominique est en négociation pour le rachat d'IFD, la structure de capital-développement de la Caisse d'Alsace. Ce dernier pourrait, à cette occasion, entrer à hauteur de moins de 5 % au capital du Crédit national. L'opération réalisée en papier permettrait au Crédit national de renforcer ses fonds propres. Parmi les autres dossiers étudiés par le Crédit national figurent également le rachat de 49 % de la banque Paluel-Marmont à la compagnie BTR ainsi que les participations du Crédit lyonnais et de l'AGS dans la Banque française du commerce extérieur.

■ **KLM** : la compagnie aérienne néerlandaise a annoncé jeudi 8 juin une hausse de 35 % de son bénéfice après impôts à 470 millions de florins (4,4 milliard de francs) au cours de l'exercice comptable 1994/1995. Le chiffre d'affaires est en hausse de 5,7 % à 3,9,2 milliards de florins (27,38 milliards de francs). Ces résultats s'expliquent par la reprise continue du transport aérien (+8 % pour les passagers, +14 % pour le fret), en particulier hors d'Europe.

■ **LAFARGE** : le groupe cimentier, qui a décidé de s'appeler Lafarge et non plus Lafarge Coppée, met en place une nouvelle politique d'image. En renouant au nom de Coppée, le groupe marque la fin de sa politique de diversification dans les biotechnologies entamée dans les années soixante dix, et qui avait pris fin en 1994 avec la vente d'Orsan à la société belge Amvium.

■ **PILKINGTON** : le groupe verrier britannique a annoncé jeudi 8 juin une perte avant impôts de 248 millions de livres (près de 2 milliards de francs) pour l'exercice clos en mars. Ce déficit est lié à d'importantes charges exceptionnelles (375 millions de livres), pour couvrir la révision en baisse de la valeur de ses actifs, à la suite de la cession de sa filiale de verres de lunettes et de lentilles de contact, Visiocard.

■ **ENTREPRISE INDUSTRIELLE** Le tribunal de grande instance de Paris a invalidé le plan social de cette entreprise de travaux publics. Celui-ci prévoyait 1 151 suppressions d'emplois dont 696 licenciements secs. Le tribunal a jugé insuffisante la qualité des mesures de reclassement envisagées. La direction a annoncé qu'elle allait « revoir sa copie ».

1947

Lequel sera offert selon
à l'usage des 30 (trois)
à l'usage des entreprises
de la dernière aux pre-
mières. C'est la méthode

[illegible]

1. The following information is for your information only. It is not to be used for any other purpose.

Lessus de l'Europe, elle donne la parole à tous ceux qui veulent appeler le sol.

ème TFTS, nous apportons que des technologies. De la vie en plus.

à la recherche et au développement (16,2 milliards de francs en 1994).

Des investissements qui sont la meilleure garantie de notre avenir et de celui de nos clients mais qui parlent aussi de bien-être pour les hommes : qui nous apportons mieux que des technologies : de la vie en plus.

ALCATEL
ALSTHOM

54, rue La Boétie 75008 Paris, France

■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé vendredi à son plus bas niveau depuis presque trois ans, l'indice Nikkei chutant à 15 044,18 points, en recul de 398,2 points (2,6 %).

■ LES RÉSULTATS des sociétés membres de la Bourse de Londres affichent une perte cumulée de 127 millions de livres contre un bénéfice de 1,18 milliard de livres en 1993.

■ LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE a baissé deux de ses taux, celui des avances hors plafond à 8,75 % (-0,25 %) et celui des avances à l'immobilier des plafonds à 5,75 % (-0,25 %).

■ LE FRANC FRANÇAIS est resté stable jeudi à Paris après la prudence affichée par la Banque de France, qui a maintenu ses taux directeurs inchangés.

■ UN MEMBRE DU DIRECTOIRE de la Bundesbank, Peter Schmidhuber, a estimé jeudi qu'il fallait amender la partie monétaire du traité de Maastricht, affirmant qu'il est « incomplet et sujet à interprétation ».

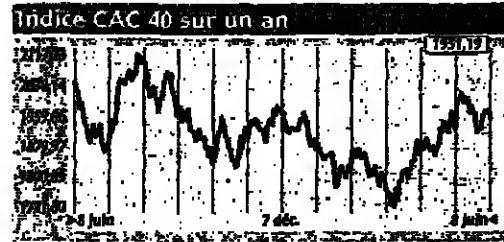
LES PLACES BORSIÈRES



Nouvel accès de faiblesse à Paris

La Bourse de Paris était victime d'un nouvel accès de faiblesse vendredi 9 juin dans un marché calme mais déçu par le statu quo observé par la Banque de France en matière de taux d'intérêt. En recul de 0,51 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure et quart plus tard une perte de 0,68 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises accentuaient leur recul et abandonnaient en moyenne 1,16 % à 1 928,46 points. Le montant des échanges s'élevait à 1,5 milliard de francs. Le Matif, qui a fortement progressé ces dernières semaines sur des anticipations de repli des taux d'intérêt à court terme, reflète la déception des milieux financiers. Le contrat échéance juin recule de 0,24 % à 116,22.

Parmi les titres en hausse sensible on relevait Idia, +4,1 % pour 47 000 titres. Spir Communication, avec une hausse de 10 % de son bénéfice en 1994 contre 20 % les années précédentes, enregistrait une baisse de 13,4 %. Le titre Alca-



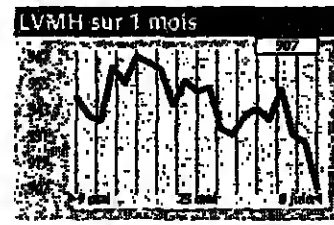
tel-Alsthom affichait un recul de 3 % vendredi à la mi-journée à 461,70 francs pour 411 000 titres échangés, certains analystes prévoyant un groupe d'intention de pro-

céder à une baisse du dividende en 1995. Le groupe démentait toute baisse programmée du dividende pour 1995. Le dividende proposé pour 1994 s'élève à 15 francs.

LVMH, valeur du jour

Le discours de Bernard Arnault, jeudi 8 juin, lors de l'assemblée générale des actionnaires - jugé prudent par les analystes - n'a pas vraiment satisfait les boursiers. Le titre du groupe de luxe a baissé de 2,26 % à 907 francs dans un marché de 464 990 titres. Toutefois, depuis le début de l'année, l'action a progressé de 9 % (+24 % en 1994), alors que le CAC 40 a augmenté d'environ 3 %. En effet, certains analystes de la place, qui tablent auparavant sur une croissance de l'ordre de 20 % du

bénéfice courant par titre du groupe en 1995, ne prévoient plus aujourd'hui qu'une augmentation de 16 % environ.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 09/06	Var. %	Var. %
LDIA 1	140,20	+3,05	+9,80
Pechiney CIP 1	309	+2,56	+14,16
US 2	206,50	+0,50	+3,05
Renault 1	78,50	+0,34	+1,54
Lochlainn 1	80	+1,25	+0,80
Zodiac 1	610	+1,25	+3,82
Z Gr. Zimmert Rly 1	109,50	+1,50	+2,37
Labinal 1	850	+1,25	+2,67
Sidel 1	1620	+1,25	+4,85
Pechiney Ind 1	125,50	+1,25	+2,54

BAISSES, 12h30

BAISSES, 12h30	Cours au 09/06	Var. %	Var. %
Spir Commun. 1	300	-3,35	-36,30
Opap 1	11	-2,50	-7,94
Deleurope 1	64,10	-3,25	-13,25
Alcatel Alsthom 1	462	-2,50	-1,31
GTI-Entropex 1	491	-2,00	+14,05
Philippat Media 1	700	-1,25	-29,92
Labon 2	250	-1,25	-15,25
Immo Invest 1	67,50	-1,25	-34,65
C.C.F. 1	276	-1,25	+9,78
Groupe De La Chârt 1	871	-2,25	+13,85

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 09/06	Var. %	Var. %
P.C.W. 2	43	+2,33	+3,61
Bell Scienc. 1	252	+1,57	+3,71
C.E.P. Pasquier 1	38	+1,57	+1,57
Byss Int 1	3458	+1,57	+2,65
Pontparc 2	94	+1,57	+2,17

BAISSES, 12h30

BAISSES, 12h30	Cours au 09/06	Var. %	Var. %
Solidin 1M	18	-1,18	-
Trouwé Cavin 2	35,80	-1,18	-35,19
Ver. Impact 1	134,50	-1,18	-1,18
International CPU 10	10	-1,18	-40,80
Kindy 1	158,10	-1,18	-20,35

INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ

INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ	Cours au 09/06	Var. %	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1340,93	+1,09	+1,09
Ind. gén. SBF 250	1295,57	+0,95	+0,95

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	Cours au 09/06	Var. %	Var. %
Alcatel Alsthom 1	462	+1,25	+13,85
LDIA 1	140,20	+3,05	+9,80
Pechiney CIP 1	309	+2,56	+14,16
US 2	206,50	+0,50	+3,05
Renault 1	78,50	+0,34	+1,54
Lochlainn 1	80	+1,25	+0,80
Zodiac 1	610	+1,25	+3,82
Z Gr. Zimmert Rly 1	109,50	+1,50	+2,37
Labinal 1	850	+1,25	+2,67
Sidel 1	1620	+1,25	+4,85
Pechiney Ind 1	125,50	+1,25	+2,54

Tokyo au plus bas depuis trois ans

LES INQUIÉTUDES que contiennent d'éprouver les boursiers quant à l'état du système financier nippon (voir page 17) ont fortement pesé vendredi 9 juin sur la Bourse de Tokyo, où l'indice Nikkei a enregistré un plus bas en clôture pour 1995. Il a terminé sur un recul de 398,12 points, soit 2,58 %, à 15 044,18 points, bien en deçà du précédent plus bas atteint le 2 avril à 15 381,29 points.

La veille, à Wall Street, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 3,46 points, à 4 458,57 points, soit un repli marginal de 0,08 %.

Des spéculations d'offres publiques d'achat ont permis à la Bourse de Londres de reprendre sa progression. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 10 points, soit 0,3 %, à 3 380,8 points, après avoir débuté la séance

en légère baisse sous l'influence du recul de Wall Street mercredi. Outre-Rhin, les opérateurs ont continué de prendre leur bénéfice : la Bourse de Francfort a terminé en baisse, l'indice DAX abandonnant 0,47 % à 2 130,97 points. Selon les intervenants, Francfort se trouve toujours dans une phase de consolidation, et le sentiment général reste à l'optimisme.

INDICES MONDIAUX

INDICES MONDIAUX	Cours au 09/06	Var. %	Var. %
Paris CAC 40	1951,19	-1,20	-1,20
New York DJ Ind.	4461,68	-0,08	-0,08
Tokyo Nikkei	15044,18	-2,58	-2,58
Londres FT100	3380,80	+0,30	+0,30
Frankfurt Dax 30	2130,97	-0,47	-0,47
Frankfurt Dax 100	282,60	-0,50	-0,50
Bruxelles C20	1638,03	-0,95	-0,95
Bruxelles C25	1430,41	-0,95	-0,95
Milan MIB 30	14659	-0,31	-0,31
Amsterdam AEX	2480,00	+0,21	+0,21
Madrid IBEX 35	298,15	+0,36	+0,36
Stockholm OMX	1258,64	+0,08	+0,08
Londres FT30	2546,60	+0,14	+0,14
Hong Kong Hang S.	9292,74	-0,97	-0,97
Singapore Straits	2175,28	-0,17	-0,17

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones	Cours au 09/06	Var. %	Var. %
Alcoa	43,50	-0,50	-0,50
American Express	34,50	-0,50	-0,50
Allied Signal	40,25	-0,50	-0,50
AT & T	50,50	-0,50	-0,50
Bethlehem	13,57	-0,50	-0,50
Boeing Co	62,25	-0,50	-0,50
Caterpillar Inc.	61	-0,50	-0,50
Chiron Corp.	48	-0,50	-0,50
Coca-Cola Co	60,75	-0,50	-0,50
Disney Corp.	57	-0,50	-0,50
Du Pont Nemours & Co	67,25	-0,50	-0,50
Eastman Kodak Co	60,87	-0,50	-0,50
Exxon Corp.	71,12	-0,50	-0,50
Gen. Motors Corp.	42,37	-0,50	-0,50
Gen. Electric Co	57	-0,50	-0,50
Goodyear T & R	42,62	-0,50	-0,50
IBM	89,37	-0,50	-0,50
Intl Paper	29,87	-0,50	-0,50
J.P. Morgan Co	71	-0,50	-0,50
Kellogg Co	51,75	-0,50	-0,50
Merck & Co Inc.	48,37	-0,50	-0,50
Minnesota Mining & Mfg.	58,87	-0,50	-0,50
Philip Morris	71,50	-0,50	-0,50
Procter & Gamble Co	70,25	-0,50	-0,50
Sealed Air Corp.	51,75	-0,50	-0,50
3M Co	68,12	-0,50	-0,50
Union Carb.	30	-0,50	-0,50
Unilever Ltd	77,25	-0,50	-0,50
Westingh. Electric	15,12	-0,50	-0,50
Woodward	15,75	-0,50	-0,50

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100	Cours au 09/06	Var. %	Var. %
Allied Lyons	5,45	-0,50	-0,50
Barclays Bank	6,83	-0,50	-0,50
B.A.T. Industries	5,12	-0,50	-0,50
British Aerospace	5,27	-0,50	-0,50
British Airways	4,08	-0,50	-0,50
British Gas	3,15	-0,50	-0,50
British Petroleum	4,45	-0,50	-0,50
British Telecom	4	-0,50	-0,50
B.T.R.	3,41	-0,50	-0,50
Cadbury Schweppes	4,74	-0,50	-0,50
Eurotunnel	1,83	-0,50	-0,50
Glaxo	7,49	-0,50	-0,50
Grand Metropolitan	4,07	-0,50	-0,50
Imperial Chemical	7,96	-0,50	-0,50
Lloyds Bank	6,54	-0,50	-0,50
Marlboro & Spencer	4,18	-0,50	-0,50
National Westminster	3,61	-0,50	-0,50
Peninsular Oriental	6,22	-0,50	-0,50
Reuteurs	4,93	-0,50	-0,50
Saatchi & Saatchi	1,04	-0,50	-0,50
Shell Transport	7,71	-0,50	-0,50
Smith Barney	5,31	-0,50	-0,50
Tate and Lyle	4,52	-0,50	-0,50
Unilever Ltd	12,52	-0,50	-0,50
Wellcome	10,65	-0,50	-0,50
Zeneca	10,68	-0,50	-0,50

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30	Cours au 09/06	Var. %	Var. %
Allianz Holding AG	2660	-0,50	-0,50
Bayer AG	344,50	-0,50	-0,50
Bay Hypo & Wechselb.	388,50	-0,50	-0,50
Bayer Vereinsbank	430	-0,50	-0,50
BMW	764	-0,50	-0,50
Commerzbank	341,50	-0,50	-0,50
Continental AG	215,70	-0,50	-0,50
Daimler-Benz AG	691	-0,50	-0,50
Ogussa	444,50	-0,50	-0,50
Deutsche Babcock AG	168,50	-0,50	-0,50
Deutsche Bank AG	71,80	-0,50	-0,50
Dresdner Bank AG	40,60	-0,50	-0,50
DTL Lufthansa AG	197,30	-0,50	-0,50
Man AG	376	-0,50	-0,50
Mannesmann AG	417,20	-0,50	-0,50
Metallgesellschaft AG	25,30	-0,50	-0,50
Pfennig AG	419,50	-0,50	-0,50
RWE	483,50	-0,50	-0,50
Schering AG	67,60	-0,50	-0,50
Siemens AG	696	-0,50	-0,50
Thyssen	262	-0,50	-0,50
Veba AG	344,50	-0,50	-0,50
Viag	546,50	-0,50	-0,50
Wolff AG	1135	-0,50	-0,50

LES TAUX



Consolidation du Matif

Le contrat notional du Matif - contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises - poursuivait son mouvement de consolidation vendredi 9 juin, accentuant la baisse déjà observée la veille. L'échéance juin perdait, au cours des premiers échanges, 32 centimes à 116,16. Selon un analyste, le marché attendait désormais l'indice des prix à la production pour le mois de mai aux Etats-Unis. Le Fibor septembre était également en baisse de 12

points de base à 93,45 alors que les taux à trois mois se tendaient de 8 points de base à (7,25-40 %). La veille, le contrat juin avait terminé en léger repli de 12 centimes à 116,46, mais le marché obligataire français restait bien orienté, réussissant à réduire son écart avec le marché allemand, alors que le court terme continuait de chuter, déçu par le maintien par la Banque de France de ses taux directeurs.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)	Achat	Vente	Achat	Vente
Jour le jour	7,50	7,50	7,50	7,50
1 mois	7,43	7,43	7,43	7,43
3 mois	7,25	7,25	7,25	7,25
6 mois	6,93	6,93	6,93	6,93
1 an	6,56	6,56	6,56	6,56

PIBOR 3 MOIS

PIBOR 3 MOIS	Achat	Vente	Achat	Vente
Jour le jour	7,50	7,50	7,50	7,50
1 mois	7,43	7,43	7,43	7,43
3 mois	7,25	7,25	7,25	7,25
6 mois	6,93	6,93	6,93	6,93
1 an	6,56	6,56	6,56	6,56

MATIF

MATIF	Achat	Vente	Achat	Vente
Jour le jour	7,50	7,50	7,50	7,50
1 mois	7,43	7,43	7,43	7,43
3 mois	7,25	7,25	7,25	7,25
6 mois	6,93	6,93	6,93	6,93
1 an	6,56	6,56	6,56	6,56

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40	Achat	Vente	Achat	Vente
Jour le jour	7,50	7,50	7,50	7,50
1 mois	7,43	7,43	7,43	7,43
3 mois	7,25	7,25	7,25	7,25
6 mois	6,93	6,93	6,93	6,93
1 an	6,56	6,56	6,56	6,56

LES MONNAIES



Repli du franc

LE DEUTSCHEMARK progressait à 3,5187 francs vendredi 9 juin au cours des premiers échanges entre banques, contre 3,5117 francs et 3,5143 francs selon le cours indicatif de la Banque de France jeudi soir. Le dollar perdait du terrain à 4,9581 francs, et 1,4081 franc de Deutschmark contre respectivement 4,9820 francs et 1,4192 franc de Deutschmark dans les échanges interbancaires de la veille. En revanche, la devise américaine restait

stable face au yen à 84,78 yens contre 84,75 yens jeudi. Le billet vert était coté 84,74 yens sur le marché des changes de Tokyo vendredi en fin de journée, en baisse par rapport aux derniers cours de la veille (85 yens). La veille, à New York, le dollar avait reculé face aux principales devises dans une atmosphère très calme avant la publication vendredi de l'indice des prix à la production en mai aux Etats-Unis.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

Allemagne (100 dm)	351,400	+0,05	340	364
Bcu	6,500	+0,07	4,000	3,900
Bretagne (100 £)	4,974	+0,03	4,900	3,900
Belgique (100 B)	17,100	+0,03	16,600	3,900
Pay-Bas (100 fl.)	314,250	+0,04	314	3,900
Italie (1000 li.)	3,030	+0,05	2,950	3,250
Grèce (1000 L)	90,000	+0,10	88	92
Chèque (100 £)	10,000	+0,05	7,500	3,900
Cde-Banque (100 £)	7,913	+0,04	7,500	3,900
Grèce (100 drach.)	2,633	+0,02	2	2,500
Suède (100 kr)	18,700	+0,06	62	72
Norvège (100 F)	426,300	+0,11	411	495
Suisse (100 F)	79,110	+0,03	75	84
Espagne (100 pes.)	4,048	+0,05	4,000	3,900
Espagne (100 pes.)	1,064	—	3,800	1,600
Portugal (100 esc.)	3,340	—	3	3,700

NOMINATIONS

RECHERCHE

Luc Rousseau, directeur adjoint des directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) au ministère de l'Industrie, vient d'être nommé directeur du cabinet d'Elisabeth Dufourcq, secrétaire d'Etat à la recherche.

[Né le 16 mars 1957 à Suresnes (Hauts-de-Seine), Luc Rousseau est ancien élève de l'Ecole polytechnique (X-Mines). Après un début de carrière à Usinor (1980-1981), il entre chez Elf Technologies, filiale de capital-technique d'Elf Aquitaine à New York, où il fera de la veille technologique sur l'intelligence artificielle et gèrera un portefeuille de participations. En 1983, il rejoint la DRIRE du Pas-de-Calais où il occupe les fonctions de chef des divisions contrôles techniques de sécurité et de sûreté nucléaires. En 1987, il est nommé adjoint au directeur de la DRIRE d'Île-de-France, puis chef du développement industriel. En 1989, il est secrétaire général adjoint des DRIRE, puis, en 1990, secrétaire général, poste qu'il occupe jusqu'en 1995, date à laquelle il devient directeur adjoint.]

FRANCOPHONIE

Adolphe Colrat a été nommé directeur du cabinet de Margie Sudre, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères chargée de la francophonie.

[Né en 1955 à Lyon, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, Adolphe Colrat a été directeur de cabinet du préfet de la Réunion (1983-1985), sous-préfet d'Alsace (1985-1987), chargé de mission auprès du directeur de la police nationale (1987-1990), sous-directeur de l'urbanisme, du logement et des équipements à la préfecture de Paris (1990-1992). Il était secrétaire général de la préfecture de la Réunion depuis 1992.]

DÉVELOPPEMENT RURAL

Michel Cadot, sous-préfet, a été nommé directeur du cabinet de Raymond-Mar Aubert, secrétaire d'Etat au développement rural.

[Né le 22 mai 1954 à Suresnes (Hauts-de-Seine), Michel Cadot est ancien élève de l'ENA. En 1980, il est nommé administrateur civil puis sous-préfet, directeur du cabinet du préfet du Val-d'Oise. Il occupera ensuite différents postes dans le Cantal, en détachement à l'ambassade de France au Venezuela, et en Haute-Savoie. En 1989, il est détaché à Elf Aquitaine. En juillet 1993, il est nommé sous-préfet de Bézières et chargé de mission à la politique de la ville pour le département de l'Hérault.]

LOGEMENT

Olivier Debains a été nommé directeur du cabinet de Pierre-André Périssol, ministre du logement.

[Né le 23 juin 1954 à Versailles (Yvelines), Olivier Debains est diplômé de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, ancien élève de l'Ecole polytechnique, de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE) et de l'Ecole nationale d'administration (ENA). Il a effectué sa carrière à la direction du Trésor du ministère des finances où il a successivement occupé les postes d'adjoint au chef du bureau des financements sectoriels (1981-1984), adjoint au chef du bureau des financements des entreprises (1984-1985), administrateur suppléant pour la France de la Banque mondiale (1985-1988), chef du bureau du financement de la construction (1988-1992), chef du bureau des collectivités décentralisées et grands équipements publics et du bureau du financement de la construction (1992-1993). M. Debains était, depuis janvier 1993, sous-directeur des financements à la direction du Trésor.]

CULTURE

Anne Chiffert a été nommée directrice de la musique et de la danse au ministère de la culture par le conseil des ministres du 7 juin 1995. Elle remplace Stéphane Martin, nommé directeur du cabinet de Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture.

[Née en novembre 1947, titulaire d'une maîtrise d'histoire et de géographie, Anne Chiffert devient conseillère pour la musique et la danse en Île-de-France en 1982. Elle est nommée, en 1991, déléguée adjointe de Brigitte Leffevre, alors déléguée à la danse à la direction de la musique et de la danse au ministère de la culture. Elle succède à cette dernière à la tête de la déléguée à la danse en septembre 1992. Anne Chiffert est la fille du compositeur Marcel Landowski.]

CRÉATION MUSICALE

Bruno Boutoux a été nommé directeur du Fonds pour la création musicale (FCM), organisme chargé d'encadrer les professionnels du spectacle. C'est Gilles Castagnac qui lui succède à la direction du centre d'information et de ressources pour les musiques

actuelles (IRMA), dont il avait été le cofondateur.

[Né le 12 septembre 1960 à En (Seine-Maritime), Bruno Boutoux est diplômé de l'Ecole normale supérieure. Entre 1985 et 1988, il est chargé de mission au centre d'action culturelle de la ville de Montreuil. De 1988 à 1989, il est à la fois tourneur, créateur et directeur de Turbulences, entreprise de spectacles. Chargé du département formation du Centre d'information du rock et des variétés (CIR) de 1989 à 1991, il est aussi responsable du programme FAIR (Fonds d'action et d'initiation rock) qui vise à soutenir le développement des carrières d'artistes rock et chanteurs. Il est directeur du CIR de 1991 à 1993, puis du centre d'information et de ressources pour les musiques actuelles (IRMA), structure associative réunissant les centres d'information du rock, du jazz et des musiques traditionnelles. Il prendra sa nouvelle fonction à partir du 1^{er} juillet.]

[Né le 24 mars 1960 à Caux (Calvados), diplômé de l'Ecole de journalisme de Bordeaux, Gilles Castagnac est journaliste à Ovest-France de 1983 à 1985, puis fondateur et rédacteur en chef de l'officiel du rock ainsi que directeur des publications du Centre d'information du rock et des variétés (CIR) de 1987 à 1989. Jusqu'en 1991, il est rapporteur de la commission consultative pour le rock et les variétés (CCRV) au-

près du ministère de la culture. En 1990, il crée le Journal Youst, « le magazine du rock-blues et de la création ». En 1992 et 1993, il est chargé de mission au ministère de la culture. En 1993, à l'occasion de la réforme des services paramilitaires, et notamment du Centre national d'action musicale, il participe à la mutation du CIR, devenu IRMA, aux côtés du directeur Bruno Boutoux, auquel il succèdera à partir du 1^{er} juillet.]

RELIGION

Le Père Antoine de Vial devient le nouveau représentant du cardinal Lustiger, archevêque de Paris, auprès du monde politique. Le Père de Vial, actuel curé de la paroisse de Saint-Pierre du Gros-Cailhou (7^e), est nommé au poste de directeur du secrétariat pastoral d'études politiques et recteur de la basilique Ste-Clothilde (proche de l'Assemblée nationale). Il succède au Père Alain Maillard d'un désaccord avec M^{re} Lustiger, a été déchargé de toute fonction pour un an. Le Père de Vial précise qu'il entend « privilégier, dans la discrétion, l'aspect spirituel » de cette mission.

[Né le 6 août 1933 à Poitiers, Antoine de Vial appartient à une famille de diplomates et a passé une grande partie de sa vie à l'étranger, notamment aux Etats-Unis (1976-1986). Il a été ambassadeur national de l'Action catholique des jeunes indépendants (ACI). Depuis huit ans, il est curé de Saint-Pierre du Gros-Cailhou.]

SACD

Marcel Blumel, réalisateur de télévision et de cinéma, a été élu, le 31 mai, président de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) pour l'exercice 1995-1996. Il succède à ce poste à Youri, qui devient vice-président.

[Né le 26 mai 1925 à Paris, Marcel Blumel est une grande figure du petit écran pour lequel il travaille depuis 1950. Il a réalisé pour la télévision des émissions de variétés, des séries, telles Les Aventures de Vidocq, et de nombreuses dramatiques parmi lesquelles Dom Juan, La Double Inconstance, Le Jeu de l'amour et du hasard, Les Rêves, et, pour le cinéma, Le Mont-Charles, Carroubelle. Marcel Blumel a mis en scène pour le théâtre Dom Juan revient de guerre, Les Femmes savantes, En attendant Light, Le Petit Magasin, Mort d'un commis voyageur, et, pour l'opéra, Don Giovanni, La Fille en châtelet.]

SECOURS CATHOLIQUE

Michel Benoist a été élu président du Secours catholique. Il succède à Pierre Boisard, arrivé en fin de mandat.

[Agé de soixante-neuf ans, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA, Michel Benoist est conseiller-maire à la Cour des comptes. Entre 1965 et 1974, il a été directeur de cabinet de plusieurs ministres. Il est vice-président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Il prendra ses fonctions à la tête du Secours catholique le 1^{er} juillet.]

DISPARITION

PIERRE BOUNEAU, ancien sénateur, est décédé lundi 29 mai, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, à son domicile de Grenade-sur-l'Adour (Landes). Né le 23 avril 1908 à Barsac (Gironde), dirigeant d'une entreprise de matériaux de construction, M. Bouneau a été maire de Grenade-sur-l'Adour de 1945 à 1977, conseiller général de 1951 à 1982, et sénateur (non-inscrit) des Landes de 1965 à 1983.

Anniversaires

Il y a un an, le 10 juin 1994,

Jacques EFFROY, inspecteur d'académie, était brutalement enlevé à l'affection et à l'estime de tous.

Sa famille, les membres de l'Association des pupilles de l'enseignement public de Seine-Saint-Denis, gardent au cœur son souvenir.

Il y a quarante ans,

Bernard SZCZUPAK, nous quittait.

Sa famille et ses amis se retrouveront pour célébrer son souvenir, le dimanche 11 juin 1995, à 12 heures, au cimetière de Bagneux.

Inauguration

M^{re} Alexine Duchamp et les riverains de l'ancienne voie CC 13, sont heureux d'annoncer le baptême de la rue Marcel-Duchamp, à Paris-13^e, le samedi 10 juin 1995 à 16 heures.

ASSPRORUMARDU (Association pour la promotion de la rue Marcel-Duchamp).

11, rue Marcel-Duchamp, 75013 Paris.

Communications diverses

• Congrès SOS-PAPA, samedi 10 juin 1995, à 16 heures. Débat (entrée gratuite). Avec : Aldo Nacari, le juge Laurence Noël, Jocelyne Dahan, médiatrice familiale. Salle Sadel, 27, rue des Tanneurs, Paris-13^e (métro Glacière). Tél. : (1) 39-76-19-99.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du Carnet du Monde, sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence à Paris-16^e.

AU CARNET DU MONDE

Naissances

Pascal BESSES-BOUMARD, Xavier BOUMARD, Raphaël et Nicolas, ont la joie d'annoncer la naissance de

Camille,

né le 2 juin 1995.

Anniversaires de naissance

10 juin.

Joyeux anniversaire,

Astrid.

Amourcresse.

Edouard.

Décès

• Huguette Colin du Terrail, Anne Colin du Terrail et Luc Caristino, ont la douleur de faire part du décès de

Kaarina COLIN DU TERRAIL, née Kivinen.

Leur épouse, mère, belle-mère, sœur, belle-sœur et grand-mère,

surnuée le 7 juin 1995 à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Chamille (Hauts-de-Seine), le lundi 12 juin, à 15 h 45.

Le président et les membres du conseil d'administration de l'Euvre de secours aux enfants (OSE), Les collaborateurs, Les anciens, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Robert JOB, chevalier de la Légion d'honneur, secrétaire général (1942-1973), vice-président d'honneur,

surnuée le 5 juin 1995.

9, passage de la Boule-Blanche, 75012 Paris.

THÈSES
Tarif Étudiants
65 F la ligne H.T.

ABONNEMENT VACANCES

Vous êtes abonné (e)

Faites suivre ou suspendre votre abonnement pendant vos vacances :

• Par téléphone : (16-1) 49 60 32 90 de 8 heures 30 à 17 heures.

• En nous retournant ce bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (en haut à gauche de la « une » de votre journal).

Recevez le Monde sur le lieu de vos vacances. Retournez-nous au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.*

DURÉE **FRANCE**
☐ 2 semaines (13 n°) : 91 F
☐ 3 semaines (19 n°) : 128 F
☐ 1 mois (26 n°) : 181 F
☐ 2 mois (52 n°) : 360 F
☐ 3 mois (78 n°) : 536 F
☐ 12 mois (312 n°) : 1800 F

Date et signature obligatoires

Vous n'êtes pas abonné (e)

Votre adresse de vacances :

du : au :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Votre adresse habituelle :

du : au :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Votre règlement : ☐ Chèque joint ☐ Carte bleue N°

* Pour l'étranger, nous consulter.

LE MONDE - Services abonnements - 1, place Hubert-Bonne-Méry - 94362 Ivry sur Seine Cedex

• M^{re} Georges Dathenay, sa mère, M^{re} Catherine Audouin Dathenay, Philippe et Nicolas, ses petits-fils, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert DARTHENAY, chevalier de la Légion d'honneur,

surnuée le 5 juin 1995, à l'âge de soixante-ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 12 juin, à 9 heures, en la chapelle Notre-Dame-de-la-Compassion, place du Général-Koenig, Paris-17^e, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille à Mayet (Sarthe).

Souvenons-nous du rappel à Dieu de

M^{re} Françoise DARTHENAY,

son épouse, le 8 septembre 1991.

Ces avis tiennent lieu de faire-part.

3, rue des Dardanelles, 75017 Paris.

• Brigitte Bardon et sa fondation lui rendent hommage, tous les animaux et ceux qui se battent pour le respect de leur vie ont la profonde douleur de pleurer la mort de

Paul DROUAULT,

surnuée le 7 juin 1995.

La Fondation Brigitte Bardon, dont Paul était un membre d'honneur, éprouve une immense tristesse devant le vide inimaginable que laisse cette exceptionnelle journaliste courageuse et militante.

Que le paradis des animaux lui fasse oublier l'enfer des hommes.

• L'association des Journalistes-Écrivains pour la nature et l'écologie (JNE) a la profonde tristesse de vous annoncer la mort de leur confrère,

Paul DROUAULT.

Adhérent de la première heure, Paul a toujours combattu infatigablement pour l'éclatement de la vérité, sur des dossiers souvent difficiles de la souffrance animale.

Ses amis (les renards) la saluent tendrement.

Le président et les membres de la section française.

Le président et les membres de la section britannique du Conseil francobritannique.

annoncent le départ de

Yves MORVAN, dit Jean Martin, commentateur du programme de langue française de la BBC (1940-1943) British Broadcasting Corporation « Les Français parlent aux Français » (1949-1995).

Jean Martin était un des membres fondateurs du Conseil franco-britannique, organisme créé en 1972 par le président Georges Pompidou et le premier ministre Edward Heath au moment de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté européenne.

Il a participé aux activités du Conseil jusqu'à ces derniers mois et était pour tous les membres un collègue et un ami très cher.

(Le Monde du 6 juin.)

Olivier PRAQUIN,

a quitté sa famille et ses amis le mercredi 7 juin 1995.

Il se réunira pour une assemblée de prières le lundi 12 juin, à 14 h 45, en l'église Saint-Pierre de Méreville (Es-sonne).

Ces avis tiennent lieu de faire-part.

François et Annie Praquin,

9, rue André-Chénier,

92150 Issy-les-Moulineaux.

• M^{re} Jacqueline Trilling (Roussseau Dujardin), son épouse,

M^{re} Lin Distante, sa sœur,

M^{re} Régine Stévenin, sa sœur,

M. Tony Trilling, son fils, son épouse et leurs enfants,

Josua et Vanessa,

M^{re} Valérie Trilling Ouo, sa fille, son épouse,

et leurs enfants, Clara et Aurélie,

Véronique, Agnès, Xavier,

Jean-Christophe et Claude Rousseau et leurs enfants,

Ses neveux et nièces,

Ainsi que toute la famille et ses amis, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Jacques Gabriel TRILLING, docteur en médecine et psychanalyste, croix de guerre 1939-1945,

surnuée à Paris, le 31 mai 1995.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 3 juin, dans l'intimité.

• Les représentants et membres de la Société internationale d'histoire de psychiatrie et de psychanalyse ont la tristesse de faire part du décès de leur confrère et ami

Jacques Gabriel TRILLING, psychanalyste.

• Le directeur et la rédaction d'Etudes Freudiennes, ont l'immense tristesse d'annoncer la mort de leur camarade et ami.

Jacques Gabriel TRILLING, collaborateur de la revue depuis sa fondation.

• M. Conrad Stein, président d'honneur,

M. Roland Cori, président,

Les membres du Groupe méditerranéen d'étude Freudienne, ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques Gabriel TRILLING, membre de ce groupe dès sa création.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94

Le Monde DE L'ÉDUCATION

ENQUÊTE SUR LE REDOUBLEMENT

Maladie honteuse ou seconde chance ? A l'heure des choix : nos conseils et ceux des profs.

Aussi au sommaire :

• S'inscrire à l'université

• L'école communale en l'an 2000

JUIN 1995 - 25 F

UNE PUBLICATION DU MONDE

CHEF VOTRE MARCHE DE JOURNALISTES

3,42 F/m

Les corrigés du bac sur Minitel

dès le 9 juin

3617 LPLUS

مكتبة الأستاذ

ماين

AUJOURD'HUI

SPORTS

TENNIS La finale dames des Internationaux de France de tennis opposera, samedi 10 juin, l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario, numéro un mondial, et deux fois victorieuse à Ro-

land-Garros (1989 et 1994), à Steffi Graf, tête de série n° 2, qui s'est imposée trois fois à Paris (1987, 1988, 1993). Jeudi 8 juin, en demi-finales, l'Espagnole a battu la Japonaise Kimiko Date (n° 9) 7-5, 6-3. ● LA JOUEUSE allemande a mis fin à l'invincibilité sur terre battue, en 1995, de Conchita Martinez (n° 4) après une partie à suspense terminée sur le score de 6-3,

6-7, 6-3. ● LES DEUX FINALISTES se sont rencontrés trente-deux fois. Si Graf a gagné vingt-quatre fois, Sanchez-Vicario a remporté les deux derniers matches en 1994, sur surface

dure, comme le dernier sur terre battue en 1993. ● EN DÉPIT de quelques moments de pluie, les Internationaux de France ont connu un record de fréquentation.

Steffi Graf aborde le duel final avec assurance

Après avoir écarté Conchita Martinez, la joueuse allemande va retrouver Arantxa Sanchez-Vicario en finale des Internationaux de France à Roland-Garros

CE VISAGE qui n'en finit pas d'interroger, ce bras tantôt fragile, souvent intraitable, ces jambes infinies parfois sinueuses, parfois si véloces, Steffi Graf reste elle-même. Elle qui fut presque invincible, jadis, est une jeuneuse qui doute de son jeu. Jeudi, elle est entrée sur

ROLAND-GARROS le central avec la mine baissée. Elle joue les femmes pressées, comme d'habitude, son front plissé dans sa frange, toujours angoissée. Vite et vite, elle sert et donne de larges coups droits. Elle va gagner facilement : 4-0, 4-3, 6-3. Au deuxième set, elle même 4-1 devant une Conchita Martinez débousoyée, sans doute impressionnée par l'ampleur du personnage. Bien qu'elle soit invincible sur terre battue depuis le début de la saison, elle rencontre Steffi Graf, triple vainqueur de Roland-Garros, et l'Espagnole n'est pas réputée pour avoir des nerfs tranquilles : « Je pense que mon image a joué, admet Graf. Elle a voulu en faire trop dans le premier set pour me dépasser. D'ailleurs, elle m'a surpris. Elle jouait tantôt haut, tantôt bas, réussissait des coups magnifiques et commettait, ensuite, des fautes bêtes. »

Le panneau affiche 4-1. Graf sert pour presque en terminer. Le jeu dure un quart d'heure. Echanges d'observation, d'intimidation. Des étirements. Steffi Graf peut par quatre fois le remporter. Elle ne veut surtout pas s'aventurer au fillet, trop brillant. Elle cède le pas à Martinez, chiffonne son tennis et se perd en interrogations. Elle tenait le match, elle est en train de le perdre, fébrile comme elle peut l'être depuis quelques années : « Je lui ai laissé dicter mon jeu, raconte-t-elle. Pourtant, je n'étais pas très nerveuse mais elle s'est très bien reprise et a parfaitement joué le coup. » Pendant une heure, en une vraie rencontre de terre battue — échanges horribles de fausse languette et de suspense —, l'Espoir change de côté. Mais Graf reste Graf, retrouve cette voracité de gagner qui la rendait impitoyable à ses grandes heures. Troisième et dernière manche. A trois jeux partout, l'Allemande est menée 0-40, son service en danger.

DOS DOULOUREUX « A ce moment, dit-elle, j'ai pensé que je n'avais pas utilisé mon revers lifté contre elle. C'est un coup que je travaille et que je réussis très bien à l'entraînement, mais au fait d'habitude ce qu'on a l'habitude de faire. » Une grande concentration, trois services d'acier, ces revers frappés avec confiance. Steffi Graf

ne perd plus de jeu devant Conchita Martinez épuisée. Et décroche l'accession en finale dont elle avait été privée en 1994 : « Oui, c'était le jeu-clé du match », annonce-t-elle. Tenant du titre, elle avait été durement éliminée l'an dernier en demi-finale, à Paris, par Mary Pierce. Si elle gagne cette nouvelle finale, elle pourrait reprendre son titre de numéro un mondial. Depuis le début de la saison, à cette place, elle joue à cache-cache avec Arantxa Sanchez-Vicario. Sa dauphine était devenue numéro un mondial à la fin de l'hiver à la faveur de l'absence de l'Allemande en Australie, en janvier, et à Tokyo. En novembre 1994, après avoir été battue par Mary Pierce aux Masters de New York, elle s'était étiolée, souffrant terriblement d'une excroissance osseuse du sacrum. Pendant des semaines, entre médecins perplexes et douleur, elle avait envisagé de prendre sa retraite à vingt-cinq ans.

Mais l'envie de jouer reste forte. En douze ans de carrière, elle a gagné quatre-vingt-dix tournois du circuit et quinze tournois du Grand Chelem, dont cinq d'affilée en 1988-1989 et encore quatre en 1993-1994. Pour elle, le jeu continue. Elle voudrait, un jour, parvenir à approcher cette aversation pour le filet et travailler : « Je ne peux pas abandonner mon dos plus qu'il ne l'est maintenant », a-t-elle ré-

pété. Je ne veux pas envisager une opération. Elle m'empêcherait de jouer pendant six à huit mois. Les médecins ne me garantissent pas un succès total. Je n'ai donc aucune garantie de pouvoir rejouer. Je crois que c'est un mal auquel il faudra que je m'habitue durant toute mon existence. »

à Houston, elle a aussi battu Kimiko Date ou Jana Novotna et est revenue sur Arantxa dans la course à la première place.

Une fréquentation record

Roland-Garros fait recette. En onze jours, le nombre d'entrées s'élève à 311 302 cette année, contre 300 556 en 1994 (le chiffre total s'élève à 352 699 entrées en 1994). Si les tickets de places numérotées se vendent des mois avant le début du tournoi et ne permettent pas d'interpréter ces chiffres au fur et à mesure, il apparaît que les places pour les courts annexes auront été très demandées. La fréquentation record de jeudi pourrait être due au grand nombre d'amateurs qui tablent sur la présence de Mary Pierce en demi-finale : 17 725 personnes ont assisté, jeudi, à la journée des dames... et aux autres rencontres. Ils étaient près de 2 000 de plus qu'en 1994 (15 820). En revanche, les spectateurs ont bouillé le court A, mardi 6 juin, où étaient programmés tous les quarts de finale dames pour préférer les deux premiers quarts de finale messieurs sur le central.

Après trois mois d'arrêt consacrés à une rééducation forcée, quelques autres rendez-vous ratés à cause d'un dos douloureux, elle était revenue inquiète sur ses capacités. C'était à Paris. Elle s'était rassurée en balayant Mary Pierce en finale. Depuis, elle a achevé sa convalescence. Steffi Graf est invalide depuis son retour. En quatre tournois, à Key Biscayne ou

pour lui. Double champion du monde du 3 000 mètres steeple en 1991 et 1993, le Kenyan n'avait pu participer aux Jeux olympiques de Barcelone en 1992 : diminué par une blessure, il n'avait terminé que quatrième aux éliminatoires qualificatoires kenyennes. Peu après les Jeux, il se rappelait pourtant au bon souvenir de l'élite internationale en battant coup sur coup le record du monde du 3 000 mètres (7 min 28 s 96 le 16 août 1992), puis celui du 3 000 mètres steeple (8 min 2 s 8, le 19 août).

Après son deuxième sacre mondial à Stuttgart en 1993, Moses Kiptanui avait délaissé les obstacles du 3 000 mètres steeple pour le 5 000 mètres. A Rome, il vient de prouver qu'il s'est bien acclimaté à cette distance, et il s'affirme, à vingt-quatre ans, comme l'un des postulants au titre mondial, cet été à Göteborg. Avant les championnats du monde, disputés du 4 au 13 août, les meilleurs coureurs africains se livreront une guerre psychologique dans les meetings. Hailé Gebreselassie profitera-t-il de la réunion de Villeneuve-d'Ascq, vendredi 17 juin, où il s'aligne sur 5 000 mètres, pour répliquer à l'offensive kenyenne ?

Bénédicte Mathieu

Arantxa Sanchez-Vicario s'épanouit à Paris

DEPUIS DES MOIS, Arantxa Sanchez-Vicario ne pense qu'à cela. Qu'à clôturer en beauté cette saison sur terre battue, qui va si bien à son tennis, par une nouvelle victoire à Roland-Garros. Qu'importe à la tenante du titre les autres tournois encore à venir sur cette surface ou une autre. Au diable la finale de l'Open d'Australie concédée à Mary Pierce. Par tradition, le trophée des Internationaux de France reste le plus convoité des Catalans. Parce que les courts en ciment qui apparaissent peu à peu n'ont pas encore en raison de leurs terres arides. Parce que sous leur doré soleil, le gazon a toujours du mal à pousser.

La cadette des Sanchez est là, aux portes de la gloire pour la troisième fois. Avec tout son clan pour la soutenir, comme toujours. Elle n'a pas peur de décevoir car elle se sent chez elle. Depuis plusieurs jours pourtant, elle combat un virus intestinal et une forte fièvre.

Mais la nouvelle numéro un mondial prône le sens de l'honneur et des responsabilités. Mardi soir, elle s'acquittait de ses obligations de championne du monde 1994. Sans façon, elle était avec les dignitaires de la Fédération internationale de tennis, supportant sans humeur la sempiternelle mais fastidieuse réception.

Pete Sampras, moins concerné par les bonnes manières, s'était excusé après avoir reçu sa distinction. En grande sœur bienveillante, Arantxa saluait le tout jeune professionnelisme de la Suissesse Martina Hingis, championne du monde junior, au rendez-vous malgré une grippe. Et jeudi, Sanchez-Vicario triomphait du jeu plat, ancien et profond de la Japonaise Kimiko Date. Pour une place en finale contre Steffi Graf et son dos douloureux.

Arantxa est une jeune fille bien élevée mais son discours trahit des rapports plutôt distants avec Conchita Martinez, la compatriote qu'elle aurait pu affronter en finale : « On est copines, mais chacune a ses propres amies et nous communiquons peu. »

Malgré la différence de styles et de culture, Sanchez se sent presque plus proche de Graf que de Martinez qu'elle comprend mal et fréquente peu.

A voir Arantxa sanglée dans sa jupe plissée blanche voletant, les

cheveux de jais rassemblés dans un chouchou en une queue-de-cheval brouillonne, et la tenue blanche de Steffi, casque blond coincé par des pincettes strictes et un bandeau, n'en jauge. Toutes deux ont porté leur croix. Blessée à la cheville, Arantxa n'a pas montré beaucoup de fougue au début de la saison. Mais Steffi, souffrant cruellement du dos, n'a guère fait mieux. Et Sanchez n'a pas désarmé face au jeu lancinant de Date jeudi, quand Graf montrait des signes de lassitude contre les lifts impitoyables de Martinez.

Paradoxalement, Steffi et Arantxa ont beaucoup plus de points communs qu'on pourrait le croire

Sanchez découvre sans heurt les inconvénients de tenir le premier rang mondial du tennis. Grâce au clan qui l'a toujours protégée et à un solide bon sens, « Je sens parfaitement qu'il s'agit de moi en tant que joueuse ou en tant que personne, prévient Arantxa, et cela grâce à des principes enseignés dans la famille. Ma mère était institutrice de primaire. » Le soutien de sa famille l'a toujours aidée à supporter l'ambiance du circuit féminin : « A cause de nos rivalités entre femmes desireuses de progresser dans la hiérarchie mondiale et de marquer notre territoire, il n'est pas question de s'entraîner ou de dîner ensemble, donc presque impossible de se faire de vraies amies. »

En dehors de ses fréquentations familiales sur le circuit, Arantxa mène une vie quasi ascétique, faite de réflexion et de solitude. Le succès n'a pas fait nubiliser la jeune joueuse de devenir une femme. Même sans la prestance d'une Gabriela Sabatini ou d'une Mary Pierce, Arantxa s'est toujours refusée à ne porter que des vêtements de sport. « Je suis la mode de près, assure-t-elle, et je mets un point d'honneur à porter des vêtements qui me vont bien car

Je pense qu'il faut montrer un minimum de classe en sachant s'adapter aux situations. Il faut savoir accommoder les vêtements pratiques et sévères, et je m'efforce de le faire suivant les situations. Les gens sont toujours étonnés que je fasse preuve de féminité. »

La vérité, c'est qu'Arantxa adore montrer l'autre face d'elle-même. Pas celle de la championne. « Même si je ne suis pas un top modèle, dit-elle, je sais exactement ce qui me va en tant que femme : les tailleurs-pantalons — spécialement Giorgio Armani — ou les jupes longues. » En conservant son titre samedi, Arantxa soulignerait également prouver qu'au-delà de la joueuse de tennis se cache une jeune fille comme tant d'autres. « Romantique, sensible, mais aussi ouverte » et incapable d'admettre des attitudes de star. « Je m'applique à distinguer ma personnalité de joueuse de ma condition d'être humain », insiste-t-elle. « Je suis numéro un mondial grâce à mon travail, et mes résultats de début d'année ne m'inquiètent pas. Je continue de travailler car je sens que je vais dans la bonne direction. » Sur la terre battue, Sanchez vit. Voilà Steffi Graf prévenue.

Patricia Jolly

Le Kenyan Moses Kiptanui bat le record du monde du 5 000 mètres

LE KENYAN Moses Kiptanui a établi, jeudi 8 juin à Rome, un nouveau record du monde du 5 000 mètres en parcourant la distance en 12 min 55 s 30. Au terme d'une course d'attente, dans la foulée de l'Ethiopien Bikila Worku et de son jeune compatriote Daniel Komen, Kiptanui a produit son effort à l'entrée de la dernière ligne droite pour améliorer de 1 s 66 le record détenu depuis le 4 juin 1994 par l'Ethiopien Hailé Gebreselassie. Terminant deuxième, Daniel Komen, dix-huit ans, battait pour sa part le record mondial junior en 12 min 56 s 12, un temps inférieur lui aussi à la performance de Gebreselassie.

L'Ethiopien ne sera donc pas resté longtemps le prestigieux double détenteur du record du monde sur les distances reines du demi-fond long. Trois jours après avoir pulvérisé, à Hengelo (Pays-Bas), le record du 10 000 mètres (Le Monde du 7 juin), le voilà dépossédé de celui qu'il avait établi, dans le même stade, sur 5 000 mètres, il y a un an.

Pour Moses Kiptanui, l'exploit réalisé au meeting de Rome devant quelque 35 000 spectateurs constitue un retour spectaculaire au premier plan sur une distance nouvelle

pour lui. Double champion du monde du 3 000 mètres steeple en 1991 et 1993, le Kenyan n'avait pu participer aux Jeux olympiques de Barcelone en 1992 : diminué par une blessure, il n'avait terminé que quatrième aux éliminatoires qualificatoires kenyennes. Peu après les Jeux, il se rappelait pourtant au bon souvenir de l'élite internationale en battant coup sur coup le record du monde du 3 000 mètres (7 min 28 s 96 le 16 août 1992), puis celui du 3 000 mètres steeple (8 min 2 s 8, le 19 août).

Après son deuxième sacre mondial à Stuttgart en 1993, Moses Kiptanui avait délaissé les obstacles du 3 000 mètres steeple pour le 5 000 mètres. A Rome, il vient de prouver qu'il s'est bien acclimaté à cette distance, et il s'affirme, à vingt-quatre ans, comme l'un des postulants au titre mondial, cet été à Göteborg. Avant les championnats du monde, disputés du 4 au 13 août, les meilleurs coureurs africains se livreront une guerre psychologique dans les meetings. Hailé Gebreselassie profitera-t-il de la réunion de Villeneuve-d'Ascq, vendredi 17 juin, où il s'aligne sur 5 000 mètres, pour répliquer à l'offensive kenyenne ?

LES MILLE ET UN PETITS PRIX DE LA TURQUIE.

Vol A/R Paris-Izmir
Vol Jamba charter.

1450F

Séjour Club

Eldorado Milla à Badrum : forfait 8 jours, vol A/R + transferts + 7 nuits en demi-pension, sports et animations compris.

2890F

Circuit Découverte

"Visages de la Turquie" : forfait 8 jours/7 nuits, vol A/R Izmir + circuit en autocar climatisé avec guide accompagnateur, pension complète.

4150F

Prix par personne, départ Paris, hors taxes d'aéroport et assurances. Départ le 25.06, retour les 2 et 8.07.95, hors frais de dossier. "Prix Coupes de Foudre", départs les 18 et 25.06.95, base chambre double. "Du 01.06 au 30.06 et du 28.09 au 15.10.95, base chambre double.

Renseignements et inscriptions dans votre agence de voyages habituelle.

Partir au soleil et demander la lune



Le Monde
DE L'ÉDUCATION
ENQUÊTE
SUR LE REDOUBLEMENT

5'inscrivez à l'université
à l'école communale en l'an 2000

UNE PUBLICATION DU MONDE
DES VOTRES MARCHAND DE JOURNAL

Les corrigés du bac
sur Minitel
dès le 9 juin

3617 LMP



Les « braai » de Durban

LES PIQUE-NIQUES, à la bonne franquette, sont de tradition dans le rugby britannique. En particulier à Londres. Qu'il pleuve ou qu'il vente, sur les parkings de Twickenham, on déjeune et on trinque entre amis ou en famille avant chaque match international. Qu'il s'agisse de très snobes ripailles sur le capot de Rolls ou de jaguar, qu'il s'agisse de barbecues plus populaires autour desquels on fraternise en buvant de la bière, le rite est une manière conviviale de sceller l'appartenance à la même culture.

A DURBAN, cette ville sud-africaine à forte influence britannique, c'est sur les terrains annexes du King's Park, transformés en parkings, que la gentry locale a ses habitudes d'avant-match. Au coup d'envoi de France-Irlande, donné à 13 heures, samedi 10 juin, les fumées des multiples barbecues ne seront pas encore dissipées. Il suffira de souffler sur les braises, après la rencontre, pour reprendre le cours des agapes, qui peuvent durer très longtemps, y compris autour d'un téléviseur portable pour revoir les extraits diffusés par la télévision.

POURTANT, entre les barbecues de Twickenham et les braai de Durban, il n'y a rien de commun. Ici, tout est plus imposant. Le diamètre des barbecues, énormes saucisses locales ruiselantes de graisse, et les morceaux de viande rouge dont on se remplit de généreuses assiettes. La Lion ou la Castle, les bières du patrimoine national, ne coulent pas seulement dans les gorgiers. Les « braaimesters » les plus expérimentés savent en humecter le charbon de bois brûlant pour que leurs effluves améliorent le goût de la viande.

J.-J. B.

Avec Chester Williams l'Afrique du Sud affronte les Samoa

En quart de finale de la Coupe du monde, le trois-quarts aile métis fait sa rentrée dans l'équipe des Springboks, après l'exclusion pour violence de Pieter Hendriks

Le retour inespéré de Chester Williams dans l'équipe sud-africaine relance l'excitation du pays autour des Springboks, qui doivent affronter les Samoa occidentales en quart de finale, samedi 10 juin, à l'Ellis Park de Johan-

nesburg. Véritable héros national, Williams avait perdu sa place sur blessure et il doit son retour à la suspension qui frappe Hendriks, qui l'avait remplacé. Le même jour, au King's Park de Durban, face à l'Irlande, les rugby-

men français peuvent espérer décrocher leur billet pour la demi-finale. En effet, les Irlandais n'utilisent guère leur atout offensif principal, à savoir l'ailier Simon Geoghegan, tandis que les Bleus peuvent se reposer sur la

botte de Thierry Lacroix, auteur d'un superbe début de tournoi. La France n'a pas perdu devant l'Irlande depuis douze ans, et elle s'était imposée à Dublin (25-7) lors du dernier Tournoi des cinq nations.

PRETORIA

Chester Williams revient en triomphateur, fils du sourire et de l'Afrique du Sud, « nation arc-en-ciel ». Pieter Hendriks s'en va, sur la pointe des pieds, enfant maudit et victime expiatoire d'un rugby de violence condamné à demi-mort. A la veille des quarts de finale, la Coupe du monde s'étonne encore de cet incroyable chassé-croisé, où le daim d'hier peut devenir l'éléphant d'aujourd'hui.

Les deux joueurs ont eu leur tour à leur moment de gloire et de deuil, de souffrance et de bonte. Hendriks était arrivé parce que Williams avait dû renoncer en raison d'une blessure à la cuisse. Williams revient heureux et guéri, parce qu'Hendriks, coupable de violents gestes dans une bagarre contre les Canadiens, s'est vu exclure du terrain, de l'équipe, de la Coupe du monde.

Le bonheur de l'un pèse pourtant beaucoup plus que le malheur de l'autre. Cruelle et indispensable constatation : l'expulsion de Pieter Hendriks était un incident, le forfait de Chester Williams, un drame, son retour, une bénédiction. Le sort des deux hommes témoigne des deux plaies du rugby sud-africain que la première phase de la Coupe du monde a clairement remises en lumière : la part minime réservée aux Noirs, le recours trop fréquent à la brutalité. Dans un cas comme dans l'autre, les dirigeants sud-africains s'étaient promis d'étonner par leurs efforts et par un comportement exemplaire.

Depuis l'annonce de sa miraculeuse résurrection, la télévision et la presse sud-africaine n'ont pas lâché d'un pouce le métis du Cap. A chaque entraînement, les caméras l'accompagnent, les photo-

graphes immortalisent les sourires dont il est prodigue, ainsi que ses gestes, comme pour prouver que c'est bien lui, qu'il est bien là.

Son voyage de l'extrémité sud du pays jusqu'à Johannesburg, où les Springboks prennent leurs quartiers, a ressemblé à une sorte de nouveau grand trek incongru, à un stupéfiant périple destiné à sauver le peuple en péril du rugby sud-africain. Ici, tout le monde veut que le trois-quarts aile springbok soit bien plus qu'un joueur, qu'un sprinter talentueux dont la vitesse parvient souvent à égaler les défenses. Williams est un symbole, un enjeu, et peut-être une sorte d'espoir.

Pieter Hendriks n'a pas eu droit

à un tel traitement de faveur. Il s'est éclipse sans mot dire, sans même faire appel de la décision qui le prive de rugby pour quatre-vingt-dix jours. Il s'en est allé, comme son coéquipier James Dalton, le talonneur, tout juste nanti du soutien de son capitaine. « Samedi, contre les Samoa, nous jouerons pour eux », a déclaré François Pienaar, pressé de tourner la page de cet Afrique du Sud-Canada et de la seule bagarre générale déclenchée depuis le début de l'épreuve.

Les Springboks ont toujours eu une réputation de rudesse que leur retour sur la scène internationale en 1992 n'avait fait que confirmer, comme si les joueurs s'efforçaient

de compenser le retard technique accumulé pendant leurs années de bannissement par le recours à la violence et à l'intimidation. En 1993, cela avait valu 53 points de suture au visage du Français Jean-François Tordo ; l'année suivante 25 points à l'Anglais Jonathan Caldar, sans parler de l'oreille du Néo-Zélandais Sean Fitzpatrick férocement mordu.

PRINCIPALE ATTRACTION

« Je suis noir, mais je vais jouer pour le pays tout entier », a voulu préciser Chester Williams, dont la sélection contre les Samoa a été annoncée mercredi 7 juin. Son retour soulève l'espoir que les Sud-Africains noirs des townships vont

eux aussi s'intéresser au parcours de l'équipe nationale. « Le retour de Chester redonne son unité au pays », titrait un journal de Pretoria.

D'autres, comme Naas Botha, ancien demi d'ouverture et buteur vedette de l'équipe nationale, se montrent plus prudents. « Dans le futur, il y aura sans doute plus de joueurs noirs parmi les Springboks. Pour l'instant, il s'agit d'abord de leur faciliter l'accès aux terrains, de leur fournir des entraîneurs, souligne Botha. On verra alors vraiment s'ils veulent venir au rugby. »

L'absence d'un seul joueur a pourtant bel et bien risqué de démotiver une épreuve dont on avait fait la principale attraction. Plusieurs semaines avant le coup d'envoi du match d'ouverture, le visage de Chester Williams accueillait déjà les visiteurs dans tous les aéroports du pays. La compagnie aérienne nationale, la South African Airlines, en avait fait son porte-drapeau. Elle avait investi dans une campagne d'affichage, et se félicitait aujourd'hui d'échapper au flop que lui promettait l'empêchement de Williams.

L'événement a presque fait oublier le match du samedi 10 juin à l'Ellis Park, reclus dans les déclarations banales d'usage sur le respect qu'il convient d'accorder à l'adversaire, si modeste soit-il. Les Sud-Africains ne paraissent pas trouver dans la rencontre qu'un seul motif d'inquiétude. L'arbitre écossais Jim Fleming possède une réputation de sévérité qui lui vaut le surnom de « Jim carton rouge ». Lors de la Coupe du monde 1991, il avait expulsé deux joueurs à l'occasion du match Argentine-Samoa. Tous les Pieter Hendriks et les James Dattorms sont avertis.

Pascal Ceaux

Les All Blacks irrésistibles

TOUT LE MONDE s'accorde à dire qu'une seule équipe s'impose : la Nouvelle-Zélande. Les All Blacks, plus que tous les autres, jouent avec une puissance et une maîtrise formidables. Leur pourcentage d'erreurs très réduit me rappelle la fameuse époque, à la fin des années 80, où ils dominaient le rugby mondial. Et leurs options offensives semblent illimitées : si les trois-quarts ne parviennent pas à percer, les avants arrivent rapidement en formation groupée pour fixer les défenses, faire avancer la balle, puis la libérer juste à temps.

Les Français peuvent se féliciter de leur victoire à l'arraché contre l'Ecosse. Mais, pour battre l'Irlande et aller au-delà, il faudra tout de même que leurs avants s'améliorent sensiblement dans la maîtrise du ballon. Si ce secteur est rectifié à temps, et si les demi utilisent intelligemment les ballons, il n'est pas interdit d'imaginer une réédition de la finale de 1987 entre la France et la Nouvelle-Zélande.

Avant d'arriver à l'Ellis Park, samedi 24 juin, les Français devront probablement se débattre en demi-finale de l'Afrique du Sud. Les Springboks ont joué avec énormément de passion et un engagement féroce pour battre les Wallabies lors du match d'ouverture. Mais on a la nette impression que, pour battre les Français, puis résister aux Néo-Zélandais en finale,

il leur faudrait plus que la simple passion, et, jusqu'ici, dans leurs trois matches de poule, les Sud-Africains n'ont montré que des options offensives assez limitées.

J'ai dit, à maintes reprises, que l'un des finalistes sera la Nouvelle-Zélande. La conclusion naturelle est que l'Australie et l'Angleterre ne pourront résister aux All Blacks. Les deux pays, qui ont commencé la Coupe du monde en position de favoris, jouent bien en dessous de leur valeur. Pour les Anglais, par exemple, l'utilisation du ballon a été très limitée, ce qui était malheureusement prévisible. Quant aux Wallabies, leur incapacité à enchaîner le jeu provoque des erreurs inhabituelles. Leur maîtrise de la balle a été abominable. En plus, les deux équipes ont manqué d'un ingrédient vital : ce que les Anglo-Saxons appellent l'« urgence », c'est-à-dire un mélange d'intensité et de rapidité dans le rythme. On attend avec impatience le quart de finale entre les deux équipes, dimanche 11 juin au Cap, pour voir laquelle des deux aura trouvé la solution d'urgence pour avancer jusqu'à la demi-finale.

Nick Farr-Jones

Nick Farr-Jones est l'ancien capitaine de l'équipe d'Australie championne du monde en 1991.

Thierry Lacroix cloisonne sa vie pour mieux buter

PRETORIA

Pour préserver ces moments intenses et réguliers où ils comptent pour quinze, pour protéger ces instants où leurs partenaires fixent des regards confiants sur leur dos et les adversaires jettent des yeux inquiets sur leur pied, les buteurs possèdent chacun leur recette. Certains ont recours à la sophrologie, d'autres vont voir un psychologue, quelques-uns prennent pour se préparer des positions de yoga. Thierry Lacroix, lui, compartimente. Il isole sa vie de joueur, il calfeutre soigneusement chaque interstice qui pourrait laisser couler sur le terrain un peu de son existence privée. Il divise ses matches en une multitude de petites boîtes hermétiques où il calesture chaque action.

« Dans le jeu, ou au moment de taper une pénalité, dit-il, j'essaie d'ôter chaque fois au bout de mes possibilités. Puis j'oublie instantanément l'action qui vient d'avoir lieu pour me concentrer sur la suivante. C'est pour cette raison qu'en sortant du terrain je ne sais jamais exactement combien de points j'ai marqués. En général, ce sont les journalistes qui me l'apprennent. » Dans cette Coupe du monde, le trois-quart centre ne s'intéresse guère plus à sa deuxième place derrière l'écossais Gavin Hastings dans la hiérarchie des réalisateurs, avec soixante-deux points marqués, dont quatre essais. Ce qui compte pour lui en Afrique du Sud, c'est ce mois entièrement consacré aux choses du rugby. C'est cette période de repli sur son art de buteur, à l'abri des soucis qui paraissent parfois les trajectoires de ses ballons à Dax, lorsqu'il doit concilier sa préparation de rugbyman avec la bonne marche de son cabinet de kinésithérapie.

Pendant ce mois, sa femme n'aura même pas droit à un traitement d'exception. Elle profitera du match contre l'Irlande pour venir passer quelques jours dans le pays, avec d'autres compagnes de joueurs. Mais Thierry Lacroix ne la verra qu'en « coup de vent ». « En ce moment, j'ai l'esprit rugby, plaide-t-il. Aucun élément étranger

ne doit me perturber. » Quitte à brouiller sa sensibilité par une image d'égoïste, le buteur tient plus que jamais à isoler son jeu de ses sentiments. Comme si le traumatisme d'une expérience récente l'obligeait désormais à cet excès de confinement. Car, une seule fois, la sphère privée a inondé son rugby sans qu'il puisse envisager de lui opposer un barrage.



Thierry Lacroix

C'était en septembre 1994. La mère de Thierry Lacroix avait été victime d'un grave accident de voiture qui menaçait ses jours pendant de longs mois. Comme deux li- quides de densités différentes, la lourdeur du drame a alors pris le dessus sur la frivolité du jeu. « J'ai perdu le goût du rugby pendant sept mois, dit-il. J'avais demandé à arrêter de jouer avec mon club, où j'étais devenu très mauvais. Ils m'ont dit que cela m'aiderait de continuer les matches. Sur le terrain, je regardais les adversaires passer près de moi, sans avoir envie de les plaquer. »

Thierry Lacroix avait également perdu son jeu en équipe de France. En février, à la suite de la déroute face à l'Ecosse dans le Tournoi, il avait perdu sa place de titulaire. Mais chez le Dacquois, les barrières ne se franchissent pas dans les deux sens. Celles que le joueur a érigées pour protéger sa concentration interdisent aussi aux justifications d'entrer sur le terrain. La détresse de l'homme n'a pas servi d'alibi aux errements du rugbyman. Personne dans les stades n'a entendu Thierry Lacroix faire état publiquement de sa douleur intime.

Il n'a cherché à regagner sa place à la régulière que lorsque les choses se sont remises en ordre dans sa vie privée. Alors le sourire est revenu sur son visage de joueur

qui utilise pour parler la même raison, la même précision qui lui servent à buter. Ses taux de réussite dans les coups de pied de pénalité ont de transformation avaient baissé jusqu'à 53 % au creux de l'hiver, alors qu'il s'élevaient au-dessus de 80 % lors des années qui ont suivi son entrée dans le XV de France, en 1989. Ils sont remontés depuis. En Afrique du Sud, face à l'Ecosse, Thierry Lacroix a même renoué avec la joie d'un sans-faute d'autant mieux tombé qu'il était indispensable à la victoire des Français.

Avec ce retour de la régularité, c'est contre lui-même que Thierry Lacroix construit dès lors des remparts. Buteur cartésien, le Français se méfie des malins génies qui pourraient troubler son art en lui faisant miroiter des promesses d'infailibilité. « Je ne connais pas un buteur qui embruit sur le terrain sans avoir envie de tout réussir, dit-il. Mais il ne faut surtout pas en faire une obsession. C'est le plus sûr moyen de perdre sa confiance au premier échec. » A vingt-huit ans, il connaît les limites de son talent dans le jeu déployé, il sait que les sélectionneurs cherchent d'abord en lui la solidité de ses coups de pied. Et il n'est pas de ceux qui compromettent leur contribution à la collectivité par un excès d'ambition.

Jérôme Fenoglio

Simon Geoghegan, prince irlandais en exil

PRETORIA

Oublié sur son aile, Simon Geoghegan ressemble à un prince en exil. Toute l'histoire du rugby sait posséder en ce grand blond aux épaules de démenageur et aux jambes de sprinter l'un de ces aristocrates de l'attaque, l'un de ces joueurs épris de vitesse et de fantaisie créative qui donnent le tournis aux défenses les plus rugueuses. « Nous n'avons jamais eu de joueur aussi rapide. On ne soit jamais ce qu'il va faire de la balle », dit de lui Gerry Murphy, Pentathlète irlandais.

Et, pourtant, en trente et une sélections sous le maillot vert, Simon Geoghegan n'a marqué que neuf essais. Il doit se contenter, le plus souvent, de deux ou trois ballons par match, arrivés jusqu'à lui comme une automne faite en cachette au talent. Qu'il lui semble long le reste de son temps passé à plaquer, à empêcher les autres de briller, de faire jaillir le feu que le rugby étreint de son équipe l'oblige à contenir.

La Coupe du monde n'a, pour l'instant, rien changé à cette insupportable pénurie. L'aillier irlandais ne peut nourrir sa frustration que d'espoirs. « Contre le pays de Galles, il fallait avant tout gagner. Contre la France, nous serons beaucoup plus déconcentrés. » Ainsi parle Simon Geoghegan sans donner l'impression de croire vraiment à ce qu'il dit.

Dans le XV du Tréfilé, il n'est dédié à sa tâche d'être trois-quarts aile. Comme si les coups d'éclat de ces joueurs que les règles ont placés au bout du rugby étaient un outrage aux valeurs de combat qui font l'Irlande. Comme si le débordement explosif d'un Geoghegan transperçant l'adversaire d'un crochet ne pouvait valoir la moindre charge sonnée par le plus anonyme des avants.

LES SÉRÉNÉS DU XVI

A vingt-six ans passés, l'homme aurait pu se faire une raison. Avocat dans un gros cabinet londonien, il a réussi sa vie professionnelle. Mais le joueur refuse de lâcher prise. En 1994, il a quitté l'équipe des London Irish, à laquelle il appartenait depuis sept ans. Bath, le champion d'Angleterre, l'avait sollicité, tout comme plusieurs clubs du rugby professionnel à treize alléchés par une vitesse qu'ils étaient prêts à payer au prix fort. Simon Geoghegan n'a pas cédé aux sirènes de l'argent treiziste qui oot écovolté tant de joueurs gallois. Lui, qui, dès le lycée, courait le 200 mètres en moins de 22 secondes, a foncé sur Bath et ses promesses de jeu ouvert, de rugby complet où l'aillier n'est pas toujours le parent pauvre.

Dans l'un des salons de Phétel de Pretoria où réside l'équipe d'Irlande, il cherche à nouveau à se convaincre, à persuader ses coéqui-

piers que lui aussi peut être convié au festin du jeu. La France est un nouveau défi. Il prend la forme de l'adversaire du jour, Emile Ntamack. L'aillier toulousain a imposé son talent depuis le début de la Coupe du monde, a crevé l'écran de ses courses et de ses feintes. La gloire de « Milou » n'a pas rendu Simon Geoghegan jaloux, juste un peu envieux. Il lui reconnaît cette belle capacité à créer le danger dans beaucoup de situations, à réussir souvent ce que lui ne peut tenter que trop rarement.

L'ambition d'empêcher pas la lucidité. Geoghegan est le plus anglais des Irlandais. Il est né en Angleterre, n'a jamais joué dans un club de son île, sur laquelle il ne se rend que pour les vacances et les matches internationaux. Nul ne souhaite pourtant plus que lui son succès. Mais, dit-il, « il faut absolument revoir les structures de notre pays, si l'on veut se donner de réelles chances de réussite. Notre victoire contre les Gallois ne doit pas faire oublier cette nécessité de réforme. »

En attendant, les espoirs de l'Irlande, les rêves d'une première demi-finale de Coupe du monde, reposent presque tous sur la vaillance infatigable de ses avants. A moins qu'en une ou deux balles négociées à la diable le prince Simon Geoghegan ne devienne roi.

P. Cx.

Phase finale			
QUARTS DE FINALE	DEMI-FINALES	TROISIÈME PLACE	FINALE
DURBAN Samedi 10 juin 13 h TFI France-Irlande	DURBAN Samedi 17 juin 15 h TFI et Eurosport (C: sans réserve)	PRETORIA Jeudi 22 juin 17 h C+	JOHANNESBURG Samedi 24 juin 15 h TFI
JOHANNESBURG Samedi 10 juin 15 h 30 C+ Afrique du Sud-Samoa			
LE CAP Dimanche 11 juin 13 h C+ ou TFI Angleterre-Australie	LE CAP Dimanche 18 juin 15 h TFI et Eurosport (C: sans réserve)		
PRETORIA Dimanche 11 juin 15 h 30 C+ ou TFI Néo-Zélande-Ecosse			

■ XV D'IRLANDE : l'aillier irlandais Darragh O'Mahony a été préféré à Richard Wallace pour affronter le XV de France, samedi 10 juin à Durban, en quarts de finale de la Coupe du monde de rugby. L'arrivée de ce joueur de vingt-deux ans est le seul changement par rapport à l'équipe victorieuse du Pays de Galles (24-23) dimanche 4 juin. Noel Murphy, le manager irlandais, a expliqué qu'au fil des matches Richard Wallace avait perdu confiance en ses moyens. La composition de l'équipe irlandaise est la suivante : C. O'Shea - D. O'Mahony, B. Mullin, J. Bell, S. Geoghegan (C), E. Elwood, (m) N. Hogan-D. McBride, R. Johns, D. Corkery - N. Francis, G. Fulcher-G. Halpin, T. Kingston (cap), N. Poplewell.

Comment un informa

Comment un informa

Comment un informa

Comment un informa

Comment un informa

Comment un informa

Comment un informa

Comment un informa

Comment un informa

Comment un informa

Comment un informa

Comment un informa

Comment un informa

Comment un informa

Comment un informa

Comment un informa

Comment un informa

Comment un informa

Comment un informa

Comment un informa

Comment un informa

Comment un informa

Sud affronte les Samoa

métis fait sa rentrée dans l'équipe de Pieter Hendriks

Le capitaine de l'équipe de football des Samoa, Pieter Hendriks, a fait sa rentrée dans l'équipe nationale après une longue absence due à une blessure. Il a été titularisé lors du match contre l'équipe d'Indonésie.

Le capitaine de l'équipe de football des Samoa, Pieter Hendriks, a fait sa rentrée dans l'équipe nationale après une longue absence due à une blessure. Il a été titularisé lors du match contre l'équipe d'Indonésie.

Le capitaine de l'équipe de football des Samoa, Pieter Hendriks, a fait sa rentrée dans l'équipe nationale après une longue absence due à une blessure. Il a été titularisé lors du match contre l'équipe d'Indonésie.

Le capitaine de l'équipe de football des Samoa, Pieter Hendriks, a fait sa rentrée dans l'équipe nationale après une longue absence due à une blessure. Il a été titularisé lors du match contre l'équipe d'Indonésie.

Le capitaine de l'équipe de football des Samoa, Pieter Hendriks, a fait sa rentrée dans l'équipe nationale après une longue absence due à une blessure. Il a été titularisé lors du match contre l'équipe d'Indonésie.

Le capitaine de l'équipe de football des Samoa, Pieter Hendriks, a fait sa rentrée dans l'équipe nationale après une longue absence due à une blessure. Il a été titularisé lors du match contre l'équipe d'Indonésie.

began, prince irlandais en exil

Le prince de Galles, Charles, a été reçu en audience par le pape Jean-Paul II à Rome. Le prince a été reçu par le pape dans une atmosphère chaleureuse et a été félicité pour son engagement en faveur de la paix et de la justice.

Le prince de Galles, Charles, a été reçu en audience par le pape Jean-Paul II à Rome. Le prince a été reçu par le pape dans une atmosphère chaleureuse et a été félicité pour son engagement en faveur de la paix et de la justice.

Le prince de Galles, Charles, a été reçu en audience par le pape Jean-Paul II à Rome. Le prince a été reçu par le pape dans une atmosphère chaleureuse et a été félicité pour son engagement en faveur de la paix et de la justice.

Comment un informaticien français de vingt ans a piraté le FBI

Grâce à ses modems, le jeune homme utilisait les lignes téléphoniques de l'organisme de renseignement américain en se faisant passer pour le correspondant en poste à Paris

Victime d'une utilisation frauduleuse de ses lignes téléphoniques aux Etats-Unis, le FBI a porté plainte contre un jeune Français de vingt ans, Anthony Chris Zboralski. Le préjudice est estimé à plus de 1 million

de francs. Le jeune pirate, qui a acquis une excellente connaissance des faiblesses des systèmes informatiques et téléphoniques, risque aujourd'hui plus de deux ans de prison. De son côté, la justice française, à par-

tir de preuves discutables - des écoutes téléphoniques - semble vouloir ménager les relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Le FBI a porté plainte en effet juste avant l'affaire de la demande française de

rapatriement d'espions américains de la CIA. Les systèmes de sécurité du FBI ont révé- lés, dans cette affaire, des carences pour le moins surprenantes. Le FBI vient s'ajou- ter à la liste des nombreuses victimes de

ces piratages téléphoniques et informa- tiques qui font rarement l'objet d'en- quêtes policières. Dans le simple domaine du logiciel, les pertes ont été de 76 mil- liards de francs en 1994.

ANTHONY CHRIS ZBORALSKI a fêté ses vingt ans en prison. Le jeune Français est accusé d'avoir piraté le réseau téléphonique du Federal Bureau of Investigation, le célèbre FBI américain. « Un préjudice d'au moins 250 000 dollars », indique l'ordonnance de mise en détention provisoire. L'escroquerie, qui dépasserait donc le million de francs, correspond aux conversations téléphoniques simultanées qu'Anthony organisait avec une dizaine d'amis. En se faisant passer pour le représentant du FBI à Paris, Thomas Baker, il accédait à des services de téléconférence réservés au personnel de l'organisme américain. Joint par téléphone, M. Baker ne souhaitait pas d'expirer sur cette affaire. Mais il confirme qu'une « enquête est en cours en France et aux Etats-Unis » sur une escroquerie qui survient dans un contexte diplomatique franco-américain particulièrement tendu.

la sérénité des aventuriers : « En prison, cela s'est bien passé. » Depuis sa sortie de Fleury-Mérogis, il déclare « avoir fait une croix sur tout ce qui est illégal ». Il est vrai que ses incartades ne lui ont pas rapporté un sou. Pis, la police a saisi son matériel informatique, dont ses précieux boîtiers électroniques (modems), l'arme essentielle des pirates. Cette volonté de « tourner la page » ne va pas sans difficulté.

LE SYNDROME « WARGAMES »

Pour Anthony, tout a commencé par un film américain, *Wargames*. Il le voit à huit ans, et c'est pour lui une révélation. Aujourd'hui encore, il estime avoir été victime de ce qu'il appelle le « syndrome Wargames ». Dans ce film de 1983, un adolescent est à deux doigts de déclencher un conflit mondial alors qu'il croit jouer avec l'ordinateur du Pentagone à une simulation de guerre atomique. Cette histoire s'inspire des exploits du pirate américain Kevin Mitnick. Après plusieurs séjours en prison et un traitement spécial de « désintoxication informatique », il a été à nouveau arrêté le 15 février (*Le Monde* du 18 février) par le FBI.

A neuf ans, Anthony reçoit le cadeau qui va bouleverser son adolescence : un micro-ordinateur. « A cette époque, mes parents considéraient qu'il ne s'agissait que d'un jouet sophistiqué », se souvient-il. Enfant, il rêvait de devenir cosmonaute ou agent secret.

Et il raconte ses meilleurs coups avec passion. Même devant la police. Au risque de compliquer sa défense, il dit avoir tout avoué « pour ne pas traîner indéfiniment l'affaire du FBI ». Pour atténuer la



gravité de ses actes, Anthony fait valoir une éthique généreuse. « J'ai toujours vérifié que mes victimes seraient dédommagées par les compagnies de téléphone ou les assurances. » Au-delà du jeu, le piratage s'est transformé en sport. « La sécurité actuelle des systèmes téléphoniques est nulle », déclare-t-il avec un certain regret. « Le piratage n'a aucun intérêt s'il n'y a pas de défense. » Et de citer le traité de Sun Tzu sur l'art de la guerre.

INGÉNIEUR SOCIAL

Sous le pseudonyme « Frantic », Anthony se targue d'avoir fait partie, à dix-sept ans, de l'équipe de la « Scène ». Ce vocable désigne le milieu du piratage qui rassemblerait environ 200 personnes dans le monde. Par le biais de messageries privées, ils échangent leurs informations et forment des groupes. En 1993, Anthony devient le leader de l'un d'entre eux, baptisé « Abuse » et qui compte une dizaine de membres actifs.

Fort de cette expérience, Anthony met ses victimes à rude épreuve. « Je suis spécialisé dans le social engineering », précise-t-il. Cette méthode complète les techniques faisant appel au matériel. L'ingénierie sociale désigne ce que les escrocs pratiquent depuis toujours en exploitant la crédulité de leurs victimes. « Je suis doué pour imiter les voix et pour trouver les failles dans les systèmes. » Dans l'affaire du FBI, Anthony a fait appel à sa connaissance approfondie de l'informatique et des systèmes de télécommunications, à sa maîtrise de la langue et de l'accent

américains et surtout à un culot sans limites.

Tout a commencé par l'appel systématique de numéros verts américains. « J'ai programmé mon modem pour qu'il sélectionne tous les numéros qui répondent en vocal », explique-t-il. Ensuite, machinalement, Anthony appelle ces derniers en débitant son discours habituel pour obtenir un numéro de connexion sur le système AT&T Conference Alliance, aux frais de l'entreprise piégée. En général, il se « fait passer pour un membre d'un bureau français qui ne parvient pas à obtenir sa connexion habituelle ». Lorsqu'il entre en contact avec le 05-90-10-19, il apprend qu'il s'agit du numéro du FBI.

Mais le pirate décide alors d'améliorer la fiabilité de son système. « J'ai appelé l'ambassade des Etats-Unis à Paris en demandant à parler au directeur du FBI. » Attendez, je vous passe Thomas Baker... « J'étais stupéfait d'avoir obtenu aussi facilement ce nom. » Avec cette information, Anthony rappelle le FBI aux Etats-Unis et se fait passer pour Thomas Baker afin d'obtenir de nouveaux numéros de téléconférence. « Assez vite, j'ai découvert le nom de ma correspondante, Patricia, et le système a très bien marché », note-t-il. La supercherie a duré près de deux mois. Un record, selon Anthony.

La couverture du FBI présentait des avantages vis-à-vis des compagnies téléphoniques, AT&T en l'occurrence. « En cas de soupçons, les recherches tombaient sur cette adresse du FBI et s'arrêtaient aussitôt. Ils n'avaient pas le droit d'écouter mes conversations », estime Anthony. Si l'analyse du jeune pirate s'est vérifiée avec l'appareil téléphonique, elle a été sous-estimée pour « l'hôte ». Grâce à ses moyens d'investigation, le FBI a pu identifier le pirate, ce que n'avaient pu faire ses autres victimes.

Reste à établir la validité, en droit français, des preuves qui accablent Anthony. Selon lui, le FBI aurait enregistré ses conversations sur bandes magnétiques. De telles écoutes, en dehors de tout contrôle de la justice française, sont-elles recevables devant un tribunal français ? Ce point est délicat, mais il semble que l'identité du plaignant ait exercé une forte influence sur le juge d'instruction Guy Ripoll, qui a justifié la mise en détention provisoire d'Anthony en arguant du fait que « le trouble (...) à l'ordre public (...) au préjudice d'un Etat étranger n'est pas apaisé ».

En attendant son procès, le jeune pirate a des idées pleines la tête. Il pense créer une « société de conseil en sécurité informatique », pour pimenter le « sport » de ses anciens collègues. Il travaille à la création d'un serveur Internet aux Etats-Unis. « C'est mon projet le plus lucratif », dit-il en ajoutant qu'il a commencé la rédaction d'un ouvrage, intitulé *The Piracy Scene*, pour décrire l'organisation et les techniques utilisées. « Si je travaillais chez AT&T, ajoute-t-il avec humour, plus aucun pirate ne pourrait abuser des codes téléphoniques américains. »

Michel Alberganti

« Deux ans !... On m'a donné »

La Business Software Alliance (BSA) ne fait pas dans le détail. Dans une large publicité couleur publiée dans quelques journaux économiques, elle présente deux détenus allongés sur leurs paillasses. Le premier purge une peine de cinq ans pour vol à main armée et demande « Et toi ? » au second qui répond : « Piratage de logiciels. Deux ans !... On m'a donné... Un concurrent ou un employé... Tu sais, tout le monde peut te dénoncer... On peut même t'accuser de complicité... Il y a simplement un numéro à appeler. » Suit un numéro téléphonique à composer même en cas de simples « doutes sur l'authenticité d'un logiciel ». A quand la récompense ?

Si BSA voulait frapper l'imaginaire, elle a réussi. Mais à quel prix ? Pour justifier son action, l'organisation mondiale de lutte contre le piratage invoque les pertes importantes que les éditeurs ont es- suyées en 1994. Celles-ci ont atteint 76 milliards de francs dans le monde, dont 30 milliards de francs en Europe et 16 milliards de francs pour les seuls Etats-Unis. La France, créditée d'une perte de 3,9 milliards de francs, arrive au second rang européen avec un taux de piratage de 57 %. L'Allemagne est largement en tête avec des pertes estimées à plus de 9 milliards de francs.

Les délits sont rarement portés devant la justice

« NOUS ne connaissons pas plus de 4 à 5 % des cas de piratages qui existent en France », estime Daniel Padoin, le commissaire principal responsable du service d'enquête sur les fraudes aux technologies de l'informatique (Sefti) de la préfecture de police de Paris. Créé l'an dernier (*Le Monde* du 10 janvier), le Sefti emploie aujourd'hui une douzaine d'inspecteurs qui enquêtent en région parisienne. Ils traitent la centaine d'affaires qui, chaque année, font l'objet de plaintes. Parmi elles, les trois quarts des dossiers concernent des escroqueries téléphoniques. Le piratage informatique reste donc largement minoritaire.

« Nous n'observons pas d'explosion du nombre des plaintes », note Daniel Padoin. « Le chiffre noir », qui, pour nous, mesure le décalage entre la délinquance réelle et celle qui est officiellement constatée par nos services, est exceptionellement élevé », dit-il. On peut donc s'étonner d'une telle discrétion des victimes. « Très souvent, elles ne souhaitent pas que cela se sache », explique Daniel Padoin. Ainsi, une loi du silence s'installe.

« Dans huit cas sur dix, l'auteur de la fraude appartient, ou a un lien avec sa cible », ajoute le commissaire. D'où la discrétion des entreprises qui ne tiennent pas à porter sur la place publique les exactions de l'un de leurs employés. Mauvaise pour l'image de marque, une plainte entraîne une enquête. Et Daniel Padoin remarque que « la police fait peur aux entreprises qui savent qu'elles utilisent de nombreux logiciels piratés... ». Enfin, pour ce genre d'affaires, il n'existe aucune obligation de dépôt de plainte pour être dédommagé par les compagnies d'assurances.

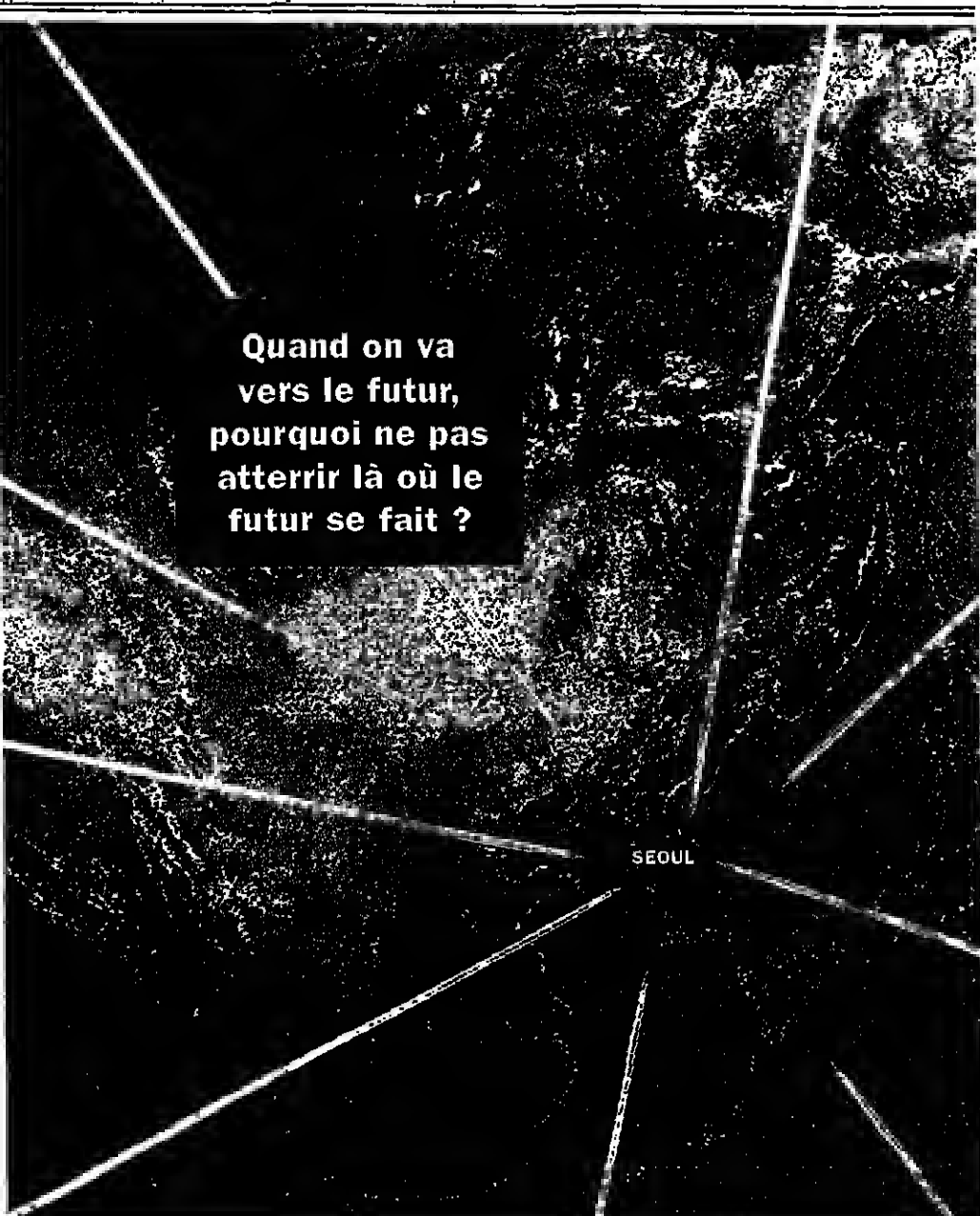
TRAFFIC TELEPHONIQUE

La plupart des enquêtes ne sont pas liées aux entreprises mais aux particuliers, même si eux aussi rechignent souvent à faire état de la façon dont ils se sont fait rouler. Néanmoins, début mai, le Sefti a mis fin à un trafic très organisé concernant la carte France Télécom (ex-carte Pastel). Cette carte, lorsqu'elle est introduite dans les lecteurs des cabines téléphoniques, permet d'obtenir la ligne en tapant un code secret. Le coût de la communication est directement porté sur la facture téléphonique du détenteur de la carte. Contrairement à la Télécarte, qui s'épuise rapidement, elle est utilisable indéfiniment. Jusqu'à ce qu'une opposition invalide le code. Elle fonctionne également à partir d'un poste privé, l'utili- sateur composant le 36 70, suivi des neuf chiffres inscrits sur la carte et de son code secret.

C'est ce dernier mode d'utilisation que les pirates exploitaient dans des lieux publics, avec une préférence pour la gare de Lyon, à Paris. Profitant de la position haute du clavier téléphonique, ils notaient le code secret au moment où la victime le composait. Lorsque cette dernière quittait la cabine, l'un des pirates l'abordait en se faisant passer pour un collecteur de Télécartes. Selon Daniel Padoin, la plupart des victimes, après avoir tenté d'expliquer que leur carte n'était pas une Télécarte, finissaient par la montrer. En quelques secondes, l'escroc mémorisait alors les neuf chiffres d'identification, inscrits par groupe de trois... et le trafic pouvait commencer.

Le Sefti estime que certains pirates « géralent » ou parcourent une dizaine de cabines publiques. Pour leurs clients, ils composaient les codes valés. Ceux-ci pouvaient alors téléphoner en réglant le pirate à un tarif nettement plus intéressant que celui de France Télécom. Début mai, le Sefti a arrêté huit personnes. Il y a quinze jours, il a interpellé les cinq « têtes » de l'équipe. L'une d'entre elles détenait 230 ouméros de cartes... Le trafic, qui durait depuis plus d'un an et demi, rapportait de 6 000 à 7 000 francs par mois à chaque pirate.

M. A.



Quand vous prenez un vol Korean Air pour Séoul, vous arrivez en plein cœur de l'Extrême Orient. A l'aéroport de Kimpo, à Séoul, vous trouverez des correspondances pour 12 villes du Japon et 4 principales villes de Chine. Nos vols sont fréquents : 4 fois par semaine, nos Boeing 747-400 vous emmènent vers le futur. Nos vols sont pratiques : vous partez le soir et profitez ainsi jusqu'au bout de votre journée. Pour réserver, appelez notre Numéro Vert 06 91 60 00. Korean Air, 9, bd de la Madeleine 75001 Paris. Tél. : 01 42 97 30 70, Fax : 01 42 61 22 52.

KOREAN AIR

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS

Problème n° 868

HORIZONTALEMENT

1. Pas le seul Nobel dans le siècle. - II. Autrefois près du lit. Pièce à vivre ou à tourner. - III. Fleuve. Parfois bien dissimulé. - IV. Proust. Souvent injuste. Ville de droite à gauche. - V. Sur les nez. Vénitien. - VI. Pleures presque. A droit aux hommages. - VII. Fils de Jacob. Blessé, dit-on. Il fit mordre le piano. - VIII. Mettait des nuances. Possessif. - IX. Différence. Mettent en place. - X. Ignore le siècle des lumières.

VERTICALEMENT

1. Divinité cachée. - 2. Aux tout commencements. Fleuve. - 3. Pour brûler ce qu'on a adoré. - 4. Donne la solution. Remarque. - 5. Pronom. Article. Le tortue, c'est, espérons, une métaphore. - 6. Dans le vent. Quand tout est

glacial ou sinistre. - 7. Préposition. Au Yémen. - 8. Dans le domaine du désir ou... du souffle. - 9. Souvent écouté. Pronom. Va exploser. - 10. Montueux et confus. Conjonction. - 11. Participe en un sens. Sentent l'huile. - 12. Eo Israël. En retard sur la musique. - 13. Fait son travail sur le vivant.

SOLUTION DU N° 867

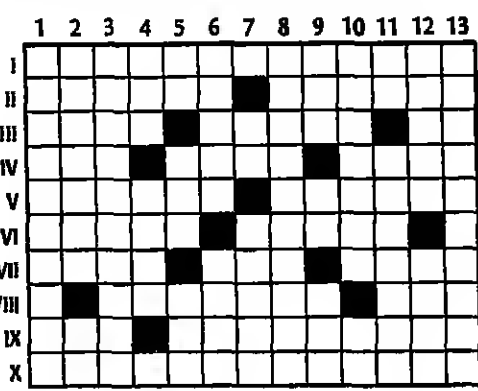
Horizontalement

1. Balladurien. - II. Uraète. Entée. - III. Sommités. Aff. - IV. Imam. Oupille. - V. Ne. Eculés. En. - VI. Est. Arec. Pst. - VII. Es-sartre. - VIII. Stress. Agoni. - IX. Morde. Abêtir. - X. Apeur. Leone. - XI. Normaliennes.

Verticalement

1. Businessman. - 2. Arômes. Topo. - 3. Lama. Terror. - 4. Lemme. Sedum. - 5. Ati. Casse-ra. - 6. Détouras. El. - 7. Euler. - 8. Respectable. - 9. In. Is. Egén. - 10. Etal. Proton. - 11. Nêles. Nine. - 12. Sédentaires.

François Dorlet



BRIDGE

Problème n° 1637

L'ÉQUIPE DE FRANCE

Cette donne a été jouée au cours de la sélection de l'équipe de France en 1993. Les annonces pour arriver au chelem et le jeu de la carte sont instructifs.

♠ R104
♥ RV7
♦ ADV972
♣

♠ 95
♥ 10863
♦ R6
♣ RV986

♠ D82
♥ 94
♦ 10543
♣ AD32

♠ AV763
♥ D52
♦ 8
♣ 10754

Ann.: N. don. N.-S. vuln.
Ouest Nord Est Sud
Salama Chemla Cronier Perron
- 10 passe 1 ♠
passe 2 ♠ passe 2 ♠
passe 4 ♠ passe 4 ♠
passe 4 ♠ passe 4 ♠
passe 5 ♠ passe 5 ♠
passe 6 ♠ passe 5 ♠

A partir de 4 Trèfles, les enchères indiquent le contrôle des couleurs.
Ouest ayant entamé le 6 de Trèfle, comment Michel Perron, en Sud, a-t-il joué pour réussir ce PETIT CHELEM A PIQUE contre toute défense ?

Réponse
Il faudra évidemment franchir les Carreaux sans en perdre si on est obligé de donner un atout. Il faut en tout cas commencer par battre atout et garder la possibilité de couper à Trèfle. Perron a commencé par jouer le 10 de Pique (la carte-clé) et faire l'impossible à la Dame. Si elle échoue, il faudra espérer ensuite ne perdre aucun Carreau.

En fait, la Dame de Pique était troisième en Est, et Perron a trouvé le moyen de faire TOUTES les levées ! Comment a-t-il joué ?
Perron a tiré le Roi de Pique puis l'As de Carreau, et il a coupé un Carreau. Le Roi de Carreau étant second, tout était maître ; mais, si le Roi n'était pas tombé, Perron serait remonté au mort pour continuer avec la Dame de Carreau et couper, ou faire l'ex-passe suivant les indications obtenues sur les distributions...

A l'autre table, on s'était contenté de la manche, car, au troisième tour, Sud avait déclaré 4 Cœurs (au lieu de 4 Carreaux) sur le splinter à 4 Trèfles. La réussite du chelem rapporta 13 IMPs.

Philippe Brugnon

ANACROISÉS (R)

Problème n° 869

Les Anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implacables sur la grille. Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

HORIZONTALEMENT

1. EGNNOTU. - 2. AEMNS (+2). - 3. AEIHTV (+2). - 4. ALOPRSTU (+1). - 5. ABELOR. - 6. EEEIRZT (+10). - 7. AILNPSUU. - 8. AEIRSTT (+10). - 9. ENPSSU. - 10. EEEGIMN. - 11. AENPTT (+3). - 12. ACEGRTU. - 13. EILNPU. - 14. ACHNSTU (+1). - 15. AEGINNU. - 16. EENNSS. - 17. EEEPRSS (+5). - 18. EINORSSU (+1). - 19. EEEEMMS. - 20. AAEIMNOS.

VERTICALEMENT

21. NOORSSU. - 22. EEEILPS. - 23. AEINPU. - 24. EEEIRSU (+1). - 25. ABERTU. - 26. AAPP. - 27. ABEELNT (+2). - 28. DEINSTU (+3). - 29. EEEINOT (+1). - 30. AEEISSTU (+1). - 31. EEEISS (+2). - 32. ADHIMRSS. - 33. AINNORRU. - 34. EENORU (+2). - 35. CEEILNS (+1). - 36. AEGNORU. - 37. AAIKRS. - 38. AEIMSTT (+2). - 39. AEINPU. - 40. EEEKRZU. - 41. ABEIPSS.

ÉCHECS

Problème n° 1641

TOURNOI VSB

(Amsterdam, 1995)

Blancs : J. Piket.

Noirs : G. Kasparov.

Défense Grünfeld.

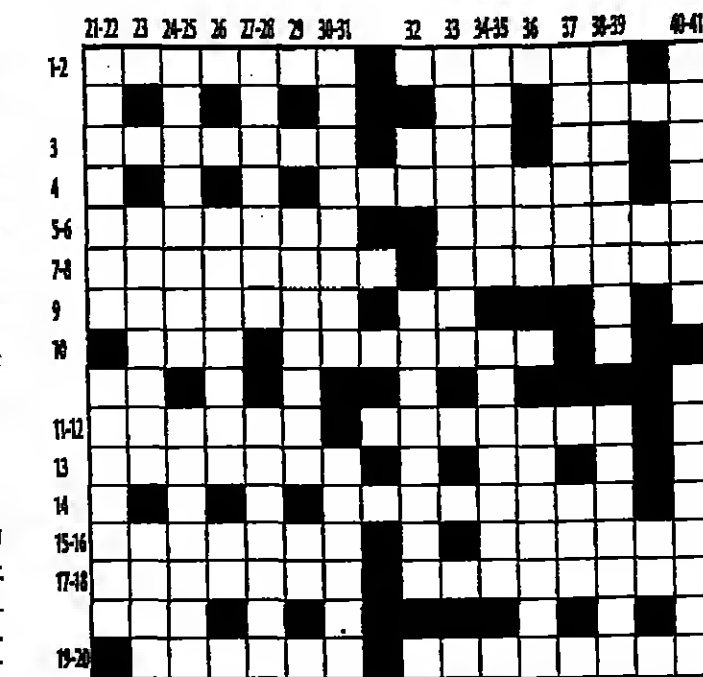
1. d4	2. Cf3	3. Cg5	4. Cc6
1. d4	2. Cf3	3. Cg5	4. Cc6
2. Cf3	3. Cg5	4. Cc6	5. Cc6
3. Cg5	4. Cc6	5. Cc6	6. Dd5
4. Cc6	5. Cc6	6. Dd5	7. Dd5
5. Cc6	6. Dd5	7. Dd5	8. Dd5
6. Dd5	7. Dd5	8. Dd5	9. Dd5
7. Dd5	8. Dd5	9. Dd5	10. Dd5
8. Dd5	9. Dd5	10. Dd5	11. Dd5
9. Dd5	10. Dd5	11. Dd5	12. Dd5
10. Dd5	11. Dd5	12. Dd5	13. Dd5
11. Dd5	12. Dd5	13. Dd5	14. Dd5
12. Dd5	13. Dd5	14. Dd5	15. Dd5
13. Dd5	14. Dd5	15. Dd5	16. Dd5
14. Dd5	15. Dd5	16. Dd5	17. Dd5
15. Dd5	16. Dd5	17. Dd5	18. Dd5
16. Dd5	17. Dd5	18. Dd5	19. Dd5
17. Dd5	18. Dd5	19. Dd5	20. Dd5
18. Dd5	19. Dd5	20. Dd5	21. Dd5
19. Dd5	20. Dd5	21. Dd5	22. Dd5
20. Dd5	21. Dd5	22. Dd5	23. Dd5
21. Dd5	22. Dd5	23. Dd5	24. Dd5
22. Dd5	23. Dd5	24. Dd5	25. Dd5
23. Dd5	24. Dd5	25. Dd5	26. Dd5
24. Dd5	25. Dd5	26. Dd5	27. Dd5
25. Dd5	26. Dd5	27. Dd5	28. Dd5
26. Dd5	27. Dd5	28. Dd5	29. Dd5
27. Dd5	28. Dd5	29. Dd5	30. Dd5
28. Dd5	29. Dd5	30. Dd5	31. Dd5
29. Dd5	30. Dd5	31. Dd5	32. Dd5
30. Dd5	31. Dd5	32. Dd5	33. Dd5
31. Dd5	32. Dd5	33. Dd5	34. Dd5
32. Dd5	33. Dd5	34. Dd5	35. Dd5
33. Dd5	34. Dd5	35. Dd5	36. Dd5
34. Dd5	35. Dd5	36. Dd5	37. Dd5
35. Dd5	36. Dd5	37. Dd5	38. Dd5
36. Dd5	37. Dd5	38. Dd5	39. Dd5
37. Dd5	38. Dd5	39. Dd5	40. Dd5
38. Dd5	39. Dd5	40. Dd5	41. Dd5
39. Dd5	40. Dd5	41. Dd5	42. Dd5
40. Dd5	41. Dd5	42. Dd5	43. Dd5
41. Dd5	42. Dd5	43. Dd5	44. Dd5
42. Dd5	43. Dd5	44. Dd5	45. Dd5
43. Dd5	44. Dd5	45. Dd5	46. Dd5
44. Dd5	45. Dd5	46. Dd5	47. Dd5
45. Dd5	46. Dd5	47. Dd5	48. Dd5
46. Dd5	47. Dd5	48. Dd5	49. Dd5
47. Dd5	48. Dd5	49. Dd5	50. Dd5

NOTES

a) Le jeune grand maître hollandais n'a pas peur d'affronter le champion du monde avec ce système russe de la défense Grünfeld qui fut au cœur du débat théorique entre Karpov et Kasparov au cours de leurs différentes rencontres pour le titre mondial en 1986 et 1987.

b) Ou 7... Fg4 (variante Smyslov) ou 7... a6 (variante Boleslavski) ou 7... a6 (variante hongroise). La suite la plus populaire demeure 7... Ca6 (variante Ragozine) qui fut introduite dans les années 30.

c) Différentes continuations sont jouables : 8. Fd3, 8. Ff4, 8. e5, 8. b4, 8. h3 et 8. Dd3. Le développement du F-R en e2 semble le plus logique.



SOLUTION DU N° 868

1. MORCAUD. - 2. OMELETTE. - 3. IBERTEIN (BINERIE). - 4. LASAGNE (AGNELAS LANGEAS). - 5. ENTEROT (NOTERENT RENOTENT). - 6. GAPERONS (PAGERONS SPORANGE). - 7. ATOMISEE. - 8. ISSUES (SUISSE). - 9. ETATIES (ETATIES). - 10. CREUSOIS (COURSIES RECOUSIS). - 11. INSCRIS. - 12. MAIGNES (JIGNAMES). - 13. MURKENT (EMURENT MENTEUR MEURENT REMUEMENT). - 14. EDUQUAT. - 15. PIDGIN. - 16. AMUMES. - 17. TRICOUNI, doul pour chausures antidérapantes. - 18. PIETINE (NEPTIE). - 19. NAGOTE. - 20. CHERER, exagérer (CHERER). - 21. AGENSEE. - 22. SE-NEVES. - 23. MODENAIS (DOMAINES).

EMONDAIS NOMADISEL. - 24. IMITE-RA (MERITAI MITERAI). - 25. OMA-NAISE. - 26. SEPIOLE (EPILOES POILEES SPOILEE). - 27. ILLEGAUX. - 28. REDONNE. - 29. ATROPOS, papillon. - 30. DINGUAS (GUINDAS). - 31. CAS-TING. - 32. DESTRIER (TRIEDRES). - 33. OSTEOME. - 34. MILANEAU. - 35. ADAPTES. - 36. BASSETS. - 37. LU-MIERE (MEULIER). - 38. IONIQUE. - 39. CRAMOISI. - 40. GUITARE (ARGU-TIE GUETRAI TARGUE URGEAT). - 41. TSUNAMI (MINUTAS MUTINAS). - 42. MENEUSE (EUMENES). - 43. RE-TENDRE. - 44. ANESSES (ASSENES).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

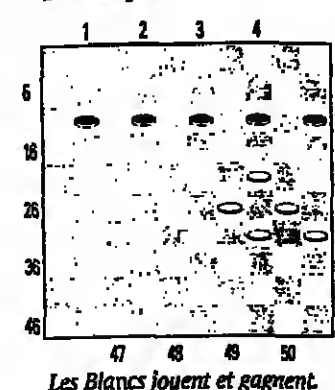
DAMES

Problème n° 508

LE COIN DU DÉBUTANT

Les grands classiques

Le coup du « revenez-y »

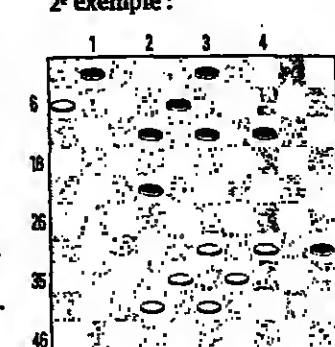
1^{er} exemple :

Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION : 24-20 (15x33)

34-29 [« revenez-y »] (33x24)

30x6, +.

2^e exemple :

Les Blancs jouent, passent à

donne et +.

SOLUTION : 34-30 (35x24) 33-

28 (22x44) 43-39 (44x33) 38x7

(1x12) 6-1, +.

L'UNIVERS MAGIQUE

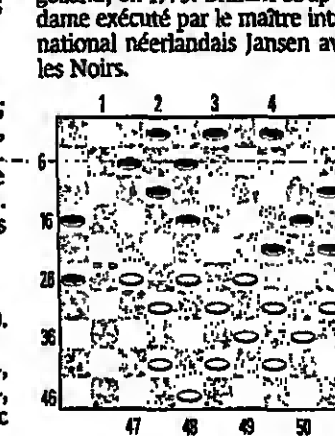
Tournoi international de Hoo-

gezand, en 1975. Brillant coup de

dame exécuté par le maître inter-

national néerlandais Jansen avec

les Noirs.



Les Noirs jouent et gagnent

comme suit : (21-30) 35x24 (18-

23) 28x19 (16-21) 27x16 (7-11) 16x18

(8-13) 18x9 (3x23) 29x18

(20x47), +.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 507

A. ROMM (Kharkov, 1975)

Blancs : pions à 25, 26, 31, 37,

40, 41, 42, 43, 47, 48, 49, 50.

Noirs : pions à 13, 17, 18, 22, 24,

27, 29, 30, 33, 34, 39, 45.

43-38 (27x36) 48x43 (39x48) 37-

31 (48x46) 47-41 (46x43) 49x38

(36x27) 50-44 (33x42) 44-39

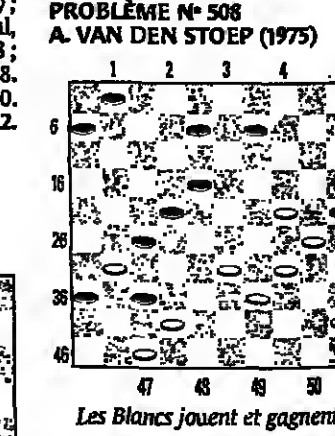
(34x43) 25x32 (45x34) 32-27

(22x31) 26x81, + splendide par

anéantisement.

PROBLÈME N° 508

A. VAN DEN STOEP (1975)



Les Blancs jouent et gagnent.

Solution dans la prochaine

chronique.

Jean Chaze

DISQUES - CD - LIVRES - FILMS

• 50 000 disques et CD

• 200 000 livres

• 26 000 films

Recherches et commandes

36 15 LEMONDE

210 F le minimum

jeux
fraicheur

de pollution

BONNEMENTS

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR M

DAMES

Prophétie n° 501

LE COIN DU DÉBUTANT
Les 100 questions les plus fréquentes

1. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

2. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

3. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

4. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

5. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

6. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

7. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

8. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

9. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

10. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

11. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

12. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

13. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

14. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

15. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

16. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

17. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

18. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

19. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

20. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

21. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

22. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

23. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

24. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

25. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

26. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

27. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

28. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

29. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

30. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

31. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

32. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

33. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

34. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

35. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

36. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

37. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

38. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

39. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

40. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

41. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

42. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

43. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

44. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

45. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

46. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

47. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

48. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

49. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

50. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

51. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

52. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

53. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

54. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

55. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

56. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

57. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

58. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

59. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

60. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

61. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

62. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

63. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

64. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

65. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

66. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

67. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

68. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

69. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

70. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

71. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

72. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

73. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

74. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

75. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

76. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

77. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

78. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

79. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

80. Pourquoi les dames sont-elles si nombreuses ?

Nuages et fraîcheur

L'ANTICYCLONE atlantique se maintient trop loin de nos côtes pour nous offrir un temps estival, et c'est au contraire un temps frais (au nord), avec des nuages et quelques averses, qui régnera durant le week-end.

Sur la Normandie, le Nord, la Picardie, l'Île-de-France et l'ensemble du Nord-Est, les nuages resteront abondants tout au long de la journée de samedi, avec, par moments, un peu de pluie ou de

brèves averses. Sur la Bretagne, les Pays de Loire, le Poitou, les Charentes et l'Aquitaine, la matinée sera bien ensoleillée, après dissipation de quelques bancs de brume dans les Landes en début de matinée; au fil des heures, des nuages se développeront, rendant l'après-midi plus nuageux. Sur la région Midi-Pyrénées, le Massif Central, le Centre, la Bourgogne, le Sud et la Corse, éclaircies et nuages devront se partager le ciel; les nuages deviendront parfois menaçants l'après-midi, et pourront donner une averse, voire un orage. Sur le Roussillon, le Languedoc, la Provence et la Côte d'Azur, le temps sera sec, mais le soleil devra par moments céder la place aux nuages. Mistral et tramontane, qui souffleront encore un petit peu le matin, faibliront ensuite, mais c'est alors un vent d'ouest modéré qui se lèvera en fin d'après-midi sur la côte va-

loise.

Les températures ne changeront guère, restant inférieures aux normales sur la moitié nord, et dans les normes de saison sur la moitié sud: les minimales seront comprises entre 7 et 10 degrés sur la moitié nord, entre 10 et 14 sur la moitié sud, jusqu'à 16 degrés sur le littoral méditerranéen; quant aux maximales, elles s'étagèreront sur la moitié nord entre 16 et 20 degrés en allant du nord vers le sud, et entre 21 et 23 sur la moitié sud.

Dimanche, le temps ne s'améliorera pas: les nuages seront prédominants par rapport aux éclaircies; ils se montreront souvent menaçants, pour donner par moments un peu de pluie ou une brève averse. Les régions les plus à l'abri seront celles proches du golfe du Lion et, dans une moindre mesure, celles proches de l'Atlantique. Les températures seront partout en légère baisse.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

Prévisions pour le 10 juin vers 12h00

La qualité de l'air

Indice de pollution

Tendance pour le 9 juin: bon

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

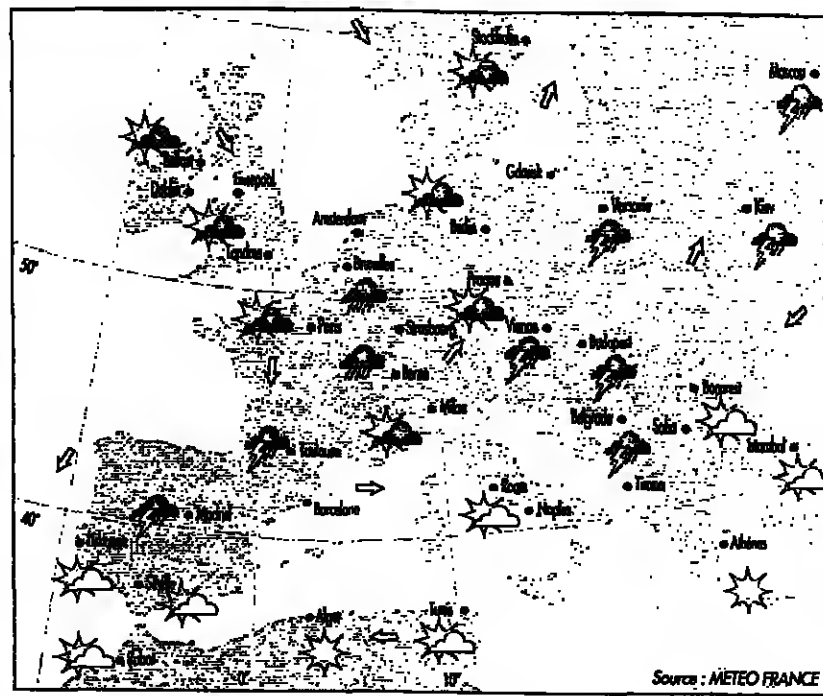
Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

Source: Météo-France

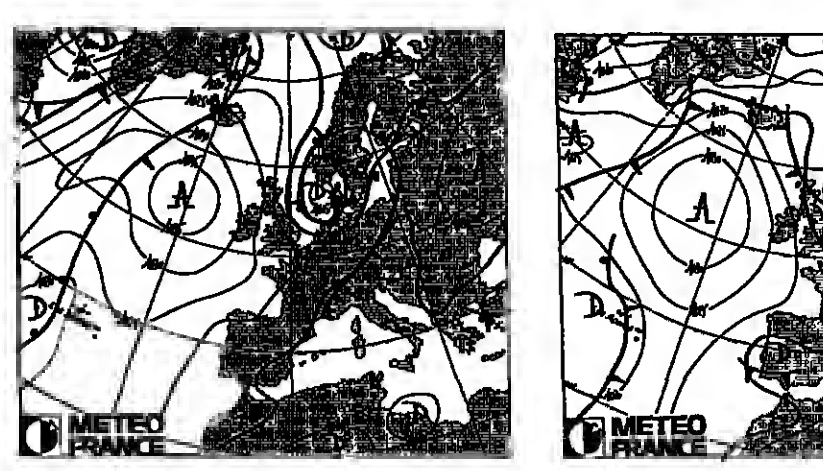
AGENDA



Prévisions pour le 10 juin vers 12h00

- Ensoleillé
- Éclaircies
- Nuages courts éclaircies
- Brumes et brouillard
- Très nuageux ou couvert
- Pluie ou bruine
- Averses
- Orages
- Vent fort
- Neige

TEMPÉRATURES du 8 juin 1995	GRENOBLE	24/5	TOURS	20/7	CHICAGO	14/9	LISBONNE	27/6	PRETORIA	15/5
max/min	15/8	19/9	24/8	24/8	27/22	19/12	17/7	25/19	25/19	25/19
max/min	15/8	19/9	24/8	24/8	27/22	19/12	17/7	25/19	25/19	25/19
max/min	15/8	19/9	24/8	24/8	27/22	19/12	17/7	25/19	25/19	25/19



Situation le 9 juin, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 11 juin, à 0 heure, temps universel

ABONNEMENTS

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à: Le Monde Service abonnements

1, place Hubert-Beuve-Méry - 94052 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél: 33 (1) 49-40-32-96

Je choisis la durée suivante: France, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Autres pays de l'Union européenne

3 mois 536 F 572 F 790 F

6 mois 1 038 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Documentation 3617 code LMDOC

CD-ROM: (1) 43-37-66-11

Index et microfilms: (1) 40-65-29-33

Abonnements Minitel: 3615 LE MONDE

Cours de la Bourse: 3615 LE MONDE

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN: 0395-2037

Imprimerie du Monde: 12, rue M. Gensbourg, 94052 Ivry-sur-Seine.

PRINTED IN FRANCE.

Prés

CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 10 JUIN 1995

GRAPHISME Principale manifestation dédiée à l'affiche, les VI^{es} Rencontres internationales des arts graphiques de Chaumont (Haute-Marne) ont choisi cette an-

née pour thème les affiches politiques et sociales. ● LA COMPÉTITION rassemble 124 affiches des cinq dernières années, choisies parmi 1 300 œuvres provenant de

quarante-quatre pays. Le premier prix a été remporté par l'équipe de Nous travaillons ensemble. ● LES RENCONTRES présentent en outre une sélection d'affiches réalisées

entre 1877 et 1903 (Chéret, Steinlen, Toulouse-Lautrec), une stimulante sélection de créations réalisées par des étudiants et quatre rétrospectives personnelles : celles

du précédent lauréat, Pierre Bernard, de l'Anglo-Américain Paul Peter Piech, de l'Allemand Klaus Staack et de l'Israélien David Tartakover.

L'art contemporain de l'affiche confirme l'effacement du politique

Les VI^{es} Rencontres internationales des arts graphiques se sont ouvertes à Chaumont (Haute-Marne) sur le thème des affiches politiques et sociales. Quarante-quatre pays y sont représentés

SIXIÈMES RENCONTRES INTERNATIONALES DES ARTS GRAPHIQUES DE CHAUMONT. Affiches politiques et sociales. Jusqu'au 25 juin. Rens. : tél. : 25-03-86-80. Catalogue : Somogy, 128 p., 179 F.

CHAUMONT

Pour sa sixième édition, la principale manifestation consacrée en France à l'affiche a choisi pour thème la politique et le social. Une affaire qui eût brûlé en d'autres temps à la veille d'élections municipales, mais qui n'agit que modérément les rivaux en lice pour la mairie de Chaumont (Haute-Marne). La place de la petite préfecture dans le paysage du graphisme est acquise, il est vrai, depuis longtemps.

La partie internationale du festival est éparpillée en sept endroits de la ville. Point de départ : les Rencontres proprement dites, qui donnent lieu à des prix. Les cent vingt-quatre affiches sélectionnées parmi les envois de quarante-quatre pays sont accrochées sur les cimaises des Silos, une médiathèque généreusement aménagée en 1994 dans d'anciens silos de l'agence Canal des frères Rubin. Le parcours citadin passe par un garage brut de béton, un théâtre désaffecté, un petit musée rustique, une ancienne bibliothèque, pour s'achever dans la chapelle des jésuites (baroque), où Pierre Bernard, lauréat l'an dernier, présente, d'affiche en papier à

en-tête, les travaux raffinés de son Atelier de création graphique, dans une scénographie qui ne l'est pas moins.

Politique et sociale ? La réponse, puisée il y a un siècle dans le legs Dutailly (12 000 affiches) qui constitue le fonds sur lequel Chaumont appuie sa légitimité graphique, passe par d'autres médias. C'est la première guerre mondiale qui introduit massivement la politique dans l'affiche, et la période ici couverte (1877-1903) ne l'aborde qu'à travers la réclame pour des journaux, des livres, des spectacles. On lit : « C'est la faute au gouvernement ! », mais c'est le titre d'une pièce de théâtre, et lorsqu'une ardente Marianne libère les prolétaires de leurs chaînes sous le fusil de Steinlen, c'est un avis pour Le Petit Sau, « journal de défense sociale ».

ZOLA

Le commerce de la charité se révèle à l'époque sans détour : Pour les pauvres de France et de Russie exhibe deux riches fétards en traîneau, une démarche strictement opposée aux noirs et blancs consacrés aux sans-abris aujourd'hui. L'affiche sociale emprunte plus souvent à l'histoire qu'à Zola, et l'affiche politique, celle qui va conquérir son autonomie en entrant dans l'actualité, ne fait que se pressentir dans A bas les calottes ! qui rassemble la trinité sabre, goupillon et haut-de-forme sous le crayon de Josot.

La violence de ces textes et de ces traits contraste singulièrement avec les affiches contemporaines sélectionnées qui n'appellent plus aux émotions qu'intellectuelles. Le graphisme s'est installé au second degré, ludique, définitivement, y compris dans les sujets les plus graves. Il émane de ceux qui savent et s'adressent à leurs semblables, en complicité. La subtilité des échanges ne rend que plus voyant le mutisme des murs entre élections présidentielle et municipales. L'absence de débat politique à travers le graphisme, le refus d'un affrontement sur ce terrain aussi redouté l'asthénie des idées. L'affiche électorale ne se préoccupe que d'occuper l'espace, le plus discrètement possible, pour se rappeler aux indécis. Elle enregistre le triomphe de l'image unique, l'aveu par les partis que le graphisme perturbe. Son intervention est laissée aux grandes causes, comme si la politique s'interdisait de le redevenir. L'absence quasi totale des partis ou des syndicats dans les Rencontres confirme ce qu'on ne peut guère appeler autrement qu'une perte d'image.

C'est un monde sans responsables, donc sans militants, un monde où les causalités échappent aux hommes, où l'humanité vient occuper l'emplacement du politique, qui domine. Un ennemi unique, le sida, paraît capitaliser les menaces, offrant au préservatif un monopole d'image qui devient, pour le coup, une véritable métaphore politique, dont on ne voit



« La vérité sortira de terre », de David Tartakover.

« Le Pen-Hitler », des Graphistes associés, a remporté le troisième prix. « C'était en réaction à sa déclaration sur le "point de détail" ».



« Nord-Sud » (mains noires, fond jaune vif), réalisé par Nous travaillons ensemble, a obtenu le premier prix. « C'était à la fois un logo et une affiche annonçant une exposition sur la frontière méxico-américaine », explique son créateur, Alex Jordan.

pas ce qui pourrait empêcher de l'étendre au graphisme lui-même, tant il semble ici protégé. Ailleurs, ce sont des idées trop générales – dans la mouvance d'un universalisme écolo-pacifiste – qui s'imposent. Quelques affichistes cependant, en France notamment, n'ont pas fait retraite. Souvent descendants ou cousins de Graup, réfugiés dans les banlieues parisiennes, en Seine-Saint-Denis essentiellement, les Rencontres les ont justement distingués.

Le beau Nord-Sud réalisé par Nous travaillons ensemble (premier prix), variation d'un travail sur la frontière Mexique-Etats-Unis fait se tendre l'une vers l'autre et se manquer deux mains, mais l'une (Sud) a les doigts coupés. La mobilisation contre le chômage, le racisme, la fracture sociale (à l'appel d'une municipalité) rencontre la sobre efficacité de Claude Baillargeon, dont Liberté, Egalité, Fraternité – deux poings prisonniers, refermés sur des piles de pièces figurant des barreaux –

remporte le deuxième prix. Trois expositions offrent une démonstration vivante : la politique continue d'exister pleinement, ailleurs, au quotidien, en des modes d'interventions sensiblement plus individuels. A des degrés divers, les linogravures du Britannique Paul Peter Piech, les photo-montages de l'Allemand Klaus Staack et de l'Israélien David Tartakover montrent que l'affiche peut être « contre », redevenir cet objet de conception rapide et d'intervention souple qui dédaigne généralement les panneaux d'affichage cablibrés pour la liberté risquée des murs. Elle s'affirme alors témoin et intervenant d'une société en danger où il faut prendre parti. Elle est à charge, insupportable aux pouvoirs. Certaines d'entre elles ont été l'objet de procès, de saisies, d'interdictions, leurs auteurs menacés.

La section Etudiants, tous à Chaumont, libre de forme, qui avait fait une entrée remarquée en 1994, n'échappe pas à l'obsession

du préservatif. Les prises de position du pape en font une cible privilégiée, réveillant dans la jeunesse une tradition anticléricale assoupie, comme en témoigne Le Pape a dit, une crucifixion sous le texte de Guillaume Lanneau (deuxième prix). Mais ce qui émerge cette année dans les cinquante-huit affiches sélectionnées (sur six cent-trente envois venus de France, d'Allemagne, d'Italie, de République tchèque et du Canada) et donne une longueur d'avance aux étudiants (que les Rencontres tentent de rattraper en présentant une maquette), c'est l'impact de la tragédie algérienne. Bien au-delà d'une simple réminiscence d'un dessin de Ferracci (Le Charme discret de la bourgeoisie), on n'oubliera pas les lèves de femme agrafées, discrètement associées au mot Algérie par Viviane Hennebic (Ecole Estienne), qui a obtenu le premier prix de cette section.

Jean-Louis Perrier

Staack, « le diable »

Klaus Staack, allemand, cinquante-sept ans, est également avocat et éditeur à Heidelberg, et membre du SPD depuis trente-cinq ans. « Je ne travaille pas pour le parti, je suis autonome, je ne réalise d'affiche que lorsque j'en éprouve la nécessité. » De l'idée au catalogue (qui lui permet de vendre par correspondance), en passant par l'impression, tout est fait par lui. « On m'a interdit plus de quarante procès à cause du caractère jugé offensant de mes affiches. Juge les multinationales, pour la CDU, je suis le diable. J'ai installé mes affiches dans des lieux ouverts, par exemple sur les calanques Morris qui ne sont pas chères à louer. Chacune doit être un argument. Dans le domaine politique, les bonnes affiches restent toujours d'actualité. »

Tartakover, « on line »

David Tartakover, Israélien, cinquante et un ans, a créé le logo du mouvement La Paix maintenant, et se dit « fasciné par le mot écrit. Le graphisme israélien est né à Jérusalem avant l'Europe, parce qu'il y avait une urgence dans la propagande. Mes affiches ne sont pas des affiches de salon. Je les produis mal-même. Elles sont distribuées par des étudiants ou des organisations, brandies dans les manifestations ». Particulièrement actif durant l'intifada, il estime que « ce n'est pas le graphisme qui est important, mais le timing. Il faut travailler vite, avec les moyens du moment, quels qu'ils soient. Sinon, vous pensez à des images trop belles. Ma tactique est d'être on line. Au moment de Sabra et Chatila, j'ai fait une affiche sur le champ. »

Piech, « un rebelle »

Paul Peter Piech, Anglo-Américain, soixante-six ans, se définit comme « un rebelle des arts graphiques ». Il recherche un langage « international comme celui du jazz », dont il veut retrouver « les couleurs qui s'entrechoquent ». Il aime les interventions rapides : « Je peux fabriquer une affiche en un jour. J'ai en tête les textes, les citations, les poésies. Je travaille sur mes propres presses, dans mon garage, sans croquis préalables, sur linoléum, directement à la gouge. » Il se situe « à l'avant-garde des opprimés, combattant contre la pauvreté, l'intolérance, et la torture », avec Gandhi et Martin Luther King pour références. « Je suis un pacifiste agressif. Je ne veux pas que les gens restent derrière les barrières, je veux les activer. »

L'art mystique de Shirazeh Houshiary au Magasin de Grenoble

Dans le centre d'art, momentanément privé de directeur, cette Iranienne de Londres conjugue beauté plastique et spiritualité

« ISTHMUS » DE SHIRAZEH HOUSHIARY. Centre national d'art contemporain de Grenoble, Halle Bouchayer-Viallet, cours Berriat, Grenoble. Tél. : 76-21-95-84. Jusqu'au 9 juillet.

LYON

de notre bureau régional Shirazeh Houshiary aura été la dernière artiste invitée au Centre national d'art contemporain de Grenoble, également appelé Le Magasin, par la directrice « démissionnée », Adeline von Fürstenberg. Celle-ci a renoncé à ses fonctions à l'automne 1994, après la découverte d'un important passif dans les comptes de l'établissement, mais ses collaborateurs restés en place se sont efforcés de garder ouverte la maison. Ils ont récemment donné une carte à blanche à Franck Perrin, fondateur de la revue Bloc-notes et enseignant à l'école des beaux-arts de Grenoble, pour une exposition ludique et futuriste où Michel Jourdain côtoyait de très jeunes talents. La saison se termine dans

une tonalité très différente avec les peintures et sculptures de Shirazeh Houshiary.

Pendant les cinq années qu'elle a passées à la tête du Magasin, Adeline von Fürstenberg a manifesté une prédilection pour des artistes qui associent recherche plastique et expérience spirituelle. Plutôt que de se borner à montrer des œuvres, elle aimait reconstruire un parcours humain dans sa dimension métaphysique aussi bien que sociale : une ambition sensible dans les expositions consacrées à Sarkis, Anish Kapoor et plus encore, peut-être, lors de l'accueil d'artistes italiens comme Gino de Dominicis. Shirazeh Houshiary apporte une juste touche finale à ce panorama de l'art contemporain marqué par la personnalité de la programmation.

Partie d'Iran en 1973 pour étudier à la Chelsea School of Art, de Londres, cette jeune femme imprégnée de soufisme conçoit sa progression artistique comme une démarche initiatique vers la pureté. Les matériaux qu'elle utilise

– le plomb, le cuivre et l'or, notamment – sont choisis en fonction de la symbolique alchimique et manifestent un mouvement de la matière vile à l'immatérialité de l'esprit, ou de l'obscurité à la lumière.

Les variations de profondeur matérialisent l'élévation ou l'aspiration de l'abîme, comme autant de machines à méditation

La lettre et même les lettres des textes spirituels étaient présentes dans certaines sculptures curvilignes exposées par elle à Genève, il y a quelques années : la calligra-

phie arabe servait de support à une sorte d'écriture spatiale exprimant une dynamique mentale. Depuis, Shirazeh Houshiary a supprimé ce qu'il pouvait y avoir d'expressivité dans ces sculptures : son détachement du moi se traduit par des formes plus géométriques : les rapports de nombres et les figures logiques ont remplacé les émotions trop humaines.

Que le spectateur partage ou non les préoccupations de l'artiste, il est saisi par la beauté de ces sculptures austères et rayonnantes à la fois. Des alvéoles creusées dans des plaques de plomb – de section triangulaire, carrée ou hexagonale – sont tapissées de cuivre ou de feuille d'or, métaux qui diffusent avec plus ou moins d'intensité la lumière. Les variations de profondeur matérialisent l'élévation ou l'aspiration de l'abîme, comme autant de machines à méditation.

Les peintures noires ou blanches visent au même effet par des voies différentes. Au premier regard, on perçoit des cercles ou

des carrés, centrés ou gravitant dans l'espace monochrome. Plus d'attention fait apparaître un réseau serré de signes, inscription de sons de chants sous psalmodies par l'artiste pendant son travail. Les rythmes ainsi gravés dans la matière picturale donnent à ces œuvres puissantes, par synesthésie, une sorte de musicalité. Shirazeh Houshiary réussit là une synthèse entre une abstraction spiritualiste occidentale qui va de Malevitch à Rothko, et les œuvres des mystiques orientaux.

Sur le mur d'une des salles du Magasin, l'artiste iranienne a copié des phrases d'un de ces mystiques, le poète du XIII^e siècle Jalal Al-Din Rumi. Adeline von Fürstenberg aurait apprécié sans aucun doute ces échos entre époques et civilisations. Son successeur travaillera-t-il dans le même esprit ? On le saura bientôt. Un appel à candidatures va être lancé par l'Etat et la ville de Grenoble. Les financiers publics veulent maintenir ouvert ce centre d'art pionnier, même s'il faut prévoir quelques mois de chantier dans l'ancienne

Halle Bouchayer-Viallet, le temps de remettre en état la verrière.

L'école du Magasin, où ont été formés des médiateurs qu'on retrouve à la direction d'autres écoles ou centres d'art, devrait également continuer de fonctionner : avec peut-être, suggère le délégué aux arts plastiques, François Barré, des missions étendues. Un groupe de réflexion est au travail depuis plusieurs mois pour reconsidérer les objectifs d'une telle structure expérimentale, en envisageant des activités de recherche et d'éducation plus précises – éventuellement en liaison avec l'école des beaux-arts de la ville. Le redressement financier de l'institution, en bonne voie grâce à la réduction d'activités de cette saison, permet d'envisager sereinement l'avenir. Le seul point d'interrogation concerne les intentions du prochain maire de Grenoble : dès les premiers jours de juillet, ses partenaires vont l'inviter à s'engager en faveur du Magasin.

Bernadette Bost

Nikolaus Harnoncourt a pour diriger une rareté

Autrichien présente dans les

la dernière en date des chefs de l'orchestre, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Le directeur musical de l'Orchestre de la Suisse romande, Nikolaus Harnoncourt, a été nommé pour diriger l'Orchestre de la Suisse romande.

Nikolaus Harnoncourt a choisi Poissy pour diriger une rareté de Mozart

Après Vienne et Rome, le chef autrichien présente dans les Yvelines l'opéra « Le Roi pasteur »

Nikolaus Harnoncourt dirige plutôt rarement des opéras de Mozart en France. Avant d'enregistrer pour Teldec *Le Roi pasteur*, il a décidé de

le donner en concert avant de fixer son interprétation. Après l'avoir dirigé à Vienne, en Autriche, puis à Rome, il a choisi le Théâtre de Poissy pour présenter son travail aux Français. Il est

vrai que cette salle de concert reçoit beaucoup de musiciens baroques prestigieux.

IL RE PASTORE, opéra de Mozart. Avec Cyndia Sieden (Amintha), Eva Mei (Elisa), Inga Nielsen (Tamiri), Roberto Sacca (Alessandro), Markus Schäfer (Agnore), Concentus Musicus de Vienne, Nikolaus Harnoncourt (direction). Théâtre de Poissy, vendredi 2 juin.

Plus rapide et plus efficace qu'une publicité, le bruit court, insistant, que Nikolaus Harnoncourt, à la tête de son orchestre, le prestigieux Concentus Musicus de Vienne, donnerait une exécution concertante du *Roi pasteur* au théâtre de Poissy, avant de l'enregistrer pour Teldec, et que, hormis à Vienne et Rome, on ne pourrait l'entendre que là. Il ne resta bientôt plus de places à vendre. Nombre de Parisiens ont découvert avec étonnement, au cœur de l'hôtel de ville, un lieu superbe, à mi-chemin entre une salle de cinéma à l'antienne et un studio d'enregistrement. A en juger par la sécheresse relative de l'acoustique, elle doit même être plus favorable à la prise de son (on y a enregistré notamment *Tancredi*, de Rossini, qui vient de paraître chez Naxos) qu'un concert.

Le *Roi pasteur*, fête théâtrale sur un livret célèbre de Métastase, mis en musique par plusieurs compositeurs depuis 1751, ne fut donné qu'une fois, le 23 avril 1775, à l'occasion de la visite à Salzbourg de l'archiduc Maximilien Franz. Le poème avait été réduit à deux actes, et Mozart ne disposa que

d'un mois pour écrire sa partition. C'est l'histoire d'un berger vertueux, Aminta, en qui Alexandre le Grand croit reconnaître l'héritier du trône de Sidon. Certes, il devra abandonner sa bergère, Elisa, pour épouser la princesse Tamiri, mais il saura s'y résigner par devoir. La constance d'Elisa et celle d'Agnore, l'amant malheureux de Tamiri, feront réfléchir Alexandre, qui, comme Don Alfonso, réassortira les complot qu'il a éprouvés en les déjouant.

le premier acte, malgré le panache (proche de celui des concertos pour violon contemporains) d'un air d'Aminta, malgré une évocation métaphorique de l'orage par Alessandro et une invocation aux « astres d'Amour » de son conseiller Agnere, malgré, enfin, la puissance théâtrale du grand récitatif dialogué, accompagné exceptionnellement par l'orchestre et suivi d'un suave duo d'amour aux vocalises éblouissantes.

Au deuxième acte, en revanche,

Une programmation ambitieuse

Le théâtre de Poissy drainera encore les foules ferventes la saison prochaine, car la programmation de Christian Charier, directeur artistique du Centre musical-hyppocrite, rassemble la fine fleur des ensembles de musique ancienne. Il Giorgio Aronico (9 novembre et 16 janvier), l'Académie für Alte Musik de Berlin (la Messe en si de Bach, le 15 décembre), le Tafelmusik Baroque Orchestra de Toronto (Bach/Mozart, le 17 février), le Freiburger Barock Orchestre (Symphonie « Héroïque » de Beethoven et *Regulm de Cherubini*, le 23 février), le Concentus Musicus de Vienne (Haydn, le 5 mars), The English Concert and Choir (*Acts and Galatas de Haendel*, le 19 avril), le Concert des Tulleries (*L'Innamorato de Rossini*, le 13 juin). Renseignements, tél. : 39-22-55-89.

Même pour l'époque, le sujet était assez convenu : la musique l'épouse avec grâce mais on a peine à imaginer que la prochaine étape, six ans plus tard, sera *Idoménée*, tant on est loin, dans cette partition galante, de ce qu'avaient laissé pressentir des œuvres plus juvéniles comme *Mitridate*, *Lucio Silla* ou la toute fraîche *Finta Giardiniera*.

C'est ce qu'on se dit en écoutant

la plainte pathétique d'Elisa (Eva Mei) trouve des accents puissants soutenus par la plénitude de l'orchestre ; l'air à vocalises d'Alessandro exaltant la philanthropie des guerriers à grand refoir d'instruments à vents révèle l'attention et, surtout, le rondeau résigné d'Aminta, *Amoro sordo costato*, soutenu par les cordes avec sourdines et où un violon solo fait écho à la voix, subjugué complètement.

Gérard Condamine

En Inde, le succès du film « Bombay » plaide pour la réconciliation entre hindous et musulmans

BOMBAY correspondance

Le cinéma, en Inde, déclenche souvent les passions. Mais rarement au point atteint par le film de Mani Ratnam, *Bombay*. Battant dès sa sortie, à la fin du mois d'avril, tous les records d'affluence, il n'a depuis cessé de faire salle comble. Pour le voir, il faut soit avoir réservé sa place plusieurs jours à l'avance, soit l'acheter au marché noir en payant parfois dix fois le tarif. La musique du film, commercialisée plusieurs semaines avant sa sortie, fait re-

journaliste dans un quotidien anglophone de Bombay. En visite dans son village natal, il croise Sheila, une jeune musulmane. Shaker tombe amoureux et tente, en vain, d'obtenir sa main. Les jeunes amoureux se voient en cachette. De retour à Bombay, Shaker envoie un billet de train à sa douce pour qu'elle puisse le rejoindre. Enfin réunis et libres, ils se marient. De leur union naissent des jumeaux.

En Inde, les séances s'interrompent au milieu, le temps d'un entracte pendant lequel les spectateurs grignotent du pop-corn et si-

mer la vie politique et sociale de l'Inde actuelle. Mais si une polémique est née autour du film *Bombay*, ce n'est pas parce que le film trouve des plaies non encore cicatrisées. Plusieurs films et pièces de théâtre sont sortis l'année dernière avec pour sujet les événements d'Ayodhya et ses suites. Deux d'entre eux, *Bombay Blast* et *Krantiveer*, ont été des succès sans pour autant soulever de controverse. Et *Bombay* semblait devoir attirer les foules sans susciter d'avantage de remous : certains critiques ont d'ailleurs dénoncé le souci commercial du metteur en scène et de ses producteurs. Un sujet fort, une brochette de vedettes et un happy-end constituaient les ingrédients traditionnels du succès commercial.

ABANDON DE VOIE

Les principales protestations sont venues des leaders de la communauté musulmane. Ils reprochent au réalisateur d'avoir montré son film, avant la sortie nationale, à Bal Thackeray, leader du Shiv Sena, le parti extrémiste hindou qui vient de gagner les élections du Maharashtra (la province de Bombay). Ils se plaignent de ce que le film présente les émeutiers hindous et musulmans comme également coupables des atrocités de janvier 1993, alors que les musulmans en ont été les principales victimes.

Personne ne conteste les faits, pas même les membres du Shiv Sena, qui proclament ne rien regretter des tueries dont ils se sont rendus coupables. Une des scènes, que Mani Ratnam a supprimée à la demande de Bal Thackeray, montrait justement ce leader ultranationaliste traversant les quartiers détruits de Bombay, éprouvant remords et pitié. « Nous n'avons pas commencé les violences ; alors, de quoi voulez-vous que je me repente ? », a lancé le leader politique au metteur en scène, qui a donc coupé la séquence.

Les responsables musulmans critiquent également une scène de début, où l'héroïne, en rejoignant son amoureux, égaré sa *purdah* — son voile —, qu'elle quittera définitivement dès son arrivée à Bombay. Cet abandon de voile, hautement symbolique de la libération

de la femme musulmane — et de la femme tout court dans le contexte indien —, est perçu comme une insulte à la loi coranique. C'est sur ce point, d'ailleurs, que plusieurs journalistes indiens ont tracé un parallèle entre l'atteinte à la liberté d'expression dont Salman Rushdie ou Taslima Nasreen ont été victimes et celle faite à Mani Ratnam lorsque son film a été interdit de projection.

Plus que les événements d'Ayodhya, c'est probablement l'évocation du couple mixte qui a suscité la polémique. Ce sujet a été peu traité dans l'histoire du cinéma indien. Plusieurs articles de presse soulignent le courage dont Mani Ratnam a fait preuve pour mettre en scène cette histoire d'amour interdite. « Le cinéma indien a produit étonnamment peu d'histoires de ce type. Mais le fait est qu'en Inde il y a des millions d'histoires d'amour entre hindous et musulmans. Il s'agit d'une réalité quotidienne », affirme le réalisateur.

Il assure également n'avoir pas cherché à faire un film politique, « mais un film émotionnel. J'y dénonce l'obscurité des violences intercommunautaires. Il porte un message d'harmonie et de réconciliation. Les polémiques n'ont pas été déclenchées par les spectateurs, mais par des politiciens, avant même la sortie ».

Olga Prud'homme

■ UN NOUVEAU CINÉMA va être créé près de La Villette, dans le 19^e arrondissement. Ce complexe de six salles, doté d'un restaurant et d'une librairie, ouvrira le 14 juillet-sur-Seine, devant ouvrir au printemps 1996. La gestion en a été confiée à MK2, la société de Marin Karmitz.

■ LE 10^e FESTIVAL du film de Paris présente 90 films, dont 50 inédits. Le jury, présidé par Patrick Bruei, est composé de trente jeunes âgés de quinze ans représentant quinze pays. Outre la compétition, « Le village du cinéma » présente des expositions ouvertes au public. Du 14 au 20 juin, au cinéma Gaumont-Marinan : 27, avenue des Champs-Élysées. Tél. : 36-68-10-75 et réservations : 40-30-20-10.

CHORÉGRAPHIES

LES ÉTOILES DU BALLET DE L'OPÉRA

Premier programme : *Apollon*, de George Balanchine ; *Sélim*, de Kelemenis ; *Sonatine*, de Balanchine ; *Grand pas*, *Rhythm of the Sweets*, de Twyla Tharp. Second programme : *Prédelle*, de Marceline Lartigue ; *Blues du poisson rouge*, de Pierre Darde ; *Dan't Look back*, de Carolyn Carlson, et *Soneto à trois*, de Maurice Béjart. Opéra-Comique du 10 au 18 mai. Passons sur un *Apollon* de Balanchine dansé sans esprit. En revanche, la technique ciselée de *Sonatine*, du même chorégraphe, fut très finement servie par Elisabeth Platel, la plus balanchinienne des ballerines de l'Opéra. Dans ce premier programme, c'est Kader Belarbi, accompagné de la chanteuse algérienne Houria Aïchi, somptueuse, qui a enlevé la mise. Le danseur-étoile même *Sélim*, solo écrit expressément pour lui par Kelemenis, à grandes enjambées de fils du désert. Isabelle Guérin, cabotine impertinente, confirme dans le ballet de Twyla Tharp, avec une sûreté de jambes exceptionnelle, sa virtuosité à danser les nonchances (parfois trop séduisantes) de la danse jazz quand elle est interprétée sur pointes.

Dans le second programme, Marie-Claude Pietragallo reprenait le solo, *Dan't Look back*, chorégraphié pour elle par Carolyn Carlson en 1993. Dommage que l'Américaine, éblouissante en solo, ait pensé davantage à sa propre personnalité d'extrême qu'à la retenue, toute en violence, du tempérament de Pietragallo. Jean-Yves Lormeau, depuis qu'il avait vu *Le Portrait de Marjolaine*, de Marceline Lartigue — initialement créé pour Marjolaine Zurluh —, rêvait d'incarner une version masculine de ce solo, inspiré des gestes de l'extase mystique : tant que l'Opéra de Paris aura des Belarbi et des Lormeau pour oser à ce point sortir de leur rôle d'étoile, la vie entrera dans l'illustration. Ce souci de nourrir le classique par une pratique et une réflexion sur le contemporain est la caractéristique de ce ballet.

D. F.

AVALANCHES

De Claude Brumachon, création pour onze danseurs. Benjamin Lamarque (assistant) ; Christophe Zurluh (musique) ; Olivier Tessier (lumière) ; Patrick Téroüin (costumes) ; Fred Shafer et Jean-Jacques Brumachon (décors). Théâtre de la Ville, du 31 mai au 3 juin 1995. Reprise du spectacle, fin novembre, au Théâtre Rive Gauche, à Saint-Etienne-du-Rouvray (76), puis au Théâtre Graslin, à Nantes (44).

Avec *Avalanches*, Claude Brumachon s'affronte, enfin, franchement au sujet autour duquel il tourne, par intermittence, depuis déjà plusieurs pièces : l'obsession de la chair et son corollaire, le refus d'être mortel. Est-ce un effet de la maturité ? — le chorégraphe a dépassé ses trente-cinq ans —, il ose, dans ce dernier spectacle, ce qu'il ne faisait que suggérer dans *Le Piédestal des vierges* (1988) ou *L'âme de fond* (1992). Par exemple, il traverse le plateau, avec lenteur, au bout d'une laisse, tenue par une jeune femme tour à tour nue ou habillée. Cette scène récurrente, joint d'être un cliché sorti tout droit du libertinage et de ses variations sado-masochistes, sonne juste. Libérin mais pas tricheur : le chorégraphe choisit le jeu de la vérité. Il réussit des scènes fortes, notamment celle des aiguilles qui s'approchent des yeux. On est dans l'univers de Sade ou de Bunuel. Justes, aussi, les visages déformés par les grimaces, bouches ouvertes sur des hurlements suppresseurs. A l'inverse, le rire glouissant des jeunes filles, les personnages hystériques, les situations de style cours-après-moi-que-je-t'attrape, plus convenus, forment un gentil catalogue de froufrou et de chair dévoilée. Cette avalanche de saynètes finit par désamorcer la beauté utile d'un libertinage qui, quand il affleure, avec ses fards et ses artifices, montre assez que Brumachon pourrait inscrire plus fortement son travail dans cette veine littéraire de la culture française.

D. F.

et 1993 (Chérel, Steinhilber, Lortie), une stimulation de créations réalisées par des étudiants et quatre des personnes : celles

placement du politique

raumont (Haute-Marne) y sont représentés



Nous avons vu, à l'occasion de la dernière édition du festival, que le théâtre de Poissy, sous la direction de Christian Charier, propose une programmation ambitieuse. La saison prochaine, il continuera de proposer des œuvres de qualité, en collaboration avec des artistes de renommée internationale. Le festival de Poissy est un événement culturel majeur de la région yvelinoise, qui attire chaque année de nombreux spectateurs. Cette année, le festival se tiendra du 10 au 18 mai, avec une programmation riche et variée. Les œuvres présentées sont le fruit de collaborations entre des artistes de différents horizons, ce qui contribue à enrichir l'offre culturelle de la région. Le festival de Poissy est un lieu de rencontre et de dialogue entre les arts, et nous sommes fiers de vous en proposer une sélection de qualité.

sin de Grenoble

l'unique beauté d'art du monde

Le Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation (CHRD) de Lyon a acquis un ouvrage photographique de François Paolini, préface de Jorge Semprun, à l'occasion du cinquantenaire de la libération des camps. L'ouvrage, intitulé « Soleils noirs », est une œuvre majeure de la photographie de guerre, qui documente les conditions de vie des prisonniers dans les camps de concentration nazis. L'acquisition de cet ouvrage par le CHRD de Lyon est une contribution importante à la préservation de la mémoire de la Résistance et de la Déportation. L'ouvrage est actuellement en vente au Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation, 14, avenue Berthelot - 69007 LYON. Le prix de vente est de 72,22.11. Le numéro de téléphone est 72,73.32.98.

SOLEILS NOIRS

Ouvrage photographique de François Paolini, préface de Jorge Semprun, à l'occasion du cinquantenaire de la libération des camps

En vente au Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation 14, avenue Berthelot - 69007 LYON Tél. 72,73.32.98 - Fax 72,73.32.98



SERGE RACHMANINOV
Troisième Concerto pour piano
et orchestre
Martha Argerich (piano), Orchestre de la Radio de Berlin, Riccardo Chailly (direction)

PIOTR ILIYCH TCHAIKOVSKI
Premier Concerto pour piano
et orchestre
Martha Argerich (piano), Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, Kirill Kondrachine (direction)

COMMENÇONS par les reproches : Martha Argerich ayant joué deux fois le Troisième de Rachmaninov avec Chailly à Berlin (les 5 et 6 décembre 1982), il aurait peut-être été utile que Philips donne la date précise de la prise d'essai, à moins que l'éditeur (ou la radio allemande qui lui a vendu la bande) n'ait monté les deux interprétations pour n'en faire qu'une ; l'éditeur a d'autre part, semble-t-il, atténué les bruits de salle de cet enregistrement public, ce qui a amoindri l'impact d'une interprétation qui reste quand même l'une des lectures les plus extraordinaires de cette œuvre titanessque. Passons aux compliments. Il est heureux que la multinationale hollandaise ait décidé de publier cet enregistrement public de Martha Argerich, même si la qualité de l'accompagnement de Riccardo Chailly ne s'élève vraiment pas à la hauteur du discours de la soliste. L'orchestre est peu virtuose et la direction, inerte et d'un lyrisme très appuyé, est un fil à la patte de la pianiste qui s'en libère dès la cadence du premier mouvement pour prendre la direction des opérations. Sa lecture d'un romantisme ravageur pour ne pas plaire malgré ça à cause de ses fulgurances : Argerich, en effet, prend des libertés avec les indications de tempos du compositeur, ralentissant ici, accélérant là, sous le coup d'une émotion contagieuse. Sa force de persuasion, la qualité de son *cantabile*, la sveltesse des lignes qu'elle dessine à la pointe, sa présence dans chaque note ont quelque chose d'assez ahurissant. A cinquante-trois ans, l'Argentine est l'un de ces artistes qui réconcilient les mélomanes nostalgiques avec les temps présents. Oui, Horowitz, Cortot, Rachmaninov, Moïsewitsch, Gulels, Novak, Hoffmann ont des successeurs. En complément, Philips a eu l'heureuse idée de rééditer le *Premier Concerto* de Tchaïkovski enregistré en public à Munich, en février 1980. Argerich et Kondrachine laissent leurs concurrents sur place. **A. L.**
* 1 CD Philips 446 673-2.

LES INTROUVABLES DE DIETRICH FISCHER-DIESKAU
Œuvres de Schumann, Beethoven, Brahms, Rameau, Couperin, Purcell, Clémentine, Bach, Telenann, Fauré, Debussy et Milhaud
Dietrich Fischer-Dieskau (baryton), Hertha Klus, Hermann Reuter, Gerald Moore, Aribert Reimann (piano), Edith Pich-Axelfeld, Robert Veyron-Lacroix (clavier), Jean-Pierre Rampol, Aurèle Nicolet (flûte).

PARALLÈLEMENT à la réédition des lieder gravés chez Deutsche Grammophon par le plus illustre *Liedersänger* du siècle et la parution

TRIP-HOP ? Ne passez pas à côté du terme le plus branché du moment. Suspect, réducteur, ce genre de vocabulaire (acid jazz, jungle, techno ambient) ressemble trop souvent à une astuce de marketing. Il aide aussi à saisir l'air du temps. En associant le verbe *to trip* - voyager mais aussi planer par des moyens illicites - à la moitié du mot hip-hop, l'expression ne désigne pas vraiment un genre défini mais plutôt une tendance. Celle qui voit une génération bercée par le rap et la culture des boîtes de nuit et des raves s'aventurer sur d'autres territoires.

Peu touchés par des rimes mettant surtout en avant les préoccupations de jeunes Américains, certains se sont focalisés sur les bandes-sons plus que sur les scénarios. Préservant la base musicale du hip-hop - DJ, platines, breaks, beats, scratches et échantillonnages -, ils ont décidé d'explorer l'étendue de son potentiel rythmique, d'éveiller des racines cachées de la mémoire auditive, de toucher d'autres zones sensorielles. Bien sûr, le rap a depuis longtemps donné les preuves de ses capacités d'innovations formelles. Des groupes comme De La Soul, Jungle Brothers ou Beastie Boys ont souvent éclaté les lois du genre. En Angleterre, les fameux pourvoyeurs du « son de Bristol » (Massive Attack, Portishead, Tricky) ont montré la voie, façonnant dans leurs laboratoires les atmosphères étranges de chansons à la croisée de musiques noires et de concepts blancs. Mais le trip-hop a choisi de se passer de toutes références sociales et

d'ignorer les canons mélodiques et commerciaux de la pop. Avec une audace qui, de loin, rappellera le culte du free-jazz, ces musiciens osent l'abstraction.

Si cette nouvelle effervescence avance en ordre dispersé, quelques pionniers concentrent ces productions sous la bannière de leur label. James Lavelle, par exemple, a créé Mo'Wax. Fou de musiques âgées de vingt et un ans, il fut d'abord DJ dans sa ville natale d'Oxford avant d'émigrer à Londres, travailler dans un magasin de disques et comme journaliste dans un magazine de jazz pour enfin monter cette petite entreprise consacrée aux formes les plus évolutives du hip-hop instrumental.

MÉCANISMES HYPNOTIQUES

Sur son catalogue, on choisira - comme entrée en matière - une compilation, *Headz*, regroupant les expériences de laboratoires anonymes comme Skull, UNKLE, RPM, ou Palmkiss Productions. On se laissera tenter ensuite par les albums de l'Américain DJ Shadow ou du Japonais DJ Krush, merveilleux de mécanismes hypnotiques, construisant dans la longueur des climats passant de la légèreté atmosphérique à d'oppressantes angos.

Originaire de Glasgow, membre comme James Lavelle de la *jet-set* du *nightclubbing* international, Howie B s'est aussi installé à Londres pour y lancer son label, Pussy Foot. Producteur, remueur recherché (Björk, Massive Attack), il enregistre dans son petit studio des expériences qu'il aime qualifier de *left*

foot, comme si fabriquée avec « deux mains gauches » cette musique s'ouvrait de nouveaux horizons. Une compilation, *Pussy Foot Forward*, redonne bientôt compte de ces grooves venus d'ailleurs. Plus formalisées que celles de l'écurie Mo'Wax, les productions d'Howie B donnent parfois l'impression d'attendre un chanteur.

La connection trip-hop ne connaît pas de limite géographique. La France a aussi ses laboratoires. Créé par deux DJ vedettes des nuits parisiennes - Yellu et Chris The French Kiss -, Yellow Productions a publié le premier album de Mighty Bop au titre évocateur, *La Vague sensorielle*. Ses voyages musicaux inédits, fusionnant hip-hop, acid jazz et sons vaporeux, se distinguent par leur sophistication et leur romantisme. La *french Touch* ?

Stéphane Davet

* DJ Krush, *Turntabled* : 1 CD Mo'Wax 7243. 8 40146 2.9. Blackalicious, *Melodica* : 1 CD Mo'Wax 7243. 8 40110 2.4. DJ Shadow, *What Does Your Soul Look Like ?* : 1 CD 7243. 8 40110 2.5. Compilation *Headz* : 2 CD MW 02. Distribué par Virgin.
Pussy Foot Forward : 1 CD 840 6142. Distribué par Delabel.
The Mighty Bop, *La Vague sensorielle* : 1 CD Yellow Productions YPC008A. Distribué par Karamel.
Trip To The Chip Shop : 1 CD New Electronica Below 2CD. Distribué par Pias.

met de chaudes vibrations seventies. Las ! Si un titre comme *Life's Mood* retrouve l'absence typiquement cinématographique de ses meilleurs compositions, le reste du disque manque singulièrement d'inspiration. Que se soient les reprises - le *mièvre Fragile* de Sting, une version de *Summer in the City* plus pépère encore que celle de Joe Cocker - ou des originaux, évoquant trop souvent les slows de Barry White pour Américaines sur le retour. **S. D.**
* 1 CD Pointblank 7243. 8 40333. Distribué par Virgin.

CHANSON

LE CINÉMA A CENT ANS
Musiques et chansons de films,
Paris-Hollywood-Berlin, 1908-1949

FRED ASTAIRE
Ses films et ses chansons

DE *La Prière pour nos ennemis*, déclamée en 1916 par Sarah Bernhardt, vibrante, dramatique, pour les besoins d'un film de propagande, au *Harry Lime Theme* du *Troisième homme*, le recueil *Paris-Hollywood-Berlin* publié par EPM retrace les grandes heures musicales du cinéma mondial jusqu'en 1949. On y retrouve les évidences, *Ich bin fiesche Lola* par Marlene Dietrich (pour *L'Ange bleu*, de Josef von Sternberg), le thème d'*Autant en emporte le vent* de Victor Fleming, *As Time Goes By*, par Dooley Wilson et Ingrid Bergman (pour *Casablanca*, de Michael Curtiz). Il y a aussi des chansons devenues plus célèbres que les films qui les ont portées : *Quand on s'embrasse au bord de l'eau* (par Jean Gabin pour *La Belle Equipe*, de Duvivier), *La Romance de Paris*, de Trenet (pour le film de Jean Boyer), *On Stormy Weather*, par Lena Horne (pour le film du même nom d'Andrew Stone). Les compositeurs classiques ne sont pas absents de ce chantier de la mémoire concentré en cent titres : Prokofiev (compositeur et chef d'orchestre pour *Alexandre Nevski*, d'Essenstien), Honegger pour *La Route*, d'Abel Gance, Saint-Saëns pour *L'Assassinat du duc de Guise*, d'André Calmettes. On y ajoutera quelques inédits : *Je cri de Tarzan*, *El Relicario* chanté par Rudolf Valentino, et l'on pourra fouiller dans cet avantageux bric-à-brac triangulaire, à l'aide d'un livret bien conçu.

EPM toujours publie pour les admirateurs de Fred Astaire quatre-vingt enregistrements originaux (1928-1944), une occasion unique de renouer avec le swing et la profonde joie de vivre de Cole Porter, de George Gershwin ou d'Irving Berlin. Benny Goodman, Ray Noble, Johnny Green et leurs orchestres appuient la voix fraîche de Fred Astaire. Un plaisir revigorant. **V. M.**
* Paris-Hollywood-Berlin, 1908-1949 : 1 coffret de 4 CD EPM 983 412. Fred Astaire, ses films, ses chansons, 1928-1944 : 1 coffret de 3 CD EPM 983 452.

LA CHANSON FRANÇAISE ET LE CINÉMA 1930-1939

CINÉMA : LES ANNÉES 30
Chansons introuvables, chansons retrouvées

RYM MUSIQUE profite également du centenaire du cinéma pour se pencher sur les années 30 en France, où Milton C'est pour mon papa, dans *Le Roi des resquilleurs*, de Pierre Colombier, Préjean (*Sous les toits de Paris*, de René Clair), Chevalier (*Proper*, dans *L'Homme du jour*, de Julien Duvivier) se disputent les honneurs populaires. Accordéon et java. Cinquante-deux titres conventionnels, mais charmants, avec livret fouillé. Années 30, toujours, pour un bel exercice de style mené par Radio Bleue afin de remettre en lumière quelques petits chefs-d'œuvre de la chanson (Lys Gauty, *La Flanerie du pirate*, extrait de la version française de *L'Opéra de quat'sous*, de G. W. Pabst), Piaf, *Quand même*, pour sa première apparition à l'écran dans *La Garçonne*, de Jean de Limar. L'album privilégie le mélange de chansons et de dialogues (époustouflant Michel Simon face à Armand dans *Jean de la Lune*, de Jean Choux). Du Fernandel, du Mistinguett, du Joséphine Baker pour démontrer l'harmonie du texte et de la musique à l'écran. Concis et nécessaire. **V. M.**
* La Chanson française et le Cinéma 1930-1939 : 1 coffret de 2 CD RYM Musique 1915042. Distribué par PolyGram.

* Cinéma, les années 30 : 1 CD Musidisc 172 042.

JAZZ

MICHEL PORTAL
Musiques de cinémas
déjouées avec des amis jazzmen

COMPOSITEUR, clarinettiste et saxophoniste, Michel Portal a le son du sens de sa parole et sa musique. Le long titre de son nouvel enregistrement dit, tout de suite, avant la musique, ce qu'elle sera. « Musiques ». Les créations rythmiques et mélodiques de Michel Portal viennent de partout, de ses voyages, de son attachement au jazz - les classiques, les hommes du free, Miles Davis -, de son attention à ce qui se chante et se danse dans les rues, d'une recherche d'ailleurs. « Cinémas ». Portal a écrit pour les cinémas. Son disque montre aussi que certaines images l'ont choisis, se sont imposées à lui. Il en propose huit, « déjouées avec des amis jazzmen ». L'invitation est généreuse. Homme de rencontre, de confrontation - souvent en concert - Michel Portal donne à ceux dont il se sent proche la possibilité d'un jeu autour de son travail. Par là, il ouvre à l'improvisation ce qui aurait pu rester figé avec la pellicule. Pour ce jeu des déséquilibres que porte souvent sa musique, Portal est entouré et emmené en confiance avec Tony Rabeson, Aldo Romano, Michel Benita, François Mourin, Linley Marthe, Laurent Dehors, Guillaume Ordi, Andy Emley, Rita Marcotulli, Ralph Townner, Nguyen L.F.

DIETRICH BUXTEHUDE
Six cantates
Claron MacFadden, Francisca Dukel (soprano), Jonathan Peter Kenny (alto), Marius Van Altena (ténor), Stephan MacLeod (basse), Orchestre Antimo Eterna et The Royal Consort, Jos Van Immerseel (direction).

MUSICIEN SURDOUÉ, le Flamand Jos Van Immerseel s'attaque ici avec bonheur à Buxtehude (1637-1707) dont Ton Koopman a livré une part de la production de musique sacrée en deux volumes chez Erato. Immerseel a particulièrement pensé la matière instrumentale : le son « archaïque » de sa interprétation est dû à la présence d'une dulciane basse, de violes et de trombones, lesquels produisent un son à l'opposé du poli habituel des orchestres baroques. Le Collegium Vocale de Gand et les solistes sont excellents.

Paolo Fresu, Richard Galliano... Il a formé des groupes à partir de cette liste. Seul sur un cybétique *Max mon amour* 1, en sextette sur *Max mon amour* 2, devenu standard de jazz et révisé. Dans *Yaelen*, les tambours de Doulos N'Dyaye Rose grondent pour les guitares, et la prise mélodique annonce *Droit de réponse*, ce cinéma télévisé de Michel Polac. Avec Mino Cinelu, Portal est là dans un duo d'extériorité, il y a aussi la rigueur d'exécution de l'orchestre de tango de Juan José Mosalini sur *Docteur Petiot*.

Ces « musiques déjouées » sont aussi venues du Portal de Châteaufort, des *Chouettes* du *Département Solo*, de *Turbulences* ou d'*Anyway*. Il y a eu des rages et des colères à certains moments de ces disques. Ces « cinémas » ont plus d'apaisements, ce sont des chansons pour l'avenir, qu'un concert viendra peut-être déjouer, avec cette volonté de la nouveauté de ne pas s'arrêter, dont l'art de Portal sait si bien se nourrir.

* 1 CD Label Bleu LBLC 6574. Distribué par Harmonia Mundi.

MUSIQUE DU MONDE

AFRIQUE DU SUD
Sobante ans de musiques de liberté

A L'OCCASION du cycle musical présenté à la Grande Halle de la Villette de Paris, une compilation de vingt-deux titres retrace l'histoire de la musique sud-africaine moderne, des chorales zouloues (*Mubhe*, alias *Le lion est mort ce soir*, par les Salomon Linda's Original Evening Birds enregistré en 1939) au rock de Jubbika (Johnny Clegg) au reggae de Lucky Dube. Myrtil Makheba y chante avec une voix de jeune fille (*Uile Ngwanabatho*, en 1959), Nathan Midele y interprète le thème central de *King Kong*, la comédie musicale qui porta le son sud-africain sur les scènes américaines et européennes. Rien ne manque à cet album témoin d'un pays qui n'a jamais appris à se taire. Une « *fontaine* », dirait le jeune troubadour folk Vusi Mahlasela. **V. M.**

* 1 CD Celluloid 104-2.

AFRICAN SOLUTION
The Beat of New South Africa

APRÈS LA PARUTION de l'album sud-africain de Paul Simon, *Graceland*, en 1986, s'est très vite posé le problème de la relève. A qui les Ray Phiri, Hugh Masekela ou Lady Smith Black Mambazo allaient-ils passer le flambeau. Début de réponse dans cette compilation de grand intérêt publiée par des spécialistes de la musique sud-africaine, la Pandora Music Company, associée à Christian Mousset, directeur du festival Musiques méridionales d'Angoulême, qui a accueilli tous les anciens avec goût et enthousiasme depuis le milieu des années 80. Le rocker blanc et progressiste Johannes Kerkorrel y côtoie Mbongeni Ngema, le concepteur de la comédie musicale *Sarafina*

ISAAC HAYES
Branded

AVEC JAMES BROWN et George Clinton, Isaac Hayes a sans doute été l'artiste le plus « échantillonné » par la génération rap. Un rapide survol de son CV suffit à expliquer pourquoi. Dans les années 60, lui et son complice David Porter formèrent le duo d'auteur-compositeur le plus prolifique du label Stax, signant pour Otis Redding, Sam & Dave ou Wilson Pickett, une pléiade de hits irrésistibles (*Soul Man*, *Hold on I'm Coming*). Ce travailleur de l'ombre, spécialiste du 45 tours instantané, réussit ensuite à imposer en solo sa silhouette de colosse chauve, fière de sa négritude, en bouleversant le format qui avait fait sa première renommée. Tissant sur la longueur des ambiances sensuelles, mêlant funk torride et arrangements de cordes raffinés, il fit entrer la soul dans les années 70. Pour le meilleur - l'album pierre de touche *Hot Buttered Soul*, la bande originale du film *Shaft* - et pour le pire - la débauche disco.

De retour à Memphis, le « Black Moses » vient d'enregistrer un album, *Branded*, dont la pochette pro-

NOUVEL ALBUM

catherine RIBEIRO

chante

Aragon, Barbara, Breil, Ferrat, Ferré, Lhach, Magny, Manset, Messia, Sylvestre et Ribeiro...

"émotion pure."
Véronique Mortaigne
LE MONDE



catherine RIBEIRO

VIVRE LIBRE

Arrangements et direction musicale Michel Précastelli

LE SPECTACLE DES BOUFFES DU NORD

L'affrontement américain dans l'aéronautique

Demain dans le monde

Le Monde

-hop
du rock

Le monde du rock est en pleine effervescence. Les festivals se multiplient, les concerts sont plus nombreux que jamais. Les artistes continuent de créer, d'innover, de pousser les limites du son. C'est une époque d'or pour le rock, une époque où il est partout, dans les rues, dans les clubs, dans les salles de concert.

CHANSON
LE CINEMA A CENTRE
FRED ASTAIRE
Le film "Fred Astaire" est une biographie du célèbre danseur. On y voit sa vie, ses succès, ses échecs, ses amours. C'est un film émouvant et inspirant, qui nous rappelle l'importance de l'art et du travail.

Le monde du rock est en pleine effervescence. Les festivals se multiplient, les concerts sont plus nombreux que jamais. Les artistes continuent de créer, d'innover, de pousser les limites du son. C'est une époque d'or pour le rock, une époque où il est partout, dans les rues, dans les clubs, dans les salles de concert.

ROCK

Le monde du rock est en pleine effervescence. Les festivals se multiplient, les concerts sont plus nombreux que jamais. Les artistes continuent de créer, d'innover, de pousser les limites du son. C'est une époque d'or pour le rock, une époque où il est partout, dans les rues, dans les clubs, dans les salles de concert.

Le monde du rock est en pleine effervescence. Les festivals se multiplient, les concerts sont plus nombreux que jamais. Les artistes continuent de créer, d'innover, de pousser les limites du son. C'est une époque d'or pour le rock, une époque où il est partout, dans les rues, dans les clubs, dans les salles de concert.

Philippe Decouflé
ouvre le Festival
de Seine-Saint-Denis

Carte blanche a été offerte
au chorégraphe :
surprises garanties.



Philippe Decouflé, qui s'est installé dans une ancienne usine de Saint-Denis rebaptisée la Chaufferie, a reçu carte blanche et peut ainsi laisser libre cours à sa fantaisie. Dans son lieu d'habitat, il a réuni tous ses complices pour créer *Denise*. Un prénom bien banal qui cache le jeu, souvent très original, du chorégraphe, bien dédié, comme à son habitude, à divertir son public autant que sa compagnie. Pour l'occasion, Eric Martin, Olivia Grandville, Hélène Desplat, Pascale Houbin, Christophe Salengro, Frédéric Werlé et quelques autres sont de la partie.

Parallèlement au spectacle vivant, le chorégraphe a prévu la projection de ses films préférés, mais aussi des clips et courts métrages qu'il a réalisés. Les costumes et machineries de Philippe Decouflé, associé et complice depuis de longues années de Philippe Decouflé, seront exposés à la salle de la Légion d'honneur.

UNE SOIRÉE A PARIS

Margie Gillis
La critique anglo-saxonne reconnaît depuis déjà une dizaine d'années le talent de cette Canadienne de Montréal qui excelle en solo. Margie Gillis, née dans une famille d'artistes et de danseurs, se produit à Paris pour la première fois. Parmi les sept solos qu'elle présente, elle a choisi de danser une courte pièce de son frère, Christopher Gillis, récemment décédé, qui était danseur à l'American Ballet Theater. *American Center*, 51, rue de Bercy, 12^e M^o, 20 h 30, les 9 et 10 juin. Tél. : 44-73-77-00. De 50 F à 80 F.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine
NOUVEAUX FILMS
A LA RECHERCHE DU MARI DE MA FEMME
Film marocain de Mohamed Abderrahman Tazi, avec Bachir Skiraj, Mouna Fattou, Nadia Lamcherki, Amina Rachid, Ahmed Taïb El Aj, Mohamed Atti (1 h 28).
VO : Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).

UNE SOIRÉE A PARIS

60-00. Location Fnac, Virgin.
112 F.
Orchestra de la Luz
Intéressants joueurs de salsa, ces faux-vrais Latinos sont japonais. Qu'à cela ne tienne, ils font danser les salles comme au Tropicana, avec une foi sans faille, une technique sans brèche et un tel souci du travail bien fait qu'on n'y voit que du feu. *Aquaboulevard de Paris*, 4, rue Louis-Armand, Paris 15^e.
M^o Bercy, 22 h 30, le 10 juin. Tél. : 49-59-92-63. Location Fnac, Virgin, 150 F.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine
NOUVEAUX FILMS
A LA RECHERCHE DU MARI DE MA FEMME
Film marocain de Mohamed Abderrahman Tazi, avec Bachir Skiraj, Mouna Fattou, Nadia Lamcherki, Amina Rachid, Ahmed Taïb El Aj, Mohamed Atti (1 h 28).
VO : Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).

RÉGION

Une sélection musicale,
danse, théâtre et art
en région

MUSIQUE CLASSIQUE

BELLEC
Paul Meyer, Gérard Caussé, François-René Duchabie
Mozart : Trio pour piano, alto et clarinette KV 498, « Jeu de quilles ». Weber : Grand Duo concertant pour clarinette et piano. Schumann : Marchenbilder. Bruch : Pièces pour clarinette, alto et piano. Paul Meyer (clarinette), Gérard Caussé (alto), François-René Duchabie (piano).
Eglise Notre-Dame, 87 Bellec. 21 h 30, le 16 juin. Tél. : 55-68-10-44. De 70 F à 150 F.

JAZZ

AVIGNON
Jeff Gardner/Nelson Vene
La pianiste américaine et le jeune guitariste brésilien, parisiens d'adoption en duo, organisent par l'Association jazz musiques improvisées (AJMI).
La Manutention, rue Escalier-Sainte-Anne, 84 Avignon. 21 heures, le 8. Tél. : 90-86-08-51. De 50 F à 90 F.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine
NOUVEAUX FILMS
A LA RECHERCHE DU MARI DE MA FEMME
Film marocain de Mohamed Abderrahman Tazi, avec Bachir Skiraj, Mouna Fattou, Nadia Lamcherki, Amina Rachid, Ahmed Taïb El Aj, Mohamed Atti (1 h 28).
VO : Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).

THÉÂTRE

BETHUNE
L'Homme de paille
de Georges Feydeau, mise en scène de Alain Barreau, avec Jacques Brucher et Alain Duclos.
Studio-Théâtre, place Foch, 62 Bethune. Les samedi 10 et samedi 17, à 16 heures et 20 h 30 ; les dimanche 11 et dimanche 18, à 16 heures ; les mardi 13, mercredi 14, vendredi 16, à 20 h 30 ; le jeudi 15, à 19 heures. Tél. : 21-56-96-95. Durée : 1 h 40. 65 F et 110 F.

JAZZ

AVIGNON
Jeff Gardner/Nelson Vene
La pianiste américaine et le jeune guitariste brésilien, parisiens d'adoption en duo, organisent par l'Association jazz musiques improvisées (AJMI).
La Manutention, rue Escalier-Sainte-Anne, 84 Avignon. 21 heures, le 8. Tél. : 90-86-08-51. De 50 F à 90 F.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine
NOUVEAUX FILMS
A LA RECHERCHE DU MARI DE MA FEMME
Film marocain de Mohamed Abderrahman Tazi, avec Bachir Skiraj, Mouna Fattou, Nadia Lamcherki, Amina Rachid, Ahmed Taïb El Aj, Mohamed Atti (1 h 28).
VO : Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).

THÉÂTRE

BETHUNE
L'Homme de paille
de Georges Feydeau, mise en scène de Alain Barreau, avec Jacques Brucher et Alain Duclos.
Studio-Théâtre, place Foch, 62 Bethune. Les samedi 10 et samedi 17, à 16 heures et 20 h 30 ; les dimanche 11 et dimanche 18, à 16 heures ; les mardi 13, mercredi 14, vendredi 16, à 20 h 30 ; le jeudi 15, à 19 heures. Tél. : 21-56-96-95. Durée : 1 h 40. 65 F et 110 F.

JAZZ

AVIGNON
Jeff Gardner/Nelson Vene
La pianiste américaine et le jeune guitariste brésilien, parisiens d'adoption en duo, organisent par l'Association jazz musiques improvisées (AJMI).
La Manutention, rue Escalier-Sainte-Anne, 84 Avignon. 21 heures, le 8. Tél. : 90-86-08-51. De 50 F à 90 F.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine
NOUVEAUX FILMS
A LA RECHERCHE DU MARI DE MA FEMME
Film marocain de Mohamed Abderrahman Tazi, avec Bachir Skiraj, Mouna Fattou, Nadia Lamcherki, Amina Rachid, Ahmed Taïb El Aj, Mohamed Atti (1 h 28).
VO : Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).

THÉÂTRE

BETHUNE
L'Homme de paille
de Georges Feydeau, mise en scène de Alain Barreau, avec Jacques Brucher et Alain Duclos.
Studio-Théâtre, place Foch, 62 Bethune. Les samedi 10 et samedi 17, à 16 heures et 20 h 30 ; les dimanche 11 et dimanche 18, à 16 heures ; les mardi 13, mercredi 14, vendredi 16, à 20 h 30 ; le jeudi 15, à 19 heures. Tél. : 21-56-96-95. Durée : 1 h 40. 65 F et 110 F.

JAZZ

AVIGNON
Jeff Gardner/Nelson Vene
La pianiste américaine et le jeune guitariste brésilien, parisiens d'adoption en duo, organisent par l'Association jazz musiques improvisées (AJMI).
La Manutention, rue Escalier-Sainte-Anne, 84 Avignon. 21 heures, le 8. Tél. : 90-86-08-51. De 50 F à 90 F.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine
NOUVEAUX FILMS
A LA RECHERCHE DU MARI DE MA FEMME
Film marocain de Mohamed Abderrahman Tazi, avec Bachir Skiraj, Mouna Fattou, Nadia Lamcherki, Amina Rachid, Ahmed Taïb El Aj, Mohamed Atti (1 h 28).
VO : Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).

THÉÂTRE

BETHUNE
L'Homme de paille
de Georges Feydeau, mise en scène de Alain Barreau, avec Jacques Brucher et Alain Duclos.
Studio-Théâtre, place Foch, 62 Bethune. Les samedi 10 et samedi 17, à 16 heures et 20 h 30 ; les dimanche 11 et dimanche 18, à 16 heures ; les mardi 13, mercredi 14, vendredi 16, à 20 h 30 ; le jeudi 15, à 19 heures. Tél. : 21-56-96-95. Durée : 1 h 40. 65 F et 110 F.

JAZZ

AVIGNON
Jeff Gardner/Nelson Vene
La pianiste américaine et le jeune guitariste brésilien, parisiens d'adoption en duo, organisent par l'Association jazz musiques improvisées (AJMI).
La Manutention, rue Escalier-Sainte-Anne, 84 Avignon. 21 heures, le 8. Tél. : 90-86-08-51. De 50 F à 90 F.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine
NOUVEAUX FILMS
A LA RECHERCHE DU MARI DE MA FEMME
Film marocain de Mohamed Abderrahman Tazi, avec Bachir Skiraj, Mouna Fattou, Nadia Lamcherki, Amina Rachid, Ahmed Taïb El Aj, Mohamed Atti (1 h 28).
VO : Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).

Havas va entrer dans le capital de « La République du Centre »

LE QUOTIDIEN d'Orléans, *La République du Centre*, créé en septembre 1944, est en train de terminer la modification de son capital. Une holding de contrôle, la Société de participation de *La République du Centre* (Soparep), détient désormais 65 % des actions du journal. Cette nouvelle structure a été ouverte à deux actionnaires extérieurs : *La Nouvelle République du Centre-Ouest* (35 %) et Havas (14 %). Le contrôle de la Soparep est toutefois dans les mains des cadres et du personnel du journal (51 %). Ce changement a pour but de garantir l'indépendance du titre.

La Nouvelle République du Centre-Ouest, implanté à Tours et dirigé par Jacques Saint-Cricq, entretient des liens réguliers avec son voisin. Chacun possédait une faible part du capital de l'autre. La structure juridique des deux titres est assez proche (société à participation onéreuse) et ils sont associés dans un journal gratuit et un centre d'impression. Havas détient la régie publicitaire du journal, depuis sa création, et a des participations minoritaires dans le capital de *La Montagne* et de *Nice-Matin*. Le groupe de Pierre Dauterive est également intéressé, en cas de vente, par *Le Progrès* et *Le Dauphiné libéré*, qui appartiennent au groupe Hensart. *La République du Centre* a vendu en 1994 56 719 exemplaires sur deux départements : Le Loiret et l'Eure-et-Loire.

■ **SOCIAL** : les syndicats nationaux CFTD, CGT, FO et CFTC de l'audiovisuel public ont déposé un préavis de grève à durée « indéterminée », à partir du jeudi 22 juin, pour les personnels techniques et administratifs (PTA) des huit sociétés de l'audiovisuel public : France 2, France 3, Radio-France, Radio-France Internationale (RFI), Radio-France Outre-Mer (RFO), Télédiffusion de France (TDF), la Société française de production (SFP) et l'Institut national de l'audiovisuel (INA). Les syndicats réclament « une augmentation de 4 % du point d'indice salarial et une augmentation moyenne de 1 500 francs de la prime de fin d'année, avec un effort pour les bas salaires ».

■ **FRANCE TÉLÉVISION** : les conseils d'administration des chaînes publiques France 2 et France 3 ont arrêté, jeudi 8 juin, des résultats nets bénéficiaires respectifs de 73,1 et 5,1 millions de francs pour 1994. Le chiffre d'affaires de France 2 s'est établi à 4,936 milliards de francs (contre 4,367 en 1993) ; celui de France 3 s'élevait à 4,795 milliards de francs (4,58). L'exercice 1994 est le premier de la présidence de Jean-Pierre Elkabbach.

■ **FRANCE-INFO** : Pascal Delannoy devait réunir le personnel de France-Info, vendredi 9 juin, pour examiner les perspectives d'évolution de la radio publique et évaluer « le niveau d'exigence ». Dans son rapport annuel, le CSA fait état des succès d'audience mais relève « un certain appauvrissement des programmes » de la station et notamment « la disparition des informations entre les chroniques et la faible quantité de reportages de l'étranger ». Autour de Pascal Delannoy, la hiérarchie de la station pourrait être prochainement modifiée.

M. Bourges demande plus de pouvoir pour le CSA

Se félicitant de l'absence de ministère de la communication, le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel souhaite la « constitutionnalisation » de l'institution

LA PUBLICATION du rapport annuel du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) est déjà devenue, sous la présidence d'Hervé Bourges, un moment-clé de la vie du secteur. La présence de la plupart des présidents, vice-présidents ou directeurs généraux de chaîne de télévision — souvent absents les années précédentes — jeudi 8 juin, dans les locaux du CSA, marquait bien l'importance symbolique nouvelle de l'institution.

Ayant d'abord présenté le bilan de son prédécesseur, Jacques Boutet, (nominations, gestion du spectre, autorisations, contrôle, sanctions...), le discours d'Hervé Bourges valait surtout pour les propositions d'actions. Se félicitant de l'absence d'un ministre de la communication, qui ne pouvait que lui faire de l'ombre, Hervé Bourges a demandé l'extension des pouvoirs du CSA, suggérant même une « constitutionnalisation » de l'appareil afin qu'« il dispose des instruments juridiques indispensables à sa mission ».

« A plus long terme, a-t-il expliqué, il serait utile, à l'occasion d'une réforme constitutionnelle, de réfléchir à la possibilité d'attribuer au CSA un certain pouvoir réglementaire, sous le contrôle, bien sûr, du juge administratif. » La « constitutionnalisation n'est pas une affaire de prestige mais une affaire de compétence. L'instance de régulation devra pouvoir, le moment venu, disposer des instruments juridiques indispensables à sa mission ».

Deux autres chantiers devaient

mobiliser avec la même assiduité l'attention des conseillers et de leur président. Le premier est celui du poids de la réglementation européenne. Le CSA estime ainsi qu'il va être de plus en plus difficile au gouvernement de légiférer dans le secteur audiovisuel pour le seul territoire national. La loi Evrin, qui interdit toute publicité sur le tabac et les alcools, et la réglementation protectrice du cinéma sont d'ores et déjà battues en brèche par l'internationalisation de l'audiovisuel.

Le CSA a demandé pour M 6 et les stations locales le droit de couper les œuvres audiovisuelles deux fois avec de la publicité

Le CSA, qui se prononçait pour la première fois, jeudi, sur la directive Télévision sans frontières, a ainsi indiqué qu'il ne lui paraissait pas opportun d'exonérer totalement les bouquets de chaînes thématiques de toute contrainte à l'égard des quotas de diffusion. Le projet de directive prévoit seulement une obligation d'investisse-

ment dans la production pour les chaînes spécialisées (sport, cinéma, loisirs...). Quant aux chaînes généralistes, le CSA ne souhaite pas non plus le maintien pour dix ans seulement de ces mêmes quotas de diffusion, ainsi que le suggère le projet actuel de directive.

Ultime souhait, le CSA demande que la libéralisation des télécommunications, programmée pour 1998, ne fasse pas sauter l'appareil réglementaire qui encadre l'activité des diffuseurs. Le risque est d'autant plus grand que les deux secteurs se rapprochent de plus en plus et que le poids économique des Télécoms est largement supérieur à celui du secteur audiovisuel tout entier.

A cet égard, Hervé Bourges, qui a rappelé qu'une bonne partie du budget du CSA revenait à Télédiffusion de France, ne souhaite pas que la gestion du spectre hertzien soit confiée à une agence indépendante de lui. La création d'un ministère des technologies de l'information du côté des Postes et télécommunications pourrait bien renforcer le projet de création d'une « agence du spectre ». Quant à l'émergence des autoroutes de l'information et des services multimédias, ils induisent de nouvelles formes de diffusion qui échappent aux dispositions actuelles concernant les contenus (égalité d'accès, protection de l'enfance...) à l'indiqué Hervé Bourges. Un rapprochement entre la réglementation des télécommunications et celle de l'audiovisuel est donc un objectif plus souhaitable.

Fidèle à la tradition du CSA de proposer au gouvernement des mesures législatives et réglementaires, Hervé Bourges a réitéré l'idée d'autoriser le secteur de la distribution à faire de la publicité pour aider à la multiplication des stations locales de télévision. Le CSA a également demandé pour M 6 et les stations locales le droit de couper les œuvres audiovisuelles deux fois avec de la publicité.

Le président du CSA a souhaité pouvoir donner son avis sur la réglementation qui accompagnera les autoroutes de l'information et les services qui circuleront grâce à ses « votes » nouvelles. Il s'est aussi prononcé pour un conventionnement des chaînes publiques de télévision des pays arabes et musulmans, dans le but d'éviter la prolifération des antennes satellites.

A propos des satellites de télédiffusion directe, le président du CSA a demandé l'adaptation de la réglementation relative aux quotas de diffusion pour ce qui concerne les bouquets de programmes. Enfin, dans le secteur des radios, le CSA demande un accroissement de ses moyens afin de pouvoir contrôler la loi sur les quotas de chansons françaises. Le gouvernement d'Alain Juppé va donc devoir compter avec un président du CSA passé maître dans l'art de la communication et qui, Hervé Bourges l'a juré, « ne sera pas fileux dans ses opinions ».

Y. M.

VENDREDI 9 JUIN

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
13.40 Feuilletton : Les Feux de l'amour. 14.30 Série : Dallas. 15.20 Série : La loi est la loi. 16.15 Jeu : Une famille en or. 16.50 Club Dorothée. 17.25 Série : Les Garçons de la plage. 17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'Aché. 18.25 Série : K 2000. 19.15 Magazine : Coucou ! 19.50 Le Rébelle Show (et 0.50). 20.00 Journal. La Minute hippique, Météo.	13.45 Sport : Tennis. En direct de Roland-Garros. 18.10 Série : Sauvages par le gong. 18.45 Jeu : Qui le meilleur gagne (et 5.15). 19.10 Flash d'informations. 19.15 Studio Gabriel. 19.55 Bonne nuit les petits. 19.59 Journal, Tennis, Météo, Point route.	13.05 Sport : Tennis. En direct de Roland-Garros : Internationaux de France. 13.55 Magazine : Vincent à l'heure. 15.00 Série : Brigade criminelle. 15.30 Série : Simon et Simon. 16.25 Les Minutages. 17.40 Magazine : Une pêche d'enfer. 18.20 Jeu : Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. L'Enfant des lumières, de Françoise Chandeneur. 18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.08, Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport. 20.40 Magazine : Côté court. 20.50 Consomage.	13.25 Téléfilm : Mais qui veut tuer ma femme ? De Paul Schneider. 15.10 Boulevard des clips (et 1.15, 6.00). 17.00 Vidéo : Les Machines. 17.30 Série : Classe menacée. 18.00 Série : Wolff, police criminelle. 19.00 Série : Robocop. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Série : Madame est servie. 20.35 Magazine : Capital (et 23.25). Présenté par Emmanuel Châin.	13.30 Le Journal de l'emploi. 13.35 Cinéma : Beaucoup de bruit pour rien. Film britannique de Kenneth Branagh (1992). 15.20 Série : Babylon 5. 16.25 Série : Les Experts. 16.50 Le Journal du cinéma. 16.15 Cinéma : Love Field. Film américain de Jonathan Kaplan (1993). 18.00 Caneille peluche. Mot. EN CLAIR A 20.35. 18.30 Jeu : Pizzarollo. 18.40 Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. 19.20 Magazine : Zéronema. 19.55 Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma.	13.30 Dédé. Les silences de l'adolescence. 14.00 Détoours de France. Les gardiens (rediff.). 15.00 Pas normal (rediff.). 15.30 Qui vive (rediff.). 15.45 Allô ! La Terre. L'odorant (5/5). 16.00 La Précieuse par cinq. 16.35 Inventeur d'aujourd'hui. 16.45 Cours de langues vivantes. Anglais. 17.00 Jeunesse. Les Explorateurs de la connaissance ; 17.25, Téléchat. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Question de temps. Quoi de neuf sur la Saint-Médard ? 18.15 Ma souris bien-aimée. 18.30 Le Monde des animaux. A la recherche du dendrologue.
20.45 Téléfilm : La Rose noire. De Jean Sagols. 22.25 Magazine : Télé-vision. Avec Patrick Poivre d'Arvor, Yves Lecoq, Christine Bravo, Laurence Cochet, Philippe Gildas, Antoine de Caunes. 23.55 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. 0.55 Journal, Météo. 1.05 Programmes de nuit. Millénaire : 1.35, TF 1 nuit (et 2.40, 3.45) ; 1.45, Histoires naturelles ; 2.50, Ernest Léonard ou le Roman de la bague ; 3.55, L'Aventure des plantes ; 4.25, Série : Passion (rediff.) ; 4.50, Musique ; 5.05, Histoire de la vie.	20.55 Série : RG. Mortelle Amélie, de Tati Hattat. 22.35 Magazine : Bouillon de culture. Invités : Pierre Héry (Les Passions modernes), Justine Levy (Le Rendez-vous), Capitaine Frier (Agent secret). Les deux auteurs lauréats du Prix littéraire France Télévision remis le 8 juin. 23.50 Variétés : Taratata. Avec Georges, Uge Over Kili, Edwyn Collins, Eve Gallagher. 0.55 Les Films Lumière (rediff.). 1.00 Journal, Météo, Journal des courses. 1.30 Côté court. 1.35 Programmes de nuit. Le Top ; 2.40, Internationaux de France de Roland-Garros, match du jour (rediff.) ; 4.10, 24 heures d'infos ; 4.30, Pierre Bonnard ; 5.25, Corsicayak ; 5.50, Dessin animé.	20.55 Magazine : Thalassa. Le Guernier du Callou, de Loïc Etvenard, Claude Michaud et Alain Biliquy. Robert Tarré, un des meilleurs vidéolanciers du monde, a grandi à Nourmès, sur le Callou néo-calédonien. 21.55 Magazine : Faut pas rêver. Invitée : Yasmine Réza. Un après-midi de chien au Turkménistan ; France : le moulin de la Madeline ; Birmanie : le peuple du lac. 23.00 Météo, Journal. 23.20 Magazine : Pépasse. 330 + 340 = 777 ? Les nouveaux avions des vingt prochaines années. 0.25 L'Heure du golf. Le Murphy's English Open au Forest of Arden Golf Club. 0.55 Musique : Gruffin. Portrait de Vincente Escuderos, par Los Dinos (10 min).	20.45 Téléfilm : Cote d'alerte. De David Lister. 22.30 Série : Aux frontières du réel. Lazare. 23.35 Magazine : Secrets de femme. 0.05 Danca Machine Club. Présenté par Opélie Winter. 3.00 Rediffusions. Culture rock (La saga) : 3.55, Paris coquin ; 4.45, E=M 6 ; 5.10, Portrait des passions françaises (La haine) ; 5.35, Fanzine.	20.35 Téléfilm : Femme de passions. De Bob Swain, avec Brigitte Fossey. 22.05 Documentaire : Le Pervoguet des neiges. De Rod Morris. 22.55 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : Silver. Film américain de Philip Noyce (1993). 0.45 Cinéma : Elles n'oublient jamais. Film français de Christopher Frank (1993). 2.30 Les Grands Crimes du 20 ^e siècle. Qui était l'assassin ? 3.00 Sport : Basket-ball américain. Finale NBA du match n° 2, Orlando Magic - Houston Rockets. 6.00 Documentaire : Un saint sur le bitume. De Noreh Bedi. 6.50 Surprises (10 min).	19.00 Magazine : Confetti. La poste la plus étrange d'Europe. 19.30 Documentaire : La Casbah d'Alger. De Samuel Schumbeck. 20.30 8 1/2 Journal. 20.40 Téléfilm : Mon étrange mari. D'Andreas Dresen. 22.10 Loin de Hollywood. L'art européen du cinéma muet (1/6). De Kevin Brownlow et David Gill. Commentaire dit par Jean-Louis Trintignant, musique de Nick Rabin, avec l'Orchestre philharmonique de Prague, dir. Nick Rabin. 23.10 Cinéma : Le Roman de Renart. Film d'animation de Ladislav Starevich (1929-30, N.). 0.15 Magazine : Algérie maintenant. Proposé par Patrice Barrat, réalisé avec des journalistes algériens. 1.25 Documentaire : Une plante entre le bien et le mal (rediff.). 2.15 Cinéma d'animation : 7 ^e Artiste. [5] Une œuvre. Le Club des objets abandonnés, de Jiri Barta (30 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumière. 19.25 Météo des cinq continents. (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Montagne. 20.30 Evasion. 21.00 L'Hélio. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Taratata. 0.00 Sortie libre. 0.30 Journal de France 3. Édition Soir 3 (30 min).
PLANÈTE 19.35 Afrika Blues. D'Andreas Eicher et Gilles Wolff. 20.35 Un Américain en Normandie. De Jean-Pierre Catherine et Jean-Louis Comolli. Le Jour J de Samuel Fuller. 21.30 Vendanges, histoire mondiale du vin. De Michael Gál (2/3). Du culte du vin au vin du culte. 21.55 New York, vie et mort dans le ghetto. D'Arthur Mc Caig. 22.50 Des racines et des cendres. D'Elizabeth Dubreuil. 23.45 La Mort en face. De William Karel (3/3). La Libération des camps 0.35 Ballerina. De Derek Bailey (3/4). Les Grands Rôles (65 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos. 19.15 Tout Paris (et 20.30). Invitée : Marie-Ange Nardi. 19.45 Meilleurs souvenirs. 20.00 Musiques en scènes. 21.00 Embouteillage. 22.00 Musiques en scènes. 22.30 Opéra : Mithridate, roi du Pont. En trois actes

de Mozart. Enregistré à la Royal Opera House de Covent Garden (Londres) en 1991 (185 min).
CANAL 1 17.35 Les Triplés. 17.40 La Parthène rose. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi ; 18.00, Il était une fois les Amériques ; 18.20, Futé-rué ; 18.25, Skippy ; à 18.55, Top top clip ; 19.00, Bêtes pas bêtes ; 19.15, Top top clip ; 19.20, Rébus. 19.30 Série : Océane.
CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. Au nom de la loi. 21.50 Le Meilleur du pire. 22.20 Chronique marseillaise. 22.25 Série : Dream On. 22.30 Série : Sentinel. 23.15 Top bab. 23.55 La Semaine sur Jimmy. 0.05 Série : New York Police Blues. 0.55 Série : Michel Vaillant (25 min).
SÉRIE CLUB 19.00 Série : Le Grand Chapeau. 19.50 Série : Ne mangez pas les marguerites. 20.15 Série : Ripper le dauphin. 20.45 Série : Julien Fontanes, magistrat (et 23.50). 22.15 Série : Flash. 23.00 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI (50 min).
MCM 19.30 Blah-Blah Groove. 20.10 MCM Mag. 20.40 MCM découvertes. 21.00 Concert : Chet Marit. 22.00 MCM Dance Club. 0.30 Rave On (90 min).
MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wan-

ted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 The Zg and Zag Show. 0.00 Party Zone (120 min).
EUROSPORT 20.05 Eurosportnews. 20.30 Football. Championnat de France D2. Les temps forts de la saison. 22.00 Rendez-vous à Roland-Garros. 23.00 Formule 1. Résumé. Grand Prix du Canada : essais. 1. Montréal (Québec). 0.00 Karting. Coupe du monde Formule Shell. à Suzuka (Japon). Championnat d'Europe Juniors. Trophée essence vert, en Belgique. 1.00 Eurosportnews (30 min).
CINÉ CINÉTEL 19.00 Tomariva. Film français de Jean Deville (1943, N.). 20.30 Ulysse. Film britannique de Joseph Strick (1967, N., v.o.). 22.35 Dédic à des daques. Film français de Philippe Clair (1964, N.). 0.00 Follow the Sun. Film américain de Sidney Lanfield (1951, N., v.o., 90 min).
CINÉ CINÉMAS 18.00 Documentaire. 18.50 Téléfilm : Mariah, prison d'État. De Victor Kevin Hooks. 20.30 Hollywood 26. 21.00 Rocky 3 : L'Œil du tigre. Film américain de Sylvester Stallone (1982). 22.35 Œil du tigre. Film chinois de Zhang Yimou (1992, v.o.). 0.15 Mothra contre Godzilla. Film japonais d'Ishiro Honda (1994, v.o., 90 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Spécial Grand Large : José Lenzi (Barberousse). 19.30 Perspectives scientifiques. Biologie et médecine. Les greffes de moelle osseuse (1). 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Les voix noires au Festival Barbeaux bleus. 5. Le gospel. 20.30 Radio archives. Georges Dumezil par lui-même. 21.28 Poésie sur parole. Les poètes arabes (5) (rediff.). 21.32 Musique : Black and Blue. L'homme de Newport (1). Avec George Wein. 22.40 Les Nuits magiques. Périodes singulières (4). 0.05 Du jour au lendemain. Eric Martin (Œuvres complètes, de Roland Barthes). 0.50 Code. George Shearing, du jazz au piano bar (5). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Entretien avec Kostas Axelos (1). 1.54, Le Jardin de Flore (4). 2.05, Joseph Rovani, historien ; 3.06, Entretien avec Virginie Thomson ; 4.43, Qui êtes-vous Henri Richette ? ; 5.25, L'Arrivée de Lindbergh au Bouget sur le Spirit of St. Louis ; 5.56, Profils perdus : Hassan Fathy.
FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Gérard Courchelle, journaliste. 20.00

Concert franco-allemand. En direct du Semper-Oper de Dresde, par la Staatskapelle de Dresde, dir. Heinrich Schiff, Peter Damm, cor ; Camaril, ouverture op. 92, de Dvorak ; Concerto pour cor et orchestre, de Matthus ; Symphonie n° 8, de Dvorak. 22.00 Soliste. Alfred Brendel, pianiste. Quatre ballades op. 10 de Brahms. 22.25 Dépêche-notes (rediff.). 22.30 Musique pluriel. Concert donné le 5 avril 1992, à la salle Olivier Messiaen, à Radio-France, par la Maîtrise de Radio-France, dir. Denis Dupays ; In Paradisum, de Jorrand ; Étude pour piano n° 6, de Liszt, Dominique Moy, piano. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Schubert, Wolf. 0.00 Jazz club. En direct de la Villa, à Paris, par le trio d'Eric Reed. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector. Œuvres de Mozart, Liszt, Smetana, Rachmaninov, Stravinsky, Ohana, musique traditionnelle du Burundi, Milhaud, Debussy, Orislow, Stamitz, Bach, Bibar, De Lassus.

Les interventions à la radio

France-Info, 19 h 20 : un « Téléphone sonne » consacré aux pouvoirs des mains.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :

► Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

مكتبة الطفل

France 2 prend le risque du rire au second degré

« On nous cache tout, on nous dit rien » veut parodier les mœurs médiatiques en jouant sur l'ambiguïté d'images et de commentaires réalisés par des anciens d'« Infos du monde »

DES SDF enlevés par des extra-terrestres, une jeune fille qui couche avec des fantômes, un mystérieux virus qui fait pousser des poils sur la langue des enfants ou encore un perroquet protégé par le FBI... Le sommaire de « On nous cache tout, on nous dit rien » (un titre chanté naguère par Jacques Dutronc) rappelle les premières pages farfelues du défunt « Infos du monde ». Normal puisque l'émission a été préparée par l'ancienne équipe du journal : Stéphane de Rosnay et Alexandre Lafond. L'idée est toujours la même, mais le support a changé et avec lui les enjeux. Cette fois c'est une chaîne de télévision de service public qui se prend à brouiller les cartes. Le pari est risqué.

Certes il y a eu des précédents. « Double jeu » de Thierry Ardisson et « Le monde est fou » de Jean-Pierre Foucault se sont plu à mêler le vrai et le faux dans de courts reportages. Mais, à la fin de chaque séquence, des animateurs levaient le rideau et dissipaient l'illusion : c'était pour rire. « On nous cache tout... » va plus loin et contrebalance jusqu'au bout l'émission d'investigation. Plateau impeccable, Arthur très crédible en présentateur sobre et chic. Comme dans « Envoyé spécial », les journalistes viennent présenter eux-mêmes leur reportage. Suivent des brèves loufoques, puis avec le plus grand sérieux par Jean-François Halin et, pour commenter le tout, un invité. Ce « philosophe mathématicien, informaticien et écrivain » n'est autre que Patrick Timsit. Un monsieur-



UN ENFANT DE 72 ANS qui PEGAIT SODKA S'EN PLAINT AU CSA.

Je-sais-tout qui n'hésite pas à interrompre les plus savants professeurs pour distiller son envie et assés ses expériences.

DANGER DE CONFUSION

L'humoriste, qui a également participé à la conception du projet, est acerbe. « On n'est pas très loin de cette situation lorsqu'on voit des artistes de variétés disserter à 7 sur 7. Ou encore Toubon chez Sébastien. Un jour peut-être une sorte de saint va crever les nuages pour remettre tout en ordre et rétablir le rôle de choc. Mais pour l'instant je suis là et ils en sont là. J'ai pensé à demander ma carte de presse pour en avoir les avantages fiscaux, car

attention ! on n'a pas fait un divertissement mais une émission d'information qui démonte l'information spectacle. Ce n'est pas nous qui avons commencé, ce sont les professionnels qui ont ouvert le bal. Ces gens-là sont nos maîtres. »

Un exemple parmi d'autres de cette maîtrise : le reportage le plus chaud est régulièrement annoncé et toujours repoussé. Une parodie donc mais qui ne livre pas explicitement ses clés. Y a-t-il pour autant danger de confusion ? « Bien sûr, ironise Patrick Timsit. Le preuve c'est que beaucoup de spectateurs ont vraiment cru à l'interview de Fidel Castro par Poivre d'Arvor. Sérieusement, je pense que tout

est en réalité une question de confiance. Si nous on comprend, pourquoi le public ne comprendrait-il pas ? Nous ne sommes pas plus brillants. »

D'un humour grinçant, cruel parfois, l'émission se faufile ainsi dans les ambiguïtés de l'image. Chaque sujet traque des personnages plus vrais que nature, convoque de faux experts, cite des sources américaines. La mécanique est si bien huilée que pour un peu on oublierait l'énormité de la nouveauté. Preuve qu'à la télévision la rhétorique peut toujours l'emporter sur la réalité.

Cette leçon de lecture n'est, pour l'instant, qu'un essai, qui ne sera renouvelé qu'à la rentrée. L'expérience prouve jusqu'à présent que le second degré passe mal au petit écran et que la télévision a du mal à s'autocritiquer. Mais Patrick Timsit, avec la satisfaction du canular accompli, attend les critiques de pied ferme : « J'ai mis mon costard de pilote, explique-t-il. La dernière fois que j'ai fait un pilote, c'était avec l'équipe des Guignols et il n'y a jamais été diffusé. Cette fois, si notre émission passe, ce sera déjà un grand pas en avant. » Imperturbable, Arthur annonce néanmoins les grands thèmes de sa prochaine. « Si elle ou lui, conclut Timsit, j'essaierai de me faire remplacer sur le plateau par un vrai Prix Nobel. »

Jean-Louis André

★ « On nous cache tout, on nous dit rien », samedi 10 juin, France 2, 23 h 55.

Héros

par Agathe Logez

ENFIN un héros ! Un grand, un beau, un vrai. « Un héros comme l'Amérique l'aime. Never give up, ne jamais s'avouer vaincu... », a dit France 2, avec un brin de tremolo dans le commentaire. Scott O'Grady a un nom de cow-boy irlandais. C'est un garçon brun au joli sourire, à peine amoindri par son odyssée, que l'on nous a montré à longueur de journal télévisé. On a vu ses parents, aussi, et toute sa petite famille, soulagée, émue et fière, comme il se doit. Le pilote du F 16 américain abattu par l'artillerie serbe au-dessus de Bihac, et que l'on croyait perdu, a survécu six jours dans la « jungle » bosno-serbe ou serbo-bosniaque, allez savoir, en se nourrissant de fourmis et de sauterelles, avant d'être emporté dans les airs par ses sauveteurs hélicoptères. Bill Clinton n'avait pas paru si content depuis longtemps. On nous dit même qu'il fêta l'exploit en fumant nuitamment un cigare sur le balcon de la Maison Blanche.

Il n'y a pas de doute, l'histoire est magnifique. Un jour peut-être, on en tirera un film. Pour de plus amples informations, il est conseillé de se reporter à CNN, qui distille à chaque édition de nouveaux détails, de nouveaux témoignages. C'est sûr, on n'a pas tous les jours l'occasion de rouler des mécaniques, lorsqu'il s'agit de la Bosnie. Jusqu'ici, les « héros » historiques, bien télévisuels, n'étaient que des histoires de viol, de mort, de souffrance. Deux amants enlacés sur un pont de Sarajevo, leurs corps déchiquetés de balles ; des enfants dans une morgue ; des enterrements à n'en

plus finir, sous les tirs d'obus ou de snipers... Pour une fois, l'ex-Yugoslavie nous offrait mieux que son habituelle boucherie. Allait-on boudier ce plaisir trop rare ? Était-il permis de renâcler lorsqu'on était aussi instantanément invité à applaudir un si bel exploit ? On en était là de ses réflexions, un peu gêné de faire la fine bouche, partagé entre l'envie de mettre chapeau bas devant la prouesse et le sentiment déplaçant d'assister à un grand spectacle un peu déplacé, lorsque les reporters toujours présents à Sarajevo ont eu la bonté de nous ramener à des réalités moins épiques.

Postée à un carrefour de la ville, une caméra filmait une banale scène de la vie quotidienne. Pris sous la rafale d'un tireur embusqué, un minibus était contraint de s'arrêter. Trois de ses occupants s'en éjectaient et trouvaient refuge sous le porche d'un immeuble. Obstiné, le tireur continuait à sa besogne et tentait d'atteindre la dizaine de personnes encore à bord du véhicule. Les balles entraient dans la toile, les vitres s'éclataient. Le temps de comprendre qu'il y avait peut-être des gens à protéger, un blindé de la Forpronu accola son flanc à celui du minibus. On vit alors ces cibles anonymes s'en extirper en tremblant et se blottir accroupies à l'ombre des roues. Ces gens n'avaient pas de nom, pas de président pour les féliciter de leur courage. Ils n'avaient ni parachute ni hélicoptère pour les emporter loin de l'horreur. Ils n'étaient que les héros inconnus du carrefour.

CANAL +

LA CINQUIÈME

TF 1

FRANCE 2

FRANCE 3

M 6

CANAL +

LA CINQUIÈME

12.50 Sport : Rugby. Coupe du monde. Quart de finale en direct de Durban : France-Irlande. 13.00 Coup d'envoi. 13.45, mi-temps. 13.55, 2^e mi-temps.

13.40 Météo.

14.30 Série : Agence tous risques.

15.45 Série : Cannon.

16.35 Série : L'Homme qui tombe à pic.

17.35 Série : Police 2000.

18.30 Trente millions d'amis.

19.05 Série : Miroir.

20.00 Journal. Formula 1, Rugby, Tiro, La Minute hippique, Météo.

20.45 Téléfilm : Le Soleil en plein cœur. De Simon Wincer.

23.55 Magazine : Ushualia. Pérou. A la découverte de la vallée sacrée. Les paysans acrobates : Une après-midi en Bourgogne, Uhar, l'Atlantide des saïles.

0.55 Magazine : Formula F1. Grand Prix de Formule 1 du Canada : analyse des essais.

1.30 Journal. Météo.

1.45 Programmes de nuit. Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.) ; 2.05, TF 1 nuit (et 3.00, 4.05) ; 2.15, Peter Ström ; 3.10, Les Aventures du jeune Patrick Pacard ; 4.10, L'Aventure des plantes ; 4.40, Musique.

23.55 Magazine : Ushualia. Pérou. A la découverte de la vallée sacrée. Les paysans acrobates : Une après-midi en Bourgogne, Uhar, l'Atlantide des saïles.

0.55 Magazine : Formula F1. Grand Prix de Formule 1 du Canada : analyse des essais.

1.30 Journal. Météo.

1.45 Programmes de nuit. Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.) ; 2.05, TF 1 nuit (et 3.00, 4.05) ; 2.15, Peter Ström ; 3.10, Les Aventures du jeune Patrick Pacard ; 4.10, L'Aventure des plantes ; 4.40, Musique.

CÂBLE

TV 5 13.30 Tennis. En direct. International de France. Finale dames. 19.00 Y'a pas match. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Téléfilm : Jeanne. De Robert Mazoyer (1994). Avec Nicole Garcia. 21.30 Concert : Festival franco-ontarien. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Théâtre : Célimaire le bien-aimé. Enregistré au Théâtre Montiercel de Versailles, mise en scène de Jean-Louis Thamin.

PLANÈTE 19.40 Le Chant des harmoniques. De Hugo Zemp. 20.20 Les Derniers Catcheurs du Nord. De Maurice Ferlet. 20.30 Les Ailes de légende. De Barry Cawthorn. 21.30 Consair I-FAU. 21.25 Afrika Blues. D'Andreas Eicher et Gilles Wolff. 22.25 Un Américain en Normandie. De Jean-Pierre Catherine et Jean-Louis Comolli. Le Jour J de Samuel Fuller. 23.20 15 jours sur Planète.

PARIS PREMIERE 19.00 Ecran total.

Samedi 13h40
SAVOIR PLUS
SANTÉ
Les maladies
sexuellement
transmissibles

13.40 Savoir plus santé. Les maladies sexuellement transmissibles.

14.40 Magazine : A tire d'ail. Lorton, une prison pas comme les autres, d'Anne Amado.

15.35 Série : Dans la chaleur de la nuit.

16.25 Magazine : Samedi sport. 16.30, Tiro, en direct d'Evry ; Cyclisme : 47^e Critérium du Dauphiné Libéré.

18.10 Série : Hartley cours à vif.

18.55 Magazine : J'ai un problème... et alors ?

19.50 Tirage du Loto (et 20.40).

19.59 Journal. Tennis, Météo.

20.45 N'oubliez pas votre brosse à dents. Présenté par Nagui.

23.55 On nous cache tout, on nous dit rien. Présenté par Arthur et Jean-François Halin.

0.50 Les Films Lumière.

0.53 Journal. Météo. Journal des courses.

1.00 Côté court.

1.10 Magazine : La 25^e Heure. Les pionniers du cinéma de 1895 à 1914.

2.10 Programmes de nuit. Mix : 3.10, International de France de Roland-Garros : le match du jour (rediff.) ; 4.40, Bouillon de culture (rediff.) ; 5.50, Dessin animé.

19.30 L'Album. 20.00 Café-théâtre. 20.30 Basket-ball. 22.10 Embouteillage. 23.15 Le Court en direct long. 0.05 A bout portant (55 min).

CANAL J 18.00 Bêtes pas bêtes. 18.15 Grain de champion. 18.30 Série : Opération Mozart. 19.00 Regarde le monde. 19.15 Série : Souris noire. 19.30 La Panthère rose. 20.00 Les Trois Mousquetaires.

CANAL JIMMY 21.00 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Paris, octobre 1916. 21.50 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés. 22.15 Chronique du crime. 22.20 T'es pas une idée ? 23.15 Série : Private Eye. 0.10 Quatre en un.

SÉRIE CLUB 19.10 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Miami Vice (et 23.50). 20.45 Série : Commissaire Flemming. 22.15 Série : Les Têtes brûlées. 23.00 Série : Mystères à Santa Rita. 0.40 Série : Julien Fontanes, magistrat (90 min).

MCM 19.00 Autour du groove. 19.30 L'Invité de marque. Alain Terzan et Patrick Bruel. 20.00 MCM Mag. 20.30 MCM Euro-musiques Nordica. 21.30 MCM Backstage. Toto. 22.30 MCM Dance Club (210 min).

MTV 19.00 European Top 20. 21.00

13.00 Samedi chez vous.

13.55 Sport : Tennis. En direct de Roland-Garros : International de France. Finale dames.

17.00 Téléfilm : Nevada Smith. De Gordon Douglas, avec Cliff Potts, Lorne Greene (sous réserve).

17.45 Magazine : Montagne.

18.15 Expression directe, UNSA.

18.20 Jeu : Questions pour un champion.

18.50 Un livre, un jour. Papiers et callous, d'Olivier Dauteuil et Aline Dia ; Animaux de la ville, de Guilhem Lesaffre.

18.55 La 19-20 de l'information. A 19.08, Journal régional.

20.05 Jeu : Fa si la chanter.

20.35 Tout le sport.

20.41 Magazine : Côté court.

20.55 Téléfilm : Le Mias Théotime. De Philomène Esposto.

22.35 Magazine : Ah ! Quels titres ! Présenté par Patricia Martin et Philippe Lesson. Inde. Invités : Vikram Seth (Un garçon convenable) ; Dominique Lapierre (Cetle nuit la liberté et la Cité de la jale) ; Jack Thielmayr (L'Asie des grands chemins) ; Pascal Bruckner (Paras) ; Marc Boulet (Dans la peau d'un touché).

23.40 Météo. Journal.

0.05 Magazine : Ruban rouge. La prévention chez les homosexuels.

1.10 Musique et compagnie. L'œil écoute... Amsterdam [2/2].

2.10 Musique : Musique Graffiti. Invocation, de Liszt, par Josef Villa (15 min).

Concert : Melissa Etheridge Unplugged. 22.00 The Soul of MTV. 23.00 First Look. 23.30 The Zig and Zag Show. 0.00 Yo ! MTV Raps (120 min).

EUROSPORT 14.00 Tennis. En direct. International de France : finale dames. 18.50 Formula 1. En direct de Montréal. Grand Prix du Canada. 20.05 Golf. En direct du Gut Kaden de Hambourg : open d'Allemagne. 3^e tour. 22.00 Rendez-vous à Roland-Garros. 23.00 Formula 1. Résumé. Grand Prix du Canada. 0.00 Rugby. Coupe du monde. Les deux premiers quarts de finale (90 min).

CINÉ CINÉFIL 20.45 Le Club. Invité : Daniel Toscani du Plantier. 22.05 Le Meilleur du cinéma britannique. (1926). Les Grands Destins. [16/26]. Sport et cinéma. 23.00 Police spéciale. Film américain de Samuel Fuller (1964, N, v.o.).

CINÉ CINÉFIL 18.40 Documentaire. 19.35 Le Nouveau Bazar de Ciné Cinéma. 20.30 Téléfilm : Les Invités de huit heures. De Non Lagomarsino avec Lauren Bacall. 22.05 Documentaire 1. 23.00 L'Apiculteur. Film grec de Theo Angelopoulos (1986, v.o.).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.32 Poésie sur parole (rediff.). Spécial Jose Antonio Arze. 20.00 Le Temps de la danse. Festival Le Chorégraphe, à Tours, avec Daniel Larrieu. 20.30 Photo-reportage. Jean-Louis Scherer, écrivain. 20.45 Fiction. Vladimir Jankélévitch, l'ami philosophe, de Wladimir Jankélévitch. En association avec le Magazine Littéraire. 22.35 Musique : Opus. Jankélévitch, philosophe musicien. Œuvres de Chopin, Liszt, Fauré, Debussy, Ravel, Satie, Albeniz, de Falla, Stravinsky, Bartok, Mompou. 0.05 Clair de nuit. Albert Russo, écrivain. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Entre-temps avec Kostas Avelos (2) ; 2.24, Le Jardin de Flore (5) ; 2.35, Récital Alvaro Mutis ; 3.04, Eugen Orewermann, le théologien suspendu ; 4.29, Le Jardin de Flore (2) ; 4.39, Georges Walter (Les Pleurs de Babel) ; 5.06, La Petite Fabrique du bonheur (Hanna Schygulak) ; 5.57, Profits perdus : Hassan Fathy (2).

FRANCE-MUSIQUE 19.15 Soliste. Alfred Brendel, piano. Trois Improvisations pour piano O 946, de Schubert. Danse macabre, de Liszt ; Der Wanderer an den Mond O 870, de Schubert. 20.05 Soirée lyrique. Donnée les 30 mai, 3 et 5 juin, à l'Opéra national de Paris. Les Capulet et les Montaigu, de Bellini, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. Bruno Campanella, sol. Jeffrey Wells (Capellio), Laura Claycomb (Giuletta), Jennifer Larimore (Roméo), Gregory Kunde (Rebald), Pietro Spagnoli (Lorenzo). 23.00 Musique pluriel. Concert donné le 27 mars, au Centre Georges Pompidou, par l'Ensemble de l'itinéraire, dir. Pascal Rophé ; 24meuse, de Stockhausen ; Plötzlich, de Blondenau (création mondiale) ; Mes Beattudes, de Pesson (création mondiale) ; Parafresi 2, de Nova (création mondiale). 0.05 Auto-portrait. Françoise Lasseuse, de l'Ensemble Akademia. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector. Œuvres de Saint-Saëns, Franck, Fauré, Janáček, Kodály, Ligeti, Prokofiev, Copland, Shearing, Lewis, Grant-Still, Britten, Elgar, Brahms, Mendelssohn, Beethoven, Boccherini, Albinoni, Lécdaire.

Arte

19.00 Série : Paris. De Liddy Oldroyd [5/6]. La Solitude. Avec Alexei Soyle, Allan Corduner.

19.25 La Dessous des cartes. Chronique de géopolitique de Jean-Christophe Victor. De part et d'autre du Jourdain : la Jordanie [2/3], de Natasha Nisic (rediff.).

19.35 Histoire parallèle. Actualités britanniques et allemandes de la semaine du 10 juin 1945, commentées par Marc Ferro et James Steel.

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Téléfilm : Danger corruption. De David Tucker [1/8].

21.35 Documentaire : L'Innocence perdue. D'Ofra Bikel (v.o.).

23.05 Magazine : Velvet Jungle. Top Live : Elastica ; Close Up : Native.

0.20 Série : Johnny Staccato. 23. An Angry Young Man, de Richard Whorf, avec John Cassavetes (v.o.).

0.45 Téléfilm : Mon étrange mari. D'Andreas Dresen, avec Sabine Ring, Ade Sapara (rediff., 86 min).

LE MONDE DES LIVRES

Retrouvez la sélection du Monde sur Minitel 36 15 LEMONDE

Du matériel à usage nucléaire saisi aux États-Unis

LES AUTORITÉS fédérales américaines ont saisi 8 tonnes de zirconium - un métal utilisé dans la fabrication des gaines qui entourent le combustible des réacteurs nucléaires - que des trafiquants tentaient de vendre à des agents fédéraux en se faisant passer pour des Irakiens, ont indiqué jeudi 9 juin, les douanes américaines. Trois personnes ont été arrêtées. Selon les douanes, le métal saisi était volé dans des installations militaires ukrainiennes. Quelque 20 tonnes de zirconium sont nécessaires pour fabriquer le gainage et les infrastructures servant à maintenir en place les barres de combustible d'un réacteur nucléaire de 1 000 mégawatts. Son exportation est soumise à autorisation et ses fabricants sont suffisamment peu nombreux pour qu'une surveillance discrète de son commerce soit possible. La saisie américaine étonne les experts. L'un d'eux souligne que, si l'Ukraine est un gros producteur de minéral de zirconium, elle ne dispose pas, semble-t-il, des installations nécessaires à la fabrication du métal qui, au sein de l'ex-URSS, était assurée par la Russie.

■ **JUSTICE** : le skinhead Inso-français Michaël Gonçalves, soupçonné d'avoir provoqué la mort par noyade à la mi-avril au Havre d'un français d'origine tunisienne, incarcéré au Portugal, ne sera pas extradé vers la France. Le juge du tribunal de Porto a fait valoir la double nationalité de Michaël pour refuser la demande d'extradition présentée par les autorités françaises.

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

« Mare Nostrum » : les pays de la Méditerranée protègent leur mer commune 2
Burundi : une quarantaine de Hutus tués à Kibumba 3
Bosnie : le renforcement de la Forpro est en cours 5

FRANCE

Municipales : Marseille semble prête à se donner à un maire de droite 6
Jean-Marie Le Pen et la franc-maçonnerie 7
Valenciennes : M. Borloo devrait être réélu sans difficulté 8
Emploi : le contrat initiative-emploi serait modifié 9

SOCIÉTÉ

Sang contaminé : la mise en examen du docteur Brunet suscite une vague d'indignation 10

HORIZONS

Débats : la deuxième « guerre d'Algérie » vue de France, par Séverine Labat 13
Editoriaux : Union à la carte ; incertitudes judiciaires 14

ENTREPRISES

Grande distribution : le gouvernement Juppe est confronté au piège du gel des grandes surfaces 15
Investissements : certains groupes 16

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 16-15 LE MONDE

Cours relevés le vendredi 9 juin, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 15442,30 -1,51 -23,72
Hong Kong Index 9392,78 -0,56 -13,45

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au Var. en % Var. en % fin 94

Paris CAC 40 1951,19 -1,19 -3,72
Londres FT 100 3380,80 +0,30 +10,38
Zurich 1297,88 -0,24 -4,64
Milan MIB 30 584 -0,30 -4
Frankfurt Dax 30 2130,97 -0,47 -1,15
Bruxelles 1430,41 -0,94 -2,93
Suisse SMI 1169,61 -1,36 -12,66
Madrid Ibex 35 298,15 +0,36 +4,61
Amsterdam CBS 290,90 +0,21 +4,64

DEMAIN dans « Le Monde » :

QUAND DE GAULLE MENAÇAIT DE FAIRE TIRER SUR LES AMÉRICAINS : il y a cinquante ans, le Général prenait le risque de transformer une crise diplomatique avec les Alliés en affrontement armé dans le Piémont.

Tirage du Monde daté vendredi 9 juin 1995 : 510 509 exemplaires

Les zapatistes veulent organiser un référendum sur leur projet politique

Les négociations avec le gouvernement mexicain progressent

MEXICO

de notre correspondant

Le gouvernement mexicain et les rebelles zapatistes sont parvenus, jeudi 8 juin, à un accord de principe sur le regroupement des forces au Chiapas, sans s'entendre sur les positions exactes que devront occuper l'armée et les guérilleros indigènes. Les progrès réalisés dans le cadre des négociations en cours, dans le petit village de San Andrés Larrainzar, sont intervenus quelques heures après la publication d'un communiqué, signé par le principal dirigeant des insurgés, le « sous-commandant Marcos », qui invite ses sympathisants, au Mexique et à l'étranger, à organiser une « grande consultation » sur les propositions de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN).

Le chef de la délégation gouvernementale, Marco Antonio Bernal, a aussitôt qualifié cet appel d'acte de « propagande », estimant que ce n'était pas compatible avec le dialogue en cours. « La communauté internationale peut avoir des opinions sur le Mexique, mais c'est à nous de régler nos problèmes », a-t-il ajouté. Les autorités ont refusé de commenter les questions que l'EZLN suggère de poser à tous ceux qui voudront bien participer à la consultation : « Appuyez-vous les treize exigences de l'EZLN (démocratie, justice, liberté, éducation, etc.) ? Êtes-vous en faveur d'une réforme politique en profondeur qui garantirait la participation de tous à des élections justes ? L'EZLN doit-elle devenir une nouvelle force politique indépendante ou s'associer à d'autres organisations ? »

« Marcos », qui n'a pas réapparu en public depuis l'offensive menée

le 9 février par l'armée au Chiapas, brosse un portrait décourageant de la gauche mexicaine qu'il appelle à mettre fin à ses « querelles internes » pour former un « mouvement pour la libération nationale ». « Nous appelons les organismes de solidarité internationale, ajoute-t-il, à organiser une consultation dans leur pays respectif (il cite dix-huit pays, dont les États-Unis, la France, le Japon, la Russie) pour nous aider à prendre les décisions appropriées en cet instant historique. »

CORRIDORS

Le chef des insurgés, qui se sont fait connaître lors d'un bref soulèvement en janvier 1994, ne fait aucune allusion aux négociations en cours à San Andrés et ne se prononce pas sur la création de sept « corridors » dans les vallées où les zapatistes ont une grande présence. La proposition gouvernementale, acceptée par l'EZLN, consiste à regrouper les troupes régulières aux deux extrémités des

vallées. Les rebelles, qui se sont repliés dans la forêt à la suite de l'offensive de l'armée en février dernier, sont invités à concentrer leurs effectifs entre les points occupés par les forces régulières.

Tant que les négociations ne seront pas terminées, « les zapatistes conserveront leurs armes et seront chargés de maintenir l'ordre dans leurs zones et de faire respecter la loi, en collaboration avec les autorités », explique le document officiel. Rompant avec le discours traditionnel, un des membres de la délégation gouvernementale, l'ambassadeur Gustavo Iruegas, n'hésite pas à déclarer cette semaine au quotidien *La Jornada* : « A la différence du Salvador, où s'affrontaient deux ennemis, la société mexicaine dans son ensemble, y compris le gouvernement, sont d'accord avec les revendications zapatistes, même si elle n'oppose pas la lutte armée. »

Bertrand de La Grange

Les sujets de philosophie du baccalauréat 1995

POUR 389 201 candidats des séries générales (S, L et ES), le baccalauréat 1995 a commencé, vendredi 9 juin, par l'épreuve de philosophie.

● Lille, Paris, Ronen et Versailles.

Série ES : 1) Peut-on comparer l'histoire de l'humanité à l'histoire d'un homme ? 2) Y-a-t-il de bons préjugés ? 3) Commentaire d'un texte de Hume sur la justice.

Série L : 1) Une passion sans illusion est-elle possible ? 2) Peut-on tout justifier ? 3) Commentaire d'un texte de Bergson sur la fonction du langage.

Série S : 1) L'imagination est-elle nécessairement trompeuse ? 2) Peut-on être indifférent à la vérité ? 3) Commentaire d'un texte d'Aristote sur la responsabilité.

● Besançon, Dijon, Grenoble, Lyon, Nancy, Reims, Strasbourg

Série ES : 1) La science ne fournit-elle que des certitudes ? 2) Est-ce la nécessité qui pousse l'homme à travailler ? 3) Commentaire d'un texte de Freud sur la condition humaine.

Série L : 1) Peut-on dire que la

perception est une connaissance ? 2) Peut-on être heureux sans être libre ? 3) Commentaire d'un texte d'Auguste Comte sur l'exercice du pouvoir en politique.

Série S : 1) L'avenir doit-il être objet de crainte ? 2) L'opinion peut-elle être le guide du pouvoir politique ? 3) Commentaire d'un texte de Malebranche sur la raison.

● Aix-Marseille, Montpellier, Nice, Toulouse, Corse :

Série ES : 1) Quelle est la fonction première de l'État ? 2) Les sciences humaines nous disent-elles ce qu'est l'humanité ? 3) Commentaire d'un texte de Hegel sur la responsabilité.

Série L : 1) Le plaisir est-il l'origine et la fin de l'art ? 2) Y-a-t-il un intermédiaire entre savoir et ignorer ? 3) Commentaire d'un texte de Spinoza sur la domination.

Série S : 1) L'expérience de la beauté passe-t-elle nécessairement par l'œuvre d'art ? 2) Les connaissances scientifiques peuvent-elles servir à lutter contre le fanatisme ? 3) Commentaire d'un texte de Bergson sur le langage.

Six mille collégiens planchent sur le « certif » des années 20

DANS LA CITÉ-DORTOIR de la zone industrielle d'Amiens-Nord, Schérazade rêve encore. Comme les élèves de la 5D et de la 5H du collège Arthur-Rimbaud d'Amiens, situé en « zone sensible » et classé zone d'éducation prioritaire (ZEP), elle a passé jeudi 8 juin, le « certif », le même certificat d'études, à quelques épreuves près, que les petits Amiénois des années 20. En rédaction, on lui demandait de « dépeindre l'homme » d'un homme mort cent ans auparavant, qui revenait sur les lieux où il avait vécu. « J'ai raconté l'histoire d'un homme, Azouz, une vraie star, mort en 1885 : ses admirateurs vont trouver un marabout d'Afrique qui le ressuscite, pour cinq jours seulement, en 1995. Ça se passe à Constantine. Il découvre les supermarchés et les ordinateurs, mais ce qui le frappe le plus, c'est la pollution. L'environnement est tellement abîmé qu'il regrette vraiment son époque. »

Sa copie ne sera pas notée, pas plus que celle des six mille élèves - trois mille dans la Somme et trois mille dans le reste de la France - qui ont passé le même jour qu'elle les épreuves de français et

de mathématiques de l'ancien certificat d'études. L'objectif de cette opération, organisée par Claude Thélot, le directeur de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'Éducation nationale, n'est pas de délivrer un « diplôme », mais de comparer le niveau des élèves d'aujourd'hui avec celui que l'on exigeait au même âge, treize ans environ, au début du siècle. « On a retrouvé des milliers de copies des années 1923, 1924 et 1925 dans les archives de la Somme. Ces très rares », explique-t-il. Au-delà de l'intérêt historique de cette trouvaille a germé l'idée d'utiliser ce patrimoine pour apporter une pièce supplémentaire au débat sur le niveau des élèves. Les résultats seront connus au mois de décembre.

Après mûre réflexion et quelques regrets, Claude Thélot a éliminé l'épreuve d'histoire-géographie, car les programmes et la façon d'enseigner cette discipline ont trop évolué. Il a fallu choisir des sujets qui pouvaient être traités par des élèves dans un contexte qui a complètement changé : la plupart des thèmes, très concrets, sur lesquels planchaient les élèves des années 20 se

rapportaient à une France rurale. Ces obstacles levés, les classes sélectionnées se sont mises au travail dès la mi-avril, avec leurs professeurs, pour s'entraîner à l'examen. « A l'époque, rappelle Claude Thélot, on « chauffait » la tête de classe, car on présentait les meilleurs au certificat d'études. Pour l'instituteur, la grande fierté c'était d'avoir le meilleur du canton. »

Claude, treize ans, a trouvé « le français très facile, même les questions de grammaire, mais les maths, j'ai dû plus réfléchir ». Pour lui qui a « horreur de la règle de trois », le problème commençait mal : « le revenu de l'impôt sur les bénéfices agricoles est de 6 % du revenu net ». Mais il pense qu'il s'en est sorti. En salle des profs, paraît-il, tout le monde n'est pas venu à bout du problème. La grand-mère de Claude a passé son « certif », elle aussi. « Elle était pas mauvaise à l'école. Mais comme mes arrière-grands-parents n'avaient pas d'argent, elle est partie travailler à la mine, à Douchy, dans le Nord. »

Béatrice Gurey

DANS LA PRESSE

Le baccalauréat en question

LE FIGARO

Quelle chose est en train de changer dans le monde de l'éducation. Jusqu'alors, le mérite, l'exemplarité ou la sélection étaient autant de mots interdits. (...) [La réforme du baccalauréat], qui s'applique dès ce matin aux candidats, va dans le sens d'une revalorisation de l'épreuve. A la grande braderie est en passe de succéder l'examen de passage, étape ultime sanctionnant un parcours scolaire.

Ivan Rioufol

L'HUMANITÉ

Cette épreuve [de philosophie] constitue un héritage républicain

qui n'a survécu aux tentatives gouvernementales de suppression ou de dévoiement que parce qu'en France les enseignants, les élèves, les familles, les démocrates ont agi ensemble pour qu'il en soit ainsi.

(...) Dans la plupart des pays européens, cette matière est réservée à une minorité d'étudiants, comme si le pouvoir avait quelque chose à craindre de la rencontre du peuple et de la philosophie.

Arnaud Spire

LA RÉPUBLIQUE DU CENTRE

La question de la survie du bac, dans sa forme actuelle, se pose avec de plus en plus d'acuité au fil

des années. Rares sont les pays qui s'attachent avec autant d'obstination au mythe de l'examen de masse évaluant un savoir encyclopédique. Quasiment intouchable, puisque la dernière réforme remonte à 1969, le bac est un « monument national » proche du chef-d'œuvre en péril.

Comment ignorer que l'organisation des épreuves coûte plus d'un milliard ? Comment gérer une progression du nombre des candidats estimée à 200 000 en sept ans ? Comment accepter que la réquisition des locaux abrités scandaleusement l'année scolaire de nombreux enfants ?

Jacques Camus

MOTSCH CHEZ HERMÈS.

Chapelier MOTSCH.
42, av. George V. Paris 8.
Tél. 47 23 79 22.

Nouvelles propositions sur l'intégration

Deux textes inédits de la CDU

Le 9 juin, la CDU a publié deux textes inédits sur l'intégration. Le premier, intitulé « L'intégration des étrangers », propose une série de mesures pour faciliter l'immigration et l'intégration des étrangers en Allemagne. Le second, intitulé « L'intégration des réfugiés », propose une série de mesures pour faciliter l'intégration des réfugiés en Allemagne. Les deux textes sont destinés à servir de base à des discussions au sein de la CDU.

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande

La grande